




Pierre ROISSSET

communisme  
et  
nationalisme  
vietnamien

Les Parcelles à 450 m à l'est de Hue

éditions galilée

VIETNAM



Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
Kahle/Austin Foundation



politique et société  
collection dirigée par  
Jean-Marie Vincent

Pierre Jouber

communisme  
et nationalisme

communisme  
et nationalisme  
vietnamien

de

entre les deux guerres mondiales

Éditions de la Sorbonne  
Paris

1970

communisme  
et nationalisme  
vietnamien

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous les pays, y compris l'URSS.

© Editions Galilée, 1978.

ISBN - 2-7186-0092-6

pierre rousset

communisme  
et nationalisme  
vietnamien

le vietnam  
entre les deux guerres mondiales

éditions galilée

DU MEME AUTEUR

*Le Parti communiste vietnamien*, petite coll. Maspero, 1975.



Le 31 décembre 1977, le gouvernement cambodgien dénonçait violemment dans un « appel à l'opinion mondiale » le régime vietnamien identifié à cette occasion à celui de l'Allemagne hitlérienne et accusé « d'envahir » militairement le Kampuchea. Quelques heures plus tard, le gouvernement vietnamien rejetait les accusations portées à son égard par Phnom Penh, dénonçait à son tour les « crimes » commis sur son territoire par les soldats khmèrs et se déclarait en état de « légitime défense ». Peu après, la presse vietnamienne qualifiait de « réactionnaires » les « autorités » cambodgiennes.

Le fait apparaissait monstrueux. Deux partis issus d'une même tradition communiste régionale, deux régimes issus d'une lutte conjointe contre l'impérialisme s'étaient engagés, dès la victoire de 1975, contre l'intervention américaine acquise dans un double et meurtrier conflit frontalier et politique. Il n'est pas question, dans un ouvrage portant sur l'entre-deux-guerres mondiale, d'expliquer ce renversement paradoxal de la situation indochinoise. Il tient en effet beaucoup à l'évolution du mouvement communiste dans la région à la suite des Accords de Genève de 1954 et à la formation dans les années cinquante et soixante d'une nouvelle direction du Parti communiste cambodgien, direction qui s'est imposée à partir d'un profond rejet de la tradition de solidarité indochinoise à l'honneur durant la résistance anti-française.

Mais l'étude du mouvement ouvrier et national en Indochine durant les années vingt et trente n'en est pas moins indispensable à qui veut comprendre la dégradation brutale des relations vietnamo-khmères. Le réveil d'anciens antagonismes nationaux n'était pas inévitable. Et, plus qu'à un conflit frontalier, nous assistons actuellement à un violent conflit politique entre deux régimes se réclamant du socialisme. Le débat porte notamment sur la nature des relations qui devraient lier, au lendemain de la victoire sur l'impérialisme, le Vietnam, le Cambodge et le Laos. Phnom Penh accuse Hanoi de vouloir intégrer le Kampuchea à une « fédération indo-chinoise » à sa dévotion. Hanoi s'en défend mais accuse par contre la direction khmère de rejeter l'établissement de « rapports spéciaux » entre les deux pays (à l'image de ceux noués entre le Vietnam et le Laos), rapports jugés indispensables aux populations de cette région par la direction vietnamienne.

Or, c'est au milieu des années trente que le mot d'ordre de « Fédération des États unis socialiste d'Indochine » a été officiellement avancé. Et c'est dans la période qui sépare les deux guerres mondiales que l'on a vu un communisme de facture indo-chinoise s'affirmer en lieu et place du « communisme vietnamien » en gestation pendant les années vingt, puis commencer à céder politiquement du terrain devant la formation progressive de trois mouvements communistes distinctes au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Le rapport du communisme au mouvement national, de la constitution des nations à la révolution régionale et mondiale, était déjà au cœur de l'actualité révolutionnaire indo-chinoise.

L'étude des phénomènes nationaux, « nationalitaires » ou régionaux est aujourd'hui de mode. L'histoire a évidemment beaucoup à nous apprendre. Et celle de l'Indochine est particulièrement riche en la matière. La période des luttes de libération consécutive à la seconde guerre mondiale fut pour beaucoup dans la prise en compte du fait national par les militants révolutionnaires européens, dans son idéalisation aussi. L'histoire du mouvement communiste d'avant-guerre permet de mieux situer cette question dans son contexte historique changeant. L'éclatement sanglant de ce qui fut connu sous le nom de « front révolutionnaire indo-chinois » confirme l'urgence qu'il y a à replacer le fait national en perspective historique et à en tirer les enseignements politiques.

## introduction

La révolution vietnamienne est probablement, de tous les mouvements de libération du monde colonial et néo-colonial, celui où le degré d'identification entre mouvement communiste et mouvement national a été le plus profond. Le Parti communiste s'y est très tôt affirmé le « porte parole de la nation opprimée ». Au cours de deux longues guerres d'indépendance, il a dirigé des « fronts de libération » et une résistance populaire qui ont mis en échec les forces d'intervention françaises, puis américaines.

Mais, symbole d'un combat national anti-impérialiste, le mouvement communiste vietnamien conduit aussi une révolution sociale qui engage le Vietnam victorieux dans une difficile transition au socialisme. Cette dialectique qui lie la lutte contre la domination étrangère au renversement de l'ancien ordre intérieur remonte loin dans le temps. Ce n'est pas une coïncidence si la contre-offensive générale qui doit mener les troupes du Vietminh à la victoire de Dien Bien Phu est préparée par l'appel à la réforme agraire radicale. L'approfondissement de la lutte de classe dans les campagnes vietnamiennes est favorisé par les succès de la résistance aux opérations françaises; et la radicalisation du programme avancé par le mouvement communiste est devenu indispensable pour galvaniser la mobilisation paysanne et renforcer la capacité d'action militaire du Vietminh. Toute l'histoire de la révolution vietnamienne tend à confirmer une leçon essentielle : la solution de la question nationale est sociale.

L'histoire du Vietnam contemporain est en effet pour une large part celle du dégagement progressif du contenu de classe de la libération, de l'évolution des liens entre communisme et mouvement national, entre lutte sociale et levée anti-impérialiste, entre révolution nationale, contexte régional et situation mondiale. Le Parti communiste du Vietnam apparaît certes avant tout comme le dernier des grands protagonistes de la vague de luttes coloniales qui a suivi la seconde guerre mondiale. Pour beaucoup, le communisme vietnamien est essentiellement l'héritier de ces trois décennies de luttes de libérations. Il n'en est pas moins aussi à la fois l'acteur et le produit d'une histoire plus ancienne, celle du Vietnam des années vingt et trente.

L'un des traits les plus remarquables du communisme vietnamien est sa continuité politique et organisationnelle. Il émerge d'une « guerre révolutionnaire prolongée » qui a fourni durant une période exceptionnellement longue un cadre constant et contraignant à son activité, qui a marqué d'une empreinte particulièrement profonde son orientation, sa mentalité, son fonctionnement. Mieux, il est le seul parti communiste au pouvoir depuis plus de vingt ans à n'avoir connu ni purges, ni divisions ouvertes, malgré les aléas de la situation indochinoise et l'éclatement du conflit sino-soviétique.

Pourtant cette période n'est exempte ni de tournants politiques, ni de tensions internes, que ce soit autour de la question agraire à l'époque de la résistance anti-française ou à propos de la reprise du combat armé, à la fin des années cinquante. Surtout, l'ère des « fronts de libération » a été précédée d'une période de formation du mouvement ouvrier et communiste vietnamien riche en crises et retournements dans lesquels les rapports changeants entretenus par les organisations communistes vietnamiennes à la question nationale occupent une grande place.

C'est à cette histoire d'avant-guerre que cet essai se consacre; l'histoire des premiers liens noués entre le communisme vietnamien et le mouvement national; l'histoire de deux décennies durant lesquelles ce mouvement national fut l'enjeu d'un intense conflit entre des forces politiques et sociales concurrentes; conflit dont l'issue pèsera lourd dans l'évolution des combats des années quarante à soixante-dix.

Il s'en faut évidemment beaucoup que cette étude soit complète. Les courants nationaux non communistes ne sont abordés que dans leur confrontation avec les organisations marxistes, ou

proto-marxistes vietnamiennes. L'analyse du communisme vietnamien, elle-même, est limitée. Elle ne s'attarde, pour les années vingt, que sur l'« Association de la Jeunesse Révolutionnaire » de Nguyen Ai Quoc alors que d'autres mouvements joueront un rôle actif dans la formation du Parti communiste indochinois : le Tan Viet, dans le centre du pays surtout; celui animé par l'intellectuel Nguyen An Ninh en Cochinchine aussi... Et il reste difficile de traiter de façon équilibrée du rapport du communisme vietnamien à la question nationale sans une analyse parallèle plus poussée de la politique coloniale des forces françaises — notamment du P.C.F. — et de la politique indochinoise du Komintern. L'histoire de la révolution indochinoise reste largement à écrire et dépend des chercheurs et militants vietnamiens, laotiens et cambodgiens; comme de la poursuite des études internationales.

Cet essai est issu d'un mémoire présenté en 1976 à l'université de Paris VIII Vincennes auprès de Y. Lacoste, M. Rebérioux et D. Hemery, partiellement remanié depuis. Il doit beaucoup à divers travaux antérieurement publiés. Les citations et références en font foi. Il me faut remercier tout particulièrement Georges Boudarel, Pierre Brocheux et Daniel Hémerly, enseignants à Paris VII, qui m'ont prodigué des conseils, communiqué des manuscrits et de nombreux documents.



## le contexte

## le prologue la crise de légitimité

Certains traits de la situation coloniale au Viet Nam, qui contribueront à donner à la lutte de libération son visage particulier, s'affirment très tôt, dès les débuts de la conquête française. C'est notamment vrai pour la forme que prend la domination métropolitaine en Indochine : l'administration directe. La crise de légitimité caractérise toute nation colonisée; le nouveau pouvoir est en effet trop étranger au pays, à son histoire et à sa civilisation, à son état de développement socio-économique, pour pouvoir se faire reconnaître. Mais cette crise de légitimité prend au Vietnam des proportions inhabituelles. Aucun corps social traditionnel ne veut — ou ne peut — servir d'intermédiaire politique entre les Français et la population sans déchoir aux yeux de cette dernière et se diviser profondément. En cela, le système colonial vietnamien différera de celui mis en place par les Britanniques aux Indes, comme de celui instauré par les Hollandais à Java. Cette différence est d'autant plus significative qu'elle fut plus imposée à Paris qu'elle ne fut souhaitée par le gouvernement français.

La conquête française est précédée d'une longue période durant laquelle s'établissent des contacts entre le Vietnam (Dai Viet)



et l'Occident. C'est en 1540 que les Portugais établissent les premières relations commerciales régulières avec le Dai Viet. Ils sont suivis, au XVIII<sup>e</sup> siècle, des Hollandais, des Anglais puis des Français. Missions marchandes et religieuses se multiplient. Pourtant, le XVIII<sup>e</sup> siècle verra se produire un profond déclin de la présence occidentale. L'étroitesse du marché vietnamien, les restrictions apportées aux possibilités de commerce et d'évangélisation par la royauté, les guerres européennes, la concurrence d'autres places maritimes dans la région amènent la fermeture de la plupart des comptoirs.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, au lendemain des guerres napoléoniennes, l'expansion commerciale européenne reprend son essor en Asie du Sud-Est. A la même époque, le Vietnam prend son visage moderne. L'empereur Gia Long vient de réunifier le pays, longtemps divisé et de lui donner son nom actuel. Il fonde la dynastie des Nguyen (1802). La « marche vers le Sud » touche à sa fin. Elle avait été engagée près d'un millénaire auparavant par les paysans viets — les Kinhs — du delta du Fleuve Rouge; poussés par la faim de terre, ils colonisent progressivement de nouveaux territoires, occupant les plaines littorales du centre vietnam, puis le delta du Mékong. Quand les puissances occidentales reprennent l'initiative, les dernières provinces de la Cochinchine viennent d'être gagnées.

Les Britanniques, établis depuis 1819 à Singapour, s'intéressent à nouveau au Vietnam. Ils voient là un possible point d'appui sur la route de Chine. Avec la Restauration, commerçants et missionnaires français accentuent aussi leur pression sur le royaume. Des incidents militaires, isolés encore, éclatent. Or, la « guerre de l'opium » a porté un coup fatal aux derniers recours possibles des Nguyen, face aux menées occidentales : l'appel à la protection et à la suzeraineté traditionnelle chinoise. Le traité de Nankin (1842) ouvre le territoire chinois à l'emprise européenne. Le 1<sup>er</sup> septembre 1858, sous le second Empire, la conquête française du Vietnam débute avec la prise de la ville de Tourane.

Commencée en 1858, la conquête coloniale ne prend officiellement fin qu'en 1885 avec la reconnaissance par Pékin du protectorat français. Il faudra néanmoins encore de nombreuses années à Paris pour pacifier le pays et consolider sa domination. La résistance massive à la présence française dure longtemps et les derniers réduits ne seront brisés qu'en 1909, voir 1913. Ce n'est donc que très progressivement que le contrôle français réussit à s'imposer. La conquête de la Cochinchine s'étend de 1862 à 1867, celle du Tonkin et de l'Anam de 1872 à 1884.

La lenteur de la conquête s'explique par nombre de facteurs. La défaite française de 1870, notamment, provoque l'arrêt

pendant une dizaine d'années de l'intervention gouvernementale en Asie du Sud-Est. Seules des initiatives semi-individuelles continuent alors d'être prises. Surtout l'intérêt manifesté par Paris à l'égard du Vietnam n'est encore que relatif. La recherche de marchés commerciaux, de ports d'étape, de voies d'accès à la Chine prime. La conquête de la Cochinchine puis l'imposition du protectorat sur le Cambodge visent à permettre l'utilisation du Mékong pour atteindre la Chine. Quand ce fleuve se révèle impraticable, l'attention de Paris se tourne vers le Fleuve Rouge, au Tonkin. Ce n'est qu'après 1880, avec la consolidation de la troisième République, que le projet impérialiste prend vraiment forme avec la recherche des sources de matières premières, l'exportation de capitaux et la division du monde en zone d'influence.

Mais la résistance de masse que la population vietnamienne oppose à l'entreprise coloniale n'en joue pas moins un rôle très important dans les difficultés françaises. D'autant plus qu'elle fait échouer les premières tentatives d'association d'un personnel politique vietnamien à la domination métropolitaine.

## le Vietnam au XIX<sup>e</sup> siècle

Quand ils commencent à entreprendre la conquête du Vietnam, les Français se heurtent à une société fortement organisée et remarquablement homogène sur l'ensemble du territoire. Une rigoureuse centralisation nationale du pouvoir étatique se combine avec le maintien d'une large autonomie villageoise locale. L'administration gouvernementale et provinciale est extrêmement développée. Elle est composée de *mandarins* civils et militaires, recrutés par concours, rétribués en argent ou en riz et non en terres ou domaines. L'Etat précapitaliste, déjà particulièrement centralisé, assure la réalisation des grands travaux hydrauliques indispensables à la riziculture irriguée et à l'agriculture deltaïque du Vietnam (perçement de canaux, entretien des digues). Il assure de même la protection militaire du pays. En contrepartie, la communauté villageoise, dont la cohésion est fondée sur l'existence d'une petite exploitation paysanne, en l'absence d'un mode d'appropriation privé dominant de la terre, doit impôts et corvées. L'Etat traite avec la collectivité et non avec les individus; son autorité ne pénètre pas au-delà de l'enceinte villageoise derrière laquelle les notables tiennent le haut du pavé.

L'équilibre de ce système est symbolisé par la personne de l'Empereur, investi du « mandat du ciel ». L'autorité politique, morale, étatique et religieuse, pour tout le territoire vietnamien est donc concentré au sommet d'une pyramide administrative unique. Le Vietnam a vu s'achever l'œuvre d'unification des institutions commencée neuf siècles auparavant avec la fin de la domination chinoise. Les législateurs vietnamiens se sont étroitement inspirés du modèle fourni par les dynasties chinoises qui restent la puissance suzeraine. La cohérence de ces institutions tient aux rapports particuliers noués entre la commune villageoise autonome et un corps administratif hyper développé, chargé d'assurer les travaux d'infrastructure indispensables qui dépassent les possibilités d'un village ou d'un groupe de villages.

La société vietnamienne est restée essentiellement agraire et les villes essentiellement subordonnées à la fois à l'agriculture et au pouvoir central; s'il n'y a pas stagnation des forces productives, leur développement est retardé par rapport à celui de l'Europe Occidentale. La combinaison d'un Etat hypertrophié et despotique avec la commune villageoise et l'absence d'appropriation privée généralisée de la terre est caractéristique de l'existence d'un « mode de production asiatique<sup>1</sup> ».

A la veille de la conquête française, l'Etat vietnamien semble à l'apogée de son développement. Pour Le Thanh Khoi, « le Vietnam à l'avènement de Tu-Duc en 1847 apparaissait comme l'Etat le plus vaste, le plus peuplé et le plus puissant de toute la péninsule indochinoise<sup>2</sup> ». Pourtant la puissance même de cet Etat mandarin a étouffé la formation rapide de classes sociales neuves, à même d'opposer à l'entreprise coloniale autre chose qu'une défense de l'ordre passé. L'Etat a imposé son monopole sur le commerce extérieur, et traite essentiellement avec des commerçants chinois. La centralisation administrative au Vietnam était en effet très grande, supérieure non seulement à celle qui prévalait dans l'Europe féodale mais aussi à celle de la Chine impériale. Les manufactures qui se constituent alors sont des manufactures d'Etat. « La conquête du Centre et du Nord (du pays) par la France à partir de 1882 avait

1. En ce qui concerne le problème du MPA au Vietnam, on trouvera un débat contradictoire entre le Thanh Khoi, qui est contre l'utilisation de ce concept, et Camille Scalabrino, qui est pour, dans les travaux du colloque « Structures et cultures précapitalistes », organisé en décembre 1976 à l'Université de Paris VIII-Vincennes. Ces travaux devraient être publiés ultérieurement.

2. Le Thanh Khoi, *Le Vietnam histoire et civilisation*, Ed. Minuit, 1955, p.343.

achevé de ruiner une chétive bourgeoisie dont le monopole impérial du commerce extérieur avait réduit la sphère d'activités à de petites transactions locales. Dans sa thèse sur " Les sociétés commerciales indigènes en Indochine " (1933) Albert Detay ne mentionne que des entreprises chinoises au moment de l'occupation française et considère leurs homologues vietnamiennes comme inexistantes. En 1881 on ne trouvait à Hanoï que 8 commerçants vietnamiens face à 64 Européens, 72 Chinois et 4 Indiens, à Haïphong, 17 face à 113 étrangers<sup>1</sup> ».

La nature de la résistance à la conquête coloniale reflète cet état social du Vietnam au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle confirme l'immobilisme profond du régime. La cour de Hué (la capitale impériale) cède progressivement face aux exigences françaises. Le corps mandarin se divise en conséquences et une vaste résistance populaire paysanne s'organise, animée par les mandarins réfractaires et les lettrés traditionalistes<sup>2</sup>. L'« insurrection des lettrés » scelle la crise de l'ancien régime et annonce l'évolution à venir du mouvement national en même temps qu'elle force la colonisation à s'avouer sous son jour le plus répressif.

## la résistance à la conquête française

La résistance à la pénétration française est d'abord le fait des troupes royales, et pendant longtemps la cour de Hué refuse de reconnaître la domination métropolitaine sur l'ensemble du territoire. Les premières tentatives d'association du corps politique vietnamien, celles de l'amiral Bonnard, échouent. Elles s'adressent au personnel administratif traditionnel, mandarin, et aux notables. Mais les autorités françaises se heurtent « au fait que lettrés et mandarins leur refusent massivement leur collaboration. Obéissant aux ordres de Hué, ceux-ci ont purement et simplement disparu. " La classe capable d'administrer était absente ou malveillante " selon le mot de l'historien Gultru. Et les amiraux, contre leur gré, sont ainsi ame-

1. Georges Boudarel, « Phan Boi Chau et la société vietnamienne de son temps », *France Asie*, 199 (4<sup>e</sup> trimestre 1969) p. 368.

2. Les lettrés sont notamment des éléments instruits qui n'ont pu passer avec succès les concours mandarinaux et qui diffusent l'instruction confucéenne dans les villages.

nés à s'engager dans la voie périlleuse de *l'administration directe*<sup>1</sup> ».

Au Tonkin et en Annam l'effondrement politique de la cour de Hué, et sa reconnaissance du protectorat français, permettent à l'occupant d'éviter ce recours trop ouvert à l'administration directe. Mais la poursuite de la résistance par une partie importante du corps des mandarins et des lettrés force néanmoins les autorités françaises à prendre bien souvent de fait directement en charge l'administration du pays. Pour Jean Chesneaux, « les forces françaises sont devenues progressivement maîtresses de l'ensemble du pays vietnamien. Mais les difficultés mêmes qu'elles ont rencontrées ont marqué dès l'origine d'une empreinte indélébile le système colonial dans son ensemble. L'orientation administrative, financière, économique même, donnée au Tonkin après 1885 ne peut se comprendre que par rapport à cette résistance, pour vaine qu'ait été cette dernière sur le plan strictement militaire<sup>2</sup> ». A chaque recul politique de la cour de Hué, le fossé s'élargit entre elle et une résistance populaire de plus en plus étendue, dirigée par des lettrés et mandarins insoumis.

Le second traité de Protectorat (1884) et le traité de T'ien Tsin avec la Chine (9 juin 1885) consacrent le succès de la conquête coloniale. Pourtant ils ne mettent pas un terme à la résistance intérieure. La cour de Hué se divise profondément. L'un des deux régents, Ton That Thuyet prend le maquis avec le tout jeune empereur Ham Nghi. L'autre régent, Tuong, se soumet et fait introniser, avec l'accord des Français, un autre empereur : Dong Khan. Le mouvement dirigé par le régent Thuyet et Ham Nghi (ou mouvement Can Vuong : de « soutien au roi ») prend une grande ampleur. Il dure de 1885 à 1888, date à laquelle l'empereur est capturé.

La résistance à l'instauration du Protectorat se poursuit bien après la capture de Ham Nghi. De nombreux soulèvements se produisent jusqu'en 1897, toujours sous la direction des lettrés, et, parfois, de mandarins renommés. Mais dans sa majorité le corps mandarin proprement dit ne s'engage pas dans la lutte active. La cour de Hué participe pour sa part à une répression qui devient de plus en plus sauvage contre les insurrections populaires. Ce n'est qu'après une offensive déclenchée en 1909 que De Tham est tué (1913) à la veille de la première guerre mondiale, et que les derniers foyers de résistance traditionnelle armée sont éteints.

1. Jean Chesneaux, *Contribution à l'histoire de la nation vietnamienne*, Editions Sociales 1955, p. 114-115.

2. Jean Chesneaux, *op. cit.*

## la fin d'une période

Les tentatives d'association de l'élite traditionnelle vietnamienne se poursuivront au delà des années 1800 et connaîtront parfois certains succès, notamment dans les villages où la colonisation renforce le pouvoir des notables. Par ailleurs la politique d'administration directe — ou de prise en charge croissante de l'administration réelle du pays sous protectorat — ne fut pas seulement imposée aux autorités françaises. Elle trouva des défenseurs aussi bien à Paris que dans le colonat indochinois. Mais l'ampleur et la durée de la résistance, l'incapacité de la cour de Hué à rassembler derrière elle une partie suffisante du corps des mandarins et des lettrés, interdisent à la France d'asseoir sa présence grâce à la légitimité de la monarchie. La nature de cette résistance — son caractère populaire comme sa faillite ultime — marque l'évolution propre du mouvement national vietnamien. Elle fait renaître une tradition de soulèvement de masse qui s'avèrera précieuse dans les luttes de libération future. Elle sanctionne simultanément l'épuisement du rôle historique des couches sociales qui se sont portées à sa tête.

La résistance est guerre paysanne. La tradition d'insurrections agraires populaires est profonde au Vietnam. Elle se voit durablement réactualisée avec la lutte contre l'instauration de la domination coloniale. Elle préfigure par bien des aspects ce que sera le combat militaire ultérieur pour la libération. Il suffit pour se convaincre de l'importance qu'a revêtu cette expérience pour l'avenir de rappeler ce que disaient de la « révolte des lettrés » les administrateurs français entre 1885 et 1895 : on y trouve déjà décrit bien des aspects de la guerre de guérilla moderne<sup>1</sup>. Le 20 décembre 1885, le résident de Nam Dinh écrit à l'issue d'une tournée dans sa province : « Les chefs de la rébellion font une certaine propagande dans la contrée qu'ils occupent (...) les simples soldats de cette armée sont fournis par tous les villages de la région indistinctement sur lesquels les chefs ont une action terro-

1. Les citations suivantes sont tirées de l'article de Charles Fourniau. « Les traditions et la lutte nationale au Vietnam, l'Insurrection des Lettrés » in *Tradition et Révolution au Vietnam*, Editions Anthropos, p. 94 et 95.

risante. Arrive une colonne française, la bande organisée surtout pour répandre le trouble dans le pays et pour mettre en mouvement nos soldats, résiste à peine et pour la forme. Les chefs connus et leurs fidèles s'enfuient et il reste dans le pays le gros de l'armée et les chefs de moindre importance qui sont des paysans que nous cotoyons journellement. Il y a en quelque sorte une organisation latente qui, en présence de nos troupes, se confond avec le reste de la population et qui rentre dans le néant. Mais cette armée ne rentre dans le néant et n'y reste qu'à condition que l'action de nos forces soient permanentes. »

Cinq ans plus tard, la remarque d'un autre résident illustre l'évolution possible de ce type de guérilla à base de masse au sein de la population villageoise : « Très nombreuses, très bien armées de fusils à tir rapide, guidées et renseignées par des déserteurs qui ont perdu à notre contact la crainte salutaire de l'Européen, ces bandes osent maintenant tendre des embuscades à nos colonnes et non sans succès, hélas !... Elles se sont grossies de nombreuses petites bandes qui jusqu'ici opéraient isolément et de tous les mécontents qui regrettent le passé et n'ont pu se plier à un état de chose nouveau provoqué par notre occupation, de tous les gens opprimés par un régime fiscal peu équitable, rendu encore plus lourd et plus odieux par des abus de toute sorte auxquels il sert de prétexte... Elles ne pillent pas; elles prennent des allures de troupes régulières. Ce sont les Français, disent leurs chefs, qui sont seuls coupables des maux sans nombre dont souffre le pays... Les pirates de Bang-Y n'ont pas massacré, suivant l'usage, tous les prisonniers, blessés ou non. On a décapité les gradés indigènes, coupé en morceaux le pho quan (officier supérieur) mais renvoyé les simples gardes, après leur avoir donné à manger, les considérant comme irresponsables. C'est peut-être encore de la piraterie, mais, si nous n'y coupons court, ce sera bientôt de la rébellion, avec cette circonstance aggravante que tous ces bandits ont un armement égal au nôtre, qu'ils sont plus nombreux que nos soldats, qu'ils ont l'appui des habitants et qu'ils combattent sur un territoire qu'ils connaissent parfaitement et avec cette mobilité spéciale aux troupes asiatiques qui vivent sur le pays et n'ont pas de convois. »

Il n'y a pas seulement dans cette succession d'insurrections villageoises préfiguration des luttes de libération du milieu du XX<sup>e</sup> siècle. On y retrouve aussi l'écho vivace des soulèvements qui, à la fin du premier millénaire après Jésus-Christ, avaient brisé l'emprise chinoise et défait les armées d'un Empire pourtant beaucoup plus puissant que le Vietnam d'alors. La résistance à la colonisation française jette un pont entre ces deux périodes, reconstitue une tradition militaire populaire, vivifie une légende d'insoumission qui

alimentera la levée anti-impérialiste et facilitera la formation du mouvement national vietnamien moderne.

Mais, guerre paysanne, « l'Insurrection des Lettrés » était aussi passéiste. L'inégalité des forces matérielles en présence n'explique pas seule l'effondrement ultime de la résistance à la colonisation. Cette inégalité sera encore plus profonde cinq décennies plus tard, et l'issue du combat n'en sera pas moins victorieuse. La conquête française met à nu la fragilité d'un régime qui n'a pu évoluer à temps. La capitulation de la cour de Hué sanctionne son immobilisme antérieur. Les ressorts sociaux qui ont permis au régime japonais, sous la pression croissante de l'impérialisme, de réaliser sa propre évolution bourgeoise à l'époque où le Vietnam pliait (en 1868, avec la « Restauration du Meiji ») sont inexistants. En l'absence d'une bourgeoisie suffisamment forte, la levée paysanne ne peut que rester sous direction traditionaliste, celle des lettrés et des mandarins.

La crise de légitimité ouverte par la colonisation est donc triple. La métropole est forcée de mettre à nu le caractère oppressif de sa domination. L'ancien régime s'effondre sans rémission possible. Le mouvement de résistance entre en crise, ouvrant une période d'interrogation, de recomposition profonde, de transition prolongée. Il faudra que l'intégration forcée du Vietnam dans l'économie capitaliste mondiale fasse sentir ses effets sur le terrain social pour que cette période de recomposition et de transition se termine. Il faudra aussi que l'écho des révolutions chinoise (de Sun Yat Sen) et russe (de 1917) atteignent l'Indochine. Il faudra attendre les années vingt.



## le nouveau terrain social la crise structurelle

Le Vietnam, terre coloniale, voit naître une formation sociale très particulière. Intégré au marché mondial, il vit dorénavant à l'heure de l'impérialisme. Mais si le capitalisme devient par là le mode de production dominant, il ne pénètre que très progressivement et très inégalement le pays. Mieux, si la colonisation dissout les rapports socio-économiques antérieurs, elle ne les fait pas disparaître pour autant, elle les consolide même parfois pour les utiliser à ses propres fins. La colonisation mine irrémédiablement la puissance des anciennes classes dominantes. Mais elle se garde aussi bien de laisser trop s'affirmer une bourgeoisie nationale, dangereusement concurrente. La bourgeoisie vietnamienne reste « rachitique » et souvent compradore. Les pouvoirs des notables et des propriétaires fonciers ne seront pas seulement maintenus, mais bien souvent renforcés.

### l'effet de déséquilibre

Dans ces conditions, la conquête française interrompt brutalement l'évolution organique antérieure de la société. Elle interdit

simultanément tout nouveau développement équilibré. La colonisation désarticule la société vietnamienne du triple point de vue politique, culturel et économique. Le Vietnam est découpé en trois « pays » aux statuts différenciés : le Tonkin (Bac Bo) au nord, l'Annam (Trung Bo) au centre et la Cochinchine (Nam Bo) au sud. L'« Union Indochinoise » (fondée en 1887) achève cette opération de démembrement. Le colonialisme corrompt et désagrège la culture et la civilisation traditionnelles. Mais il n'offre en retour qu'un analphabétisme et parasitisme culturel de l'Occident. Il valorise certes parfois le Vietnam ancien, mais c'est alors pour rechercher dans la morale confucéenne — morale d'ordre et d'autorité — ce qui peut consolider sa présence et ce qui peut aider à opposer au nationalisme anti-impérialiste un nationalisme traditionaliste et anti-communiste.

Sur le plan économique, la colonisation provoque une discontinuité profonde dans l'évolution du pays. En dehors des mines de métaux non ferreux du Tonkin et de la région rizicole de Saïgon « la règle générale est que, au Vietnam, les intérêts coloniaux se sont développés dans des régions antérieurement peu actives ». Les centres économiques antérieurs dépérissent souvent. Les courants d'échange internationaux — dirigés auparavant vers l'Extrême-Orient — cèdent le pas au commerce avec la métropole. Plus, « les liens entre les différentes régions du Vietnam se distendent souvent et, en tous cas, ne se développent pas au même rythme que ceux avec la France. C'est le cas en particulier des liaisons entre le Nord et le Sud ». Le cabotage maritime, lagunaire, lacustre et fluvial du XIX<sup>e</sup> s'épuise. Il n'est pas remplacé par le chemin de fer, le trafic marchandises du « transindochinois » restant faible. L'infrastructure économique nouvelle est conçue avant tout en fonction des besoins métropolitains.

« L'économie vietnamienne précoloniale était bien loin de se ramener à ce schématisme (des manuels scolaires français) d'un bâton sec et improductif (le centre Vietnam) avec les deux gros producteurs de riz aux extrémités (les deltas). C'était un organisme infiniment plus riche, infiniment plus complexe et différencié, et dont justement la partie centrale a été réduite à l'état de bâton à l'époque coloniale<sup>1</sup>. »

La colonisation plonge la société vietnamienne dans un état de déséquilibre, politico-culturel aussi bien que socio-économique.

1. J. Chesneaux, « L'implantation géographique des intérêts coloniaux au Vietnam et ses rapports avec l'économie traditionnelle » in *Tradition et Révolution au Vietnam*, éd. Anthropos p. 74 à 88.

Des contradictions propres à des modes de production différents interfèrent dorénavant. Le paysan vietnamien doit toujours la rente et la corvée précapitaliste au propriétaire foncier absentéiste que déjà il commence à subir les contre-coups des fluctuations du marché mondial et d'une concentration foncière accélérée, surtout en Cochinchine. Il s'agit là d'une *combinaison* et non d'une juxtaposition de contradictions sociales. Des liens organiques se nouent en effet entre les anciennes et nouvelles couches privilégiées du Vietnam et les maîtres coloniaux. Un réseau complexe d'intérêts réciproques, de concurrences conflictuelles et de relations de dépendance se tisse par là. C'est cette combinaison de contradictions sociales, relevant de deux âges de développement, qui pèsent sur la majorité de la population vietnamienne. C'est elle qui permet de comprendre comment la crise coloniale mettra à la fois à l'ordre du jour la libération nationale et la révolution sociale.

Il n'existe pas d'étude systématique des modifications socio-économiques directes introduites par la colonisation en Indochine. Elles sont certainement très inégalement réparties dans le temps et dans l'espace, à la ville et à la campagne, dans les hautes régions, les plaines et les deltas, dans les provinces septentrionales, centrales et méridionales. Mais le résultat des tendances à l'œuvre dès les lendemains de la conquête française apparaît clairement dans la transformation du champ social des conflits politiques qui agitent le pays. Si, en effet, la colonisation *interdit* la liquidation du passé précapitaliste des sociétés indochinoises, elle fait en même temps surgir les protagonistes des luttes de classe moderne. La colonisation ne fait pas œuvre de civilisation, elle déforme et désarticule pour longtemps le développement du pays. Elle n'en bouleverse pas moins les données sociales de la lutte de libération. Lettrés et mandarins cèdent progressivement la place aux bourgeois et aux prolétaires qui tous deux postulent à la direction du mouvement de libération.

## la formation sociale des années vingt

Quand le mouvement communiste prend consistance au Vietnam — de 1925 à 1930 — la formation sociale vietnamienne a été en effet profondément altérée et modifiée. C'est notamment ce qui permet au Parti communiste d'apparaître autant comme le produit d'une évolution interne du pays que comme l'écho vietnamien de

l'évolution des luttes de classe internationales<sup>1</sup>. L'équilibre de la commune villageoise, fondée sur la petite exploitation paysanne, est irrémédiablement détruit par l'extension de la concentration foncière. L'expropriation du petit paysan, la réorganisation du marché pour l'exportation, la concession de nombreuses terres aux colons français, l'aggravation du régime fiscal s'ajoutent aux dommages dus aux guerres de conquête pour précipiter un processus de paupérisation rapide dans la paysannerie. Symptôme de la crise agraire, la consommation annuelle de riz par tête tombe de 262 kg en 1900 à 226 en 1913.

A la fin des années vingt, 3 à 5 % de la population possèdent 50 % des terres. Si la formation d'une couche de propriétaires fonciers caractérise l'évolution générale du Vietnam, la structure agraire reste diversifiée suivant les régions. Partout néanmoins la condition du paysan pauvre devient dramatique. Au Tonkin, l'exploitation est très parcellisée. La propriété foncière n'en est pas moins très inégalement répartie. Dans le delta du Fleuve Rouge, vers 1930, 50 % de la population possèdent des terres de moins d'un hectare 80, ou pas de terres du tout, soit au total 36 % des surfaces en culture. L'endettement et les hypothèques aggravent encore ces inégalités. En Annam, la région la plus pauvre, les terres communales résistent mieux à la privatisation. Mais le contrôle des notables sur leur répartition annuelle augmente. En Cochinchine la grande propriété latifundiaire impose sa loi, surtout à l'ouest et au sud du delta du Mékong. 2,5 % de la population possèdent vers 1930, des domaines de plus de 50 hectares qui couvrent près de 50 % des superficies cultivées. En 1930, enfin, 910 000 hectares ont été concédés aux colons français, dont plus de 200 000 hectares de rizières en Cochinchine. A la fin des années trente, 70 % d'une population vietnamienne évaluée alors à 18 millions d'âmes aurait été composée de paysans pauvres, de fermiers et de journaliers agricoles, selon Marc.

Dans une étude nourrie des travaux français de l'époque et de la lecture de la littérature vietnamienne, Ngo Vinh Long donne une description dramatique de la condition paysanne dans l'entre-deux-guerres. Il tend à montrer combien la colonisation représenta, avec la destruction du système agraire traditionnel, une aggravation brutale de l'exploitation paysanne sans offrir pour autant de débouché

1. Les chiffres suivant sont tirés sauf indication contraire des ouvrages de le Thanh Khoi et J. Chesneaux (*op. cit.*) ainsi que de celui de Nguyen Khac Vien, *Histoire du Vietnam*, Ed. Sociales 1974, ainsi que de notes du séminaire de D. Hémerly, à Paris VII.

urbain et d'emploi industriel à la masse rurale paupérisée<sup>1</sup>.

La structure agraire est donc profondément modifiée. La part relative de la paysannerie moyenne décroît brutalement. Une paysannerie riche se forme, donnant naissance, à l'exception de gros riziculteurs cochinchinois, à une propriété foncière rentière et non à une bourgeoisie agraire proprement dite. Une masse de paysans pauvres apparaît, vite majoritaire. Ce sont les Ta Dien, paysans sans terres ou obligés de louer leur force de travail vu l'exiguité de leur exploitation. Les taux de fermage atteignent et dépassent les 50 %, les taux d'usure oscillent autour des 10 % mensuels, les corvées et les impôts personnels (près d'un mois de salaire) s'ajoutent au fardeau du paysan. La condition de fermier approche celle d'un miséreux.

Le caractère parasitaire de la propriété foncière est illustrée par l'arriération des techniques agricoles. Le landlord préfère exploiter la force de travail, vu son prix, plutôt que de moderniser son exploitation. Le rendement rizicole du Vietnam est en conséquence parmi les plus bas du monde : 12 quintaux à l'hectare, contre 18 au Siam, 34 au Japon, et 58 en Espagne. La colonisation provoque dans ce pays de haute densité démographique l'ouverture rapide d'une profonde crise agraire.

Parallèlement, l'exode rural nourrit la formation d'un jeune prolétariat dans les plantations, les mines et les entreprises industrielles. Les investissements français croissent rapidement. 490 millions de francs sont investis entre 1888 et 1918, et 8000 millions entre 1919 et 1929. Il y a 15 000 hectares plantés en hévéas en 1924, et 120 000 en 1930. 496 permis miniers sont distribués en 1923, 1347 en 1924, 8185 en 1928 et 17 685 en 1929. Une petite industrie de transformation se constitue : rizeries, cotonneries de Nam Dinh, cimenteries de Haïphong, briquetteries et tuileries etc.

La classe ouvrière qui voit le jour grâce à cette expansion des investissements reste peu nombreuse, mais elle est pour une part fortement concentrée dans quelques zones minières, industrielles ou de plantations. En 1929, elle comprenait en Indochine environ 221 000 travailleurs dont 53 000 dans les mines, 86 000 dans l'industrie et 80 000 dans les plantations. 189 000 de ces travailleurs étaient localisés au Vietnam. Mais cette statistique que Dumarest tire d'une publication de l'Inspection du travail ne concerne que les entreprises minières, agricoles, commerciales ou

1. Ngo Vinh Long, « Before the revolution, the vietnamese peasants under the French », The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, et Londres, Grande Bretagne, 1973.

industrielles européennes. Or, le poids numérique des petites entreprises et des établissements artisanaux, souvent tenu par des Asiatiques, reste très important. Et l'on ne possède pas là de données précises concernant le salariat. En 1937, selon Thompson, 83 % des 7 752 établissements « industriels » de Cochinchine possédaient moins de 10 ouvriers, et 4 % seulement plus de 100.

L'Indochine est la plus industrialisée, avec le Maroc, des colonies françaises. On y trouve de très grandes entreprises capitalistes (27 sociétés possèdent 68 % des surfaces plantées en hévéas en 1937), et de fortes concentrations de main-d'œuvre. On peut tenter d'évaluer la classe ouvrière vietnamienne, au milieu des années trente, à environ un million d'âmes<sup>1</sup>. Mais ses frontières s'avèrent particulièrement floues. Cette classe ouvrière reste en effet très mobile, elle maintient des liens très étroits avec la paysannerie. Un brassage constant tend à s'opérer entre les deux milieux, et deux tendances s'entremêlent longtemps. Une tendance à la déprolétarianisation, en période de crise, comme en 1930-1934, mais aussi en période « normale » : les chiffres font apparaître une hémorragie permanente de coolies qui fuient leur travail épuisant. Et une tendance à la prolétarianisation, nourrie par la crise agraire et probablement dominante dans le milieu des années trente.

Il y a donc un flux et un reflux incessant entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre les travailleurs des grandes entreprises et de la petite production, entre le salariat et le chômage. Il n'y a que peu d'ouvriers qualifiés et pas d'aristocratie ouvrière proprement dite. Un semi-prolétariat, ou un lumpen prolétariat existe dans les villes, vaste nébuleuse qui jouera parfois un rôle actif. Sociologiquement instable et hétérogène, cette classe ouvrière est aussi ethniquement divisée et partiellement soumise à un régime précapitaliste de salariat. Le coolie est en effet souvent dépendant du « Cai », chargé du tacheronnage, du recrutement de la main-d'œuvre, de la surveillance du chantier ou de la préparation de l'alimentation du travailleur. Pourtant, d'autres facteurs ont visiblement favorisé l'émersion d'une véritable conscience de classe : la combinaison de l'oppression nationale et de l'exploitation sociale, le nivellement par le bas des conditions d'existence des prolétaires, l'absence de toutes structures légales du mouvement ouvrier à même d'assurer l'intégration réformatrice de couches privilégiées de travailleur... Le fait est là, et il est d'importance : quel que soit le chiffre absolu, réel, de la population

1. Daniel Hémerly : « Les communistes vietnamiens et le Front populaire (1936-1939) », revue *Critique communiste* n° 14/15 de mars-avril 1977.

ouvrière d'alors, ce jeune prolétariat agraire, minier et industriel, sera à même de jouer un rôle propre et effectif dans l'évolution de la situation politique durant les années vingt et trente au Vietnam.

De 1919 à 1929, la bourgeoisie vietnamienne connaît un certain développement. Mais il reste très limité du fait de la double concurrence du monopole français et du commerce chinois. Elle se voit rejetée dans les secteurs marginaux : commerce intérieur, petite industrie, transports, construction. Elle se dirige avant tout vers l'agriculture, ou, plus précisément, la propriété foncière et les opérations spéculatives. Ce n'est que dans le sud du pays que les intérêts bourgeois vietnamiens prennent réellement corps avec l'activité des gros riziculteurs cochinchinois qui profitent du « boom » financier de l'après-guerre mondiale. La bourgeoisie nationale reste selon l'expression maintenant consacrée, « rachitique », non seulement plus faible que la bourgeoisie métropolitaine mais aussi que les négociants chinois et indiens.

L'évolution de la politique coloniale de Paris ne permettra pas à la bourgeoisie vietnamienne de surmonter cette très grande faiblesse sociale. Elle s'en trouvera durablement handicapée aussi bien dans sa capacité de négociations avec les autorités et les intérêts métropolitains que dans sa capacité à prendre la tête du mouvement national. Pour le Thanh Khoi, « moins réaliste que l'impérialisme anglais dans l'Inde, le colonialisme français n'a pas su préparer l'accession au pouvoir d'une classe vigoureuse dont les intérêts seraient liés aux siens et qui, recevant sa succession le jour venu, conserverait l'essentiel de ses prérogatives économiques<sup>1</sup> ».

L'artisanat entre évidemment en crise sous l'impact de la colonisation et la concurrence des produits métropolitains. Mais la faiblesse extrême du niveau de vie populaire lui permet de subsister mieux que dans d'autres pays coloniaux. Les artisans sont en effet de 200 à 250 000, dans les villes comme à la campagne. Parmi eux il y a nombre de sous-traitants de firmes capitalistes. Enfin une petite bourgeoisie urbaine assez nombreuse voit le jour avec la croissance des villes comme Saïgon ou Hanoi. L'existence d'une couche intellectuelle active, d'un professorat et d'une jeunesse scolarisée sensible à la crise coloniale, jouera un rôle important dans l'évolution du mouvement national. Là encore, en effet, la politique coloniale française alimente une crise chronique dans ces milieux. Le taux d'alphabétisation et d'éducation dans le Vietnam précolonial était assez élevé grâce à la romanisation de l'écriture

1. Le Thanh Khoi, *Le Vietnam, histoire et civilisation*, op. cit., p. 434.

(qui utilisait autrefois les idéogrammes chinois). La tradition faisait du fonctionnariat la voie de la promotion sociale. En provoquant une crise de scolarisation et en fermant l'essentiel des débouchés administratifs aux diplômés vietnamiens, la colonisation va accentuer le déséquilibre social et politique du Vietnam.

L'administration française accuse, en effet, rapidement un caractère « prébendier » qui va aller s'aggravant. Il y a déjà 5 000 fonctionnaires français en Indochine en 1910. La fin de la première guerre mondiale et le vent d'optimisme qui souffle alors dans les affaires provoquent des arrivées massives de nouveaux fonctionnaires. Leur nombre double de 1919 à 1925. Mieux payée même que l'élite intellectuelle vietnamienne, cette masse de « petits blancs » monopolise l'accès aux fonctions diverses et crée un climat d'oppression coloniale raciste aiguë.

## une situation coloniale explosive

On comprend mieux l'importance de ces bouleversements sociaux consécutifs à l'introduction du Vietnam dans le marché mondial si on compare la situation qui prévaut dans ce pays, après trente ans de domination coloniale, à celles du Cambodge et du Laos.

La nature et la gravité de la crise sociale sont en effet pour beaucoup dans la profondeur de la dynamique nationale et dans le caractère explosif de la situation coloniale au Vietnam. Le Vietnam est le seul des trois pays indochinois à combiner une tradition de lutte nationale et populaire vivace, une crise agraire ample et précoce, une urbanisation réelle et une industrialisation minimales du fait de la colonisation. Au Laos, la conscience nationale a dû se constituer dans le cours même de la lutte anti-impérialiste, alors qu'au Vietnam, la tradition nationale a nourri la levée révolutionnaire. Au Laos toujours, la population de faible densité est composée pour moitié de montagnards vivant de la culture sur brûlis ou de la riziculture sèche. Au Cambodge, le processus de concentration foncière n'a donné naissance que tardivement à une masse de paysans sans terre à l'instar d'autres pays du Sud-Est asiatique comme la Thaïlande. Il ne semble avoir vraiment pris de l'ampleur que dans les années soixante, sans pour autant produire des effets aussi dramatiques qu'au Vietnam plusieurs décennies auparavant.

Au Laos comme au Cambodge, les investissements coloniaux



sont restés très faibles. Paris a renoncé à la « mise en valeur » de ces deux pays après s'être rendu compte que le fleuve Mékong n'offrait pas une voie d'accès praticable à la Chine. Ils seront alors transformés en « Etats tampons » entre les possessions britanniques et françaises dans le Sud-Est asiatique. Un prolétariat agricole apparaît certes dans les plantations industrielles; mais il est largement formé de Vietnamiens émigrés. Au Vietnam la crise agraire est une donnée structurelle durable. La rareté de terre cultivable, relativement à la population, est pour beaucoup dans le dynamisme « national » vietnamien dès avant la colonisation. Et on a vu que dès l'entre-deux-guerres, les effets de la domination métropolitaine sont telles que la structure agraire du pays en est bouleversée. L'équilibre villageois traditionnel a été rompu très tôt.

L'impact de la colonisation est aussi différencié en ce qui concerne le mûrissement d'une crise urbaine. Ni au Cambodge ni au Laos la croissance de nouvelles couches sociales urbanisées ne se heurte si violemment à la présence coloniale sur les plans économiques, administratifs, politiques et culturels. C'est dans ce contexte que la crise idéologique du Vietnam traditionnel devient aiguë, que la cohérence interne du confucianisme finit de se désagréger et que l'intelligentsia s'ouvre aux courants de pensée internationaux modernes.

La place spécifique occupée par le Vietnam dans les luttes de libération en Indochine tient pour beaucoup à ces développements. Du point de vue de la précocité, de la continuité, de la profondeur de la lutte révolutionnaire, la révolution vietnamienne affirme une prépondérance effective. Cette prépondérance est trop ample et trop durable pour ne s'expliquer que par le fait culturel (le rationalisme socio-politique confucéen) ou démographique (l'importance relative de la masse de la population vietnamienne en Indochine). De même, le caractère explosif de la situation coloniale dans chaque pays ne dépendait pas essentiellement des statuts administratifs différenciés qui divisaient le Vietnam lui-même. L'Indochine forme la frontière des zones d'influence des civilisations indiennes et chinoises, culturellement si différentes. Et le Cambodge, le Laos, et le Vietnam différaient aussi par leurs structures économiques et sociales.

*Crise nationale, crise coloniale et crise sociale ont étroitement fusionné au Vietnam, donnant naissance à une crise révolutionnaire à la fois aiguë, prolongée et précoce. La « situation coloniale » vietnamienne est marquée d'une série de convergences qui pose d'emblée le problème du contenu de classe de la libération nationale. Convergences des luttes sociales d'une paysannerie brutalement paupérisée, d'un prolétariat en formation, d'une intelligentsia et*

d'une petite bourgeoisie urbaine en déséquilibre. Convergences d'intérêts, face à ce péril populaire, dès les soulèvements de 1930-1931, entre la propriété foncière, la bourgeoisie et la colonisation.

C'est donc dans les années vingt et surtout dans les années trente, que le Vietnam entre dans l'ère des luttes de classe modernes, parallèlement à la Chine et plusieurs décennies avant les autres pays de l'Asie du Sud-Est continentale.

## le trait d'union l'évolution du mouvement national

Durant le quart de siècle qui sépare la fin de la résistance de masse à la colonisation et la formation des partis nationalistes et communistes des années vingt, une profonde évolution s'opère au sein du mouvement national vietnamien. Les premiers grands climats politiques n'ont évidemment pas attendu les bouleversements sociaux ultérieurs pour apparaître. Le choc provoqué par l'incapacité de la cour de Hué à répondre aux entreprises françaises suffit. Dès les années 1860, deux courants non conformistes se font jour parmi les lettrés. Le premier, à la fois traditionaliste et radical, est représenté par la figure de Phan Dinh Phung. C'est cette fraction des lettrés en révolte à la fois contre la pénétration occidentale et la dégénérescence de la cour qui anime nombre d'insurrections, depuis la Cochinchine après le traité de 1862 jusqu'au Tonkin après l'instauration du protectorat. L'autre courant non conformiste, moderniste, cherche à gagner le temps nécessaire à la réforme du régime en introduisant techniques et principes administratifs occidentaux pour être à même, ultérieurement, de reconquérir l'indépendance du pays.

Paradoxalement, le courant le plus traditionaliste aboutit à une remise en cause plus profonde de l'ordre ancien. Pour Georges Boudarel, « aucune de ces deux tendances n'abordait les problèmes politiques et sociaux en eux-mêmes; mais la première, par son patriotisme intransigeant qui le mettait en état de rébellion vis-à-vis

de la Cour, se trouvait amenée à rejoindre la tradition populaire de la jacquerie alors que la seconde, par sa modération même, s'en tenait à une politique de cabinet. Ce fait mérite d'être souligné car il est la lointaine origine de la fusion entre mouvement social et mouvement national qu'on verra se réaliser progressivement au Vietnam durant la période coloniale...<sup>1</sup> ».

entre phan boi chau et phan chu trinh : un double échec

L'évolution du mouvement des lettrés avait été partiellement influencée par les expériences siamoises et japonaises. C'est en effet en 1868 que la Révolution du Meiji engage le Japon dans la voie de la modernisation. Et c'est sous le règne du roi Choulalongkorn (1868-1910) que le Siam (Thaïlande) connaît une importante réforme administrative, judiciaire et militaire. Tous deux échappent à la colonisation — à la colonisation directe du moins dans le cas du Siam qui n'en passe pas moins dans la zone d'influence anglaise. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'éphémère mouvement réformiste chinois de 1898, celui de Leang K'i-Tch'ao et K'ang Yeou-Wei reçoit un écho important au Vietnam. C'est en effet par le biais du bouillonnement d'idées qui agite la Chine que les lettrés vietnamiens vont découvrir la pensée occidentale des économistes et des philosophes anglo-saxons (Huxley, Spencer, Adam Smith, Stuart Mill) et français (Voltaire, Diderot, Montesquieu, Rousseau).

Cette influence chinoise se verra prolongée par celle du courant républicain de Sun Yat Sen. Mais c'est la victoire du Japon, en 1905, contre la Russie qui bouleverse, au début du XX<sup>e</sup> siècle, les mouvements nationaux en Asie en détruisant le mythe de l'invincibilité de l'Occident. Les militants nationalistes se tournent dorénavant vers Tokyo dont ils attendent aide et perspectives. Nombre de lettrés et d'étudiants cherchent à s'y rendre pour poursuivre leurs études. C'est le mouvement du Dong Zu (Voyage vers l'Est) qui prend des formes militantes : deux cents étudiants sont envoyés au Japon après l'organisation d'une vaste collecte destinée à payer leurs frais. Mais le Japon passe le 10 juillet 1907 un accord avec Paris dans lequel il s'engage en échange d'importants prêts

1. G. Boudarel, « Phan Boi Chau et la société vietnamienne de son temps, *op. cit.*, p. 363.

financiers, à respecter les possessions françaises en Asie. Les étudiants vietnamiens, Phan Boi Chau ainsi que le prince Cuong De, sont peu après expulsés du pays. Tokyo retire son appui aux mouvements nationalistes.

Durant les deux premières décennies de ce siècle, la formation de nouvelles classes sociales commence à faire sentir ses effets dans le mouvement national. Mais il reste animé par des lettrés. Certains d'entre eux dominent alors la scène politique et symbolisent l'évolution et les clivages en cours dans les courants nationalistes : Phan Chu Trinh et Phan Boi Chau. Le premier, moderniste, choisit la voie de l'action légale. Il s'agit de promouvoir un mouvement de masse qui force l'administration française à abolir la monarchie et le système mandarin. Un programme républicain doit pouvoir être appliqué grâce à une intelligente politique de collaboration avec les autorités coloniales. Le second, dit traditionaliste, s'engage dans l'action illégale. Son but : réaliser l'union nationale pour arracher l'indépendance du pays par la force. Il sera alors temps de définir plus avant le régime social du nouveau Vietnam. Phan Boi Chau s'affirme, dans les premières années de son action, monarchiste et veut porter sur le trône impérial le prince Cuong De. Pour Georges Boudarel cette orientation monarchiste aurait été essentiellement tactique, choisie notamment grâce aux conseils japonais. On aurait retrouvé dans cette polémique entre Phan Chu Trinh et Phan Boi Chau « le même clivage qu'au siècle précédent : le plus moderniste se révèle en fait conservateur sur le plan des institutions et le plus traditionaliste est en pratique le plus extrémiste<sup>1</sup> ».

Les deux courants qui animent alors le mouvement national connaissent un double et symétrique échec. Phan Chu Trinh, sous l'influence majeure des réformateurs chinois, tourne son action vers l'instruction des masses. De retour en 1906 au Vietnam, il publie un mémoire qui, par son contenu républicain, rompt profondément avec la tradition idéologique des lettrés. Des groupes d'étude et des journaux d'orientation réformiste se constituent, parallèlement au développement de sociétés commerciales, à l'activité parfois politique. Le mouvement culmine, en 1907, avec la fondation à Hanoï de l'école de Dong Kinh Nghia Thuc (Ecole gratuite de Dong Kinh pour la juste cause). Plus de mille étudiants et — importante nouveauté — étudiantes s'y inscrivent. « Le centre dispense un enseignement gratuit en trois langues : chinois, français et vietnamien,

1. G. Boudarel, « Phan Boi Chau et la société vietnamienne de son temps », *op. cit.*, p. 367.

en mettant l'accent sur la culture nationale, les sciences exactes et l'économie politique. Il possède sa propre imprimerie qui édite des manuels de vulgarisation scientifique et des chants patriotiques écrits dans une langue claire et simple. Ainsi des mots d'ordre nouveaux se répandent dans toutes les couches sociales : le peuple est la base, la nation demeure, la monarchie passe. C'est par l'élévation du niveau culturel des masses, la suppression des coutumes et traditions périmées et la modernisation économique que s'accomplit l'émancipation du Vietnam<sup>1</sup> ».

On voit combien la constitution de l'école Dong Kinh Nghia Thuc participe d'une évolution idéologique des élites vietnamiennes qui renverse l'ordre ancien des valeurs confucéennes. L'enjouement pour les sciences et les techniques, pour le commerce, tend à remplacer le mépris traditionnel des affaires et la valorisation de la fonction administrative. Cette volonté de faire du Vietnam une puissance économique et technologique, à même d'assurer son indépendance, prend corps dans la naissance d'un mouvement coopératif. A quelques années de distance, l'intelligentzia vietnamienne est traversée des mêmes courants que son homologue chinoise. A cette pénétration des idées bourgeoises modernes correspond la recherche d'un système politique représentatif.

L'attitude de l'administration coloniale mettra rapidement en échec le mouvement réformiste. L'école à Hanoï est fermée neuf mois après son ouverture. L'année suivante, en 1908, des manifestations paysannes se multiplient, combinant mots d'ordre lancés par les lettrés réformistes et revendications économiques. Le souverain Thanh-Thai a en effet été déposé par les Français pour avoir manifesté trop d'intérêt aux réformes et les lettrés appellent à protester. Les paysans en profitent pour déclencher spontanément un mouvement de « refus de payer l'impôt aux Français ». La répression est brutale, des manifestations sont mitraillées; arrestations, exécutions et déportations, dont celle de Phan Chu Trinh, déciment le mouvement. Parallèlement, l'économie coloniale absorbe et étouffe le mouvement coopératif.

Une période de réaction s'en suit qui met un terme à tout espoir d'action légale. De 1911 à 1916, les attentats se multiplient. L'action préconisée par Phan Boi Chau semble être la seule alternative à l'échec de Phan Chu Trinh. Les deux mouvements ne sont pourtant pas complètement séparés, et Chau participe activement au développement des groupes d'étude et des sociétés commercia-

1. Le Thanh Khoi, *Le Vietnam histoire et civilisation*, op. cit., p. 391, 392.

les à caractère patriotique. Il étudie aussi les écrits des réformateurs chinois et sait l'importance que revêt la modernisation du pays. Lui et les dirigeants de son organisation — la Ligue Duy Tan — demandent aux possédants de faire fructifier l'argent (à la fois pour le bien des affaires et de la lutte pour l'indépendance) et non de le thésauriser. Pour G. Boudarel, « en 1905-1906 (Phan Boi Chau) reporta la perspective de l'insurrection à une date beaucoup plus éloignée qu'il ne l'avait initialement prévue et il reprit partiellement à son compte le mouvement réformiste pour en faire l'assise de son parti dans le pays ». Durant cette période, son activité essentielle fut consacrée à « l'application de ce programme qui présentait alors à ses yeux autant d'importance que l'envoi d'étudiants au Japon. L'émigration sélective de jeunes gens doués et courageux et le renforcement économique et moral de la nation constituaient deux piliers de sa campagne politique s'épaulant mutuellement à court et à long terme. Les sociétés coopératives devaient financer les départs dans l'immédiat et créer l'atmosphère et les conditions qui permettraient aux étudiants d'agir une fois leur formation terminée<sup>1</sup> ».

Mais la démarche de Phan Boi Chau s'oppose par bien des points à celle de Trinh. Il cherche à organiser un soulèvement armé, et pour cela il se tourne vers les puissances extérieures à même de fournir une aide militaire. Son échec tiendra notamment à la dépendance extrême de son entreprise à l'égard de gouvernements qui ne voient dans le mouvement nationaliste vietnamien qu'un instrument facile à sacrifier. C'est justement parce qu'il poursuit la tradition radicale des mouvements de lettrés et intègre en même temps les éléments essentiels du mouvement réformiste que le courant animé par Chau est si intéressant pour comprendre la nature de la période de transition que traverse le mouvement national durant les deux premières décennies de ce siècle. Il connaît une ample évolution au cours de laquelle les ambiguïtés de son orientation apparaissent au grand jour et la faiblesse de son implantation sociale se révèle insurmontable. Une clarification politique parallèle s'opère dans le mouvement national qui prépare la naissance des organisations qui domineront les années vingt.

En 1906, de retour du Japon, Phan Boi Chau constitue le Viet Nam Duy Tan Hoi (Association pour la modernisation du Vietnam). Mais la contradiction inhérente à son projet d'alors ne

1. G. Boudarel « Phan Boi Chau et la société vietnamienne de son temps », *op. cit.*, p. 375 et p. 382. Le passage qui suit s'appuie pour l'essentiel sur cette étude de G. Boudarel. Dans les quelques citations prochaines nous nous contenterons d'indiquer dans le texte la page de référence.

va pas tarder à éclater. On peut en effet « dire des sociétés fondées par la Ligue Duy Tan entre 1906 et 1908 qu'elles se voulaient à la fois commerciales et politiques, mutualistes et capitalistes, réformistes et révolutionnaires » (p. 387) Les bailleurs de fonds qui doivent aider à l'insurrection sont des riches possédants et ce sont leurs enfants qui partent étudier au Japon pour devenir les cadres du soulèvement national. Quand la pression conjointe des Français et du Japon se fera sentir plus lourdement, ces milieux aisés abandonneront vite le mouvement. Et ce d'autant plus que les éléments radicaux de la ligue n'avaient pas abandonné la préparation d'actions insurrectionnelles. Quand des plans d'empoisonnement de la garnison de Hanoi sont révélés, et que la police démantèle le réseau monté au sud pour la Ligue par Gilbert Chieu, les propriétaires cochinchinois exigent le retour de leurs enfants, qui obtempèrent à cinq exceptions près, et coupent les fonds. L'ouverture d'une période de réaction policière après la répression des manifestations de 1908 et l'expulsion en 1909 de Chau du Japon le force à tourner une page de son activité. C'est la fin de la période « réformiste révolutionnaire » de Phan Boi Chau, période dont il dresse un bilan d'échec.

A long terme, « ce fiasco de 1908 fut lourd de conséquences. Après cette brève tentative d'action bourgeoise réformiste, le parti révolutionnaire va considérer comme absolument utopique toute entreprise de ce genre. Il est prêt à évoluer vers une idéologie encore plus radicale, à adopter à la fois l'option républicaine et les méthodes d'action anarchistes, et à considérer avec sympathie les groupes chinois et japonais qui prennent des positions anticapitalistes. Dans le pays même, en étouffant le mouvement bourgeois du Vietnam en 1907, l'administration coloniale a tué dans les langues la couche sociale qui aurait pu lui permettre de se survivre un jour sous des formes néo-coloniales comme ce sera le cas aux Indes et aux Philippines. » (p.388)

La discordance entre la base sociale du mouvement de Phan Boi Chau, ses orientations politiques et ses projets d'action va continuer à se manifester. Au centre et au nord Vietnam, en effet, l'implantation du mouvement reste essentiellement située parmi les lettrés, les mandarins démissionnaires et les anciens militaires. Phan Boi Chau poursuit ici activement la tradition du mouvement Can Vuong. Dès 1906, des liens étroits sont noués avec les maquis en sommeil de Hoang Hoa Than (De Tam). Il en va de même avec les communautés émigrées au Siam ou en Chine — notamment avec l'ancien régent Ton That Thuyet. Cette influence profondément traditionaliste sera ultérieurement contrebalancée par l'arrivée aux responsabilités d'une centaine d'étudiants de retour du Japon qui



remettent en cause l'ordre ancien. Avec l'influence croissante de Sun Yat Sen et la première révolution chinoise de 1911, le mouvement de Phan Boi Chau s'affirme républicain. En 1912, il fonde le Viet Nam Quang Phuc Hoi (Association pour la Restauration du Vietnam).

Mais malgré ce renouveau, l'orientation de l'Association est toujours militariste, terroriste et insurrectionnelle. Le développement de nouvelles classes sociales nourrit l'action du Viet Nam Quang Phuc Hoi : petite bourgeoisie urbaine, militaires vietnamiens de l'armée française, ouvriers, domestiques et fonctionnaires... Mais l'implantation du mouvement reste superficielle; surtout, il refuse de briser l'unanimité nationale en avançant un programme de révolution sociale. Il ignore délibérément le problème paysan. Sa pensée politique est *tacticienne* : il faut trouver de l'argent, recruter des militaires, assurer le contrôle des moyens de communication. La question du soulèvement de masse, et de ses ressorts sociaux, est écartée. Après la défaite de l'insurrection des lettrés du XIX<sup>e</sup> siècle, et avec la décomposition en cours de l'ancien équilibre social, l'ignorance des besoins et aspirations propres à 90 % de la population voue les projets de Phan Boi Chau à l'échec. Dans ces conditions, en effet, même les objectifs limités que s'assigne le mouvement s'avèrent trop ambitieux. Le travail parmi les tirailleurs, notamment, ne connaît que des succès limités. Dans leur masse, les soldats vietnamiens de l'armée française, n'espérant pas de solution sociale et collective à la misère de la condition paysanne, se tournent vers la solution individuelle : le retour au village en position de privilégié grâce au petit pécule accumulé et aux liens tissés avec l'administration coloniale durant le temps de service.

Ces faiblesses du mouvement d'indépendance vietnamien se révèlent réhivitoires durant la Première guerre mondiale. L'occasion était pourtant inespérée. La présence française se voyait brutalement réduite, ainsi que l'autorité politique et morale des puissances occidentales. Malgré ces conditions exceptionnelles, les diverses mutineries qui éclatent échouent toutes, qu'elles soient le fait du réseau animé par Phan Boi Chau ou de celui de Phan Xich Long. L'incapacité du mouvement national vietnamien de profiter du « moment favorable » de la première guerre mondiale marque la fin d'une période.

Le rôle transitoire du courant symbolisé par la figure de Phan Boi Chau est donc double. Il assure par son action persévérante la continuité du mouvement de résistance active à la domination coloniale. Et par ses échecs successifs, il force la mise à jour progressive des problèmes socio-politiques qui seront ceux du mouve-

ment d'indépendance moderne. Il commence parallèlement à renouveler les catégories politiques traditionnelles. Une véritable conception de parti s'affirme, en rupture avec la tradition népotique et clientéliste d'allégeance à un chef. La Ligue donne naissance à une structure organisationnelle, encore embryonnaire, mais déjà à extension nationale. Elle recrute plus autour d'un programme que d'un homme. De même une conception moderne de la nation commence à prendre forme, avec le rejet des ostracismes religieux, ethniques, sexuels ou socioprofessionnels. Phan Boi Chau et les dirigeants de son mouvement se tourment vers les catholiques, les minorités montagnardes et les femmes vietnamiennes, tous exclus autrefois de la vie nationale. Ces tentatives restent à bien des égards limitées, confuses et contradictoires, inégalement appliquées. Si Phan Boi Chau dénonce les mariages précoces et souligne le rôle potentiel de la femme dans la société, une seule militante vietnamienne assumera des responsabilités effectives dans son parti : Au Trieu; l'implantation sociale aristocratique du mouvement de Chau se révèle là : l'ostracisme à l'égard des femmes était beaucoup plus fort dans ces milieux que dans les couches les plus populaires. Mais la transformation de la pensée en cours, durant les quinze premières années de ce siècle, n'en est pas moins remarquable.

Enfin le courant animé par Phan Boi Chau ne connaît pas une évolution linéaire. Il se diversifie politiquement et favorise la naissance des premiers éléments socialistes vietnamiens.

## les premiers socialistes

Le socialisme — voire le marxisme — ne naît en effet pas au Vietnam avec le retour d'Europe de Nguyen Ai Quoc (le futur Ho Chi Minh) et la fondation en 1925 du Thanh Nien, son organisation. Les premiers éléments socialistes se font jour au contact des courants anti-capitalistes asiatiques, japonais et chinois notamment. L'évolution du mouvement de Phan Boi Chau devient complexe aux environs de 1908, avec l'abandon des références monarchistes : avant d'avoir « assimilé la pensée républicaine bourgeoise classique, une fraction de ce mouvement s'est trouvée directement en contact avec les courants anarchistes et socialistes. La pensée révolutionnaire d'extrême gauche télescopait le courant d'idées démocratique

bourgeois avant même que celui-ci ait eu sérieusement le temps de s'installer dans les esprits<sup>1</sup> ».

Les premiers contacts entre les militants nationalistes vietnamiens et l'extrême gauche asiatique se nouent notamment au Japon où partent nombre d'étudiants. Dès 1907 une organisation pan asiatique et anti-impérialiste se constitue à Tokyo à l'initiative de républicains chinois : l'A Shuwashin Kai (Société pour la paix et l'amitié en Asie). Chinois, Japonais, Philippins, Indiens et Vietnamiens se côtoient dans cette association. Un an plus tard, après que le gouvernement japonais eut passé des accords de coopération avec la France, Phan Boi Chau lui-même participe à la fondation de la Ligue de l'Asie Orientale (Hoi Dong A Dong Minh, ou Toa Domeikai). Outre les nationalités précédemment citées, on y trouve des Coréens qui joueront aussi un rôle actif dans la formation du mouvement ouvrier au Japon.

Les influences qui pénètrent alors dans les milieux d'exilés vietnamiens couvrent toute la palette du socialisme. C'est le courant d'opposition de gauche à Sun Yat Sen (représenté alors par Zhang Binglin) du mouvement républicain chinois qui contribue à la constitution de la Ligue. Parmi les militants japonais on trouve un actif anti militariste d'extrême gauche, futur membre fondateur du P.C.J. (Saikai Toshihiko), un anarchiste (Osugi Sakae) et un socialiste plus modéré (Miyazaki Toraza). Cette expérience est très importante, en ce qui concerne l'avenir du mouvement national au Vietnam, non seulement en ce qu'elle y introduit les premiers ferments marxistes, mais aussi en ce qu'elle contribue à briser le traditionnel mépris des lettrés confucéens à l'égard du monde non sino-vietnamien et à créer un nouvel internationalisme.

Après la victoire de la première révolution chinoise de 1911 et l'expulsion des Vietnamiens du Japon, c'est la ville de Canton qui va devenir le lieu privilégié de ces contacts panasiatiques. L'influence de « l'anarchisme », de la « propagande par le fait » — assez général en Asie — sur le Viet Nam Quang Phuc Hoi de Chau continue à se faire sentir. Phan Boi Chau collabore alors avec deux anarchistes chinois, Liu Shifu et Deng Jingya. Mais il ne semble retenir de leur doctrine qu'une certaine aspiration socialiste et la technique de l'attentat à la bombe et de l'assassinat politique. Il constitue avec eux en 1913 la « Ligue pour la prospérité de la Chine et le redressement de l'Asie » (Hoi Chan Hoa Hung A) qui veut drainer des fonds auprès des bourgeois de Canton et organiser l'aide en direction du Vietnam, de l'Inde, de la Birmanie et de la Corée. Des

1. G. Boudarel, « Le origini anarcho-socialiste della rivoluzione vietnamita », *Il Ponte*, 30 avril 1975.

Associations analogues voient le jour à Shangai et à Longzhou, ville proche de la frontière sino-vietnamienne qui jouera dans l'avenir un rôle très important de centre de liaison.

La psychologie des militants nationalistes continue d'évoluer. « Comment les Vietnamiens en exil, écrit G. Boudarel, ne seraient-ils pas sensibles aux idées véhiculées par les anarchistes et les marxistes japonais ou chinois ? Eux-mêmes ne sont plus que des errants de la révolution, des hommes sans feu ni lieu, repoussés d'un pays à l'autre, souvent réduits à "mendier" ou à vivre d'expédients mais qui par rigueur morale préfèrent encore toutes les avanies et toutes les misères à la trahison de la soumission. Rejetés parmi les marginaux et les déclassés, ils recherchent activement la précieuse collaboration des brigands et des hors-la-loi. Leurs appels en direction des gens en place, notamment des mandarins, ne rencontrant aucun écho, ils ont été amenés à se tourner vers les gens du peuple qu'ils côtoient et qui acceptent parfois de les suivre. Pour les besoins de leurs liaisons ils ont appris à connaître et à apprécier ces gens que tous les Vietnamiens de bonne famille méprisent, les boys et les "beps" (cuisiniers). Camouflés par eux dans les cabines ou les soutes à charbon des cargos, ils les ont découverts patriotes, capables de courir de grands risques sans réclamer le moindre bénéfice. Même le prince Cuong De, qui ne sortira pourtant jamais de sa peau d'aristocrate, est amené à constater ce fait au cours de ses voyages clandestins<sup>1</sup> ».

Corrélativement, des premiers éléments prolétariens adhèrent au mouvement national. Leur recrutement est souvent recherché par la Ligue de Phan Boi Chau pour des raisons d'utilité technique professionnelle : tailleurs, fondeurs, mécaniciens, employés de chemins de fer et chauffeurs de locomotive... En 1912-1913, le Vietnam Quang Phuc Hoi tente de mettre en pratique la propagande par le fait au Vietnam même. Mais la répression frappe durement le mouvement et s'organise internationalement pour le faire. De janvier 1914 à février 1917, Phan Boi Chau est emprisonné. Malgré cette répression qui décime l'appareil central de la Ligue, des cadres intermédiaires réussissent à assurer la continuité du mouvement et forment l'organisation où Ho Chi Minh recrutera ses premiers partisans : le Tam Tam Xa, ou « Société des Cœurs ». Le lien organisationnel entre le Tam Tam Xa et la Ligue pour la Restauration du Vietnam est certes ténu. Après son échec durant la première guerre mondiale, le Quang Phuc Hoi a pratiquement cessé ses activités, de même que Phan Boi Chau. Mais

1. G. Boudarel, « Le origini anarcho-socialiste... », *op. cit.*

le lien politique est direct avec l'aile gauche du mouvement, le Tam Tam Xa prolongeant en effet à la fois la veine anarchiste de Liu Shifu et le patriotisme traditionaliste de la Ligue.

La « Société des Cœurs » est fondée, en 1923, par sept Vietnamiens exilés à Canton. Elle reste attachée à l'action terroriste. C'est l'un de ses membres, Pham Hong Thai, qui lancera une bombe dans la salle de banquet présidée par le gouverneur général d'Indochine Merlin, le 9 juin 1924 à Canton. Mais l'évolution des idées se poursuivait dans l'émigration vietnamienne. Le Tam Tam Xa a noué des liens avec les représentants soviétiques en Chine. Et « deux courants s'affrontent au sein du mouvement national, l'un qui préconise une action de type très traditionnel, la mutinerie des garnisons, telle qu'elle se pratiquait sans résultat depuis le début de la lutte contre le France et qui était pratiquement devenue la forme essentielle d'action après la disparition du dernier maquisard, Hoang Hoa Tham, entre 1909 et 1913. L'autre, d'inspiration nettement sociale, visait à libérer à la fois le pays et les couches laborieuses opprimées par les mandarins. Le radicalisme de la révolution sociale<sup>1</sup> ». Phan Boi Chau fait écho à cette évolution postérieure à la victoire de la révolution russe. La conception traditionnelle du héros se modifie. Ce n'est plus le surhomme, de bonne extraction de surcroît, mais le fils du peuple, voire le peuple lui-même. En 1924, Phan Boi Chau donne pour nom à son parti Quoc Dan Dang, soit la traduction vietnamienne du Kuomintang chinois de Sun Yat Sen, à la gauche duquel il s'identifie. Mais, arrêté en 1925 à Shanghaï, Chau sera moralement brisé et prônera désormais la collaboration franco-annamite, solution de désespoir où échouent nombre d'anciens leaders du mouvement national.

Les courants, animés ou représentés par Phan Boi Chau et Phan Chu Trinh, en deux décennies d'histoire, ont donc jeté une passerelle entre la première résistance à la collaboration, celle des lettrés, et la génération qui fera du communisme son idéal aussi bien que de la libération nationale. Celui de Chau s'associait aux derniers maquis de Hoang Hoa Tham. Et se liait finalement à la veine anarcho-socialiste panasiatique, engendrant le Tam Tam Xa.

1. *Idem.*

L'évolution est d'autant plus significative, qu'à la différence d'en Chine, beaucoup d'« anarchistes » vietnamiens rejoindront le Parti communiste<sup>1</sup>.

1. Trois remarques s'imposent ici. Le terme d'anarchisme ne saurait, en ce qui concerne le Vietnam, être utilisé qu'avec prudence, l'appartenance idéologique des militants considérés n'étant pas forcément aussi précise. Ce chapitre sous-estime peut-être le rôle joué par Phan Chau Trinh relativement à celui de Phan Boi Chau, et il est possible que le futur Ho Chi Minh ait été assez directement influencé par la pensée de Trinh. Enfin, une analyse systématique de la place des diverses sociétés secrètes, qu'elles trouvent leurs origines dans les cultes anciens du Vietnam ou dans l'émigration chinoise de Cholon, qu'elles soient laïques et rationalistes ou marquées par des pratiques de magie et de sorcellerie, reste à faire.

## la révolution russe le nouveau champ de forces international

La mise à jour des limites de l'ancien régime sous l'impact de la conquête coloniale, le bouleversement de l'équilibre social vietnamien et la formation de nouvelles classes dynamiques, l'évolution conséquente d'un mouvement national en profonde mutation ne suffisaient pas à créer un terrain favorable au développement du communisme. Il aurait fallu encore longtemps pour que les rapports de force sociaux internes au Vietnam évoluent assez pour donner seuls naissance à un prolétariat national assez puissant pour postuler à la direction de la lutte de libération et de la révolution. C'est d'autant plus vrai que le Vietnam, en Asie du Sud-Est continentale, devait rester longtemps très en avance quant aux transformations structurelles et politiques. Surtout, la contre révolution n'était pas le fait d'une bourgeoisie autochtone rachitique mais d'une puissance coloniale alors de premier ordre. L'épreuve de forces se posait d'emblée en termes internationaux. L'une des conditions indispensables au succès du communisme vietnamien fut le triomphe de la révolution russe et la naissance du Komintern. Le premier champ de bataille de la révolution vietnamienne était européen.

## l'actualité du socialisme

Une influence socialiste diffuse — anarchiste ou marxiste — pouvait atteindre le Vietnam sans autre aide que celle du mouvement ouvrier d'Europe occidentale, du Japon ou de la Chine. Ho Chi Minh, pour sa part, rejoint le mouvement socialiste dès avant la formation du Parti communiste français. Mais pour que cette influence diffuse s'impose comme une tâche concrète de la révolution coloniale, pour que les militants nationalistes fassent du communisme leur idéal et leur objectif, pour que la perspective socialiste soit suffisamment crédible pour l'emporter face au réformisme bourgeois, il fallait que la lutte révolutionnaire devienne une réalité mondiale tangible. Il revint à la révolution russe d'ouvrir cette brèche. Le bolchevisme devint dès lors une composante active de l'évolution du mouvement de libération nationale du triple point de vue organisationnel, politique et idéologique.

La fondation de l'U.R.S.S. élargit d'abord considérablement les possibilités de contacts physiques entre militants nationalistes et éléments communistes. Elle le fait indirectement en provoquant la naissance des partis communistes dans les métropoles coloniales et en leur faisant obligation de lutter contre leur propre impérialisme. Elle le fait aussi directement, et si le Vietnam français n'accueille pas de mission diplomatique soviétique il n'en va pas de même de la Chine toute proche. C'est à Canton, Shanghai ou Pékin — avec la France — que les premiers contacts entre militants vietnamiens et communistes peuvent être noués. Phan Boi Chau rencontre les Russes, et s'il refuse d'envoyer des jeunes Vietnamiens à Moscou, il écrit néanmoins une biographie de Lénine et de Trotsky. Le Tam Tam Xa entretient des relations apparemment plus régulières avec les Soviétiques. Et, selon Phan Boi Chau du moins, la bombe que Phan Hong Thai lança contre le gouverneur Merlin aurait été fabriquée par un technicien russe. Dans son programme, d'allure nationaliste, voire traditionaliste, le Tam Tam Xa n'en affirmait pas moins que le régime politique et social du Vietnam libéré des Français serait décidé par les membres du groupe et la population « en conformité avec les grands courants qui traversent le monde contemporain ». Et il est révélateur que le premier rapport connu du Komitern sur cette organisation remonte à 1923.

Il est probable que l'attention portée par un nombre croissant de militants vietnamiens à l'expérience soviétique relève de démarches variées. Certains assimilent peu à peu la dimension sociale moderne du combat pour la libération anti-coloniale, dans une démarche d'adhésion politique au communisme. D'autres voient dans le bolchevisme un élément idéologique étranger mais recher-



chent par réalisme l'alliance anti-française avec la puissance soviétique, démarche « utilitariste » que ne dépassa probablement jamais complètement Phan Boi Chau. Selon William J. Duiker, les travaux de l'historien Tran Van Giau attestent de l'importance de cette approche fonctionnelle, avant 1925 et le retour de Nguyen Ai Quoc en Asie, quand il cite cette réflexion d'un militant nationaliste : « Nous ne deviendrons pas communistes, mais nous rejoindrons les communistes<sup>1</sup>. »

C'est l'intervention directe du Komintern, *via* les missions diplomatiques soviétiques, le P.C. français et le P.C. chinois — dont la formation est beaucoup plus précoce que celle du communisme vietnamien — et de son Bureau d'Orient, qui précipitera le regroupement du premier noyau communiste vietnamien. Dorénavant, le mouvement révolutionnaire vietnamien sera tributaire d'une triple liaison avec la France, la Chine et Moscou.

Mais l'importance de la révolution russe dépasse de beaucoup cette seule dimension. Le triomphe des bolcheviks apparaît comme la manifestation de l'actualité *internationale* du socialisme. Il donne toute sa signification à l'analyse de l'impérialisme comme système mondial et souligne les implications de la théorie du développement inégal du capitalisme : le « maillon faible » de la chaîne impérialiste n'est pas nécessairement situé en tout moment dans les centres industriels les plus développés. L'actualisation du marxisme par Hilferding, Trotsky, Lénine... devient force matérielle. Les militants socialistes des pays colonisés n'ont plus seulement un rôle subordonné à jouer par rapport à celui du mouvement ouvrier des grandes métropoles. La révolution coloniale devient une composante à part entière de la révolution mondiale.

## un cadre stratégique

La victoire de la révolution russe et la formation du Komintern assurent la possibilité d'organisation des militants révolutionnaires coloniaux, et de diffusion des idées marxistes au-delà du monde métropolitain. L'existence de l'U.R.S.S. et d'un mouvement ouvrier international qui s'affirme anti-impérialiste permettent de

1. Tran Van Giau, « Nhung Anh Huong Dau Tien Cua, Cach Mang Thang Moi Nga Den Thoi Cuoc Chinh Tri Vietnam » (Les premières influences de la Révolution d'Octobre sur la politique au Vietnam), revue *Hoc Tap*, août 1957, p. 64. Cité par W.J. Duiker dans : « The Comintern and the vietnamese communism », Ohio University Press Center for international studies, Athens, Ohio, p.7.

concevoir une issue victorieuse à la levée anti-coloniale des masses vietnamiennes. La faiblesse intrinsèque du prolétariat national des colonies est compensée par son appartenance organique au prolétariat mondial. Le mouvement communiste enfin, offre aux militants indochinois un premier cadre d'orientation stratégique quant aux liens entre libération nationale et révolution sociale.

Quand le communisme vietnamien commence à prendre forme avec la fondation du Thanh Nien, trois congrès mondiaux du Komintern ont déjà traité systématiquement de la question nationale et coloniale : le deuxième congrès (juillet 1920), le quatrième (novembre 1922) et le cinquième (juin 1924). Ils situent la perspective qui doit être celle des communistes du monde colonial tout en leur laissant une assez large marge d'interprétations possibles du fait de clivages qui naissent sans être toujours tranchés, du flou maintenu de certaines formules, de la variation des situations et de l'évolution même de la politique de l'I.C., puis de la diplomatie soviétique.

Le deuxième congrès de juillet 1920 est le premier qui tente de définir la politique révolutionnaire en ce domaine. Deux séries de thèses sont adoptées<sup>1</sup> (celles de Lénine et celles « complémentaires » de l'indien Roy) après un difficile débat.

Si des divergences se manifestent sur l'importance relative à accorder à la révolution asiatique dans la révolution mondiale et sur la nature des alliances possibles avec les mouvements nationalistes non prolétariens, l'orientation d'ensemble n'en est pas moins clairement l'introduction du point de vue de classe et du point de vue internationaliste au sein du mouvement national, parallèlement à la distinction entre nations opprimées et oppresseuses : « Conformément à son but essentiel — la lutte contre la démocratie bourgeoise (...) — le Parti communiste (...) — doit considérer comme formant la clef de voûte de la question nationale non des principes abstraits et formels, mais : 1° une notion claire des circonstances historiques et économiques; 2° la dissociation précise des intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités par rapport à la conception générale des soi-disant intérêts nationaux qui signifient en réalité ceux de la classe dominante; 3° la division tout aussi nette et précise des nations opprimées, dépendantes, protégées, — et oppresseuses et exploiteuses, jouissant de tous les droits (...) » (point 2 des « thèses »). « (...) La

1. Reproduites dans « Manifestes, Thèses et résolutions des 4 premiers congrès de l'internationale communiste 1919-1923 », Maspero, Edition en fac-similé 1969 p. 57 à 60.

pièce angulaire de la politique de l'Internationale Communiste, dans les questions nationales et coloniales doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie (...) » (point 4 des « thèses »).

Le II<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. donne pour perspective la transgression de la révolution coloniale et le « saut » par-dessus l'étape de développement capitaliste; il en définit les conditions de réalisation : la direction communiste du mouvement national et le rôle d'entraînement des luttes de classes des pays impérialistes, de l'I.C. et du gouvernement soviétique. « La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste, mais si dès le début, la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et dans les différentes périodes du mouvement leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir... Dans son premier stade la révolution dans les colonies doit avoir un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telle que la répartition des terres. Mais il n'en découle pas nécessairement que la direction de la révolution doive être abandonnée à la démocratie bourgeoise (...) Ainsi les masses des pays arriérés, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes développés, arriveraient au communisme sans passer par les différents stades de développement capitaliste. » (Point 9 des « thèses complémentaires »).

Dans son rapport introductif, Lénine emploie à ce sujet des formules qui sont très proches de celles utilisées ultérieurement par les communistes vietnamiens. Il prend la défense des thèses qu'il présente, ainsi que celles de Roy : « La question se posait ainsi : pouvons-nous considérer comme juste l'affirmation que le stade capitaliste de développement de l'économie est inévitable pour les peuples arriérés, actuellement en voie d'émancipation ? Nous y avons répondu par la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux mène parmi eux une propagande systématique, si les gouvernements soviétiques les aident par tous les moyens à leur disposition, on aurait tort de croire que le stade de développement capitaliste est inévitable pour les pays arriérés (...) L'Internationale Communiste doit établir et justifier sur le plan théorique ce principe qu'avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés peuvent parvenir au régime soviétique et, en passant par certains stades de développement, au communisme, en évitant le stade capitaliste (...) »<sup>1</sup>

1. Extraits de débats de juillet 1920. Hélène Carrère d'Encausse et

L'avenir de la révolution coloniale dépend donc avant tout de l'issue d'une *lutte politique* de classe engagée à l'échelle internationale et nationale. C'est dans ce contexte qu'est posé le problème des alliances et de la tactique à l'égard des mouvements nationaux non communistes. Les thèses adoptées sont l'aboutissement d'une difficile discussion que Lénine rappelle dans son rapport au Congrès : « Nous avons discuté pour savoir s'il serait juste ou non, en principe et en théorie, de déclarer que l'Internationale communiste et les Partis communistes doivent soutenir le mouvement démocratique bourgeois des pays arriérés; cette discussion nous a amenée à la décision unanime de remplacer l'expression « mouvement démocratique bourgeois » par celle de mouvement national-révolutionnaire. Il n'y a pas le moindre doute que tout mouvement national ne puisse être que démocratique bourgeois (...) Mais des objections ont été faites : et si nous parlons de mouvements démocratiques bourgeois, toute distinction s'efface entre mouvements réformistes et mouvements révolutionnaires. Or ces temps derniers, la distinction est apparue en toute clarté (...) très souvent, et peut-être dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires (...) en tant que communistes, nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposeront pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses exploitées<sup>1</sup> ».

Les « thèses » de Lénine, comme les « thèses complémentaires » de Roy mettent en conséquence l'accent sur l'indépendance politique et organisationnelle des P.C. du monde colonial, et sur leur mission propre : la lutte contre l'influence du courant démocratique bourgeois. Le problème des alliances n'était évidemment pas épuisé pour autant, et il restait dans chaque cas particulier à déterminer le caractère révolutionnaire ou non des mouvements nationaux. Un an plus tard, le débat rebondissait avec les délégués des régions musulmanes, lors du II<sup>e</sup> Congrès des travailleurs d'orient. C'est à son IV<sup>e</sup> Congrès que l'I.C. tentera de

Stuart Schram. « Le marxisme et l'Asie 1853-1864 » Colin Paris 1965 p.210 211.

1. *Idem*, p. 207-208.

définir plus précisément les éléments d'une politique d'alliance en Asie dans ses « Thèses générales sur la question d'Orient<sup>1</sup> ».

Le débat qui se déroule au IV<sup>e</sup> Congrès est une nouvelle fois très diversifié. Les thèses analysent d'abord l'aggravation du conflit colonial en cours depuis la tenue du II<sup>e</sup> Congrès, du fait de la crise politique et économique d'après-guerre de l'impérialisme, de l'acuité nouvelle de la concurrence inter impérialiste dans le monde colonial et semi colonial, du développement conséquent du capitalisme indigène qui avance « la revendication d'une autonomie nationale et économique » (point I des thèses).

L'I.C. tente une première fois d'analyser la nature des mouvements nationalistes révolutionnaires des pays asiatiques. L'interpénétration entre la bourgeoisie naissante et les éléments féodalo-agrariens reste le principal obstacle au succès de la lutte anti-impérialiste : « Aussi les classes dirigeantes des pays coloniaux et semi-coloniaux n'ont-elles ni la capacité ni le désir de diriger la lutte contre l'impérialisme à mesure que cette lutte se transforme en mouvement révolutionnaire de masse. » Seules dans les sociétés les plus archaïques, les couches supérieures autochtones peuvent « jouer le rôle de guides actifs dans la lutte contre l'oppression capitaliste » (point II).

Le mouvement communiste ne peut néanmoins imposer la lutte spécifique contre l'oppression impérialiste au nom de la seule défense des intérêts de classe des masses populaires autochtones, pas plus qu'il ne peut abandonner le combat social quotidien au nom de « l'unification nationale » avec les démocrates bourgeois. « Deux tâches confondues en une seule incombent au partis communistes coloniaux et semi-coloniaux : d'une part ils luttent pour une solution radicale des problèmes de la révolution démocratique bourgeoise ayant pour objet la conquête de l'indépendance politique; d'autre part ils organisent les masses ouvrières et paysannes pour leur permettre de lutter pour les intérêts particuliers de leur classe et utilisent à cet effet toutes les contradictions du régime nationaliste démocratique bourgeois ». (Point V.)

Le IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. systématise la tactique à employer dans les colonies, parallèlement à celle qui doit dorénavant prévaloir dans les pays impérialistes. Au mot d'ordre de « Front prolétarien unique » pour les pays occidentaux correspond en Orient celui de « front anti-impérialiste unique » qui doit permettre « la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires ». Il « contribuera aussi à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes de nationalisme bourgeois » et orientera les luttes popu-

1. « Manifestes, thèses... », Maspero, *op. cit.*, p. 174 à 178.

lares « contre toute espèce de survivance au féodalisme. »

Les « Thèses générales sur la question d'Orient » du IV<sup>e</sup> Congrès mettent plus l'accent que celles du II<sup>e</sup> Congrès sur l'importance des alliances *temporaires* avec la démocratie bourgeoise; mais le cadre de cette politique d'alliance reste fondamentalement le même : « Le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit avant tout conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui reconnaît cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables. » L'évolution des mots d'ordre de combat dépend avant tout de l'évolution de la « corrélation des forces » entre le mouvement communiste et les autres, et non de données objectives. Et sur le plan international, « le Front anti-impérialiste unique est lié indissolublement à l'orientation vers la Russie des Soviets » et sur le plan national à la lutte pour « la démocratisation maximum du régime politique... afin d'assurer aux travailleurs la liberté d'organisation leur permettant de lutter pour leurs intérêts de classe » (point VI).

Ho Chi Minh ne participa qu'au V<sup>e</sup> Congrès en juin 1924. C'est un congrès charnière, il marque en fait les tous débuts de la période stalinienne en U.R.S.S., malgré le rôle encore prépondérant joué durant le congrès par Zinoviv. Lénine mourant, l'échec de 1923 du mouvement ouvrier allemand a accéléré l'évolution des courants et des rapports de forces au sein de l'Internationale communiste.

« Contre Roy, les résolutions du Ve Congrès proclamèrent la tactique de coopération avec la bourgeoisie comme tactique de base dans tout l'Orient. Elles insistèrent également sur l'importance des mouvements coloniaux, la nécessité de ne pas orienter toute l'activité du Komintern vers l'Occident » Néanmoins pour Carrère d'Encausse et Schram, « en prêchant un soutien quasi inconditionnel aux mouvements de libération nationale, la direction du Komintern mettait en réalité un frein au développement des partis communistes dans les pays d'Orient, et livrait ces derniers à la merci des dirigeants nationaux lorsque ceux-ci saisissaient le pouvoir (...) Entre la méfiance envers la capacité révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, le Komintern choisissait la seconde solution, et ce choix est déjà symptomatique lutionnaire de la bourgeoisie et la méfiance envers la capacité révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, le Komintern choisissait la seconde solution, et ce choix est déjà symptomatique de la direction stalinienne<sup>1</sup> ».

1. H. Carrère d'Encausse et S. Schram, *Le Marxisme et l'Asie*, op. cit. p.67-68.

Le IV<sup>e</sup> Congrès avait encore une fois mis en garde contre les courants démocratiques bourgeois qui se drapent dans le drapeau soviétique et affirment leurs amitiés envers l'U.R.S.S. pour mieux duper les masses de leur pays. Cette fois, le V<sup>e</sup> Congrès déclara le Kuomintang, parti de la bourgeoisie chinoise, « parti sympathisant » sans essayer d'en définir précisément la nature de classe<sup>1</sup>.

réunir la condition suffisante

Quand le mouvement communiste vietnamien commence à prendre forme à Canton et en Indochine, sous l'égide du Komintern, il hérite donc d'un large cadre d'orientation stratégique, et d'un vaste réseau organisationnel international. Il bénéficie de l'activité d'un Nguyen Ai Quoc, déjà formé en France et à Moscou, et de l'autorité de l'U.R.S.S. dans le monde colonial et semi-colonial. Mais il va subir aussi très vite le contre-coup de la crise qui secoue l'I.C. après l'échec de la révolution allemande, et du fait de l'évolution de la situation en U.R.S.S. : c'est la Chine du Sud qui va être l'un des théâtres les plus dramatiques de l'action du Komintern dans les luttes nationales. C'est à Shanghai et Canton que l'orientation de la direction de l'I.C. va connaître l'un de ses échecs les plus graves, en 1927.

Les conditions nécessaires au développement d'un vaste mouvement révolutionnaire au Vietnam sont alors réunies ou sont en train de l'être. Les dirigeants actuels du Parti communiste du Vietnam soulignent, dans leurs écrits rétrospectifs, l'importance qu'a revêtu pour leur combat la rencontre entre la transformation des structures sociales du Vietnam colonial et la modification du champ de forces international opéré par la victoire de la révolution russe : la structure de classe du mouvement national, la place respective des différentes couches sociales dans la lutte anti-impérialiste s'en sont trouvées profondément bouleversées.

« Depuis la révolution d'Octobre, et plus particulièrement depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la caractéristique principale du mouvement de libération nationale est la prise de conscience des ouvriers et des paysans qui jouent un rôle chaque jour plus

1. *Pravda*, 25 juin 1924. Cité par L. Trotsky, « L'Internationale Communiste après Lénine » PUF, Paris 1969, tome I, pp. 229-230.

décisif, tandis que la bourgeoisie nationale, bien qu'animée à un certain point par des tendances anti-impérialistes, adopte en général une attitude irrésolue, réformiste. En outre, les forces de libération nationale peuvent aujourd'hui s'appuyer solidement sur le camp socialiste. Tous ces facteurs nouveaux font que le mouvement de libération nationale se développe non seulement sur une grande échelle, mais gagne en profondeur, acquérant un contenu nouveau. La révolution de libération nationale, bien que nationale et démocratique dans son contenu, ne rentre plus dans le cadre de la révolution bourgeoise, mais devient partie intégrante de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale. Cette thèse célèbre de Lénine garde non seulement toute sa valeur, mais est confirmée plus nettement encore de nos jours, par la pratique révolutionnaire. En conséquence, la force d'offensive du mouvement de libération nationale est de plus en plus puissante, son rôle de plus en plus grand, elle menace gravement les arrières de l'impérialisme, créant les conditions pour propager la révolution socialiste à l'échelle du monde entier<sup>1</sup> ».

Mais, si les conditions nécessaires au déclenchement et à la victoire d'un processus révolutionnaire étaient en train de mûrir, il manquait encore la condition suffisante : une organisation communiste à même de mener à son terme ultime le mouvement de libération nationale. La « greffe » socialiste sur la réalité vietnamienne allait donner naissance à un courant communiste spécifique. Il ne pouvait, en effet, y avoir simple transposition des thèses de l'I.C. en Indochine. Le développement d'un puissant mouvement communiste au Vietnam supposait une réappropriation du marxisme par les militants nationaux, qui ne pouvait se faire sans une certaine altération, au moins temporaire. Et ce d'autant plus que la crise qui traversait le Komintern, et la prépondérance de plus en plus forte en son sein de la diplomatie d'Etat de l'U.R.S.S. allaient mettre à rude épreuve les mouvements coloniaux et les priver de certains appuis décisifs.

1. Le Duan, « En avant sous le glorieux drapeau de la révolution d'Octobre », Hanoi, 1970, pp. 25-26.



## la naissance d'un communisme vietnamien

L'action qu'engage Nguyen Ai Quoc (Ho Chi Minh) à son retour d'Europe et de Russie soviétique n'est pas artificielle. Elle prolonge souvent, dans l'émigration vietnamienne en Chine puis au pays même, l'évolution interne en cours du mouvement national. Elle peut s'appuyer à la fois sur de très vieilles traditions de résistance et sur la rapide maturation politique des militants les plus radicaux du mouvement anti-colonial. Elle est portée par le prestige acquis par la révolution russe et par l'écho des thèses bolcheviques sur la question nationale dans le monde colonial et semi-colonial.

Mais il y a encore loin de l'idéologie du Tam Tam Xa au marxisme. Et le jeune mouvement communiste n'est pas seul à postuler à la succession de l'héritage légué par les Phan Chu Trinh ou Phan Boi Chau. C'est en 1923, au Sud-Vietnam, que naît le Parti constitutionnaliste. Il représente, très directement pour la première fois, les intérêts des gros riziculteurs cochinchinois et de la nouvelle bourgeoisie autochtone, plus forte dans les provinces méridionales qu'au centre et au nord. En 1927, le Vietnam Quoc Dan Dang (VNQDD-Parti national annamite) voit le jour, courant nationaliste petit bourgeois, toujours orienté vers le terrorisme et la préparation de mutineries; radical mais au programme social indigent, il affirme une continuité plus immédiate avec le mouvement de la décennie précédente. Le Tan Viet Cach

Mang Dang (Tan Viet ou Parti révolutionnaire du nouveau Vietnam) représente un courant intermédiaire entre le VNQDD et le Thanh Nien de Nguyen Ai Quoc.

La concurrence sera vive entre ces diverses organisations. Celle du futur Ho Chi Minh, bien que dirigée par un noyau communiste constitué dès 1925 à Canton, n'est probablement pas homogène. De plus, la bataille d'organisations, comme le cours des luttes nationales, régionales et internationales, vont faire surgir nombre de nouveaux problèmes. L'évolution du mouvement communiste vietnamien sera profonde, et tout particulièrement en ce qui concerne son rapport à la question nationale; c'est-à-dire son rapport à la tradition nationale, culturelle et politique, son orientation en matière d'alliances politiques et sociales, le contenu de classe qu'il donne à la libération nationale, les rapports qu'il entretient avec l'idéologie nationaliste.

Cette évolution ne se fera pas sans crise et tournants difficiles. Elle se fera même au prix de brusques virages politiques et de graves tensions organisationnelles. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que le mouvement communiste vietnamien trouvera sa stabilité. L'entre-deux-guerres est la période de naissance et de formation initiale du communisme vietnamien, celle durant laquelle il cherche encore les traits essentiels de sa personnalité, celle durant laquelle il commence seulement à s'affirmer comme un courant spécifique au sein du mouvement communiste mondial.

## Ho Chi Ming, la démarche d'un communiste asiatique

Pour prendre la mesure de cette évolution et de l'ampleur des tournants accusés par le communisme vietnamien — ou des divergences qui se manifestent en son sein — il est utile de commencer par situer la démarche de celui qui fut son fondateur et l'un de ses principaux dirigeants jusqu'à sa mort : Ho Chi Minh. Il occupe en effet une place originale dans l'équipe qui se constitue peu à peu à la tête du P.C. par ses liens avec la III<sup>e</sup> Internationale, la continuité et la spécificité de son orientation, la façon dont il sera perçu par le peuple vietnamien comme un dirigeant authentiquement national : « l'oncle Ho ». Cela est d'autant plus nécessaire que la période durant laquelle l'orientation du Parti communiste indochinois fut la plus éloignée de la démarche de Ho sur la question nationale — la première moitié des années trente — fut aussi celle durant laquelle il est organisationnellement plus ou moins mis à l'écart et politiquement ouvertement critiqué pour son action antérieure.

## le point de vue asiatique dans la révolution mondiale

Le rôle propre joué par Ho Chi Minh dans l'adhésion des éléments avancés du mouvement national vietnamien à la perspective de la révolution mondiale et à la Troisième Internationale fut probablement décisif. Premier communiste vietnamien, il est aussi celui dont l'expérience du mouvement ouvrier mondial est la plus précoce et la plus vaste. Parti en exil volontaire en 1911, il s'installe environ deux ans plus tard à Londres où il entre en contact avec les milieux socialistes. A Paris, il adhère aux Jeunesses Socialistes. Il participe au Congrès de Tours et à la fondation du Parti communiste français. Il dirige alors son activité en direction des communautés des colonies françaises et tente de sensibiliser le prolétariat métropolitain à la question nationale. Vers 1923, il part pour Moscou, assiste au Congrès du Krestintern (l'Internationale paysanne) et au Ve Congrès national de l'Internationale Communiste. En 1925 il se rend avec Borodine en Chine. Il fait alors fonction de délégué de l'I.C. auprès des révolutionnaires vietnamiens et, peut-être, du Sud-Est asiatique. Cette fonction de délégué de l'I.C. sera encore la sienne aux débuts de la seconde guerre mondiale. Il fait de longs séjours en Chine, au Siam, en U.R.S.S.

Mais si Ho Chi Minh apparaît dans le mouvement national vietnamien comme celui qui fait connaître l'Internationale communiste, dans le mouvement ouvrier mondial il s'affirme comme celui qui défend le point de vue de la révolution asiatique, voire vietnamienne. Il le fait avec une véhémence et parfois une brutalité provocante qui rappellent celles de l'Indien N.M. Roy.

Malgré les longues années qu'il passe en Occident, Ho Chi Minh ne tente pas de s'identifier aux militants communistes métropolitains qu'il côtoie journellement. Ses préoccupations et son activité restent celles d'un militant du monde colonial. C'est sur cette question d'ailleurs qu'au Congrès de Tours, en décembre 1920, il explique sa participation à la fondation du P.C.F. : « Nous voyons dans l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale la promesse formelle du Parti socialiste de donner enfin aux questions coloniales l'importance qu'elles méritent<sup>1</sup> ». Il s'en expliquera quarante ans plus tard dans un article écrit pour la revue soviétique *les Questions de l'Orient* à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance de Lénine : « A cette époque, je distribuais souvent des tracts pour dénoncer les méfaits du colonialisme. Je soutenais alors la Révolution d'Octobre simplement par une sorte de sympathie spontanée. Je ne comprenais pas encore toute sa portée historique.

1. Ho Chi Minh, *Ecrits (1920-1969)* Ed. en langues étrangères Hanoi 1971 p. 12.

J'aimais et respectais Lénine simplement parce qu'il était un grand patriote qui avait libéré ses compatriotes; jusque-là je n'avais pas encore lu aucune de ses œuvres. »

« J'avais adhéré au Parti socialiste simplement parce que ces "Messieurs-Dames" (j'appelais ainsi les camarades du Parti) avaient témoigné de la sympathie envers la lutte des peuples opprimés (...) A cette époque, dans les sections du Parti socialiste, on discutait ardemment pour savoir s'il fallait continuer à rester dans la Seconde Internationale, ou créer une Internationale "deux et demi", ou adhérer à la Troisième Internationale de Lénine... La question qu'il me brûlait de savoir — et précisément dont on ne discutait pas au cours de ces réunions — était : quelle était l'Internationale qui soutenait la lutte des peuples opprimés ?

« Au cours d'une réunion, je soulevais cette question qui m'importait le plus. Quelques camarades répondirent : c'est la Troisième Internationale et non la Seconde. Et un camarade me donna à lire "Les Thèses de Lénine sur le problème des nationalités et des peuples coloniaux" publiés dans *l'Humanité* (...) Depuis lors j'avais accordé une confiance totale à Lénine, à la Troisième Internationale<sup>1</sup> ».

Ho Chi Minh fonde en 1921 l'Union Intercoloniale, publie le mensuel *Le Paria*, écrit le « Procès de la colonisation française ». Il serait faux de voir dans le poids de la question coloniale dans les choix de Ho Chi Minh un simple trait de jeunesse. Il a certes bientôt lu Lénine et les classiques du marxisme. Mais, dans les écrits ultérieurs de Ho Chi Minh, on sent toujours une démarche originale dans l'Internationale de l'époque, dont le point de départ est asiatique, et qui cherche à situer la place de la révolution socialiste plus en rapport avec l'histoire même de ce continent que dans le cadre des débats qui agitent le mouvement communiste européen. Dans l'article qu'il rédige pour la Revue communiste de 1921 il n'hésite pas à défendre l'idée de la *supériorité* des conditions de pénétration du communisme en Asie par rapport à l'Europe : « Voyons à présent, écrit-il, les raisons historiques qui permettent au communisme de s'acclimater facilement en Asie, plus facilement qu'en Europe.

« L'Asiatique — bien que considéré par les Occidentaux comme arriéré — comprend pourtant mieux la nécessité d'une révolte totale de la société présente. »

Il s'appuie, pour fonder son affirmation, sur une étude de la

1. Ho Chi Minh « Le chemin qui m'a conduit au Léninisme », 1960, *Ecrits, op. cit.*, p.255-256.

question agraire et des traditions philosophiques égalitaires de l'Est asiatique : « Répondant à une question du roi (le philosophe Mêncio) dit franchement : l'intérêt du peuple avant tout, celui de la nation vient après, celui du roi n'est rien ! »<sup>1</sup>

Les interventions de Ho Chi Minh au Ve Congrès de l'Internationale communiste, qui se déroule du 17 juin au 8 juillet 1926 à Moscou sont dans la continuité de cet article de 1921. L'I.C. est à cette époque en pleine transformation consécutive aux batailles politiques en cours en U.R.S.S. Ho Chi Minh a assisté à leur début, quand il participa au Ve Congrès de l'I.C. mais il semble être resté assez extérieur à la polémique qui s'engage. Selon Ruth Fischer, il apparaissait « empirique » peu intéressé par un débat théorique qui portait pourtant aussi sur la révolution coloniale<sup>2</sup>. Selon B. Fall, cependant, « en tant que citoyen d'un pays colonisé, il est évidemment en faveur de la thèse de la révolution mondiale immédiate plutôt que de la thèse stalinienne – qui prévaudra finalement – de la consolidation du socialisme en un seul pays<sup>3</sup> ».

Pourtant il n'hésite pas à intervenir vigoureusement dans le débat sur la question nationale et coloniale ouverte par un rapport de Manuilski, en réaffirmant les rapports d'interdépendance existants entre la révolution prolétarienne métropolitaine et la libération des colonies et en critiquant, acerbe, la passivité en la matière du P.C.F. dont il est un des délégués. « D'après Lénine, le succès de la révolution en *Europe occidentale est étroitement lié* au mouvement de libération nationale et anti-impérialiste dans les colonies et les pays asservis, et, comme Lénine nous l'a enseigné, la question nationale est une partie du problème général de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat<sup>4</sup> ». Significativement Ho Chi Minh commence par souligner ici l'importance *pour les Européens* de la question coloniale, il s'en prend aux délégués au Congrès de l'I.C. « Il me semble... que les camarades

1. Article reproduit en annexe de celui de D. Hémerly « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1930 » *Le Mouvement Social*, n°90 janvier, mars 1975, p. 50.

2. Ruth Fischer était à l'époque un des dirigeants du P.C. allemand. Son livre *Von Lenin zu Mao*, publié en 1956 et où elle rapporte sa rencontre avec Ho Chi Minh, est cité notamment par David Halberstam dans son *Ho Chi Minh* Ed. Buchet Chastel Paris 1972. p. 54-55. Il reste que les souvenirs de R. Fischer ne sont pas nécessairement très précis, surtout en ce qui concerne une personnalité à l'époque si peu en vue comme celle de Nguyen Ai Quoc. On ne peut donc s'y référer qu'avec prudence.

3. Voir B. Fall, *Le Vietnam*, A. Colin, Paris, 1960, p.27.

4. Ho Chi Minh. Intervention au Ve Congrès de l'I.C. « Ecrits... » *op. cit.*, p.21, je souligne.

n'ont pas encore totalement assimilé l'idée que le destin du prolétariat mondial, particulièrement du prolétariat des pays colonisateurs, est lié à celui des classes opprimées des colonies. Dans la mesure où il en est ainsi, je mettrai à profit chaque occasion, et en susciterai si cela est nécessaire, pour vous réveiller sur la question coloniale (...).

« Camarades, pardonnez ma hardiesse, mais je ne peux m'empêcher de vous dire qu'ayant entendu le discours des camarades métropolitains, j'ai eu l'impression qu'ils voulaient tuer le serpent en lui tapant sur la queue. Vous savez tous qu'actuellement le poison et les forces vitales de l'impérialisme sont centrés dans les colonies plutôt que dans les métropoles... voici pourquoi je vous crie de toutes mes forces : " gare " <sup>1</sup> . »

Il s'attaque enfin à l'attitude concrète des P.C. occidentaux sur la question coloniale avant tout celle des P.C. anglais et français.

« ... tant que le Parti communiste français et le Parti communiste anglais n'appliqueront pas une politique vraiment active dans les questions coloniales et n'établiront pas de contacts avec les masses des colonies, leurs vastes programmes resteront toujours lettre morte ».

« ... à l'exception du parti russe, le point de vue dont parlait Staline (selon lequel certains espèrent une victoire dans la métropole sans alliance directe avec le mouvement de libérations nationale) subsiste encore dans nos grands partis prolétariens car ils ne font absolument rien en ce domaine (...) ».

« ... Quant à moi dont la patrie est colonisée par la France, et qui suis membre du Parti communiste français, j'ai le très grand regret de pouvoir dire que notre parti fait très peu de choses pour les colonies (...) ».

« ... Camarades, la presse bourgeoise sait pertinemment que la question nationale et la question coloniale sont inséparables l'une de l'autre. Mais cela je crois que notre parti ne l'a pas encore compris <sup>2</sup> ».

1. Ces passages des interventions de Ho Chi Minh au Ve Congrès de l'I.C. n'ont pas été reproduits dans les œuvres publiées en français à Hanoï. Ils sont traduits du sténogramme soviétique par Hélène Carrère d'Encausse et Stuart Schram in « Le Marxisme et l'Asie 1853-1964 » Collection U Armand Colin Ed. Paris 1965 p. 273-274. Ils sont néanmoins partiellement cités dans « Notre Président Ho Chi Minh » de la commission d'études de l'histoire du Parti des Travailleurs du Vietnam. Hanoï 1970 p.78.

2. Ho Chi Minh, *Ecrits 1920-1960*, Hanoï, *op. cit.*, pp.21-26.

Ho Chi Minh salue en passant les bonnes résolutions prises en ce domaine par la nouvelle direction du P.C.F., corrige le rapport de Manuïlski sur la question algérienne, présente un plan d'action concret et conclut une deuxième intervention en soulignant la responsabilité de l'I.C.

« Le soulèvement des paysans coloniaux est imminent. Ils se sont déjà insurgés dans plusieurs colonies, mais chaque fois leurs révoltes ont été noyées dans le sang. S'ils semblent se résigner en ce moment c'est uniquement faute d'organisation et de dirigeants. L'Internationale Communiste se doit de travailler à leur rassemblement, de leur fournir des cadres dirigeants et de les guider sur le chemin de la révolution et de la libération<sup>1</sup>. »

Ultérieurement Ho Chi Minh se rend au Siam (Thaïlande) pour le Komintern. Il semble avoir là aussi défendu une thèse originale. A l'époque en effet l'I.C. est plus intéressée par les ensembles coloniaux (Indochine française, zone britannique du Sud Est asiatique) que par chaque pays proprement dit. Le mouvement communiste, par ailleurs, s'est essentiellement développé à partir du P.C. chinois : le Parti communiste des mers du Sud (le Nan Yang, terme chinois pour l'Asie du Sud-Est) est implanté dans *l'émigration chinoise*. Selon B. Fall ce serait Ho Chi Minh qui aurait finalement convaincu Moscou de la nécessité de fonder des partis « nationaux »<sup>2</sup>.

Ho Chi Minh enfin a eu l'occasion d'assister à l'éclatement du conflit entre le P.C.C. et Tchang Kaï-chek. Le Thanh Nien avait vécu l'écrasement de la commune de Canton après le massacre des ouvriers communistes de Shanghai. En 1928 à l'époque du VI<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., Ho Chi Minh rédige un texte sur « le travail militaire du parti parmi les paysans » qui forme le dernier chapitre d'un ouvrage (l'Insurrection armée) commandé par Piatniski, alors secrétaire général du Komintern, avant d'être fusillé durant les purges staliniennes des années 1936-1938. Erich Wollenberg (dit Walter) qui préfaça en 1970 la réédition du livre et qui participa à sa rédaction affirme que Ho Chi Minh ainsi que le général Blücher<sup>3</sup>

1. *Idem*, p.33.

2. B. Fall, *Le Viet Minh*, *op. cit.* p.29. Le Nan Yang Communist Party est fondé en 1928 par l'Internationale Communiste. Il est lié à partir de 1929 au Bureau d'Orient constitué à Shanghai. Il tient sa troisième conférence en avril 1930 à Singapour. Il deviendra le Malayan Communist Party (Parti communiste malais).

3. Blücher ou « général Galen » commandait l'armée du Kuomintang



et Toukhatchevsky<sup>1</sup> « étaient opposés à la ligne générale et officielle du parti sur la question chinoise et (...) virent dans l'insurrection de Canton une entreprise qui, sans aucun doute, portait en elle le germe de sa défaite<sup>2</sup> ». Quoiqu'il en soit, Ho Chi Minh dans son article se contente de critiquer les dirigeants du P.C.C. qui n'auraient pas... suivi les directives de l'I.C., alors que la politique chinoise était dirigée de Moscou, *via* le « conseiller » Borodine. Cela dit, tout son texte étudie la dialectique des luttes sociales et anti-impérialistes dans la levée paysanne, l'importance stratégique de la question paysanne dans les pays agraires et semi-agricoles (c'est-à-dire y compris pour Ho Chi Minh les pays balkaniques, la Roumanie, la Pologne, l'Italie, la France, l'Espagne de l'époque), les conditions et la tactique de la guérilla paysanne, le rôle du parti ouvrier dans le développement de la guerre. La préoccupation est avant tout pratique : tirer les leçons des événements chinois pour définir les tâches concrètes des révolutionnaires de ces pays agraires et semi-agricoles. Il n'y a pas là de bilan systématique des orientations d'ensemble qui se sont confrontées durant la seconde révolution chinoise.

*On voit comment Ho Chi Minh se situe dans toute cette période des années vingt* : il souligne le cadre international qui est dorénavant celui des luttes de libération nationale et en déduit la nécessité de l'alliance avec le mouvement ouvrier mondial au travers de l'I.C.; mais il intervient au sein du Komintern du point de vue de la révolution asiatique, évite soigneusement tout engagement direct dans les débats qui éclatent alors, « adapte » à sa manière les directives de Moscou sans jamais s'y opposer frontalement.

un « marxisme teinté de confucianisme »

Si Ho Chi Minh se rapproche de l'Indien N.M. Roy par son « asiato-centrisme », il s'en écarte par contre en ce qui concerne ses

jusqu'à la trahison de Tchang Kai-chek. Il sera ultérieurement éliminé par Staline.

1. L'un des principaux membres de l'Etat Major de l'Armée Rouge liquidé par Staline en 1937.

2. Neuberg « L'Insurrection armée » ed. Maspéro en fac similé 1970. Il faudrait pouvoir vérifier que ce texte est bien le fait de Ho Chi Minh, comme l'affirme Wollenberg, vu qu'il ne mentionne jamais le Vietnam.

rapports à la tradition culturelle nationale et son sentiment de l'originalité du processus révolutionnaire à venir dans sa région. Il ne tente pas d'identifier ce processus à celui des métropoles impérialistes, mais cherche à réveiller et à prolonger en ce domaine une certaine tradition nationale, à l'épouser pour mieux la dépasser. Il est en cela plus proche du Mao Tsé-toung des années trente, période de « sinisation » du marxisme en Chine.

Le personnage de « l'oncle » que se donne Ho Chi Minh est ici symptomatique. Il est typiquement vietnamien et implique une utilisation et une revalorisation consciente du fonds culturel national. C'est durant la seconde guerre mondiale que Nguyen Ai Quoc prend la stature du futur oncle Ho. Les appels qu'il lance alors, et au lendemain de la Révolution d'août 1945 illustrent bien cette dimension originale de ce dirigeant communiste. Quand le 6 juin 1941, il écrit sa « Lettre de l'étranger », en caractères démotiques traditionnels, il termine un texte nourri presque exclusivement de références à l'histoire passée du Vietnam par un « Vive la Révolution Mondiale » des plus « modernes ». L'exergue résume à elle seule cette combinaison presque anachronique : « Respectables vieillards, personnalités patriotes, intellectuels, paysans ouvriers, commerçants, soldats, chers compatriotes... » Il conclut en ces termes : « *Combattants de la révolution !* L'heure a sonné ! Levez haut l'étendard de l'insurrection, dirigez tout notre peuple pour renverser les Français et les Japonais ! L'appel sacré de la patrie retentit à vos oreilles : le sang ardent de nos ancêtres héroïques bouillonne dans vos cœurs ! L'héroïsme de notre peuple éclate sous vos yeux ! Unissons-nous, réalisons l'unité d'action pour renverser les Français et les Japonais ! La révolution mondiale vaincra ! »<sup>1</sup>

Quand en octobre 1945 il tance l'attitude bureaucratique de cadres du parti, il termine sa sentence en affirmant : « C'est pour le bonheur du peuple et dans l'intérêt de la nation que je tiens à faire ces remarques. Nous avons le devoir de graver profondément dans nos cœurs la justice et la droiture. J'espère que vous ferez des progrès ! »<sup>2</sup>. Et quand il doit partir pour négocier en France, en 1946, il adresse le 31 mai ses dernières recommandations à ses compatriotes : « Je vous conseille de vous unir étroitement et largement. Les cinq doigts de la main sont d'inégale longueur mais

1. Ho Chi Minh, *Ecrits*, Hanoï, *op. cit.*, p. 41-43.;

2. « Aux Comités populaires du Nord, du Sud et du Centre Vietnam à tous les comités de province, de district et de commune » in Ho Chi Minh, *Ecrits... op. cit.*, p.59.

ils sont tous réunis dans une même main. Les millions de nos compatriotes ne sont pas forcément tous pareils, mais ils sont tous issus des mêmes ancêtres. Nous devons faire preuve d'indulgence, reconnaître que les descendants des Lac et des Hong (rois du Vietnam légendaire) sont plus ou moins animés de sentiments patriotiques. Envers les égarés nous devons user des persuasions, les gagner par notre affection. Ainsi nous pourrons réaliser l'union et avec cette grande union, nous sommes assurés d'un avenir glorieux. Cette lettre ne peut pas dire tous mes sentiments, avant de partir pour la France, je vous adresse à tous, chers compatriotes du Nam Bo, mon salut affectueux<sup>1</sup>.»

Le « style Ho Chi Minh » n'est pas ici sans importance. Il n'y a probablement pas beaucoup de pays où un dirigeant national, en période de crise, pourrait s'adresser en ces termes à la population. Il y a là l'empreinte du fait de civilisation dans l'orientation de Ho Chi Minh. Le Vietnam est « terre confucéenne », pays de vieille tradition philosophique et de forte civilisation. Malgré l'effet de décomposition induit par la conquête coloniale sur l'héritage culturel du pays, les concepts philosophiques classiques continuent à marquer la formation intellectuelle des nouvelles générations, et, ce tout particulièrement dans le monde rural qui forme la majorité écrasante du Vietnam. Là aussi le poids spécifique de la question nationale différencie le Vietnam de bien d'autres pays coloniaux ou semi-coloniaux. Nguyen Khac Vien relève, dans un article très intéressant, les rapports qui se sont tissés entre le confucianisme traditionnel et le marxisme vietnamien. Si le confucianisme a préparé le développement du marxisme « en centrant les réflexions de l'homme sur les problèmes politiques et sociaux », il l'a aussi teinté de morale : « On reconnaît facilement, écrit Nguyen Khac Vien, dans ces textes (du Président Ho Chi Minh) le moralisme confucéen (...) Ce ne sont pas des leçons de morale, au sens où nous l'entendons dans les collèges et lycées. Ce sont des directives pour les campagnes de "rectification" (...) La critique et l'autocritique, partant de données politiques, aboutissent souvent à des analyses morales extrêmement poussées.

On peut même dire qu'au Vietnam (et en Chine) le confucianisme déteint souvent sur le marxisme. En terre confucéenne, la moralité tend souvent à l'emporter sur la notion de loi du développement historique. Le marxisme étant à la fois « explication et édification », l'édification risque souvent de prendre le dessus.

1. « Aux compatriotes du Nam Bo avant le départ pour les négociations en France » Ho Chi Minh, *Ecrits...*, *op. cit.*, p. 64-65.

Dans la grande famille des partis communistes, le parti vietnamien (comme le parti chinois) apporte certainement une note moralisante plus marquée que les partis militants dans des pays où la bourgeoisie avait déjà exercé pendant longtemps la direction idéologique<sup>1</sup> ».

La personnalité de « l'oncle » Ho dans la révolution vietnamienne s'expliquerait difficilement sans cela.

Cette « pédagogie politique », cette tentative de nouer étroitement les fils du passé et du présent pour mieux combiner libération nationale et révolution mondiale, influera sur la conception d'Ho Chi Minh des alliances politiques, du front uni, de la place de la réaffirmation d'une identité nationale dans la levée anti-impérialiste des masses coloniales, et des liens à entretenir avec le Komintern. Tous problèmes qui marqueront profondément l'évolution du communisme vietnamien durant ses trois premières décennies d'existence.

1. Nguyen Khac Vien, « Confucianisme et marxisme au Vietnam » in *Tradition et Révolution au Vietnam*, op. cit., pp. 55-56.

## le « thanh nien » de 1925 à 1929

Ho Chi Minh arrive en décembre 1924 à Canton, il se fera appeler, durant son séjour en Chine de 1924-1927, Ly Thuy. Il signale dans un rapport à l'I.C. daté du 19 décembre, une rencontre avec Phan Boi Chau<sup>1</sup>. En juin 1925, il fonde une première cellule communiste avec Ho Tung Mau, Le Van Phan (dit Hong Son), Le Hong Phong, Le Quang Dat, Truong Van Lenh et Lam Duc Thu. C'est le Thanh Nien Cong San Doan (Ligue de la Jeunesse Communiste). Il constitue peu après le Viet Nam Thanh Nien Cach Mang Hoi connu ultérieurement sous le nom de Viet Nam Thanh Nien Cach Mang Dong Chi Hoi. (L'Association de la Jeunesse révolutionnaire au Vietnam. Deux anciens du Tam Tam Xa adhèrent conjointement au Parti communiste chinois : Le Hong Son et Le Hong Phong. Quant à la Ligue de la Jeunesse communiste, elle joue, selon Thep Moi, le rôle de « noyau » du Thanh Nien<sup>2</sup>.

Le Thanh Nien, quant à lui, apparaît sous la forme d'un nouveau mouvement nationaliste dont le pivot est un journal clandestin qui porte le même nom (« *La Jeunesse* »). De juin 1925 à juin 1930, 208 numéros paraîtront. Mais l'histoire du Thanh Nien originel se termine en 1929, avec l'éclatement du mouvement lors de son

1. Cité par Thep Moi, « l'oncle Ho à Guang Zhou (1924-1927) ». *Le courrier du Vietnam* N°48, mai 1976 Hanoï p.25.

2. *Thep Moi, op. cit.*, p.30, note 14.

congrès national et la naissance d'une première organisation officiellement communiste.

Si le Thanh Nien n'est pas complètement homogène, il apparaît sous direction communiste et d'orientation générale marxiste. C'est notamment grâce à son activité que la transition pourra s'opérer entre les courants radicaux nés de l'évolution antérieure du mouvement national et le Parti communiste indochinois des années trente, bientôt section indochinoise du Komintern. En même temps le Thanh Nien accuse d'emblée des traits originaux qui reflètent l'orientation qui est celle de Nguyen Ai Quoc. C'est la première ébauche d'un « communisme vietnamien » – courant spécifique au sein du mouvement ouvrier international – qui ne prendra définitivement forme que durant les guerres de libération.

## un mouvement communiste

La nouvelle formation bénéficie du double héritage organisationnel et politique de l'I.C. et du P.C.C. Certains militants sont envoyés suivre des cours à l'école militaire de Whampoa dirigée conjointement par le Kuomintang et les communistes avec l'aide des Soviétiques. Canton devient alors le centre nerveux de la nouvelle organisation. C'est là que réside sa direction. Une école de formation permanente y est mise sur pied où sont amenés des militants venus clandestinement d'Indochine. Ils sont après renvoyés au Vietnam pour y organiser des réseaux à l'intérieur même du pays et y assurer un travail de propagande et d'agitation. Selon L. Marty, directeur des affaires politiques et de la sûreté générale en Indochine, de juin 1925 à mai 1929, au moins 250 Annamites avaient participé à cette école, dont 200 étaient rentrés en Indochine pour y militer<sup>1</sup>. Le programme de formation de l'école tenue à Canton comprenait, en 1926, outre l'histoire des mouvements de libération coréen, chinois, indien et vietnamien, l'étude de l'évolution des sociétés, du capitalisme et de l'impérialisme, l'histoire des trois Internationales, ainsi qu'une analyse critique du « gandhisme » (de Gandhi, dirigeant pacifiste bourgeois indien), des principes de Sun Yat Sen (promoteur de la première révolution chinoise de 1911). La révolution d'Octobre, le marxisme léninisme, le travail d'organisation et de masse complétaient le cours<sup>1</sup>.

1. L. Marty, « contribution à l'histoire des Mouvements politiques de l'Indochine française », Hanoï 1933, vol. IV, p.19.

Les statuts du Thanh Nien, adoptés apparemment dès sa fondation, confirment l'orientation communiste de la nouvelle organisation, orientation déjà claire dans sa direction, dans ses liens avec l'I.C. (via Nguyen Ai Quoc) et avec le P.C.C., son programme de formation. On y sent aussi la « touche » de Ho Chi Minh. Le deuxième alinéa des statuts, portant sur les buts de l'Association, est rédigé en ces termes : « sacrifier ses opinions, ses intérêts et sa vie pour promouvoir la révolution nationale (écrasement des Français et reconquête du pays) et ensuite la révolution mondiale (renversement de l'impérialisme et réalisation du communisme<sup>2</sup>. »

Nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement sur les liens entre « révolution nationale » et « révolution mondiale » dans le *Thanh Nien*. Quand au point F du programme (troisième alinéa). Il affirme la nécessité de « s'unir avec les classes prolétaires de tous les pays et fonder la société communiste. »

Dans son journal, le Thanh Nien ne s'avouera certes jamais communiste. Mais il fera rapidement de l'U.R.S.S. un symbole, et, peu à peu, en arrivera à expliquer que seul un Parti communiste est à même de répondre aux aspirations des masses vietnamiennes. Il fera paraître dans ses numéros 58, 59 et 60 une étude intitulée « A quel parti devons-nous adhérer ? », soit en août-septembre 1926, un an après le début de sa parution. « Les bienfaits du socialisme sont indéniables, affirme l'auteur en introduction, mais comme il y a plusieurs systèmes socialistes, il faut les étudier avec soin, choisir celui qui convient le mieux à nos aptitudes et à nos aspirations<sup>3</sup>. » Après avoir fait une revue critique du syndicalisme, du socialisme associationniste, de l'anarchisme et du socialisme d'Etat, le journal conclut son étude en ces termes : « Il ne vous reste donc, mes chers compatriotes, qu'à adhérer au seul parti énergique et réalisateur : le Parti communiste. »

Bien avant ce numéro, l'anniversaire de la Révolution russe avait été l'occasion de célébrer le 7 novembre 1917 durant lequel « les ouvriers et les paysans russes renversèrent roi, prince et capitalistes et s'emparèrent de la direction politique et économique de leur pays... » et la doctrine de Lénine qui « est suivie par tous les peuples faibles qui trouveront auprès des Russes un appui prompt et efficace le jour où ils se révolteront<sup>4</sup> ».

1. D'après Christiane Rageau, « Ho Chi Minh », Ed. Universitaires Paris, 1953.

2. Document publié par L. Marty, *op. cit.*, annexe n°1 au volume 4, p. 49.

3. Voir la collection du Thanh Nien slotfom (Service de liaison avec les originaires des territoires d'Outre-Mer - Section d'Outre-Mer des Archives nationales), série 5, 80, vol : 22.

4. « *Thanh Nien* » n°19 du 8.11.25.

Dès ses premiers numéros, le *Thanh Nien* publie des notes éducatives destinées à faire connaître à ses lecteurs le vocabulaire politique moderne. On passe en revue les termes de « gauche », « impérialisme », « léninisme », etc. Il étudie dans une série d'articles l'« Histoire des Révolutions dans divers pays » qui se termine dans le numéro 21 du 22 novembre 25. S'il n'y a pas, à la différence de l'article déjà cité, d'appel direct à l'adhésion à un parti communiste, les conclusions du journal n'en sont pas moins limpides. Les exemples français-allemands ou américains « prouvent que la République n'est pas un mode de gouvernement parfait, et qu'il faut encore fomenter des révolutions ». Parmi les « groupements révolutionnaires », « les chefs de file du parti socialiste se sont abouchés avec les impérialistes et les capitalistes... », « Les anarchistes ont des idées et des buts très élevés, mais comme ils laissent à chacun le soin d'agir à sa guise, ils parlent toujours et n'agissent jamais... » Enfin, « si l'on compare le parti communiste dont plusieurs centaines d'adhérents français et espagnols ont été emprisonnés pour avoir porté aide aux Marocains, au parti socialiste qui a envoyé en Annam deux des siens pour opprimer notre peuple, on discernera aisément quel est des deux le vrai parti révolutionnaire ».

Le *Thanh Nien* donne systématiquement une conception de classe du travail de masse, notamment dans une rubrique fournie sur la question féminine (intitulée souvent la « Tribune des Dames ») où il engage une longue discussion avec des lectrices intellectuelles sur le lien entre l'émancipation des femmes et la lutte pour la révolution et où il donne des exemples tirés de divers pays sur l'action des mouvements féminins révolutionnaires.

Comment expliquer cette approche indirecte et prudente du *Thanh Nien* sur la question du communisme, alors que le contenu des articles ne laisse rapidement plus de doute quant à l'orientation d'ensemble de l'Association ? Les raisons de sécurité ont peut être jouées. L'activité du comité directeur du *Thanh Nien* dépendait souvent du bon vouloir des autorités locales chinoises. Et la prudence sera particulièrement de mise après la rupture entre le Kuomintang et le P.C. chinois en 1927. Mais elles n'expliquent pas tout, le *Thanh Nien* ne changeant pas d'attitude même au moment où l'alliance avec le Kuomintang soulevait le plus grand espoir et les plus grandes illusions parmi les communistes chinois. Cette démarche progressive de l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire reflète avant tout l'application de l'orientation propre de Ho Chi Minh, et, peut être aussi l'hétérogénéité du *Thanh Nien*.

Il s'agit de partir du niveau de conscience moyen de la jeune génération militante des années vingt-cinq pour l'amener progres-



sivement aux conclusions communistes. Il s'agit donc aussi d'utiliser ce qu'il peut y avoir de « progressiste » dans la tradition culturelle ou politique et d'en écarter les éléments « réactionnaires » sans jamais la heurter de front. Il s'agit, enfin, de dissocier les « vrais révolutionnaires » des « faux » en insistant avant tout sur les qualités personnelles et morales du militant plus qu'en menant de façon incisive la polémique sur l'orientation à long terme.

Quand dans le numéro 61 du *Thanh Nien* (du 18.9.26) la rédaction trace le portrait du « révolutionnaire type » elle n'insiste que sur la profondeur de l'engagement nécessaire pour mener à bien la révolution, la méthode dont il doit faire preuve dans l'action, ses qualités de pédagogue et son caractère réfléchi, ses capacités d'organisateur, son mépris des honneurs et des richesses, son humilité, sa ténacité. Le programme pour lequel « le révolutionnaire type » se bat n'apparaît qu'en filigranne, « la révolution est une longue et implacable guerre entreprise par les prolétaires contre leurs oppresseurs ». Le mot d'ordre reste : « La Patrie avant tout ».

On retrouve tout au long de la collection du *Thanh Nien* les mêmes accents moralisants que ceux de Nguyen Ai Quoc – Ho Chi Minh dans les appels qu'il lance durant et aux lendemains de la seconde guerre mondiale. Cela est vrai dès son numéro I du 21.6.25, où la rédaction demande « Pourquoi faut-il nous unir entre nous ? » : « L'œuvre de la révolution est énorme. Indispensable est l'union entre les révolutionnaires. Les Annamites ont travaillé à la révolution depuis de longues années, et pourtant ils n'ont pu rien réaliser parce qu'ils ne se sont pas unis entre eux, parce qu'ils n'ont pas visé au même but. Les uns sont poussés à embrasser la cause de la révolution par l'esprit de vengeance privée, les autres par amour de la gloire, des titres d'honneur. Rares sont les révolutionnaires dévoués à la cause du peuple (...) » « celui qui travaille à la révolution pour son propre compte ou pour le compte de quelques personnes n'est pas un vrai révolutionnaire ».

Une question revient à plusieurs reprises, souvent posée par des lecteurs : quand la révolution sera-t-elle achevée ? La réponse prend peu à peu corps. Un bref article paraît dans le numéro 12 (du 20.9.25) précisément sous ce titre. Il se contente alors d'une réponse évasive, insistant seulement sur la longueur de la lutte entreprise et sa dimension mondiale :

« J'ai demandé à des amis : quand la révolution sera-t-elle achevée ? Ils m'ont répondu : quand nous toucherons au but. Après avoir chassé les Français et avoir recouvré notre indépendance, notre œuvre ne sera pas encore achevée !

« Voyez l'Angleterre, les Etats-Unis, la France et le Japon,

ce sont des pays indépendants et cependant ils ne cessent d'être bouleversés par les révolutions.

« Ton Van a lutté jusqu'à la mort pour le bien du peuple. A l'agonie Lénine travaillait encore pour la révolution mondiale. Pham Hong Thai a trouvé la mort en lançant une bombe contre les Français et Lieu Trong Khai a été tué pour avoir défendu la cause des prolétaires. Tous ces révolutionnaires ont accompli leur devoir et cependant la révolution n'est pas achevée. Nous devons donc rester unis et nous sacrifier tous les jours pour la révolution mondiale sans espérer pouvoir nous mêmes assister à son apothéose ».

Quand un peu plus tard une lectrice étudiante de Thanh Nien enjoint au comité de rédaction de préciser ce qu'il attend de la révolution et à quel régime politique il aspire, la réponse n'est qu'implicite : « Notre but est le suivant : unir tous nos compatriotes et faire triompher la souveraineté politique, juridique, administrative et économique du peuple, lequel est tout. Qu'en pensez-vous chère amie ? » Cette réponse n'est d'ailleurs peut être pas unanime : contrairement à l'habitude, cet article est signé L.H. Plus, une deuxième réponse apparait dans le même numéro. Elle est, elle, carrément dilatoire. N.V.K. y écrit : « Nos compatriotes sont placés sous la domination des Français qui les maintiennent dans l'ignorance. Si nous leur parlions de " bolchevisme " et de " République ", il est évident qu'ils n'y comprendraient rien. Mieux vaut leur dire simplement : « Reconquérons notre pays » Lorsque nous serons les maîtres chez nous, nous nous instruirons nous réfléchirons et nous fixerons le but que nous voulons atteindre ».

Une réponse à une première lettre de cette étudiante est intéressante à un autre titre. La rédaction y réfute le qualificatif d'anti-révolutionnaire accolé par l'étudiante au roi, aux mandarins, aux secrétaires et aux interprètes des Français. Les ouvriers et les laborieux, répond en substance le Than Nien ont *intérêt* à la révolution. Les autres peuvent être convaincus de s'y rallier, « car un roi est capable de réflexion et sait compatir aux malheurs inouis qui frappent son peuple; il est donc préférable pour lui de vivre en simple citoyen plutôt que de régner sur un peuple asservi. » Ce sera, soit dit en passant, la solution qu'Ho Chi Minh convaincra momentanément Bao Dai d'adopter en 1945. Quant aux autres, mandarins secrétaires et interprètes, il faut les instruire et leur faire prendre conscience.

Le ton a déjà changé, quelques mois plus tard, quand dans le *Thanh Nien*, N°46 (du 30 mai 26) un petit article apparait sous le titre « La Révolution » : « La marée révolutionnaire déferle sur le monde depuis de longues années. Les Français opprimés par les

rois se révoltèrent et instaurèrent le régime républicain; mais le pouvoir détenu par ces derniers passa alors entre les mains des capitalistes qui n'ont rien fait pour améliorer le sort des salariés. L'Amérique se révolte contre l'Angleterre qui voulait la maintenir en tutelle. Quand les Anglais furent chassés du pays, les capitalistes américains s'emparèrent du pouvoir et n'ont cessé depuis d'opprimer les ouvriers et les paysans. Voilà pourquoi les prolétaires de ces deux nations se soulèvent encore de nos jours.

« La révolution annamite ne sera achevée que lorsque les Français auront été battus et chassés et les classes sociales nivelées; elle doit être un remède violent mais radical. »

Enfin ce problème revient sur le tapis, en février 1927, à la fin d'une très longue série intitulée « Questions et réponses » véritable cours de formation marxiste de base en forme de dialogue. A la question : « l'âge d'or succèdera donc à la défaite des capitalistes ? » la réponse est sans détour : « comme le clan a été détruit par le féodalisme et le féodalisme par le capitalisme, il est certain que ce dernier sera détruit par le socialisme-collectivisme. La société sera complètement réorganisée et les hommes vivront en paix. Il n'y aura ni guerre économique, ni pauvres ni riches car tous les hommes seront frères, ne manqueront pas de travail et auront du riz à satiété. » (*Thanh Nien*, n°78 du 05.02.27).

Et la conclusion générale de cette série éducative met dans le même camp capitalistes, impérialistes et propriétaires fonciers, celui de la contre-révolution : « En résumé, de nos jours les ouvriers fabriquent les objets et ne peuvent s'en servir, les paysans font pousser le riz et meurent de faim, pendant que les capitalistes et impérialistes s'enrichissent et ne travaillent pas. Pour supprimer cette injustice, il faut que les travailleurs jouissent du produit de leur travail et que les parasites meurent de faim. Mais comme les capitalistes, les impérialistes et les propriétaires fonciers ne consentiront jamais à céder leurs richesses et leurs biens, les prolétaires devront les y contraindre par la violence. Mais pour rendre le prolétariat puissant, il faut lui ouvrir l'esprit par la propagande et les conférences, le soumettre à une discipline de fer, et donner de la cohésion à ses groupements. Quand il sera organisé, puissant et discipliné, il lui sera aisé de détruire le capitalisme, l'impérialisme et les propriétaires fonciers. Après la victoire du prolétariat, le gouvernement prolétarien appliquera un nouveau système d'éducation populaire et pourvoira aux besoins permanents de la population. Il n'y aura plus d'opprimeurs ni d'opprimés; tous les hommes seront frères et jouiront de la liberté et de l'égalité. » (*Thanh Nien* n° du 13.02.27).

## Révolution nationale et mondiale : quelles divergences ?

L'application méthodique d'une démarche propre à Ho Chi Minh et tendant à construire le communisme vietnamien en *continuité* avec la tradition nationale ne peut, cependant, seule expliquer les variations de contenu du *Thanh Nien*. Des articles par trop contradictoires paraissent en effet *simultanément*, ou dans des numéros très proches. On a l'impression de trois lignes qui se confrontent : celle d'Ho Chi Minh, une seconde plus nationaliste et une troisième qui tend à lever plus vite l'étendard de classe, voire qui lance des attaques frontales contre l'idée même de patrie. Prenons trois exemples de ces divergences apparentes, à des époques diverses.

Deux articles paraissent dans le n° 11 du *Thanh Nien* (daté du 12.09.25). S'ils portent sur des sujets différents, leurs démarches ne s'opposent pas moins avec brutalité. Le premier est la conclusion d'une étude sur la situation chinoise. Il énumère cinq classes sociales et définit leur attitude par rapport à la révolution. Militaristes, capitalistes (propriétaires fonciers et gros commerçants) les riches en général, « se rangent aveuglément du côté des impérialistes ». Les étudiants, eux, « sont pleins d'ardeur, mais sans volonté et sans consistance ». Les souffrances des laboureurs « les rendent favorables à la révolution, mais ils sont amorphes et inexpérimentés ». En résumé, « seuls les ouvriers sont opiniâtres. C'est pourquoi nous pouvons présumer qu'eux seuls n'hésiteront pas à se sacrifier pour sauver la Chine. »

Si le premier article développe une analyse de classe (à coup de serpe, même) le deuxième s'intitule « Aimons notre race », invoque les « 4 000 ans » de civilisation vietnamienne, et les succès emportés dans le passé contre le royaume disparu de Champa et contre le Cambodge. « Nous étions maîtres autrefois, et maintenant nous sommes les vils esclaves des Français. » Il en appelle à l'union pour « reconquérir notre liberté, notre indépendance, et faire briller comme autrefois le prestige de la race jaune. »

Le *Thanh Nien* a fait régulièrement appel sous des formes diverses, au sentiment patriotique. On a vu comment le portrait du « révolutionnaire type » publié en septembre 1926, met en avant le mot d'ordre : « La Patrie avant tout ». D'autres fois ce sont des poèmes ou des écrits semi-littéraires qui exaltent la renaissance du patriotisme. Pourtant une série d'articles de fin décembre 1926 et de début 1927, intitulée « La Patrie » dénonce « ce mot patrie » qui « a été créé par les politiciens pour soumettre le peuple aux lois et contraindre les prolétaires à défendre par les armes les biens des

propriétaires et les intérêts des capitalistes ». « En vérité, poursuit l'auteur, il n'y a ni patrie, ni frontière. Tous les révolutionnaires qui consacrent leurs forces à améliorer le sort de l'humanité sont des frères et la terre est leur seule patrie. » Et après un long développement sur le caractère irréductible des oppositions de classe, il conclut : « La célèbre formule de Lénine (" Les prolétaires n'ont pas de patrie ") ne signifie pas du tout que les prolétaires et les colonisés ne doivent pas se révolter; au contraire elle indique nettement que la violence est le seul moyen auquel ils doivent recourir pour détruire le capitalisme et l'impérialisme. En Indochine il faut non seulement combattre les capitalistes, européens et indigènes, mais encore unir et soulever nos compatriotes prolétariens des cinq pays de l'Union contre nos tyrans. » Ces propos ressemblent beaucoup plus à ceux qui seront tenus par le futur Parti communiste indochinois durant la première moitié des années trente qu'au style politique du Thanh Nien. Il faut cependant noter que ce rejet iconoclaste de la « patrie » correspond déjà à un courant vivace dans les milieux anti-coloniaux des années vingt. A témoin ces propos tenus en 1923 par l'intellectuel Nguyen An Ninh qui s'affirmera comme l'une des principales personnalités du mouvement national saïgonnais : « Il faut quitter la maison de notre père, il nous faut fuir notre famille, nous échapper de notre société, nous éloigner de notre patrie. Il nous faut une vie de lutte (...) Il faut que la jeunesse évite surtout de parler de patrie et de patriotisme. Il lui faut concentrer toute sa force pour marcher à la recherche d'elle-même. Le jour où elle se sera trouvée, les mots " patrie " et " patriotisme " seront pour elle des noms plus larges, plus élevés, plus nobles et elle rougira d'avoir par son ignorance mêlé aux mots " patrie " et " patriotisme " des idées peu nobles, mesquines même<sup>1</sup>. »

S'il s'inscrit donc dans une tradition déjà vivante, l'article de *Thanh Nien* de fin décembre 26 début 27, par sa portée générale n'en tranche pas moins.

On prend toute la mesure des divergences de contenu qui s'expriment dans le journal si l'on compare ce dernier article ainsi que ceux précédemment cités de mai 26 et de février 27 sur l'aboutissement de la révolution, avec celui qui paraît dans le n° 107 du 24 octobre 1927 sous le titre « L'esprit et la Révolution ». L'auteur y affirme en effet qu'« actuellement il ne faut pas prêcher la révolution au nom des principes démocratiques ou communistes car

1. Conférence du 15 octobre 1923; reproduit par D. Hemery in « Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine » Ed. Maspéro, Paris, 1975, p. 112.

les Annamites n'ont encore reçu aucune éducation politique. Ils ignorent l'existence de leur roi et ne possèdent pas encore une vraie classe de capitalistes; ils constituent des classes sociales hétérogènes, dépourvues de droits et également spoliées par le fisc, c'est-à-dire par l'administration française. » Et de reprendre le ton des premiers articles sur cette question, en plus sec encore : « Ne cherchons pas à savoir pour le moment si le régime socialiste, monarchiste, ou communiste convient à notre pays. Ecrasons les Français, puis nous choisirons le régime qui conviendra à la majorité de notre peuple. »

Est-ce à dire que l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire n'avait pas d'orientation majoritaire, si ce n'est homogène ? Non pas. Mais il importe de tenter de saisir les divergences qui pouvaient s'y exprimer pour mieux situer le rôle transitoire du *Thanh Nien*. L'expression de ces tensions internes est en effet logique si l'on tient compte du projet même d'Ho Chi Minh. Une fois un solide noyau regroupé, il lui fallait rassembler autour de son entreprise toute une série de militants n'ayant que partiellement rompu avec la pensée nationaliste traditionnelle. De plus, l'objectif avoué étant la constitution d'un Parti communiste, mais le *Thanh Nien* ayant soigneusement évité l'étiquette de communiste, un débat devait naître sur l'opportunité de sa création. Il éclatera en effet en 1929 et provoquera la scission de l'Association, en l'absence de son principal dirigeant Nguyen Ai Quoc. L'existence apparente de plusieurs courants dans l'équipe du *Thanh Nien* prépare cette crise qui n'aurait probablement pu être évitée qu'en présence d'une autorité politique incontestée.

Comment définir l'orientation dominante du mouvement d'Ho Chi Minh, au-delà de sa « démarche pédagogique ? » Comment les relations entre révolution nationale et révolution mondiale sont-elles alors situées ? On pourrait tenter de résumer ainsi la ligne stratégique qui est celle du communisme vietnamien dans les années vingt : la révolution nationale précède la révolution mondiale. Elle assure l'émancipation du peuple à la fois de la domination impérialiste et de l'oppression des classes exploiteuses. Elle ne peut s'opérer que sous la forme d'un soulèvement de masse dont les éléments moteurs sont les paysans et, avant tout, les ouvriers, sous la direction d'un parti révolutionnaire (communiste) préalablement constitué. Elle présuppose qu'un ample travail d'agitation, de propagande et d'organisation ait été mené par ce parti pour rompre la passivité des masses et détruire l'influence des « faux révolutionnaires ».

Si les classes supérieures de la société vietnamienne s'opposent aux aspirations des masses, et de ce fait rallient les impérialistes, nombre d'éléments de ces classes peuvent rejoindre le combat révolutionnaire par haine de la domination coloniale. Un travail

politique doit donc être engagé dans toutes les classes de la société pour y gagner des appuis divers, une propagande adaptée aux lieux et circonstances doit être menée en conséquence de haut en bas de l'échelle sociale. L'union doit leur être proposée en faisant appel à leur conscience.

De la révolution nationale naîtra un gouvernement ouvrier et paysan qui engagera une politique de réforme en profondeur. La nature de l'état proprement dit reste généralement non spécifié; bien qu'un important article, écrit par le même auteur que celui sur « la Patrie », fasse mention de la « Dictature du Proletariat » (« La Révolution Nationale », *Thanh Nien*, n°79 du 13.02.27). Ce gouvernement ouvrier et paysan initiera sur le plan économique une « NEP » (Nouvelle Politique Economique) vietnamienne qui doit aboutir à la socialisation progressive de l'économie.

La Révolution socialiste proprement dite ne sera possible qu'avec les succès de la Révolution Mondiale qui détruira les bases mêmes de l'impérialisme et du capitalisme. Cela implique qu'une alliance soit d'ores et déjà nouée entre le peuple vietnamien et le prolétariat mondial au travers de l'Internationale Communiste.

Le programme publié dans les status du *Thanh Nien* de 1925 exprime assez clairement cette orientation :

« *Programme*

- a) choisir les citoyens éveillés, les instruire et les organiser;
- b) élire les adhérents déjà formés parmi les habitants pour répandre la bonne parole et organiser les groupements d'utilité publique (syndicats ouvriers, paysans, scolaires, féministes etc...);
- c) soulever à la première occasion les forces de ces groupements nationaux pour écraser les Français et récupérer le pouvoir;
- d) instaurer un gouvernement populaire ayant à sa tête les représentants élus des groupements ouvriers, paysans et militaires;
- e) appliquer les principes de la nouvelle politique économique (NEP) pour hâter le développement des organes de production du pays, la suppression du capital personnel et la communisation des richesses nationales;
- f) s'unir avec les classes populaires de tous les pays et fonder la société communiste<sup>1</sup>. »

1. L. Marty, Annexe au volume IV, *op. cit.*, p. 49.

Il reste qu'en l'absence de signature des articles du *Thanh Nien* et du fait de leur écriture souvent « pédagogique » il n'est pas facile de reconstituer aujourd'hui ce qui était orientation d'ensemble, expression tactique ou nuances individuelles et divergences politiques. Il faudrait pour compenser ces difficultés, pouvoir étudier les éventuels textes internes du noyau communiste d'alors.

L'équipe du *Thanh Nien* dut engager toute une polémique vis-à-vis des courants de pensée traditionnalistes sinovietnamiens et des courants réformistes asiatiques aussi bien qu'euro péens. L'évolution de Phan Boi Chau notamment qui en sortant des prisons coloniales prêche la collaboration franco-vietnamienne les amène à croiser le fer avec les prestigieux nationalistes. Dans le *Thanh Nien*, n°41 du 18 avril 1926, ils rappellent leur attitude antérieure à l'égard de Chau (« nous l'avons toujours approuvé quand il suivait la droite voie et critiqué quand il s'en écartait ») avant de revenir sur ses propos les plus récents où il parle de « l'amour profond manifesté par la France à l'égard du peuple annamite » et « remercie infiniment le gouvernement du protectorat » en reconnaissant dans les Français « d'excellents maîtres pour nous civiliser ». Tout en « pardonnant à Phan cet écrit », le *Thanh Nien* demande aux étudiants annamites de « ne plus prêter foi comme auparavant aux paroles mielleuses de Phan. »

Un mois plus tard la rédaction du *Thanh Nien* revient à la charge et englobe dans sa polémique contre « la politique d'association » à la fois le « conservateur Phan Boi Chau » et le « novateur Bui Quang Chieu », c'est-à-dire le représentant de la tradition nationaliste passée et le porte parole des intérêts bourgeois vietnamiens naissants, l'un des deux principaux fondateurs du Parti Constitutionnaliste. La dénonciation de la collaboration franco-annamite deviendra un axe important du combat idéologique mené par le *Thanh Nien*. « Nos capitalistes et nos intellectuels, effrayés par le réveil de notre peuple, s'allient aux Français et approuvent leur politique de coopération politique qui permet à ces derniers de sucer tranquillement le sang de nos compatriotes. » (*Thanh Nien* n°163 du 8 décembre 1928).

La politique de collaboration franco-annamite de la bourgeoisie cochinchinoise répond à une idéologie sociale unanimiste. Les grands propriétaires terriens (ou landlords) sont nés avec la domination française, ils se surimposent à la micro-colonisation de terres opérée antérieurement, notamment par le biais des colonies militaires viets, puis l'étouffe. La société agraire se clive en deux classes : les dien chu (propriétaires) et les ta dien (fermiers). « Les gros dien chu proviennent d'une couche d'agriculteurs enrichis parce qu'ils ont su gérer favorablement leurs biens et d'une couche



extra rurale : lettrés fonctionnaires ralliés (ils sont rares), secrétaires-interprètes, parfois même tenants de fonctions subalternes (plantons, tirailleurs)<sup>1</sup>. » Généralement absentéistes, les landlords ont préféré le maintien d'une agriculture extensive et l'exploitation de la force de travail. Malgré leurs origines sociales récentes ils tentent de s'appuyer aussi sur les relations de « clientélisme » traditionnelles de la société rurale. Le paternalisme est alors idéologie et mode de domination. Bui Quang Chieu exprimera souvent cette vision unanimiste de la société vietnamienne qui cherche ses sources dans le confucianisme et pour qui le dien chu ne serait qu'un « ta dien qui a réussi comme le mandarin n'est qu'un fils de nhâ quê reçu aux concours littéraires<sup>2</sup>. »

Le *Thanh Nien* a donc à lutter contre l'influence combinée de la pensée traditionnelle et de l'idéologie de la nouvelle bourgeoisie vietnamienne qui tend à estomper l'aggravation des clivages sociaux internes à la société indochinoise. Pour les constitutionnalistes, en effet, une solidarité profonde lie tous les Vietnamiens entre eux, du fermier au propriétaire, face aux étrangers, avant tout chinois (marchands) ou indiens (les prêteurs d'argent ou chettys) et secondairement français.

C'est pour cela que la lutte idéologique des révolutionnaires vietnamiens contre les nationalismes « modérés » (lettrés et intellectuels de formation occidentale comme de Phan Boi Chau) et « réformistes » (de la bourgeoisie), selon les termes de Tran Van Giau<sup>3</sup>, traverse toute la seconde moitié des années vingt, des mouvements lycéens de 1926 aux soviets du Nghe Tinh. Fin 1926 ou début 1927, une délégation du Parti communiste français visite l'école du *Thanh Nien*. L'allocution du délégué français et celle prononcée par Phan Van Dong (actuel premier ministre) sont publiées dans les deux langues dans une brochure intitulée Phap Viet Cach Mang (Révolution franco-vietnamienne) par opposition à la doctrine Phap Viet De Hue (Entente franco-vietnamienne). C'est à cette période que Ho Chi Minh apprend aux militants du *Thanh Nien* l'« Internationale » en français

1. Pierre Brocheux, « Les grands Dien Chu de la Cochinchine Occidentale pendant la période coloniale » dans *Tradition et Révolution au Vietnam*, Ed. Anthropos, Paris, 1971, p. 150.

2. *La tribune Indochinoise* du 10 août 1931 (aux lendemains de l'insurrection des soviets du Nghe Tinh) Cité par P. Brocheux, p. 152.

3. Voir la revue du livre de Tran Van Giau : « Su Phat Trien Cua Tu Tuong O Viet Nam Tu Dau The Ky XIX Den Cach Mang Thang Tam » (L'évolution de la pensée au Vitenam depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Révolution d'août) tome II, par Phong Hien, *Le courrier du Vietnam*, n°44 de janvier 1976.

et chinois puis le traduit en un air populaire vietnamien<sup>1</sup>.

Par contre Phan Boi Chau écrit les « Thèses sur la collaboration franco-vietnamienne » (Phap Viet de Hue Luan) qu'il fait parvenir au gouverneur général de l'Indochine et qui sera publiée en 1929. Ce « manifeste » déclare au nom de la lutte contre le danger nippon :

« Sur le plan territorial et ethnique, les Vietnamiens sont les maîtres et les Français des hôtes. Mais si l'on se base sur le pouvoir et les attributions, les Français sont les frères aînés des Vietnamiens. Maîtres et hôtes unissant leurs efforts, pourront éteindre le feu, même s'il gagnait la natte sur laquelle ils sont assis. Des frères, conjuguant leurs forces pourront repousser les pirates qui s'en prennent à leur maison.<sup>2</sup> »

En fait dans les années 25-26 une tendance à la bipolarisation idéologique s'amorce qui trouvera sa sanction en 1929-1931. Si nombre de vieux résistants anti-français glissent vers la collaboration franco-annamite et les solutions bourgeoises, d'autres intellectuels nationalistes « modérés » évoluent vers un nationalisme « révolutionnaire ». C'est le cas de Nguyen An Ninh, animateur du journal *la Cloche Fêlée* à Saïgon. De formation occidentale et pacifiste, il devait peu à peu reconnaître la nécessité de la violence révolutionnaire contre la colonisation. Ces évolutions préparent l'adhésion au marxisme, à la fin des années vingt, de Tran Huy Lieu (qui animait le cercle Cuong Hoc Thu Xa puis qui adhère au VNQDD), Tran Huu Do (cercle Tan Viet Thu Xa) et Nguyen An Ninh. Symptomatique est à ce titre la trajectoire de Pham Tuan Tai : il fonde à Hanoi le cercle Nam Dong Thu Xa qui devient le noyau du VNQDD : formation radicale nationaliste petite bourgeoise. Après l'échec de son organisation, et l'expérience de développement du Parti communiste indochinois, il rédige sur son lit de mort à l'hôpital, en 1936, une « adresse aux camarades » où il affirme que « seul le marxisme-léninisme est capable d'anéantir la société de classe et de conduire l'humanité à la " communauté du monde<sup>3</sup> " ».

Ce sont ces reclassements qui sont à l'œuvre durant la période du « Thanh Nien » et qui expliquent la nature des articles polémiques qui paraissent dans le journal.

Il importe de noter que le groupe Thanh Nien voit le jour quelques temps avant la rupture ouverte des courants constitutionnalistes bourgeois avec le mouvement national. Le Parti consti-

1. Thep Moi, « L'oncle Ho à Guang Zhou... », *op. cit.*, p. 28.

2. Phong Hien : revue du livre de Tran Van Giau, *Le Courrier du Vietnam*, n°44, *op. cit.*, p. 27.

3. Phong Hien, *op. cit.*, p. 29.

tutionnaliste désavoue en effet les amples luttes de boycott des écoles françaises de mars-mai 1926 en Cochinchine. C'est précisément de cette levée de la jeunesse scolarisée — à l'issue de laquelle plus de mille élèves furent exclus — que viendront nombre de dirigeants communistes de la décennie suivante.

Le groupe Thanh Nien, au travers de Gandhi, engage aussi la polémique contre le pacifisme : « Gandhi prêchait la lutte des races et non des classes. Cette erreur a permis aux capitalistes anglais de s'inféoder les capitalistes indiens et d'étouffer toutes les tentatives de boycottage entreprises par le peuple pour ruiner leur commerce. » (*Thanh Nien*, n° 54, du 19 juillet 1926). Polémique toujours contre les formes traditionnelles de résistance violente : le terrorisme individuel, le boycott et les mutineries qui sont à plusieurs reprises condamnés comme inefficaces et dangereux pour l'œuvre révolutionnaire (par exemple dans le n° 69 du 14.02.26). Pourtant l'attentat à la bombe et la révolte des soldats sont parfois remis à l'honneur, comme dans l'article sur le « Révolutionnaire type » précité, ou lors du quatrième anniversaire de la mort de Pham Hong Thai, qui s'était tué après avoir lancé un engin explosif sur la salle de banquet du gouverneur Merlin. Dans ce dernier numéro, numéro spécial daté du 19 juin 1928 et entièrement consacré à la mémoire de Pham, la rupture de génération au sein du mouvement national est brutalement soulignée : « Quelles sont actuellement nos principales forces révolutionnaires ? » s'interroge le Thanh Nien : « Nous pouvons les répartir en deux groupes :

1°) le groupe des anciens révolutionnaires expatriés dont la plupart sont de faux révolutionnaires.

2°) le groupe des jeunes expatriés, ayant fait leurs études à l'étranger, tous bien unis et travaillant sans relâche à l'émancipation de leur pays. Ces jeunes révolutionnaires constituent incontestablement la dynamo-génératrice du mouvement révolutionnaire annamite. »

Polémique enfin contre le confucianisme dont la philosophie de défense de l'ordre établi a profondément imprégné le Vietnam. Le Thanh Nien rend un hommage au penseur classique Confucius, « mais, poursuit-il, il y a vingt siècles le capitalisme et l'impérialisme n'existaient pas et les peuples n'étaient pas opprimés comme de nos jours. C'est pourquoi le cerveau de Confucius ne fut jamais troublé par des doctrines révolutionnaires. Sa morale est parfaite, mais elle est incompatible avec le courant de pensée moderne ; comment un couvercle rond peut-il s'adapter à une boîte carrée ? Les monarques (...) exploitèrent le confucianisme comme les impérialistes exploitent le christianisme (...) En somme (Confucius) s'est prononcé en faveur des oppresseurs contre les opprimés (...)

nous Annamites, perfectionnons-nous intellectuellement par la lecture des ouvrages de Confucius et révolutionnairement par celle des ouvrages de Lénine. » (*Thanh Nien*, n° 80 du 20 février 1927). Curieux articles qui reflètent bien le perpétuel balancement du *Thanh Nien* entre la revalorisation de la tradition culturelle et l'introduction d'une pensée moderne.

Après plusieurs années d'activités, l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire est devenue l'une des principales organisations au Vietnam même, celle qui probablement a tissé les liens les plus étroits avec le mouvement de masse : syndicats ouvriers en formation, associations paysannes, milieux intellectuels. Elle a opéré une véritable rupture idéologique au sein du mouvement national. Commentant un opuscule écrit par Ho Chi Minh en 1926, « *Duong Cach Mang* » (« La Voie Révolutionnaire »), l'historien vietnamien Nguyen Khac Vien souligne les trois principes nouveaux qu'il introduisait dans les milieux nationalistes :

« 1°) La révolution est l'œuvre des masses ouvrières et paysannes et non de quelques héros, d'où la nécessité d'organiser ces masses et de les entraîner au combat.

2°) La révolution doit être dirigée par un parti marxiste léniniste pour mener au succès, d'où la nécessité de s'appliquer à créer un parti de type nouveau.

3°) La révolution nationale doit s'intégrer dans la révolution mondiale, le peuple vietnamien devant agir en union avec le prolétariat mondial, d'où la nécessité d'agir en accord avec la politique de la III<sup>e</sup> Internationale<sup>1</sup>. »

Pourtant le devant de la scène politique vietnamienne reste dominée par d'autres forces et avant tout par une organisation

1. Selon Nguyen Khac Vien, « Histoire du Vietnam » Editions Sociales 1974 p. 164 ou « Études Vietnamiennes » n°24 p. 88. On trouvera un résumé plus détaillé de cette brochure dans l'étude de la commission d'histoire du P.T.V.N. : « Notre Président Ho Chi Minh » Hanoi Editions en langues étrangères 1970 p. 88 à 93 et d'autres notes dans Tshep Moi, « l'oncle Ho à Guang Zhou... ». Malheureusement, en l'absence du texte complet de cet important document, sans pouvoir retrouver la démarche d'ensemble de Ho telle qu'elle s'y exprimait, on ne peut qu'utiliser avec prudence les résumés publiés à Hanoi. Il faut aussi noter que l'introduction d'un certain nombre de ces nouvelles idées politiques n'est pas le seul fait du « *Thanh Nien* » mais découle d'un mouvement d'idée plus vaste.

nationaliste petite bourgeoise radicale, le Viet Nam Quoc Dan Dang (V.N.Q.D.D.). Et le Thanh Nien va bientôt éclater avant de se dissoudre pour laisser place au Parti communiste indochinois. Le jeune mouvement communiste vietnamien subira peu après sa première épreuve du feu : l'insurrection des soviets du Nghe Tinh. Le conflit de classe qui s'est progressivement dessiné durant les années vingt au sein du mouvement national va prendre une dimensions nouvelle. La lutte politique et idéologique à fleuret moucheté va brusquement céder place à une confrontation sociale et politique directe. L'avenir du mouvement national vietnamien devient dès lors l'enjeu immédiat du conflit de classe.



## le tournant

A la fin des années vingt, les conditions qui président au développement du Thanh Nien se modifient rapidement. La répression déclenchée en Chine, en 1927, par le Kuomingtang contre les communistes chinois a de profondes répercussions au Vietnam. Le V.N.D.D.D. va se lancer à l'action et subir un très grave échec, approfondissant par là la crise des milieux nationalistes annamites. Le Komintern prend un brutal tournant « gauche » qui l'amène à promouvoir une politique de confrontation de classe. Or, au même moment, une montée sociale se dessine au Vietnam. Les progrès puis la crise du Thanh Nien répondent vite à ces événements.

## la crise du thanh nien

Le Thanh Nien recrute beaucoup de ses membres parmi les militants des courants nationalistes préexistants ou concurrents. On a vu que les premières recrues de Ho Chi Minh provenaient du Tam Tam Xa qui est presque entièrement gagné à lui. Certains des nouveaux dirigeants communistes représentent ainsi la tradition de Phan Boi Chau, tels Ho Tung Mau et Le Hong Phong. Le Thanh Nien travaille aussi au corps son organisation sœur, le Tan Viet. Des dirigeants nationaux du futur Parti communiste en proviennent, tels Vo Nguyen Giap, Ha Huy Tap, Tran Phu et Nguyen Thi Minh Khai. Des cadres intermédiaires du V.N.Q.D.D. sont aussi gagnés au communisme, comme Tran Huy Leu.

Jusque dans son personnel politique, la formation du communisme vietnamien n'est pas étrangère à l'évolution du mouvement national. Le Thanh Nien, et avec lui le futur Parti communiste, n'est pas un produit d'importation. Au contraire le développement de l'influence communiste est profondément liée aux succès de la lutte nationale qui prend une ampleur nouvelle sur la fin des années vingt. Il est aidé en cela par la position du Komintern, seul à reconnaître pleinement le droit à l'indépendance.

Mais le développement du Thanh Nien est aussi lié à l'émergence d'un mouvement ouvrier syndicaliste et à la constitution d'organisations de masses diverses. Cela seul permet de comprendre comment le jeune communisme vietnamien peut provoquer avec



succès cette rupture décisive dans le cadre de pensée nationaliste antérieur : introduction du point de vue de classe, ligne de masse, conception du parti, place de l'action politique.

## la montée du mouvement ouvrier

Les syndicats ouvriers clandestins ont commencé à voir le jour au début des années vingt, notamment à Saïgon avec le retour de France de Ton Duc Thang en 1920. Ils se sont développés en liaison avec le mouvement ouvrier français (C.G.T.U. dirigée par le P.C.F.) et des groupements radicaux comme celui de Nguyen Anh Ninh et son journal, *la Cloche Fêlée*. Les syndicats vietnamiens tournent aussi leur action vers l'aide à la révolution chinoise et la solidarité internationaliste à l'égard de leurs camarades asiatiques<sup>1</sup>. Le Thanh Nien pénètre profondément le milieu syndical. Il semble en fait bien souvent que la création d'une cellule de cette organisation ait précédé celle du syndicat, témoin ce qui se passe dans la plantation de Phu Rieng. L'implantation s'y effectue en trois étapes : « a) Au début de 1928, Ngo Gia Tu, un des pionniers du communisme (...) envoie Nguyen Xuan Cu dans les plantations Michelin avec une mission de propagande (...) b) Le groupe du Thanh Nien constitue le noyau de la cellule du parti communiste; celle-ci fondée en 1929, réunit six membres. c) La cellule à son tour, met sur pied des organisations telles que le syndicat qui édite une feuille mensuelle, l'Émancipation (... ou) le groupe des jeunes d'auto-défense<sup>2</sup>. »

C'est là le résultat de la politique de « prolétarisation » adoptée par l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire. Recrutés et formés, parfois, au Siam et en Chine, les membres du Thanh Nien sont renvoyés au Vietnam. Là nombre de ses adhérents, d'origine petite-bourgeoise, s'établissent à partir de 1927 dans les entreprises pour assurer son implantation. Le Thanh Nien favorise la constitution de « syndicats rouges », ses militants participent activement aux luttes ouvrières qui se développent largement

1. Voir à ce sujet l'article de Phan Thanh Son, « Le Mouvement Ouvrier vietnamien de 1920 à 1930 » dans « Tradition et révolution au Vietnam » *op. cit.*, p. 164-168.

2. Pierre Brocheux, « Le Prolétariat des plantations d'hévéa 1927-1930 in *Le Mouvement Social* n°90, janvier-mars 1975, p. 78.

durant cette période; des militants syndicaux, dont le plus connu est Hoang Quoc Viet le rejoignent. De 1927 à 1929, le Thanh Nien gagnera une expérience des luttes et un poids dans la classe ouvrière qui lui seront précieux tant pour assurer ses liaisons internationales (grâce aux marins) que pour se préparer aux épreuves de 1930. Du fait de cette implantation sociale il semble, vers 1929, que le Thanh Nien soit bel et bien devenu l'organisation clandestine la plus puissante de tout le pays.

Hoang Quoc Viet affirme, par exemple, qu'au début 1929 il y avait des cellules de base dans presque toutes les entreprises de Haiphong<sup>1</sup>. Selon W.J. Duiker, ce serait entre 1928 et 1929 que le Thanh Nien prendrait véritablement son essor sur le plan numérique, puisqu'il fait passer le nombre de ses militants de 300 pour la première année à 1000 pour la deuxième<sup>2</sup>.

Le V.N.Q.D.D. la distance peut être encore quant au nombre des membres de l'organisation qui atteignent probablement les 1500<sup>3</sup>. Mais en 1930 il ne semble plus en être de même.

En 1928 s'est dessinée une nette montée des luttes sociales, ouvrières mais aussi étudiantes et lycéennes. L'insurrection régionale des « soviets du Nghe Tinh » n'éclatera pas en effet comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle est préparée par toute une série de luttes ouvrières et paysannes dont les plus connues sont : le soulèvement des travailleurs de la plantation de Phu Rieng en août 1927, la grève de 4 000 ouvriers de la cotonnerie de Nam Dinh en août 1928 et juillet 1929, des 1 200 autres de l'allumetterie de Ben Thuy, de la cimenterie de Haiphong, des dépôts de chemin de fer de Vinh et Zi-An, de la centrale électrique de Saïgon des dépôts de carburant Shell et Standard Oil, dans les charbonnages aussi... en 1929 le mouvement gagne les campagnes.

C'est cette montée des luttes sociales qui doit culminer en 1930 qui commence à se faire sentir dès 1928. Le fait est d'importance : il marque l'entrée effective du Vietnam dans l'ère des luttes de classe modernes. Le cadre d'action du mouvement national s'en voit décisivement modifié. Le Thanh Nien le sent bien, qui écrit « qu'il est à noter que les mouvements francophobes, les cérémonies en la mémoire des révolutionnaires défunts et les réceptions des révolutionnaires revenus de l'étranger de 1925 à 1928 furent des

1. Hoang Quoc Viet, « Peuple héroïque » dans *Récits de la résistance vietnamienne*, Maspero, Paris 1971, p. 105.

2. W.J. Duiker, « The Comintern and the vietnamese communism », *op. cit.*, p. 11.

3. Chiffres avancés par P. Devillers, *Histoire du Vietnam de 1940 à 1952*, Seuil, Paris 1952, p. 56.

manifestations platoniques et sans portée. Mais à partir de 1928 ils deviennent extrêmement efficaces. D'une part les ouvriers et les coolies protestent contre les brutalités de leurs employeurs et réclament des salaires en rapport avec le coût de la vie; d'autre part les militants s'éveillent et s'organisent en vue d'un soulèvement général. »

« En revanche les mandarins, les capitalistes et les propriétaires terriens se rangent dans le camp adverse et nous combattent de concert avec les francophiles et les traîtres. » Et l'auteur conclut : « En un mot, la lutte des classes est commencée depuis l'année dernière. » (*Thanh Nien* n°167 du 15 janvier 1929). Les regroupements de classe sont à l'œuvre dans la société vietnamienne.

Parallèlement à cette appréciation de l'évolution de la situation politique, le *Thanh Nien* semble élargir son action. Nguyen Cong Hoa (actuel vice président de la Fédération des syndicats du Vietnam) raconte dans ses mémoires comment un des tracts de cette association de la Jeunesse Révolutionnaire « mit en émoi » l'opinion haïphongaise : il appelait à « renverser colonialistes et féodaux pour que les usines reviennent aux ouvriers et la terre aux paysans<sup>1</sup> ». Durant l'année 1928, des coolies sont recrutés en masse pour être envoyés dans les plantations d'hévéas, dans les mines de Nouvelle Calédonie ou dans les autres territoires français du Pacifique. Ces mesures de déportation camouflées provoquent de profonds remous populaires, et le *Thanh Nien* lance un appel à la paysannerie : « Compatriotes ! Compatriotes ! Que de misères ! Que de souffrances ! Les impérialistes français (...) nous ont acculés à la condition de buffle et de cheval (...) Maintenant ils cherchent à nous séduire pour nous envoyer comme coolies aux plantations d'hévéas et jusque dans les îles du Pacifique (...) Gardons nous donc de tomber dans leur piège. Compatriotes ! Dressons nous et réclamons ensemble notre retour ! A bas les impérialistes !<sup>2</sup> »

C'est aussi en 1928 que le délégué vietnamien au VI<sup>e</sup> Congrès du Komintern pose le problème de la constitution d'un Parti communiste. An (c'est peut être Ho Chi Minh ou Nguyen Van Tao) s'attache à démontrer qu'existent au Vietnam les conditions de fondation d'un véritable parti prolétarien, à l'encontre d'une possible sous-estimation par l'I.C. de la classe ouvrière des colonies.

1. Cité par Thep Moi, « De 1929 à 1930. La naissance du Parti communiste indochinois. » *Le Courrier du Vietnam* n°34 mars 75 p. 3. A cette époque Nguyen Cong Hoa cherchait à adhérer au *Thanh Nien* sans avoir réussi à rencontrer un de ses militants.

2. Thep Moi, « De 1929 à 1930... », *art. cit.*, p. 4.

« Un prolétariat fortement concentré s'est formé dans les "grands centres industriels" du pays. Une situation révolutionnaire mûrit : Depuis l'époque de Varenne (gouverneur socialiste d'Indochine) nous pouvons démasquer le rôle de la bourgeoisie nationale ». On conclut en lançant un appel à l'I.C. : « Dans ce pays où l'on voit (...) des manifestations grandioses (...), dans ce pays où le prolétariat devient de plus en plus nombreux, où la radicalisation des masses s'opère progressivement, où la bourgeoisie joue ouvertement son rôle; dans ce pays la masse reste encore inorganisée et par conséquent impuissante. Il faut que l'Internationale Communiste accorde une attention très grande à la création d'un Parti communiste indochinois. Il faut qu'elle mette à l'étude la question de la formation de syndicats pour grouper les ouvriers et d'organisations pour rassembler les paysans. Ce n'est que dans cette mesure que les ouvriers et les paysans pourront s'émanciper totalement et définitivement<sup>1</sup>. »

Rétrospectivement c'est de cette période que la commission d'histoire du P.T.V.N.<sup>2</sup> date la naissance d'un mouvement ouvrier à la fois conscient, indépendant et organisé : « A partir de 1928, mettant en application le mot d'ordre de "prolétarianisation", les membres de l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire du Vietnam pénétraient dans les usines, les mines et les plantations pour déployer de l'agitation auprès des ouvriers et les organiser. De spontané, localisé et sporadique le mouvement ouvrier vietnamien était devenu progressivement un mouvement conscient, organisé, doté d'une direction et sachant coordonner l'action tant au niveau des diverses branches que des localités. Depuis la fin de 1929, il a pris un caractère nettement indépendant et est devenu l'ossature du mouvement de libération nationale de notre pays<sup>3</sup>. »

## La crise des courants nationalistes

La constitution du communisme vietnamien est donc bien portée à la fois par le développement du mouvement social, ouvrier

1. Cité par C. Rageau « Ho Chi Minh », *op. cit.*, p. 67-69.

2. P.T.V.N. : Parti des travailleurs du vietnam, nom du Parti communiste de 1951 à 1976.

3. Commission d'Etudes de l'histoire du P.T.V.N. « Notre Président Ho Chi Minh » Hanoi 1970 p. 94.

et paysan, au Vietnam et par l'approfondissement du mouvement national. La formation du Parti communiste – et l'éclatement du Thanh Nien – sera par ailleurs précipitée par une double crise des courants nationalistes provoquée d'une part par l'évolution du Kuomintang en Chine et par l'échec du V.N.Q.D.D. au Vietnam.

Quand en 1927 les troupes de Tchang Kai-shek se retournent contre le Parti communiste chinois et massacrent les travailleurs de Canton et de Shanghai, le Kuomintang sonne le glas, aux yeux de nombre de militants vietnamiens, des espoirs envers la bourgeoisie indigène. L'écho de la détérioration de la situation chinoise, du point de vue des forces révolutionnaires, est profond en Indochine. Un certain désespoir se fait sentir : la Chine était considérée comme l'arrière le plus sûr du mouvement national vietnamien. Le journal *Thanh Nien* reste relativement discret sur cet épisode majeur, eu égard à son importance, probablement du fait de sa localisation à Canton et des problèmes politiques brûlants sous-jacents : orientation du P.C.C., rôle du Komintern et de ses envoyés. Il n'en publie pas moins une série d'articles à ce sujet fin 1927 quand la rupture avec Tchang Kai-shek apparaît consommée.

Le désarroi des militants du Thanh Nien s'exprime dans une lettre publiée en tête de la série d'articles : « Si la Chine, notre base naturelle, tombe entre les mains des anti-révolutionnaires, ou pourrions-nous, je me le demande, continuer la préparation de notre œuvre révolutionnaire, qui nous aidera et nous soutiendra ? » (*Thanh Nien* n°110 du 14 novembre 1927). La rédaction tente avant tout de remonter le moral de ses militants, en faisant preuve parfois d'un bel optimisme : « Le mouvement anti-révolutionnaire chinois mené par les militaristes n'a pas émoussé du tout l'ardeur révolutionnaire des prolétaires chinois. La durée de ce mouvement sera brève et ses conséquences seront nulles (*sic !*) car aucune puissance ne peut s'opposer à la progression de la révolution. » (*Thanh Nien*, n°111 du 21 novembre 1927).

Mais la terrible leçon de choses qu'est la défaite de la seconde révolution chinoise ne peut pas ne pas avoir marqué la direction de l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire, placée aux premières loges dans son exil cantonnais. C'est du moins ce que laisse entendre l'historien Nguyen Khac Vien quand il écrit que le C.C. du Thanh Nien subit là « sa première épreuve importante (...) l'échec de la commune de Canton en 1927; plusieurs de ses membres furent arrêtés, le Kuomintang fit pression sur l'organisation pour lui faire adopter une ligne nationaliste<sup>1</sup>. » Quand début décembre, les travail-

1. Nguyen Khac Vien, *Histoire du Vietnam*, op. cit., p. 155.

leurs de Canton sont écrasés, la rédaction du *Thanh Nien* durcit le ton des enseignements qu'elle tire de l'affaire chinoise : « Ceci nous prouve une fois de plus que les prolétaires doivent et peuvent se sauver eux-mêmes, qu'ils n'ont rien à attendre des gouvernements bourgeois, capitalistes ou militaristes et qu'ils ont tout intérêt à marcher la main dans la main avec leurs camarades des pays étrangers; que le parti révolutionnaire doit confier à des propagandistes habiles le soin d'inciter les militaires issus du peuple à désobéir à leurs chefs et à défendre la cause des prolétaires; que toutes les forces révolutionnaires du pays doivent être solidarisées, disciplinées, et prêtes à entrer simultanément en action au premier signal. » (*Thanh Nien* n° 114 du 19 décembre 1927). Plus tard enfin la rédaction étudiant le « plan d'agitation communiste de Canton » posera la question : « Pourquoi la dernière insurrection a-t-elle échoué ? Parce que le peuple n'y a pas pris part » répond-elle dans le n° 126 du 13 février 1928. Les forces communistes étaient faibles et dispersées. Tchang Kai-check avait déjà frappé le 15 avril 1927. Et parce que « les chefs communistes n'ont pas su gagner à leur cause la population ». « Pendant leur passage au pouvoir, ils commirent une grave faute en n'admettant dans leur sein aucun ouvrier et paysan cantonnais. » (*Thanh Nien* n° 126 du 19 mars 1928)<sup>1</sup>. Il y a très probablement dans ces propos critiques le reflet d'intenses débats politiques au sein du groupe comme au sein du P.C. chinois.

Ho Chi Minh a dû quitter Canton. Il se rend en U.R.S.S., à la conférence de Bruxelles contre la guerre impérialiste, en Suisse, en Italie et se fixe enfin au Siam où il travaille la communauté d'émigrés vietnamiens et publie le journal *Thanh Ai* (« L'amitié »).

Il est intéressant dans ce contexte que le *Thanh Nien* ait pu continuer à fonctionner dans la ville de Canton encore longtemps<sup>2</sup>. Il est probable que la situation dans laquelle se trouvait la direction en exil de l'« Association » l'ait poussée à la prudence et ait retardé la proclamation officielle d'un Parti communiste. Il est possible que ce soit là l'une des raisons qui l'amène à refuser bureaucratiquement le débat sur cette question en 1929 (c'est du moins l'hypothèse de L. Marty). Mais il est aussi possible que la pression du Kuomintang (ou de certains de ses chefs régionaux intéressés au maintien d'un lien avec le Vietnam) ait favorisé l'action à la direction du *Thanh Nien* de courants réellement marqués du sceau nationaliste.

1. Voir à ce sujet Isaacs, « La tragédie de la révolution chinoise », Gallimard et A. Neuberg « L'insurrection armée » *op. cit.*,

2. Selon W.J. Duiker, cependant, en 1928 le centre du *Thanh Nien* aurait dû être déplacé de Canton à Wuchou à cause du danger de répression, *op. cit.*, p. 14.

Si le passage dans la contre-révolution ouverte du Kuomintang met en cause, aux yeux des militants du mouvement national vietnamien, la capacité de la bourgeoisie autochtone de participer à la lutte de libération, l'échec de l'insurrection de Yen Bai, impulsée par le V.N.Q.D.D. étend cette crise de confiance aux courants nationalistes radicaux petits bourgeois.

Le Viet Nam Quoc Dan Dang est fondé en 1927 par un instituteur du Tonkin, Nguyen Thai Hoc. Son implantation restera essentiellement localisée dans la moitié nord du pays et, socialement, chez les fonctionnaires, les militaires et instituteurs. Le 9 février 1929 Bazin, directeur d'un service de recrutement des coolies, est assassiné par des membres du V.N.Q.D.D. La police commence à pourchasser cette organisation qui se lance dans une vague de terrorisme. Son action culmine le 10 février 1930, lors du soulèvement de la garnison de la ville de Yen Bai. Mais le mouvement reste isolé, et il est militairement écrasé. Il a contribué à transformer le climat politique dans le pays. L'écho de cette action est alors grand au Vietnam — comme en métropole. A tel point que le Parti communiste français intervint au Parlement. Pourtant le V.N.Q.D.D. est démantelé, ceux de ses dirigeants qui échappent à la répression trouvent refuge en Chine, les autres sont exécutés. Les premiers ne reviendront au Vietnam qu'en 1945 — dans les fourgons de la très anticommuniste armée du Kuomintang chinois de Tchang Kai-shek. L'échec du V.N.Q.D.D. n'était pas circonstanciel. C'était l'incurie du programme des mouvements nationalistes qui se manifestait, analogue à celle des mouvements animés antérieurement par Phan Boi Chau. Au nom de la défense de l'unité nationale, le V.N.Q.D.D. écartait tout ce qui pouvait diviser les Vietnamiens, à savoir les revendications sociales des paysans et ouvriers ! A nouveau l'action de masse était fermée à ces courants qui avaient pour seul choix alternatif la pression électorale et parlementaire sur le métropole (voie que prend évidemment le Parti constitutionnaliste bourgeois) ou le terrorisme et la mutinerie nourris par le désespoir d'une fraction de l'intelligentsia.

L'attitude du *Thanh Nien* vis-à-vis du V.N.Q.D.D. est double. Il le soutient face à la répression mais il critique ses méthodes d'action. C'était déjà le cas dans son numéro du 5 août 1929, où il dénonce l'arrestation par les Français de membres de cette organisation, après avoir dans un numéro précédent, défendu l'assassinat de Bazin. Mais il demande aussi au lecteur d'« étudier les fautes commises par le Parti national annamite et pourquoi ses adhérents ont été arrêtés en masse ». Il critique alors l'adhésion au « triple diémisme » (doctrine de Sun Yat-sen) du V.N.Q.D.D., son absence de compréhension du phénomène des classes sociales, son ignorance

de celui de l'organisation des masses et de la grève, sa structure interne défectueuse et la facilité avec laquelle il peut être infiltré par les agents provocateurs.

De même au moment de l'insurrection de la garnison de Yen Bai, le *Thanh Nien* salue l'événement, dénonce la terreur coloniale et appelle à l'organisation de l'aide aux insurgés (n° 204 du 3 mars 1930). Mais ultérieurement, il revient sur les « quelques erreurs commises lors de la dernière révolte » à travers deux articles signés (n° 205 du 28 mars 1930). En fait, le programme adopté par la majorité du premier congrès du Thanh Nien (mai 1929) affirmait la nécessité impérieuse « de combattre de toutes ses forces le Quoc Dan Dang et autres groupements similaires dont l'action compromet l'avenir de la révolution<sup>1</sup> ».

L'échec du V.N.Q.D.D. est d'importance. Il ne se réduit pas à la débâcle d'une organisation ou au recul d'un mouvement unique. Sa portée dépasse de beaucoup le seul parti de Nguyen Thai Hoc. Yen Bai, c'est la fin d'une période où le nationalisme petit bourgeois radical cherchait à s'affirmer comme l'aile marchante du mouvement national.

## l'évolution de l'émigration vietnamienne en France

L'évolution politique de l'émigration vietnamienne en France confirme et illustre la tendance générale vers le communisme qui s'exprime durant la deuxième moitié des années vingt dans le mouvement national. Beaucoup plus que pour le P.C. chinois, et à l'instar du cas russe, l'émigration jouera longtemps un rôle très important dans la formation du marxisme au Vietnam. Elle se constitue en France à partir de 1910 et si elle reste numériquement très faible, sauf durant la guerre, elle s'affirme très vite politisée, ce qui faisait écrire amèrement au *Courier de Saïgon*, en 1930, que « Le chemin de la France est le chemin de l'anti-France ». Un peu plus de 90 000 Vietnamiens ont été envoyés en métropole durant la Première guerre mondiale, pour moitié des tirailleurs et pour moitié des travailleurs. Mais presque tous rentrent au pays après la fin des combats. L'émigration est alors essentiellement composée d'étudiants, de travailleurs de la navi-

1. L. Marty, Annexe 2 au volume 4, p. 60.



gation, d'employés de maisons. S'y ajoute une émigration politique.

Un petit mouvement d'envois des étudiants en France s'était en effet dessiné au Vietnam entre 1907 et 1913. L'intellectuel militant Nguyen An Ninh y était venu en 1922-1923. Une vague de départ pour la métropole s'était déclenchée en 1926-1928, nourrie par les exclus et les boycotteurs du mouvement lycéen qui venait d'agiter la colonie. La politisation de l'émigration ne touche pas seulement les milieux intellectuels et scolarisés, mais aussi, bien que marginalement, les milieux ouvriers : c'est au contact du mouvement ouvrier français que Ton Duc Thang s'est engagé dans l'action militante, à l'Arsenal de Toulon.

Le gouvernement français met sur pied des Associations diverses pour contrôler cette émigration remuante dont l'état d'esprit est jugé mauvais. Ultérieurement, des Associations indépendantes verront le jour en milieu étudiant. Deux périodes sont importantes en ce qui concerne la formation de noyaux communistes. La première, en 1920-1923, voit se déployer l'activité de Nguyen Ai Quoc. La seconde, sur laquelle il nous faut maintenant revenir, couvre les années 1928-1930.

L'émigration vietnamienne en France connaît plusieurs bouleversements politiques durant les années vingt. Trois courants se confrontent en 1922-1926<sup>1</sup>. Un « anticolonialisme radical et militant autour de Nguyen Ai Quoc et de Nguyen The Truyen, tous deux membres du Parti communiste. A l'opposé, d'autres, comme Phan Chau Trinh, restent partisans des réformes graduelles et mettent leurs espoirs dans l'éducation (...), d'autres encore comme les constitutionnalistes cherchent à promouvoir un capitalisme vietnamien ». Nguyen Ai Quoc (Ho Chi Minh) et Nguyen The Truyen publient le mensuel *Le Paria* et animent l'Union intercoloniale. En 1923 Ho Chi Minh part en U.R.S.S. En 1925-1926 l'Union meurt et *Le Paria* cesse de paraître. A cette époque il semble qu'il n'y ait toujours pas d'organisation communiste vietnamienne en France et que seuls quelques Vietnamiens adhèrent individuellement au P.C.F. En fait c'est une première évolution politique de l'immigration qui s'amorce : la coupure entre « nationalisme réformiste » et « nationalisme radical » s'approfondit du fait, notamment, de l'échec de la politique de pression constitutionnaliste. Une nouvelle formation voit le jour : le V.N.D.L.D. (Viet Nam Doc Lap Dang, Parti annamite de l'indépendance) lié au Kuomintang. Un double mouvement se dessine alors : affirmation de l'identité nationale et du droit à

1. Cette partie s'appuie sur l'étude de D. Hémerly « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1930 », *Le Mouvement Social*, n°90, janvier mars 1975.

l'indépendance, d'une part, prise de distance à l'égard du communisme d'autre part. Les militants du V.N.D.L.D. se réfèrent à Phan Boi Chau, à la révolution chinoise de Sun Yat-sen et à l'action du Phuc Viet (Restauration du Vietnam), ancêtre du Tan Viet (Parti du nouveau Vietnam), c'est le cas de Nguyen An Ninh. Les liens avec le P.C.F. ne sont pourtant pas rompus, leur maintien étant facilité par le fait qu'à cette époque l'Internationale Communiste soutenait justement le Kuomintang et ne cherchait pas à contester le leadership des courants nationalistes bourgeois ou petits bourgeois.

Mais la vie du V.N.D.L.D. est courte. Dissous en mars 1929, il ne résistera pas à cette mesure judiciaire. Là encore, cette disparition s'explique par d'autres raisons que la répression. Le V.N.D.L.D. a été une formation transitoire, traversée de lourdes contradictions. Pour beaucoup de jeunes intellectuels, « l'épisode nationaliste n'a été que le prologue radical de leur adhésion au marxisme (...) Le marxisme apparaît ainsi, au terme de la démarche critique entreprise par la jeunesse radicale en 1926, comme l'issue cohérente de la crise historique du nationalisme vietnamien ». Double relation, cependant, puisque « dans l'immigration vietnamienne en France, le communisme s'est organisé en concomitance avec la poussée nationaliste révolutionnaire de 1928, en concurrence directe avec le Viet Nam Doc Lap Dang » (p. 35, 36).

Ce saut du nationalisme au marxisme qu'opèrent nombre d'anciens militants du V.N.D.L.D. est fondamentalement lié à l'évolution générale du mouvement national vietnamien, mais il converge aussi avec le tournant politique opéré en 1928 par l'Internationale Communiste qui abandonne sa politique frontiste antérieure au profit de la lutte « classe contre classe ». Le premier groupe communiste avait vu le jour en avril 1928 en présence d'Henri Lozeray, de la section coloniale du P.C.F. Parallèlement, l'un des anciens dirigeants du V.N.D.L.D., Ta Thu Thau, rejoint à partir de la critique du constitutionnalisme, l'Opposition de gauche. Le trotskysme vietnamien voit le jour dans le même mouvement de dépassement du nationalisme que le communisme « nominal », comme l'appelle alors Ta Thu Thau.

La répression gouvernementale chasse en 1930 les militants révolutionnaires du sol métropolitain et les refoule vers Saïgon.

La critique du nationalisme est radicale. Dans l'émigration, comme probablement au Vietnam même, « la démarche esquissée par Nguyen Ai Quoc vers 1920 — à partir de la culture nationale pour rejoindre le marxisme — a été temporairement mise en échec. » (p. 46).

## le congrès du Thanh Nien : la scission

C'est dans ce contexte national, régional et international en rapide bouleversement, que le premier congrès du Parti Viet Nam Cach Menh Thanh Nien va se tenir, à Hong Kong, du 1<sup>er</sup> au 9 mai 1929.

A la veille de son congrès, le Thanh Nien tire un bilan sévère de son action. « Depuis trois ans, toute sédition populaire s'est produite indépendamment de nous. Jusqu'ici nous nous contentons de faire de la propagande parmi nos compatriotes, de les unir, de les exercer, mais jamais nous n'avons organisé des démonstrations populaires (...) nous nous condamnons à jouer le rôle de spectateur. » (n° 171 du 10 février 1929.) Ce jugement trop unilatéral reflète probablement la pression des initiatives du V.N.Q.D.D. et de la poussée du mouvement de masse. Les propagandistes du parti sont qualifiés d'incapables et de pleutres. Plus grave encore, « la plupart de nos adhérents sont des ratés, incapables de commander ou d'obéir (...) si nous n'arrivons pas à maintenir dans la droite voie les nombreux ratés de notre groupement, mieux vaut nous en débarasser avant qu'ils nous trahissent. » (n° 181 du 21 janvier 1930.) Est-ce le reflet de luttes intestines ?

Car lutte intestine il y a. Le problème va se poser de la création officielle d'un Parti communiste. Or, malgré une convergence d'orientation assez profonde (tout le monde se réclame du léninisme et de l'I.C. au congrès) l'unanimité est loin de se faire. Le comité du Bac Bo (Tonkin) du Thanh Nien était pour la fondation officielle d'un Parti communiste. Début 1929, une conférence préparatoire au proche Congrès national de l'organisation se tient à Hong Kong. Tran Van Cung, délégué du Tonkin, annonce à son retour que le comité central du Thanh Nien est contre. Le comité du Bac Bo prend alors une double mesure : préparer la bataille pour le congrès national et constituer immédiatement (fin mars 1929) une première cellule communiste. Elle comprendra huit membres, dont Tran Van Cung (alias Quoc Anh), Ngo Gia Tu (alias Ngo Si Quyet), Trin Dinh Cuu, Nguyen Duc Canh et Duong Hac Dinh. Elle sera connue sous le nom de cellule de Ham Long, du nom de son lieu de fondation : le 5 D, rue Ham Long à Hanoï.

La région nord était la plus forte du Thanh Nien. Elle tint sa conférence en avril, soutint les positions prises par son comité et appela à la poursuite de la campagne de « prolétarisation » (établissement des militants dans les mines, usines, plantations...) Le congrès national se réunit à Hong Kong – en l'absence d'Ho Chi Minh – On y retrouve des délégués des trois régions du Vietnam

(Le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine, ou, pour employer les appellations vietnamiennes, le Bac Bo, le Trung Bo, et le Nam Bo) et de Chine.

« Quelques-uns des délégués du Centre et du Sud s'étaient prononcés pour la formation immédiate du parti, écrit Thep Moi, mais la plupart n'avaient pas saisi jusqu'à quel point le problème était impérieux (...) le comité central se trouvait alors éloigné de ce qui se passait à l'intérieur du pays<sup>1</sup>. » (Il était situé à Canton). Un de ses membres, Lam Duc Thu, formellement contre, semble avoir politiquement dominé le congrès. Il le présidait et aurait bureaucratiquement décidé de le suspendre et d'interdire toute poursuite de la discussion à ce sujet, au nom d'arguties politico-statutaires : le Congrès de Hong Kong était celui du Thanh Nien, non d'une organisation communiste. Il fut décidé :

- « 1. Ne point discuter la proposition de création d'un Parti communiste, question qui ne concerne nullement notre Parti.
- « 2. Autoriser les représentants participants au congrès à discuter les problèmes intéressant notre parti et non ceux d'un Parti communiste<sup>2</sup>. »

Cette mesure est d'autant plus grave que le journal *Thanh Nien* avait annoncé, juste avant la tenue du congrès, un ordre du jour très vaste : « Nous espérons que nos congressistes étudieront, critiqueront et discuteront tous les problèmes selon les principes marxistes et léninistes, dresseront un programme politique clair et précis, régleront définitivement toutes les questions en suspens, surmonteront toutes les difficultés (...) » (n° 182 du 28 avril 1929). Cette exclusion administrative du débat provoque la scission. Le comité du Bac Bo aurait pourtant regroupé la majorité des membres du Thanh Nien : 900 sur 1 500 en 1929 (chiffres de Thep Moi, différents de ceux de Duiker).

Le jugement porté aujourd'hui par les historiens vietnamiens semble différencié, même si dans l'ensemble ils soutiennent la « gauche » du Thanh Nien et la fondation du Parti communiste de l'Indochine. Pour la commission d'histoire du P.T.V.N. le congrès de 1929 vit se dérouler une « lutte entre le point de vue prolétarien et le point de vue petit bourgeois (qui) aboutit à la victoire de l'idéologie prolétarienne, à la naissance du Parti communiste indo-

1. Thep Moi « De 1929 à 1930... » *art. cit.*, p. 5.

2. Cité par Anh Van et J. Roussel, « Mouvements nationaux et lutte de classe au Vietnam » Publications de la IV<sup>e</sup> Internationale 1947.

chinois au Bac Bo et du Parti communiste de l'Annam au Nam Bo<sup>1</sup> ». Thiep Moi, dans l'article déjà cité, met, en accord avec la commission d'histoire, l'accent sur « l'opportunisme » de Lam Duc Thu. Par contre Nguyen Khac Vien se contente de dire que la majorité du congrès aurait seulement ajourné la décision de création d'un P.C. « afin d'avoir le temps nécessaire pour mener à bien les préparatifs ». S'il ne condamne pas certains dirigeants du Thanh Nien, il semble néanmoins reconnaître le retard qu'ils ont pris quand il écrit : « Sous la poussée des militants de base et des nécessités historiques, trois partis virent successivement le jour<sup>2</sup>. »

Ngo Gia Tu et Tran Van Cung quittent alors le congrès pour retourner au Vietnam. Un troisième délégué du Bac Bo s'y refuse : Duong Hac Dinh<sup>3</sup>. Le quatrième délégué du Nord, Nguyen Tuan (dit Kim Ton) se rallie par contre à la position de Tu et de Cung. La polémique s'engage, sévère, si l'on en juge par les termes du manifeste publié le 1<sup>er</sup> juin 1929 par ceux qui ont quitté le Congrès de Hong Kong. Le Thanh Nien y est dénoncé comme « ... un groupement nationaliste à tendance socialiste, un groupement de farceurs préconisant la révolution nationale et la révolution mondiale, qui n'a jamais porté ses efforts sur les masses prolétariennes, qui n'a jamais adhéré à la III<sup>e</sup> Internationale, le seul organe de la révolution mondiale et qui a, par contre, demandé l'admission de ses représentants au III<sup>e</sup> Congrès du Parti national chinois, c'est-à-dire un parti réactionnaire et anti prolétarien<sup>4</sup>. » Le groupe communiste fonde le 17 juin 1929 le Parti communiste d'Indochine (Dong Duong Cong San Dang), en présence de vingt représentants de diverses organisations communistes récemment constituées au Tonkin. Il avait au préalable exclu le délégué Duong Hac Dinh et incorporé deux autres recrues : Nguyen Phong Sac (qui sera élu au C.C. du P.C. de l'Indochine puis au C.C. du futur Parti communiste indochinois) et Tran Tu Chinh (dit Bang Thong).

A l'ordre du jour de ce congrès constitutif du P.C. de l'Indochine, un manifeste sur le communisme, la situation au Vietnam et la stratégie révolutionnaire. « Faute de temps pour approfondir toutes ces questions, on avait seulement adopté des mots d'ordre qui résumaient le programme du parti et élaboré des statuts selon

1. Commission d'histoire du P.T.V.N. « Notre président Ho Chi Minh » *op. cit.*, p. 96.

2. Nguyen Khac Vien, *Histoire du Vietnam*, *op. cit.*, p. 158.

3. Selon Thiep Moi il aurait ultérieurement trahi, ainsi que Lam Duc Thu, responsable du travail à Hong Kong (« De 1929 à 1930 ... ») *art. cit.*, p. 6.

4. Cité par Anh Van et J. Roussel, « Mouvements nationaux... » *op. cit.*, p. 49.

un modèle de l'Internationale Communiste. Le parti ayant pris forme, les dirigeants se partagèrent la tâche de l'élargir partout dans le pays et fixèrent la prochaine réunion au Têt suivant. On prendrait alors le temps pour développer la politique du parti et la rendre plus concrète<sup>1</sup>. »

La scission du Thanh Nien n'est pas facile à interpréter même dans le contexte de l'époque. Les deux organisations font en effet assaut d'orthodoxie marxiste-léniniste. Le parti Viet Nam Cach Menh Thanh Nien maintenu, qui vient de refuser la formation d'un P.C. publie aussitôt son journal... frappé de l'emblème soviétique en première page. Il fait profession de « bolchevisation » à longueur de colonnes. Le congrès, une fois les oppositionnels partis, envoie une lettre solennelle au Komintern où il déclare avoir adopté à l'unanimité le programme du VI<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. et « fixé dans l'esprit du communisme le programme de notre organisation » (mais il ne demande pas à être reconnu comme section indochinoise<sup>2</sup>). Quant au « Manifeste du 1<sup>er</sup> Congrès des Représentants nationaux du parti V.N.C.M.T.N. » il est lui aussi frappé de la faucille, du marteau et de l'étoile soviétique. Il se termine par une succession de mots d'ordre, plus « classe contre classe » les uns que les autres : « Ouvriers, paysans, soldats et opprimés du pays d'Annam, unissez-vous ! Abattez l'impérialisme français ! Abattez le féodalisme et les classes réactionnaires du pays ! Instaurez la dictature prolétarienne ! Vive la Révolution mondiale<sup>3</sup> ! » Un vaste programme immédiat de « demandes urgentes » est aussi adopté (qui comprend notamment la dictature du prolétariat et l'élection des représentants directs des ouvriers, paysans et soldats !). C'est précise le parti Thanh Nien, « un programme minimum » (*sic* !)<sup>4</sup>. Le *Thanh Nien* de l'époque va jusqu'à titrer : « La Patrie en danger ! » un article... sur l'U.R.S.S. menacée de guerre ! (n°185 du 7 juillet 1929).

Quelques indices permettent néanmoins de voir comment une pression nationaliste dans les rangs du Thanh Nien a pu jouer un rôle dans la scission, même si les dirigeants des différentes ailes du mouvement étaient communistes ou se prétendaient tel.

Un rédacteur du *Thanh Nien* cherche à déterminer en septembre et octobre 1929, les causes de la scission de l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire. Il note d'abord l'absence de « centra-

1. Thep Moi « De 1929 à 1930... » *art. cit.*, p. 7. Les textes du congrès auraient été essentiellement préparés par Trinh Dinh Cuu et Nguyen Duc Canh.

2. L. Marty, *op. cit.*, Annexe 3 au volume 4.

3. L. Marty, *op. cit.*, Annexe 2 au vol. 4.

4. *Idem*.

lisme démocratique » dans le parti. Puis il s'étend sur son hétérogénéité politique : « Nos camarades étaient triés avec soin, mais tous n'étaient pas de vrais révolutionnaires et n'avaient pas les mêmes aspirations : les uns avaient opté pour le communisme, les autres pour le communisme (erreur de traduction — pour socialisme — ou jeu de mot ?) et d'autres encore pour le triple diémisme (doctrine de Sun Yat-sen) ».

« Auparavant nous préconisons la révolution nationale et c'est pourquoi, bien que n'ayant pas les mêmes aspirations, les révolutionnaires pouvaient encore rester unis et travailler ensemble à l'émancipation du peuple annamite. Mais depuis deux ans, les opportunistes, tournent casaque et s'allient à nos ennemis. C'est pourquoi la révolution nationale s'est transformée en lutte de classe (...) » (*Thanh Nien* n°192 du 23 septembre 1929), « Le manque de clarté de la doctrine (du Thanh Nien) a induit en erreur un grand nombre de ses membres : les uns croient que leur groupement est communiste et les autres qu'il est nationaliste socialiste. Et maintenant tous s'étonnent de voir leurs dirigeants jeter les fondements d'un Parti communiste qu'ils estiment superflu et inopportun. » (n°193 du 7 octobre 1929).

La chute du nombre d'adhérents entre le Thanh Nien de 1929 et le Parti communiste indochinois de 1930 (unifié) est impressionnante et confirmerait ce caractère hétérogène de la base du mouvement : de 1500 à 300<sup>1</sup>. Enfin, jusque dans ce qui est apparemment le dernier numéro du *Thanh Nien*, on trouve un article à la forte tonalité unanimiste nationaliste. Il énumère les partis révolutionnaires vietnamiens, mêlant le V.N.Q.D.D., le parti constitutionnaliste, le Thanh Nien, le Tan Viet, le P.C.I. et le P.C. annamite, et ajoute : « Nous ne pouvons pas dire lequel de ces partis est vraiment capable de guider les ouvriers et les paysans (...) lequel tend à devenir anti-révolutionnaire. Quoi qu'il en soit, tous ont à leur tête des dirigeants capables de promouvoir la révolution (...) Beaucoup d'entre nous s'imaginent que les groupements révolutionnaires se différencient les uns des autres par des caractères particuliers. Ils prétendent par exemple que le parti national (V.N.Q.D.D.) défend les intérêts de la bourgeoisie (...) que le Parti communiste défend les intérêts du prolétariat (...) Un tel raisonnement dénote une ignorance complète des questions sociales et révolutionnaires (...) Le révolutionnaire ne peut supprimer tous les maux en recourant à un seul principe. Agir ou laisser faire en temps

1. Ce chiffre de 300 est donné par Nguyen Khac Vien pour la naissance du P.C. « Expériences vietnamiennes », Editions Sociales, Paris p. 15.

opportun, c'est là tout l'art du politicien. » (n° 208 juin 1930). Après des années de polémique contre les autres courants ! Cet article confirme en tout cas que les orientations contradictoires pouvaient s'exprimer dans le Thanh Nien, que l'absence de signature et la rareté des débats ouverts rendent délicates à interpréter.

Si l'on excepte les oppositions de personnes — qui ont peut-être joué leur rôle — comment interpréter la scission du Thanh Nien ? Elle aurait été la conséquence d'une divergence fondamentale. La majorité (au congrès s'entend) voulait maintenir l'*ambiguïté* du Thanh Nien, accentuant certes son contenu communiste mais maintenant le sigle ancien, la notion ambivalente d'« association » et laissant s'exprimer des courants plus nationalistes. L'autre aile du mouvement, convaincue que le moment favorable était déjà presque passé, insistait sur l'urgence qu'il y avait à constituer un parti clairement et ouvertement communiste. C'est ce qui ressort nettement de leurs déclarations réciproques aux lendemains de la scission. La majorité du congrès adopte une résolution sur la constitution d'un Parti communiste qui insiste sur la nécessité d'un délai supplémentaire, faisant appel à la fois à des arguments « objectifs » (la faiblesse sociale du prolétariat vietnamien) et « subjectifs » (la trop faible clarté politique des membres du mouvement). En conséquence, le congrès décide que « l'organisation d'un Parti communiste doit être précédée de la refonte du Viet Nam Cach Menh Thanh Nien Hoi... » La minorité du congrès par contre, publie le 1<sup>er</sup> juin 1929 un manifeste expliquant son départ par l'urgence qu'il y avait à créer un Parti communiste. La suite des événements lui a donné raison.

Il est difficile de savoir quelle était alors la position d'Ho Chi Minh. Selon Milton Sachs, on dit qu'il aurait déclaré durant l'été 1927, à Moscou, que la création d'un Parti communiste en Indochine était toujours impossible car « personne n'a encore compris le sens du mot communisme. » Il était « possible de constituer un parti révolutionnaire nationaliste-socialiste dont les dirigeants auraient la responsabilité d'amener tous ses membres au marxisme orthodoxe<sup>1</sup>. » Cela correspond en gros à la fonction du Thanh Nien. Mais cela ne préjuge pas des positions ultérieures de Ho, face à l'évolution de la situation. Les critiques qui seront formulées contre lui dans les années 1932-1935 par la direction du P.C.I. laissent supposer qu'il n'était pas pour la fondation du Parti com-

1. Milton Sachs « Marxism in Vietnam » dans « Marxism in South East Alesia, a study of four countries » (Franck N. Trager) Stanford University Press. California, 1959-1965, p. 117-118.



muniste. Pourtant il était durant ces années hors du Vietnam ou de Canton, c'est peut-être lui qui intervient au Congrès de l'I.C. en 1928 pour appeler à la formation d'un tel parti, et c'est en tous cas lui qui aide, en 1930, à l'unification des trois organisations communistes.

Toujours est-il que la crise du Thanh Nien interrompt pour longtemps la mise en application de la démarche pédagogico-politique particulière de Ho Chi Minh. La période de constitution du mouvement communiste au sein du mouvement nationaliste est close. Le communisme vietnamien se prépare en effet à lever avant tout le drapeau de la lutte de classes.

## la formation du parti communiste indochinois

Après l'éclatement du Thanh Nien, les événements vont se succéder à grande rapidité, aboutir d'abord à la formation de trois organisations communistes, puis à leur réunification sous l'égide de Nguyen Ai Quoc, agissant au nom du Komintern.

### de la division à la réunification

A peine fondé, le Parti communiste de l'Indochine (première manière) s'engage dans de nombreuses grèves ouvrières. Les organisations syndicales se développent en conséquence. Pour le P.C.I., Nguyen Duc Canh organise le 1<sup>er</sup> Congrès national de la Fédération syndicale rouge (Tong Cong Hoi Do) qui se réunit le 28 juillet 1929 à Hanoï. En fait, seul le Nord semble avoir été bien représenté, les délégations provenant de Hanoï, Haïphong Nam Dinh, des mines de houille de Dong Trieu et de Mao Khe. Un programme d'action et des statuts sont adoptés, un comité exécutif est élu, présidé par Tran Van (dit Giap<sup>1</sup>).

1. Lan était ouvrier électricien à la filature de Nam Dinh. D'origine

Le Parti communiste d'Indochine cherche à étendre son action dans le pays et affirme sa présence. Il plante bien en vue des drapeaux rouges marqués de la faucille et du marteau, tend des banderolles (rouges aussi) en travers des routes passantes. Ngo Gia Tu avait la charge d'organiser le parti au Sud, dans le Nam Bo avec Le Van Luong<sup>1</sup>. Émigrés du nord, ils vivaient tous deux chez un membre du parti, cuisinier et concierge d'un banquier français absent la moitié de l'année; c'est en rognant sur les frais d'entretien des singes et des chiens de son patron que le cuisinier-concierge les nourrissait. Ils étaient sept ou huit « permanents » du parti à Saïgon, imprimant et diffusant tracts et documents du P.C.I.

Tran Van Cung (vite arrêté) et Nguyen Phong Sac, quant à eux, devaient organiser l'influence du parti dans le Centre Vietnam (le Trung Bo). C'est en septembre 1929 que Sac constitue la première cellule de village du parti, dans la province du Nghe An qui, un an plus tard, allait voir éclater une insurrection régionale : les « soviets du Nghe Tinh ».

Devant le succès du P.C. d'Indochine et son extension progressive vers le Centre et le Sud Vietnam, le comité du Thanh Nien du Nam Ky (Sud) fonde en octobre 1929 une deuxième organisation communiste, le Parti communiste d'Annam (An Nam Cong San Dang). La répression s'est durcie. Fin octobre, un membre du P.C.I. de Bac Ninh (Nguyen Tuan dit Kim Ton) parle sous la torture. Ngo Gia Tu est alors pourchassé. En novembre, des perquisitions à Saïgon (boulevard Barbier) permettent la découverte d'organes clandestins du Thanh Nien et du Tan Viet. Tran Van Cung est condamné à mort avec Vuong Thuc Oanh.

Des éléments du Tan Viet constituent à leur tour une organisation communiste, la troisième ! C'est la Fédération communiste indochinoise (Dong Duong Cong San Lien Doan). Des contacts commencent à être pris en vue d'une réunification, mais, si Nguyen Phuong Sac propose que le P.C. d'Indochine procède à des adhésions *individuelles* de membres du Tan Viet, Minh Khai réclame la fusion en bloc des deux mouvements.

Durant toute cette période, Ho Chi Minh était absent du Vietnam. En 1928-1929 il se trouve au Siam sous le pseudonyme de Thau Chin. Il convoque une réunion unitaire à Hong Kong (port libre) où il réapparaît sous le nom de Vuong. C'était le 3 février 1930. Des délégués du Parti communiste d'Annam (dont Nguyen Thieu),

prolétarienne (ce n'était pas un établi) il fut secrétaire de la première cellule du Thanh Nien de la ville de Nam Dinh.

1. Aujourd'hui membre du secrétariat du P.C.V.

du P.C. d'Indochine (Nguyen Duc Canh et Cuu), Vuong aidé de Ho Tung Mau se rencontrent. Les représentants de l'ex Tan Viet n'ont pu arriver. Vuong (Ho Chi Minh) intervient au nom de l'I.C. et réussit à réunifier rapidement les trois organisations en une : le Parti communiste vietnamien (Viet Nam Cong San Dang). Fait important, le siège du comité central du nouveau parti quitte la Chine – où s'était regroupée la direction du Thanh Nien – pour s'installer au Vietnam, à Haïphong d'abord, à Saïgon ensuite. Il semble que seul Nguyen Ai Quoc (Ho Chi Minh) ait continué à jouer de l'extérieur un rôle important. Les autres dirigeants de l'extérieur auraient dorénavant eu pour tâche essentielle d'assurer les liaisons et les transmissions. Un « programme politique » est adopté à cette conférence d'unification, décision est prise de constituer (ou développer ?) des organisations de masse tels que les syndicats rouges, l'Association paysanne rouge, la Fédération de la jeunesse communiste, l'Association pour l'émancipation des femmes, le Secours mutuel rouge, la Ligue anti-impérialiste au Vietnam. Une nouvelle conférence se tint à Hong Kong en octobre 1930. C'est le premier plénum du comité central, qui adopte des « thèses politiques », élit Tran Phu (de retour de Moscou) au poste de secrétaire général (peut-être parce qu'il ne représentait aucune des organisations antérieures et était investi de l'autorité de l'I.C.). Le parti change alors de nom et devient le Parti communiste indochinois (Dong Duong Cong San Dang<sup>1</sup>.)

On voit que ce nouveau P.C. n'est pas, à l'origine, une formation monolithique. Cela s'explique, sa constitution est en effet le produit d'une histoire par bien des aspects contradictoires, où marxisme et nationalisme, internationalisme et fidélité à l'I.C. entretiennent des rapports complexes.

La durée même de la période de formation du P.C.I. est un facteur d'originalité. Il n'avait fallu qu'un au P.C. chinois pour se constituer (en 1921), une fois le contact pris entre les militants marxistants et le Komintern.

## L'orientation du P.C.I. en 1930

Le « programme politique » de février 1930 a été présenté

1. Ce changement de nom n'est pas sans importance. Il confirme en effet

à la conférence d'unification par Ho Chi Minh en sa qualité de délégué de l'Internationale Communiste. Le jugement qui est aujourd'hui porté sur ce programme est nuancé : traçant une ligne « fondamentalement juste », il restait « sommaire<sup>1</sup> ». En octobre, le plénum du C.C. adopte les « thèses politiques » rédigées par Tran Phu. Elles sont aujourd'hui considérées comme la première expression claire des tâches de la révolution vietnamienne<sup>2</sup>. En fait, il est fort compliqué, aujourd'hui, de reconstituer le cheminement politique qui a présidé à l'adoption successive de divers documents. C'est probablement la difficulté du communisme vietnamien de trouver son point d'équilibre sur la question nationale comme dans ses rapports à l'I.C. qui se manifeste ici.

Le problème de la « tactique » domine alors apparemment l'évolution politique du P.C.V. Elle semble au cœur des « réajustements » opérés entre février et octobre 1930, réajustements qui recouvrent probablement des « divergences » réelles : le Plénum du C.C. d'octobre ne modifie pas seulement le programme du P.C., il voit aussi Tran Phu prendre le pas sur Ngo Gia Tu qui a sans doute été la figure dominante des tous débuts du parti.

L'appel lancé par Ho Chi Minh le 18 février 1930 s'adresse aux « ouvriers, paysans, soldats, jeunes gens, élèves des écoles — compatriotes opprimés et exploités — amis, camarades » et se termine par un programme d'action en dix points, radical :

- « 1. Renverser l'impérialisme français, la féodalité et la *bourgeoisie réactionnaire* du Vietnam.
2. Conquérir l'indépendance complète de l'Indochine.
3. Former le gouvernement des ouvriers, paysans et soldats.
4. Confisquer les banques et autres entreprises impérialistes et les placer sous le contrôle du gouvernement des ouvriers, des paysans et des soldats.
5. Confisquer toutes les plantations et autres propriétés des impérialistes et des *bourgeois réactionnaires* vietnamiens pour les distribuer aux paysans pauvres.
6. Appliquer la journée de travail de huit heures.

le fait que l'option « indochinoise » fut largement imposée par l'I.C. aux communistes vietnamiens en rupture avec la tradition antérieure du Thanh Nien.

1. Voir « Brève histoire du Parti des travailleurs du Vietnam », publié par la commission d'histoire du P.T.V., Hanoï, 1976, p. 11.

2. *Idem* p. 14. Il faut néanmoins noter que ce document a très probablement été rédigé à Moscou et qu'il est difficile de savoir dans quelle mesure il représentait l'opinion effective des militants au Vietnam même.

7. Abolir les emprunts forcés, la capitation et les taxes iniques qui frappent les pauvres.
8. Réaliser les libertés démocratiques pour les masses.
9. Dispenser l'éducation à tous.
10. Réaliser l'égalité entre l'homme et la femme<sup>1</sup>. »

Les « Thèses politiques » d'octobre 1930 commencent par situer la révolution indochinoise dans la situation mondiale (point 1) Dans le point 2 elles caractérisent la situation régionale, concluant à l'« ampleur croissante de la lutte de classes en Indochine ». La coupure d'avec le nationalisme est clairement marquée à cette occasion : « Fait particulier et de première importance, dans la révolution indochinoise la lutte des masses ouvrières et paysannes revêt un caractère nettement indépendant et n'est plus comme auparavant influencée par le nationalisme<sup>2</sup> ». Le point 3 définit la nature et les tâches de la révolution indochinoise. Le point 5 manifeste l'ambiguïté des formules alors adoptées qui rappellent parfois les analyses de Lénine d'avant avril 1917, bien que l'expérience de la révolution russe ait déjà eu lieu. Le programme d'octobre 1930 affirme en effet la nécessité de la *transcroissance socialiste* de la révolution, « sans passer par l'étape capitaliste », sans en situer clairement le moment, avec la prise du pouvoir ou après une phase de développement industriel « sous le gouvernement ouvrier et paysan ».

«2 (...) Les deux caractéristiques du développement de l'Indochine sont les suivantes :

- a) L'Indochine a besoin d'avoir un développement indépendant. Mais, comme elle est une colonie, cela lui est refusé.
- b) Les contradictions de classes s'exacerbent entre d'un côté les ouvriers, les paysans et les travailleurs misérables et de l'autre les propriétaires fonciers féodaux, les capitalistes et l'impérialisme (...)

Les contradictions énoncées ci-dessus poussent la révolution indochinoise à se développer. Au début, c'est une révolution démocratique bourgeoise, car il n'est pas possible de résoudre

1. Ho Chi Minh, *Écrits*, *op. cit.*, p. 36-38 (je souligne). Le texte complet de ce programme n'est pas publié.

2. « Brève histoire du P.T.V. », *op. cit.*, Edition de 1970, p. 165 (les documents en annexe ont été supprimés de l'édition de 1976). Voir aussi Nguyen Khac Vien, « Histoire du Vietnam » annexe p. 277 à 282.

directement les problèmes de l'organisation du socialisme (...) La révolution dans la période actuelle ne peut être qu'une révolution agraire et anti-impérialiste.

La révolution démocratique bourgeoise est la préparation à la révolution socialiste. *Avec le succès de la révolution démocratique bourgeoise* et la création d'un gouvernement des ouvriers et des paysans, *l'industrie nationale pourra se développer*, les organisations prolétariennes gagneront en puissance, la direction du prolétariat se consolidera et le rapport de forces entre les classes penche en faveur du prolétariat. La lutte gagnera alors en profondeur et en ampleur, *pour progresser* sur la voie de la révolution socialiste. Cette période sera celle de la révolution prolétarienne dans le monde entier et de l'édification du socialisme en Union soviétique. Grâce à la dictature du prolétariat dans les autres pays, l'Indochine se développera pour *s'engager directement* dans la voie socialiste *sans passer par l'étape capitaliste*.

Le prolétariat et la paysannerie sont les deux forces motrices essentielles dans la révolution démocratique bourgeoise, *celle-ci ne réussira que si le prolétariat en prend la direction*<sup>1</sup>. »

Les « Thèses politiques » se terminent par un nouveau programme d'action en dix points où de notables rectifications apparaissent : dans le point 1, la « bourgeoisie réactionnaire » n'est plus citée, elle est remplacée par les « propriétaires fonciers ». Le point 3 (devenu 2) parle d'instituer un gouvernement d'ouvriers et de paysans et non plus aussi de soldats. Le point 5 (devenu 3) ne nomme plus la « bourgeoisie réactionnaire » parmi ceux dont les terres doivent être confisquées, mais seulement des « propriétaires fonciers autochtones », il rajoute par contre les terres des Églises; enfin la distribution des terres doit s'adresser aussi aux paysans moyens et non seulement aux paysans pauvres. Point important, à la différence du programme de février, cette fois-ci, malgré la distribution, la *propriété* de la terre doit devenir celle du « gouvernement des ouvriers et des paysans ». Le point 2 (devenu 7) ajoute la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination (est-ce à propos des minorités du Vietnam ou seulement des Cambodgiens et des Laotiens ?) à l'exigence de l'indépendance. Le point 7 disparaît et un point 8 apparaît qui réclame la mise sur pied d'une « armée des ouvriers et paysans ». Le point 9 disparaît, un point 10 conclut le programme en affirmant « soutenir l'Union

1. *Idem*, p. 166-167. Je souligne.

soviétique, s'allier au prolétariat mondial et au mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi colonies<sup>1</sup> ».

Dans un article publié en 1975 sur Tran Phu, Phan Quang souligne l'importance qu'il faut accorder aux « Thèses politiques » de 1930 : « Pour la première fois, le parti de la classe ouvrière s'était tracé une ligne nette pour diriger la lutte de tout le peuple », en effet, auparavant « certains membres du parti croyaient mener une lutte prolétarienne. Et le mot d'ordre " les usines aux ouvriers, la terre aux paysans " circulait dans maintes régions<sup>2</sup> ».

De façon générale, donc, le nouveau programme d'action en 10 points « modère » le précédent en retirant la lutte contre la bourgeoisie réactionnaire. Et c'est Ho Chi Minh qui aurait présenté le document le plus « gauche », ce qui ne manque pas d'être étonnant. Les rectifications ne sont cependant pas univoques, notamment en ce qui concerne l'objectif de constitution d'une armée d'ouvriers et de paysans.

*Un cadre stratégique reste en fait constant* : quant à la perspective du bond par-dessus l'étape capitaliste, quant à la définition des forces motrices de la révolution (ouvriers et paysans et de la classe dirigeante de la révolution démocratique bourgeoise (le prolétariat), etc.

*Un blanc apparaît (ou se confirme) dans l'analyse* : la nature de classe de l'État sous lequel s'opère la socialisation progressive de l'économie, à savoir l'État ouvrier de transition, de dictature du prolétariat. Seule la nature du gouvernement, en effet, est clairement affirmée : gouvernement ouvrier et paysan. Une rectification, reflétant très probablement des divergences, s'impose : quant à « l'articulation des mots d'ordre anti-impérialistes, anti-féodaux » et anti-capitaliste; donc, en filigrane, quant à l'élargissement des « alliances politiques » (et la place de la bourgeoisie vietnamienne). A cela s'ajoute, peut-être, des désaccords sur l'appréciation de la ligne de l'I.C. Toutes questions qui touchent directement aux rapports entre la revendication nationale et la revendication de classe dans la lutte d'émancipation.

Il est cependant remarquable de noter la continuité programmatique du communisme vietnamien par delà la crise de 1929; continuité qui s'affirme à la fois dans son orientation stratégique positive et dans ces « blancs » (la nature de l'État après la prise du pouvoir) ou ses oscillations.

Au résumé déjà cité de Nguyen Khac Vien de l'opuscule de 1926 rédigé par Ho Chi Minh (« La Voie Révolutionnaire ») on

1. *Idem*, p. 167-168.

2. *Le Courrier du Vietnam*, n°33, février 1975.



peut ajouter le passage reproduit par J. Lacouture pour aider à la comparaison : cet opuscule, en effet, ne situait pas seulement le rôle clé de la classe ouvrière, l'importance de la paysannerie, le caractère de masse de la révolution à venir, l'intégration du mouvement de libération nationale à la révolution mondiale, la place du marxisme léninisme et la nécessité des liens avec l'I.C. Il abordait aussi la question de la bourgeoisie nationale et des alliances de classe, en termes prudents :

« On devient révolutionnaire parce qu'on est opprimé. Plus on est opprimé, plus on est tenace et résolu à faire la révolution. La bourgeoisie s'est soulevée contre le féodalisme qui l'opprimait. Cette même bourgeoisie tyrannise aujourd'hui la classe ouvrière et la paysannerie, qui deviennent alors les forces motrices de la révolution.

Les ouvriers et les paysans constituent la force révolutionnaire la plus importante de la société parce qu'ils sont les plus opprimés et les plus nombreux. Ne possédant rien, ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes, mais ils ont tout un monde à gagner. Aussi constituent-ils les forces les plus résolues, les éléments de base de la révolution. Quant aux étudiants, commerçants, petits patrons, ils sont aussi opprimés par le capitalisme, mais beaucoup moins que les ouvriers et les paysans. Ils sont seulement leurs alliés dans la révolution<sup>1</sup>. »

1. « La voie révolutionnaire » (ou « le chemin de la révolution ») p. 6, cité par J. Lacouture, *Ho Chi Minh, op. cit.* p. 41, à partir de la brochure publiée à Hanoï en 1961, « Ho Chi Minh » p. 53. A noter que dans ce passage, on ne parle pas de la *bourgeoisie nationale* comme telle, comme « alliée » du prolétariat, mais seulement des « commerçants et petits patrons. » Sans oublier pourtant qu'il faudrait connaître l'intégralité de cette publication pour jauger réellement de son orientation.

## **l'épreuve du feu : les « soviets du nghe-tinh »**

Il ne faudra pas attendre longtemps pour que le jeune Parti communiste indochinois subisse sa première épreuve du feu. Ce sera l'« insurrection des soviets du Nghe-Tinh », expérience d'importance majeure dans l'histoire du communisme vietnamien comme dans celle des luttes nationales ou de classes au Vietnam.

La crise économique de 1929-1930 frappe durement le Vietnam. Pays sous-développé, forcé à exporter ses matières, il est directement touché par la baisse de leur cours sur le marché mondial: Pays colonial, il doit éponger une partie des déficits métropolitains. L'état de dépendance de l'économie vietnamienne est mis crûment en lumière à cette occasion; plus, il est aggravé. Toutes les branches industrielles ne sont pas touchées de la même façon : l'alcool, le ciment et l'électricité ne connaissent pas de récession. Mais l'ensemble des exportations passe de 228 millions de piastres en 1929 à 102 millions en 1932; les importations de 227 millions à 94 millions. Le riz, le caoutchouc, le charbon voient leur production chuter brutalement.

Les conséquences sociales de la crise sont considérables : chômage massif des employés et des petits fonctionnaires aussi bien que des ouvriers, chute des salaires, réduction des emplois offerts aux diplômés universitaires, forte aggravation de la condition paysanne, début de disette ou de famine en plusieurs régions, accélération de la concentration foncière...

Dans quelle mesure les premiers effets de la grande crise se font sentir au Centre Vietnam à la veille des soulèvements de 1930 ? Il est difficile de le dire. Mais pour l'historien Le Thanh Khoi c'est la combinaison du contrecoup de la crise mondiale avec deux mauvaises récoltes successives de riz qui précipite l'insurrection<sup>1</sup>. A cette époque, le P.C.I. est présent dans les grandes entreprises, les mines (c'est-à-dire dans le prolétariat industriel) et les plantations où le prolétariat agricole contractuel est en contact direct avec la paysannerie. En 1930, les syndicats clandestins qu'il a formés groupaient environ, semble-t-il, 10 000 membres, tandis que les unions paysannes, elles aussi constituées par le P.C., auraient compris environ 70 000 membres, surtout au Tonkin et dans l'Annam (Nord et Centre Vietnam)<sup>2</sup>.

Selon les chiffres officiels de l'administration française, 43 grèves ouvrières éclatent entre avril 1929 et avril 1930. C'est le prélude au soulèvement du Nghe-Thinh.

## le déroulement de la lutte

Ces mouvements débutent à l'occasion de la préparation du 1<sup>er</sup> mai 1930. Ils combinent des grèves ouvrières et des manifestations paysannes, autour des mots d'ordre d'augmentation des salaires, de réduction de la journée de travail, d'allègement fiscal, de fin des mauvais traitements et, pour les paysans, de remises des terres spoliées. Après le 1<sup>er</sup> août (journée internationale de protestation contre la guerre impérialiste), de nouveaux mots d'ordre furent avancés : contre l'impérialisme français, soutien à l'Union soviétique, à la révolution chinoise et à la lutte des peuples colonisés; contre les arrestations arbitraires et pour l'indemnisation des familles victimes de la répression. Le drapeau rouge est fréquemment brandi lors des manifestations<sup>3</sup>.

La plus importante manifestation se déroule en direction de

1. Le Thanh Khoi, « Vietnam. Histoire et civilisation », *op. cit.*, p. 438.

2. Chiffres donnés par N.K. Vien, « Histoire du Vietnam », *op. cit.*, pp. 164-165.

3. Voir Tran Huy Lieu, « Les soviets du Nghe-Tinh », de 1930-1931, au Vietnam », Editions en langues étrangères, Hanoï, 1960. Le récit des événements est essentiellement tiré de cet ouvrage. Sauf indication contraire, les citations en proviennent et seul les numérotations des pages de référence seront données.

la ville de Vinh, dans le district de Hung-Nguyen, le 12 septembre 1930. C'est l'ouverture d'une nouvelle phase du mouvement, marquée par la généralisation de la prise du pouvoir par les forces populaires dans les localités. La formation du premier « soviet » eut lieu dans le village de Vo-Liet (district de Thanh-Chuong, province de Nghe-An). Les militants communistes agirent sous les directives du comité du Trung-Ky (Vietnam du Centre), qui comportaient notamment les points suivants :

« ... 2. Abolition de tous les impôts colonialistes : capitation taxes sur les marchés péages, gabelle, etc.

3. Confiscation des rizières et des terres communales accaparées par les notables et les propriétaires fonciers, afin de les partager entre les paysans pauvres. Réduction du taux de fermage, suspension du paiement des dettes.

4. Restitution par les notables des deniers publics.

5. Saisie du paddy des riches au profit des personnes atteintes par la famine... » (p. 27).

Malgré sa profondeur, l'insurrection du Nghe-Tinh ne pouvait pas vaincre. La situation internationale n'était pas favorable, après l'écrasement de la commune de Canton, la répression des luttes anti-impérialistes en Indonésie et le déclin du mouvement ouvrier en Allemagne. En France, la S.F.I.O. soutient ouvertement la répression. Au Vietnam, si le mouvement des « soviets du Nghe-Tinh » correspondait à une poussée nationale des luttes, la situation n'était pas mûre dans les autres provinces (même si une autre insurrection paysanne avait éclaté dans le Quang-Ngai et si plusieurs manifestations s'étaient déroulées parallèlement en Cochinchine). L'ébauche de pouvoir révolutionnaire n'a touché qu'un territoire comprenant 100 000 habitants, selon Nguyen Khac Vien<sup>1</sup>. Les chiffres de membres du parti donnés par Tran Huy Licu pour cette région contrastent avec ceux avancés sur le plan national par Nguyen Khac Vien au moment de la fondation du P.C.V. Il est possible qu'un recrutement rapide ait été opéré. Mais, même dans ce cas, la force du parti reste fort limitée.

La répression frappe rapidement. Le mouvement connaît alors un double phénomène de radicalisation et de déclin.

Les mots d'ordre du P.C.V. avaient déjà tendu à être spontanément dépassés par les masses paysannes. « Le parti n'a pas préconisé la confiscation des terres des propriétaires en vue du

1. N.K. Vien, *Histoire du Vietnam*, op. cit., p. 166.

partage. Mais dans des cas particuliers, où la famine sévissait, ou encore quand les terres étaient tombées entre les mains des propriétaires fonciers par suite d'abus et d'injustices criants, de leur propre mouvement les paysans ont procédé à des confiscations et au partage. D'autre part, si les directives ne parlaient que de réduction du taux des fermages, en fait aucun propriétaire foncier n'osait les réclamer.

« Le mot d'ordre dont l'application provoqua le plus d'effervescence chez les paysans fut celui de la confiscation du paddy des riches pour le distribuer aux personnes touchées par la famine. Chacun semblait dominé par la foi en la victoire imminente de la révolution et croyait toute proche la "socialisation" de tous les biens. Dans certains endroits, des coopératives de production ont été organisées. Leur effet moral était considérable, bien que les résultats matériels fussent de peu d'importance. » (Pp. 28-29).

Avec le début du déclin du mouvement, en 1931, ces phénomènes prennent l'allure de fréquents débordements du P.C. D'autant plus qu'une famine dramatique s'abat sur les provinces en insurrection.

Cette situation provoque d'importantes divergences au sein de la direction du P.C. : faut-il organiser la retraite ou au contraire chercher l'extension du mouvement insurrectionnel ?

La répression, face à un mouvement en voie de désagrégation, disloque les « soviets ». Les manifestations continuent un temps, mais le nombre des participants diminue. La structure dirigeante du P.C. est brisée, laissant les militants sans directives ni informations. Le dernier bastion se situe dans le district de Anh-Son qui tient, les armes à la main, jusqu'en août 1931.

Le P.C. s'enfonce alors dans la clandestinité.

## Identification des revendications sociales et nationales – rupture de générations

L'expérience des « soviets du Nghe-Tinh » pose en termes nouveaux, au Vietnam, le problème national. C'est la première fois, en effet, que des luttes de masse de cette ampleur situent la revendication nationale *au sein* de la levée sociale et inversent par là le rapport dit « classique » entre les deux pôles de la lutte de libération dans les colonies et semi-colonies. Une identification poussée s'opère entre les exigences économiques des masses pay-

sannes, leur révolte contre le notable vietnamien, et leur refus de la domination coloniale. Et le point de départ de cette identification est situé dans les clivages sociaux qui traversent alors le village vietnamien.

Cette expérience est d'autant plus importante que le Centre-Vietnam n'est pas la région qui présente les différenciations sociales les plus poussées. Il n'y a ni l'industrialisation et le développement minier du Nord, ni le phénomène latifundiaire du Sud. Mais c'est peut-être là que la condition des paysans est la plus précaire et la riziculture la plus dure. Les conditions naturelles sont difficiles. Elles rendent explosives les tensions internes au village et à la province. La migration de population vers les plantations de Cochinchine ou du Sud-Annam et vers les mines du Nord est forte. La fiscalité pèse terriblement, dans ces conditions, sur les épaules du paysan travailleur. Or, « il n'est pas de représentants des autorités qui ne soit associé de près ou de loin au fonctionnement du système fiscal, c'est-à-dire au mécanisme et à l'image de l'oppression étatique et coloniale<sup>1</sup>. »

Mais, du fait du régime de protectorat instauré par les Français, l'administration locale et provinciale est largement tenue par des Vietnamiens et « les rapports administrés-administrateurs restent essentiellement ceux que les Vietnamiens entretiennent entre eux. » « Ainsi au Nghe-Tinh, les contradictions socio-politiques se développent sur deux plans distincts, mais non isolés l'un de l'autre : un niveau général où elles sont essentiellement d'ordre politique et un niveau local où elles sont essentiellement de nature sociale (...) L'imbrication du politique, c'est-à-dire du national, et du social est une donnée primordiale qui trouve sa production dans la pratique politique<sup>2</sup>. »

Le mandarin et le notable vietnamiens apparaissent naturellement intégrés au système colonial qu'ils défendent en en tirant profit. La contestation de la colonisation devient d'abord la contestation de l'exploitation et de l'oppression du paysannat par les possédants vietnamiens.

La réciprocité est évidemment vraie, et le succès de la répression coloniale tiendra au moins autant à l'action des notables, mandarins et propriétaires vietnamiens qu'à celle de l'armée française. C'est également le cas au Sud, où les mouvements de 1930 sont les plus amples après ceux du Nghe-Tinh. C'est dès 1929 que les constitutionnalistes menaient campagne contre les

1. Pierre Brocheux, « L'implantation du mouvement communiste en Indochine française. Le cas du Nghe-Tinh (1930-1931) ». Revue d'histoire moderne et contemporaine, janvier mars 1977, p. 57.

2. *Idem*, pp. 60-61.

militants nationalistes au travers de leurs journaux, *La Tribune indochinoise* ou le *Duoc Nha Nam* (Flambeau de l'Annam). Le 6 juin 1930, au cours d'une rencontre avec le gouverneur général Pasquier, les conseillers coloniaux constitutionnalistes proposent leur coopération pour lutter contre le communisme. « Par son approbation, à quelques nuances près, de la répression, la grande bourgeoisie constitutionnaliste s'est placée en dehors du mouvement de libération. 1930 scelle sa rupture avec le mouvement national et la rejette dans le camp de la colonisation<sup>1</sup>. »

Cette identification de la revendication nationale et de classe se double, à la fin des années vingt au Nghe-Tinh, d'une crise de générations qui traverse jusqu'au mouvement communiste. La multiplication des phénomènes migratoires, non seulement vers les autres régions du Vietnam mais aussi vers la France et les autres colonies françaises, le développement du centre urbain de Vinh-Benthuy et le retour du Siam ou de Chine d'émigrés politiques, assurent un vaste brassage idéologique et culturel. La crise de la morale confucéenne — et de l'image des rapports d'autorité et des rapports sociaux qui est la sienne — est manifeste. Elle s'exprime notamment par une révolte des jeunes filles à l'égard de la famille traditionnelle, et par la relativement forte participation féminine aux luttes politiques. Elle s'exprime aussi au sein du P.C. — constitué ici largement à partir de l'ancien Tan Viet. Lors des discussions de fusion entre le Tan Viet et le Thanh Nien, Tran Hong Bach, dirigeant de la première de ces deux organisations, proteste contre l'attitude de Tran Van Cung, dirigeant de la seconde : « Je ne pouvais supporter que Tran Van Cung, un garçon de dix-neuf ans que j'avais eu comme élève, deux auparavant, me traite en camarade et avec hauteur et refuse de m'appeler Thay (maître)<sup>2</sup>. »

On assiste en fait à un double mouvement qui renoue d'une part avec le souvenir des levées paysannes d'autrefois et du soulèvement des lettrés contre la cour de Hué, et qui brise simultanément avec le confucianisme moral et les relations d'autorité antérieures. La tradition devient directement l'enjeu des luttes sociales et nationales. L'administration française tente en effet de l'utiliser elle aussi à son profit, remettant en honneur l'enseignement confucéen et l'usage des caractères chinois. Un moyen comme un autre d'asseoir l'autorité des notables. Parallèlement, l'encadrement

1. Daniel Hémerly, « Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine », Maspéro, Paris 1975, p. 24.

2. Tiré de « Les associations anti-françaises en Indochine et la propagande communiste. Octobre 1929 », p. 19 (Archives d'outre-mer, dépôt d'Aix-en-Provence. Indochine sous série 7F2) cité par P. Brocheux *op. cit.*, p. 73.

religieux des villages catholiques sera largement mis à contribution.

Les « soviets du Nghe-Tinh » prolongent l'évolution antérieure du mouvement national et révolutionnaire qui a provoqué la crise du Thanh Nien et la fondation du P.C.I. Ils annoncent aussi les événements des années trente où cette identification de l'exigence nationale à l'exigence sociale et la rupture culturelle de génération gagnera le reste du pays et notamment la région saïgonnaise.

« Si le soulèvement du Nghe-Tinh est principalement un mouvement paysan, il n'est pas seulement cela; de même ses caractères régionaux n'en font pas une exception. La subversion du système social vietnamien dans son ensemble par les paysans, les intellectuels et les ouvriers en font un événement révolutionnaire de portée nationale. L'ancrage profond du mouvement communiste dans la réalité sociale régionale rend compte de ce que la lutte contre le féodalisme ait occupé la première place dans le soulèvement. L'introduction par les communistes de ce contenu social charge le concept " national " d'un sens nouveau : le mouvement national n'est plus seulement dirigé contre l'étranger, mais aussi contre les catégories sociales plus ou moins liées à l'étranger. Le social transfigure le national et leur interaction joue désormais un rôle cardinal dans l'histoire du mouvement communiste vietnamien<sup>1</sup>. »

## un problème d'orientation

Au lendemain de l'insurrection du Nghe-Tinh, il y a eu visiblement des divergences au sein même du P.C. indochinois quant à l'appréciation des événements. Une lettre, envoyée en 1934 officiellement par le P.C. chinois à son correspondant vietnamien, dénonce les thèses des militants qui jugent que l'action du P.C.V. a été substitutiste : « C'est à tort, déclare ce document, que certains camarades pensent que, dans les luttes de 1930-1931, " seul " le

1. P. Brocheux, *op. cit.*, pp. 73-74.



Parti communiste, et non la classe ouvrière, joua le rôle de promoteur, d'organisateur et de chef. La tendance même à opposer la classe ouvrière au Parti communiste est absolument erronée<sup>1</sup>. »

L'appréciation de la signification de cet épisode des luttes nationales vietnamiennes et de l'orientation qui fut alors celle du P.C.I. donna lieu, en fait, à tout un débat. Si l'on écarte les « explications » sectaires de la défaite<sup>2</sup>, c'est un problème de fond qui surgit : la capacité du mouvement communiste vietnamien d'intégrer pleinement cette expérience par certains aspects en dissonance avec sa pratique ultérieure.

Pendant de nombreuses années, la critique porta avant tout sur les faiblesses organisationnelles du P.C.I. sur son incapacité à parer aux coups de la répression qui détruisait rapidement les organes dirigeants et sur la non-synchronisation des mouvements à l'échelle nationale qui a favorisé l'isolement des « soviets du Nghe-Tinh ». Quand la critique touche à la *ligne* suivie alors par la direction du P.C.I., c'est l'absence de travail de masse suffisamment ample et *le manque d'audace du parti dans la lutte agraire* qui sont mis en question. Le programme adopté en 1932 est, à cet égard, explicite : « Malgré sa lutte héroïque et la justesse en général de sa ligne politique depuis deux ans, le parti a eu, néanmoins, un certain nombre de faiblesses et commis des erreurs (...) Le parti n'a pas suffisamment développé *le travail de masse*, notamment le travail dans les entreprises. La lutte portait encore un caractère *local*; elle ne fut pas étendue à tous les pays. Tout en dirigeant le mouvement vers la lutte anti-impérialiste, le parti *n'a pas posé* à temps la tâche de mener de front une lutte de masse *pour la terre*<sup>3</sup>. »

Or, les historiens vietnamiens actuels (du moins certains d'entre eux, tels Tran Huy Lieu, Tran Van Giau et Nguyen Duy Trinh) adoptent une démarche critique *inverse* de celle du programme de 1932 et dénoncent les aspects « gauchistes » du mouvement. Le premier écrit notamment, dans sa brochure de 1960 : « Les thèses de la révolution démocratique bourgeoise au Vietnam, publiées en octobre 1930, malgré la justesse fondamentale de leurs

1. Le texte de cette lettre est reproduit dans la revue *Partisans* n°48, juin-août 1969, citation p. 78. Il semble douteux qu'un tel document, en 1934, ait été envoyé par la direction du P.C.C. Il provient probablement de Moscou et d'une commission du Komintern.

2. Comme celle avancée par le journal *Co Do* n°7 du Comité de Cochinchine, le 20.05.1932, pour qui elle est dû à « la présence au sein du parti d'éléments suspects, provenant d'autres partis » Slotfom.

3. Ce programme fut publié dans *l'Internationale communiste* du 30 juillet 1932. Reproduit dans la revue *Partisans* n°48, juillet-août 1969, citation p. 40. Mais a-t-il été rédigé au Vietnam ou à Moscou ?

vues, contenaient de graves lacunes, notamment dans la détermination de l'adversaire principal n°1 de la révolution, ainsi que des caractéristiques et des capacités révolutionnaires de chaque classe sociale. Le front anti-impérialiste n'a pu être réalisé et, de toute façon, ne saurait combler l'absence d'un front national unifié. Au lieu d'être exalté comme il se doit dans un pays colonisé, le sentiment national était parfois considéré comme un produit archaïque, contraire à l'esprit de l'internationalisme prolétarien.

« Le programme d'action de 1930 commit l'erreur de précéder le renversement de la bourgeoisie nationale au même titre que les colonialistes français et les féodaux autochtones (...) De même, la petite bourgeoisie, bien qu'hésitante et facilement influençable, aurait dû faire l'objet d'une plus grande sollicitude et non d'une méfiance exagérée qui l'a éloignée parfois des rangs de la révolution. »

« A la campagne les luttes entreprises contre les paysans riches, les paysans moyens aisés, les petits notables et les gens instruits, furent de lourdes fautes qui jetaient le discrédit sur l'ensemble du mouvement tout en donnant prise à la propagande ennemie. »

« Ces idées gauchistes et sectaires ont isolé les masses ouvrières et paysannes. Le programme d'action a fait trop tôt appel à la lutte armée, malgré les faiblesses de l'organisation (...) Dans sa lettre en date du 23 mai 1931, le bureau d'Orient de l'Internationale communiste critiqua les incidents de nature violente survenus en Indochine en ces termes : " N'étant pas conformes aux principes du communisme, ils font obstacle au mouvement révolutionnaire, en éloignant les masses et en fournissant aux impérialistes et à leurs polices l'occasion de monter des provocations pour déclencher la répression<sup>1</sup> ". »

C'est la combinaison de la lutte de libération nationale et de la révolution sociale, la conception des alliances de classes qui sont en cause.

Avec « l'insurrection des soviets du Nghe-Tinh », le Parti communiste postule ouvertement à la direction du mouvement national, et ce à partir d'un soulèvement essentiellement social. De même, il s'est constitué au travers d'une intense bataille politique contre les courants nationalistes pré-existants ou contem-

1. Tran Huy Lieu, « Les soviets... », *op. cit.*, pp. 51-52.

porains. Plus, nombre de ses dirigeants ont adhéré au marxisme en rejet de leur appartenance antérieure au nationalisme. Il n'en apparaît pas moins rapidement comme le continuateur de la lutte nationale et anticoloniale, avant de s'imposer comme le dirigeant incontesté du mouvement de libération. *La question nationale, la relation entre intérêt de classe du prolétariat et cause nationale jouera dès cette époque un rôle essentiel dans l'histoire du P.C.V. Mais son point d'équilibre sera difficile à trouver.*



## « classe contre classe » anti-imperialisme et revalorisation du patriotisme

La répression des années 1930-1931 a été féroce. Une partie de la direction du P.C.I. a trouvé la mort lors des combats ou sous la torture. En mars 1931, l'arrestation d'un membre du Comité central permet aux Français de capturer tout le bureau permanent du C.C. y compris Tran Phu, secrétaire général du parti, qui mourra en prison le 5 septembre. Nguyen Ai Quoc est arrêté à Hong-Kong. « Tous les cadres dirigeants tombèrent les uns après les autres<sup>1</sup>. » La torture devient systématique. Les prisons se remplissent. Ce sont *des centaines* de personnes qui ont été tuées cette année 1930 lors des grèves et des manifestations (699 selon les services coloniaux, compte non tenu des 83 condamnations à mort). Nombreux sont les déportés et, en 1932, on compte environ 10 000 détenus dans les bagnes de Poulo-Condor et de la Guyane.

La liaison entre le P.C.I. et l'Internationale sont, elles aussi, détruites. L'arrestation de Ho à Hong-Kong n'est en effet pas la seule : Joseph Ducroux est arrêté le 1<sup>er</sup> juin à Singapour et Paul Ruegg à Shanghai le 15.

Ce qui reste du parti est alors dispersé, rejeté dans une stricte clandestinité. Les organes centraux se reconstituent lentement. C'est en 1932, semble-t-il, que des cellules se forment à

1. Tran Huy Lieu, *Les Soviétiques du Nghe-Tinh*, op. cit., p. 58.

nouveau. C'est aussi cette année-là qu'une direction se remet à fonctionner partiellement, grâce au retour de militants de Moscou, et qu'un nouveau programme est adopté. Le « comité de direction », situé en Chine, a alors Le Hong Phong et Ha Huy à sa tête.

En 1934, enfin, un organisme de coordination des divers groupes du P.C.I. (Nord, Sud et Centre-Vietnam, Laos et Cambodge) est remis sur pied. La répression frappe à nouveau durement la Cochinchine en 1932 et 1935. Mais, à la veille du tournant de 1935-1936, le P.C.I. semble assez largement reconstitué, malgré l'emprisonnement ou la mort de beaucoup de ses cadres : en 1935 il tient son premier congrès national régulier, à Macao (colonie portugaise, jumelle de Hong Kong).

A partir de 1932 au Vietnam, l'étau se desserre autour du P.C.I., de nouvelles possibilités apparaissent — avant tout en Cochinchine. La vague de terreur est épuisée. La bourgeoisie vietnamienne, délivrée du danger du mouvement de masse, relance des actions de pression, espérant obtenir quelques concessions nouvelles de la métropole coloniale.

Les communistes vietnamiens vont en profiter pour reprendre leur action. Tout accent nationaliste disparaît alors de leur orientation. Ils partent à nouveau à la conquête de la direction du mouvement national sous la bannière largement déployée du prolétariat. L'intérêt majeur de la période qui s'ouvre tient à ce qu'ils réussiront dans leur entreprise.

## en rupture ouverte avec le nationalisme

### EN RUPTURE OUVERTE AVEC LE NATIONALISME

Le marxisme vietnamien renaît divisé. Le Parti communiste lui-même connaît des dissidences et, durant toute la décennie des années trente, d'évidentes dissensions internes. Il doit, de plus, compter avec deux autres pôles, concurrents et alliés à la fois : celui de l'Opposition de gauche, le trotskysme vietnamien, et celui du groupe de l'intellectuel Nguyen An Ninh. Malgré leurs divisions parfois aiguës, ces trois composantes du communisme vietnamien participent d'une même évolution d'ensemble du mouvement national et ouvrier du Vietnam. Cela leur permettra de réaliser un front uni dans la région cochinchinoise, autour d'un journal, *La Lutte*, qui jouera un rôle clé dans les luttes de l'époque. Ils se retrouvent dans une commune dénonciation du nationalisme.

### l'orientation du P.C.I. (1932-1936)

Le programme qu'adopte en 1932 le bureau dirigeant à l'extérieur du P.C.I. reflète le cours « ultra gauche » dans lequel le Komintern est alors engagé. Il n'est aujourd'hui pas aisé de déterminer ce qui, dans ces thèses, reflète exactement l'orientation

défendue alors par les communistes vietnamiens. Il a très probablement été rédigé par une commission de l'Internationale communiste. La politique concrètement adoptée au Vietnam, notamment, est plus défensive que ce programme, marqué par l'aventurisme de l'époque, ne pourrait le laisser croire (voir chapitre XV). Il n'en a pas moins été accepté, et la transformation manifeste des rapports du mouvement communiste et de mouvement national qu'il reflète correspond certainement une évolution en cours au Vietnam même.

Or, *tout le programme est une critique extrême du nationalisme bourgeois et de la bourgeoisie vietnamienne*. La double domination de l'impérialisme étranger et des classes supérieures indigènes y est violemment mise en cause. La bourgeoisie vietnamienne est attaquée au même titre que la classe des propriétaires fonciers : « La bourgeoisie indigène, bien qu'elle ne constitue qu'une mince couche dans le pays, arrache aussi sa part de butin. Ses antagonismes partiels avec l'impérialisme français ne l'empêchent pas de s'allier à lui dans sa lutte contre le mouvement révolutionnaire des masses (...) Journallement, les prétendus représentants du peuple — féodaux et bourgeoisie indigène — trahissent et vendent ses intérêts, échangent les têtes des ouvriers et des paysans exécutés contre des aumônes toujours nouvelles<sup>1</sup>. »

Une fois le rôle dirigeant du prolétariat — et de son parti — réaffirmé, la nature des regroupements de classes est clairement définie : « C'est seulement sous la direction du parti que le bloc révolutionnaire des travailleurs de l'Indochine — ouvriers, paysans, travailleurs et population pauvre des villes — sortira victorieux de sa lutte contre le bloc contre-révolutionnaire des impérialistes, féodaux, propriétaires fonciers, mandarins, notables et contre la bourgeoisie indigène nationale-réformiste qui a trahi. »

De là découle le choix des alliances politiques : « Le déclenchement des luttes décisives pour l'indépendance de l'Indochine et le triomphe de la révolution agraire et anti-impérialiste sont impossibles sans démasquer avec intransigeance le national-réformisme (à savoir le nationalisme bourgeois) et surtout sa "gauche", aux yeux des larges masses.

Dans leur lutte contre l'impérialisme, les communistes organisent le *front unique* de toutes les forces réellement anti-impérialistes et mènent des actions communes (manifestations, grèves, etc.) même avec les formations et *groupes* de nationalistes révolutionnaires qui, nous le savons d'avance, ne seront pour nous

1. Programme de 1932, *op. cit.*,



que des compagnons de route d'un court moment. En même temps, les communistes expliquent à tous les travailleurs que plus les ouvriers et les paysans se rapprocheront de la victoire, plus la ligne de démarcation des classes s'accroîtra, plus la bourgeoisie indochinoise exigera de l'impérialisme l'écrasement du mouvement ouvrier et paysan et plus les organisations nationalistes révolutionnaires perdront avec rapidité les derniers vestiges de leur esprit révolutionnaire et rallieront les positions du national-réformisme. »

Et le P.C.I. tente de définir un véritable programme de transition pour le Vietnam d'alors : « Par la révolution anti-impérialiste et agraire, le Parti communiste conduira les masses révolutionnaires en avant vers la lutte pour la transition ultérieure au *socialisme*. » La définition des « tâches fondamentales » de la révolution à venir comprend donc la lutte pour « un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan » avec « la création de soviets et d'une armée révolutionnaire ouvrière et paysanne ». Le programme se termine par l'exposé des revendications immédiates sur lesquelles engager les luttes. Mais, souligne-t-il, « les organisations révolutionnaires doivent relier ces revendications immédiates les plus urgentes aux *tâches* fondamentales de la révolution anti-impérialiste et agraire qui monte ».

Le point 2 du Programme de 1932 détaille soigneusement l'ensemble de ces mesures rapidement brossées précédemment, avec un souci constant de montrer comment la lutte pour les revendications quotidiennes pose le problème du renversement de l'État et du régime bourgeois.

Il suffit de rapprocher ce programme des critiques portées ultérieurement par le Parti des Travailleurs du Vietnam sur celui, beaucoup plus modéré, présenté par Ho Chi Minh en 1930, pour prendre la mesure de son caractère exceptionnel et peu orthodoxe, en regard des canons du communisme vietnamien actuel.

L'histoire de la formation du P.C.I. est réévaluée en fonction de la nouvelle orientation. Les partis Thanh Nien et Tan Viet sont placés sur un pied d'égalité : « Leurs membres se proclamaient communistes (...) mais leurs théories fourmillaient d'erreurs et de déficiences, et formaient un mélange de nationalisme et de communisme<sup>1</sup>... » Tous deux ont refusé de constituer un Parti communiste. « C'est pour cette raison que l'époque de la fondation du P.C. coïncide avec celle de l'agonie de des partis Thanh Nien et Tan Viet<sup>2</sup>. »

1. « 4<sup>e</sup> anniversaire de l'unification du P.C.I. », Revue *Bolchevick* n° 5, décembre 1934. Annexe à la note périodique mensuelle n° 34 (1<sup>er</sup> trimestre 1935) p. 6, Slotfom.

2. *Idem*.

Très significativement, l'orientation même de Ho Chi Minh est fortement critiquée, même si son rôle dans la fondation du P.C.I. est salué : « Nguyen Ai Quoc étant un chef écouté de la masse et des trois organisations communistes d'Indochine, l'I.C. lui donna plein pouvoir pour accomplir l'œuvre d'unification. Nguyen Ai Quoc a mené à bonne fin cette tâche (...) Le service (qu'il) a rendu à notre parti est grand, mais nos camarades ne doivent cependant pas oublier les survivances nationalistes de Nguyen Ai Quoc, et ses instructions erronées dans les questions fondamentales du mouvement révolutionnaire bourgeois démocratique en Indochine et ses théories opportunistes (...) (Il) ne comprit pas les directives de l'I.C. (...) La brochure " Les principes politiques " et les statuts du parti unifié ne suivaient pas exactement les instructions de l'I.C. Nguyen Ai Quoc a préconisé, en outre, une tactique réformiste et collaborationniste erronée : " la neutralité à l'égard de la bourgeoisie et de la paysannerie riche " (...) C'est (...) à cause (de ces erreurs) que la politique suivie par les Soviets du Nghe-An n'a pas été dans la ligne du parti<sup>1</sup>. »

Des divergences se manifestent en permanence dans le P.C.I. autour de ces questions, et ce jusqu'à la veille du Congrès de Macao de 1935. Dans un rapport qu'envoie la direction cochinchinoise du P.C.I. au P.C.F. et à l'I.C., on relève ce passage révélateur : « Nous avons dû lutter et nous luttons encore pour l'acceptation intégrale du programme d'action; les discussions ont été vives sur les mots d'ordre suivants : a) expulsion des forces armées (...) de l'impérialisme; b) le partage des terres aux ouvriers agricoles; c) l'impôt progressif sur les revenus. En définitive, nous l'emporterons; cependant, nous sentons encore de la résistance<sup>2</sup> ... » Les tensions semblent se manifester dans plusieurs directions. Mais l'essentiel des critiques des organes dirigeants sont orientées contre les « vestiges nationalistes » existant dans les rangs du parti. « Comme le P.C. est le parti du prolétariat et comme il lutte dans la ligne politique de l'internationalisme, il se doit de combattre les théories et la propagande nationalistes et de proscrire l'usage de clichés de ce genre : " pleurer la perte de la patrie et la dissolution du foyer, la décadence et l'extinction de la race "; " préconiser la restauration du pays et la renaissance de la race des Dragons et des Fées ", etc<sup>3</sup>. »

1. *Idem* p. 9.

2. « Rapport de la direction cochinchinoise du P.C.I. au P.C.F. et à l'I.C. » daté du 16 février 1935. N.P.M. 2<sup>e</sup> semestre 1935.

3. « La lutte sur deux Fronts », Revue *Bolchevick* n°4, Annexe 9 p. 5, Slotform.

Le bureau dirigeant à l'extérieur combat de même la tentation de voir dans le P.C.I. le parti des ouvriers *et* des paysans. « Il ne peut être le parti de plusieurs classes sans risquer de provoquer l'éclosion de fractions intestines<sup>1</sup> ... » Les résolutions qu'il adopte lors de sa conférence tenue avec des délégués de l'intérieur, du 14 au 26 juin, avaient, elles aussi dénoncé le fait que « les journaux du parti laissent trop de place à l'idéologie raciale ou patriotique<sup>2</sup>. »

Quand, en mars 1935, le P.C.I. réunit son I<sup>er</sup> Congrès national à Macao, il réaffirme cette orientation d'ensemble. Ce ne sera qu'en juin 1936 que la ligne sera modifiée, pour la mettre, avec retard, en conformité avec celle adoptée au VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C.

## le trotskysme vietnamien au début des années trente

On a vu comment le trotskysme vietnamiens naît à la fin des années vingt dans l'émigration en France, et comment cette adhésion d'anciens militants nationalistes à l'opposition de gauche « ne résulte pas d'un travail " colonial " de militants européens de l'Opposition, mais d'une initiative vietnamienne<sup>3</sup>. »

A cette époque, c'est l'ensemble de l'immigration politique vietnamienne qui, dans ses éléments d'avant-garde, rompt avec le nationalisme pour adhérer au marxisme. C'est le cas notamment de ceux qui rejoindront le P.C. indochinois tels Nguyen Van Tao, Tran Van Giau, etc. *Le trotskysme vietnamien naît comme l'aile la plus radicale de cette rupture avec le nationalisme antérieur.*

Ta Thu Thau a un passé militant déjà substantiel quand il fonde, avec Huynh Van Phuong et Phan Van Chanh, l'opposition de gauche vietnamienne. Il est alors en contact avec le trotskysme français grâce, notamment, à Gérard Rosenthal.

1. *Idem* p. 4.

2. Résolution adoptée par la « Conférence des membres du Bureau Dirigeant du P.C.I. à l'Extérieur et des délégués des sections de l'Intérieur, du 14 au 16 juin 1934. Slotform III 52. Annexe à la Note Périodique Mensuelle du 4<sup>e</sup> trimestre 1934.

3. D. Hémerly, « L'Immigration vietnamienne en France », le Mouvement social, *op. cit.*, p. 42.

C'est apparemment aux trotskystes vietnamiens que l'on doit la première analyse systématique des liens entretenus par la bourgeoisie autochtone avec l'impérialisme, et les causes de son rachitisme. Les conclusions sont claires : la bourgeoisie annamite « berne les masses exploitées en proclamant qu'elle combat pour la libération de la " patrie " (...) Elle cherche, par des phrases patriotiques, à idéaliser sa concurrence économique (...) »

« A l'heure actuelle, il est impossible de s'acquitter de ses devoirs de révolutionnaires sans désigner du doigt cette bourgeoisie rapace et vile à la vengeance de la multitude exploitée, sans rompre résolument avec cette élite bien-pensante, dont il est nécessaire de montrer la banqueroute inévitable <sup>1</sup>. » L'expulsion de Ta Thu Thau, Huynh Van Phuong et Phan Van Chanh de France vers Saïgon, après les manifestations qui se sont déroulées en métropole durant le printemps 1930, permet au mouvement trotskyste de prendre racine au Vietnam même. Mais il reste divisé. Vers 1931, le mouvement trotskyste en Cochinchine semble constitué de trois groupes. L'un issu du P.C.I. saïgonnais autour d'un ouvrier peintre (Dao Hung Long) et un « retour de France » (Ho Huu Tong). L'autre, formé en 1931 avec Ta Thu Thau, publie le *Vo San (Le prolétaire)*. C'est le Dong Duong Cong San. Le troisième, avec Huynh Van Phuong et Phan Van Chanh, a son activité centrée autour de la publication clandestine Ta Doi Lap Tung Thu (Editions de l'Opposition de Gauche). La répression frappe le mouvement trotskyste et il faudra attendre 1935 pour que les organisations clandestines se reconstituent.

Nous ne connaissons pas les principaux documents programmatiques qui étaient alors les leurs. Mais une lettre qui leur est envoyée, le 18 septembre 1930, par Trotsky après la lecture de la « Déclaration de l'Opposition de gauche indochinoise » montre comment se pose à ses yeux le problème du lieu entre la lutte de libération nationale et des luttes sociales. « La déclaration, écrit Trotsky, dans la mesure où mes informations totalement insuffisantes me permettent de me prononcer, exprime correctement dans ses grandes lignes, les tâches des communistes indochinois. » Néanmoins, il juge nécessaire de présenter des « observations (...) dans le but de la compléter, afin de la rendre plus précise et d'éliminer d'éventuelles confusions<sup>2</sup> ».

1. Minh-Kim, « La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite », *La lutte de classe*, avril 1930, pp. 266-267.

2. Trotsky, Lettre « Sur la déclaration des camarades indochinois de l'Opposition » reproduite dans D. Hémerly, « Révolutionnaires vietnamiens... », *op. cit.*, p. 439.

En fait, Trotsky formule sept critiques qui montrent combien reste complexe, pour les militants révolutionnaires indochinois, la découverte du « point d'équilibre » entre libération nationale et révolution sociale, soulèvement agraire et révolution prolétarienne.

1. La première critique touche à l'absence de la question agraire dans la déclaration : « Il est nécessaire de parler plus clairement, plus complètement et avec plus de précision de la *question agraire* (...) La *question paysanne* est totalement oubliée dans la déclaration (...) Ces deux questions, la question nationale et la question agraire, doivent être liées de la façon la plus intime possible dans la conscience des ouvriers et des paysans. »

2. La question de l'indépendance nationale est traitée dans la déclaration, mais Trotsky craint la surestimation, à ce sujet, du niveau de conscience des masses : « (...) Il n'est guère vraisemblable que l'ensemble de la paysannerie indochinoise en soit venue à comprendre la nécessité d'un renversement révolutionnaire de la domination impérialiste française. Et il est à plus forte raison douteux que les masses indochinoises aient déjà compris l'inadéquation et le caractère illusoire d'une libération qui serait seulement nationale. Il serait très dangereux de croire que les masses ont déjà compris quelque chose qui reste en fait à leur expliquer. (...) C'est précisément dans l'intérêt de ce travail d'explication que l'on doit (...) relier tous les besoins (...) des paysans, pour les terres, l'aide financière, contre le militarisme et ainsi de suite à la lutte contre l'impérialisme français et ses " agents nationaux ", c'est-à-dire la bourgeoisie indochinoise. »

3. Le point trois s'attaque à une *formule* confuse (qui dénonce *toute* collaboration de classes) et rappelle qu'« il y a une sorte de collaboration de classes que nous recherchons : (...) entre le prolétariat et la *partie la plus pauvre de la paysannerie* aussi bien qu'avec *les couches inférieures les plus opprimées et les plus exploitées* de la petite bourgeoisie urbaine. (... De façon à ) faire du prolétariat le *véritable leader de la nation*, si par le mot nation on entend l'écrasante majorité des masses opprimées et exploitées des villes et des campagnes, par opposition au bloc antinational des classes possédantes et de l'impérialisme. »

4. Ces trois premières critiques débouchent sur une analyse *plus dialectique* du nationalisme que celle de la déclaration où « le nationalisme est considéré abstraitement, comme une idée transcendante, suprasociale, qui est toujours réactionnaire. Ce n'est pas poser la question de façon historique ni dialectique, mais ouvrir la voie à des conclusions incorrectes. Le nationalisme n'a pas toujours été une idéologie réactionnaire, il s'en faut de beaucoup,

et il n'en est pas toujours une aujourd'hui (...) Dans le présent, le nationalisme du paysan indochinois le plus retardataire, dirigé contre l'impérialisme français, est un élément révolutionnaire en comparaison du cosmopolitisme abstrait et faux des francs-maçons et autres bourgeois démocrates. (...) Le nationalisme de la masse du peuple est la forme élémentaire prise par sa haine juste et progressiste à l'égard de ses oppresseurs (...) impérialistes étrangers. Le prolétariat n'a pas le droit de tourner le dos à *ce genre* de nationalisme. Au contraire, il doit démontrer dans la pratique qu'il est le combattant le plus conséquent et le plus dévoué de la libération nationale. »

5. Trotsky voit dans la déclaration un *deuxième danger de surestimation* du niveau de conscience des masses, concernant la compréhension des liens qui lient le combat pour l'indépendance nationale à la lutte pour les libertés démocratiques et la révolution socialiste. « Ici, à nouveau, une tâche qui devrait justement devenir le principal contenu du travail du Parti communiste semble être présentée comme ayant été réalisée. » Trotsky aborde la question de la lutte pour les *libertés démocratiques*, en différenciant nettement *le contenu matériel* des libertés démocratiques sous la dictature du prolétariat du « droit abstrait » que cette revendication revêt pour les démocrates bourgeois; mais aussi en montrant comment, « dans notre agitation quotidienne, (...) nous sommes obligés de partir de *ce qui existe*. La lutte contre le régime sanglant de l'occupation française devrait être conduite sous des mots d'ordre exigeant la démocratie la plus profonde et la plus conséquente. Les communistes devraient être les meilleurs et les plus courageux combattants contre le poids injuste du militarisme, pour la liberté de parole et de réunion et pour une assemblée constituante indochinoise (...), c'est seulement par la lutte pour la démocratie que l'avant-garde communiste peut grouper la majorité de la nation opprimée autour d'elle. »

6. Le point six critique l'absence d'analyse sérieuse du mouvement nationaliste et du nouveau P.C. vietnamien qui interdit de déterminer une claire politique à leur égard.

7. Le point sept conclut que les slogans finaux « devraient être plus précis et développés à la lumière de ce que nous avons dit précédemment (question agraire, élément national, mots d'ordre démocratiques comme mots d'ordre transitoires, journée de huit heures, etc. »

Cette lettre, en l'absence de la déclaration elle-même et des réponses qui ont pu être apportées à Trotsky, ne permet pas de jauger exactement les problèmes d'orientation qui traversent le

mouvement trotskyste vietnamien à sa naissance. Mais elle permet en tout cas *de situer les débats dans un cadre analogue à ceux qui divisent les courants qui se rattachent au P.C.I.* Cela confirme combien, au tout début des années 1930, *le mouvement trotskyste et le P.C.I. correspondent à deux options politiques différentes au sein d'une même évolution contradictoire de l'avant-garde vietnamienne.* Une certaine interpénétration politique semble s'opérer, sur laquelle nous reviendront, et l'on peut même voir des publications du P.C.I. rendre hommage à Trotsky.

Les militants qui rejoignent l'un ou l'autre courant, relié à l'I.C. stalinienne ou à l'Opposition de gauche internationale, ont longuement travaillé ensemble en France, avant que leurs routes ne divergent. Ils vont se retrouver à Saïgon après avoir été expulsés de France ou après être passés par l'université d'Orient en U.R.S.S. De cette nouvelle rencontre naîtra « La Lutte ».

## la formation de « la lutte »

« La Lutte » sera un groupe légal, autour du journal du même nom, front uni entre trois composantes : le P.C.I., les trotskystes avec Ta Thu Thau, le courant représenté par Nguyen An Ninh. Il s'agit d'assurer la rentrée sur la scène politique du communisme vietnamien, après la répression de 1931. Les diverses composantes de « La Lutte » s'accordent sur un même projet : imposer leur droit à la légalité et pour cela, profiter au maximum des quelques droits démocratiques existant en Cochinchine, à la différence du Centre et du Nord du Vietnam. « La Lutte » se formera sur le terrain électoral et journalistique. On voit ici la distance qui peut séparer l'orientation officielle du P.C.I. — dont le programme de 1932 annonce la « prochaine montée révolutionnaire des masses » — de ses choix politiques pratiques : l'adaptation à une période de reflux.

Malgré cela, les premiers pas de « La Lutte » sont ardues. En avril-mai 1933, une liste Nguyen Van Tao-Tran Van Thach se présente aux municipales. Elle est soutenue par toutes les composantes du mouvement révolutionnaire. Tous deux sont élus derrière quatre constitutionnalistes. Mais parallèlement s'organise le procès de 121 membres du P.C.I. et de 33 trotskystes arrêtés l'année précédente. Le 20 mai, le Truong Lap (P.C.I. — Nguyen An Nin) est interdit, et le 12 août, l'élection de Tran Van Thach et Nguyen Van Tao est annulée.

Le mouvement révolutionnaire, en Cochinchine, traverse alors une nouvelle phase très difficile. Il est possible que la pire répression ait été interdite seulement par l'action du P.C.F. en France, qui fonde le Comité d'amnistie aux Indochinois, le 9 mars 1933, et organise une campagne. Paul Vaillant-Couturier se rend à Saïgon et impose la reconnaissance du mouvement légal. Une commission d'enquête vient aussi en février-mars 1934. Grâce à ces actions, le Front uni peut se reconstituer en 1934 dans le groupe *Nhom Tranh Dau* (« La Lutte »). Les membres du Front, trotskystes et P.C.I., restent en liaison avec leurs organisations clandestines, respectivement par le biais de Ho Huu Tong et Nguyen van Nguyen. Le comité de rédaction comprend trois nationalistes (Nguyen An Ninh, Le Van Thu et Tran Van Thach), quatre P.C.I. (Nguyen Van Tao, Duong Bach Mai, Nguyen Van Nguyen et Nguyen Thi Luu), cinq trotskystes (Ta Thu Thau, Phan Van Hum, Ho Huu Tuong, Phan Van Chanh et Huynh Van Phuong) et un gérant français.

La formation de « La Lutte » est importante en ce qu'elle sanctionne l'évolution convergente des diverses composantes du marxisme vietnamien et illustre mieux l'orientation dominante qui est alors la leur.

Pour Daniel Hémerly, « la formation d'un groupement légal dérive de l'adoption d'un nouvel ordre de priorité, qui représente autant d'interférences entre le cours "bolchevique" et le trotskysme : orientation défensive, luttes paysannes mais primauté donnée à l'action ouvrière, insertion dans la vie politique officielle, substitution de l'anti-impérialisme à l'idéologie patriotique, inclusion de la notion de classe dans la revendication d'indépendance. Mais il faut, pour comprendre le front uni qui va s'établir, aller au-delà d'une simple communauté de vues sur la façon de mener les luttes immédiates et remonter à l'évolution récente de la conscience révolutionnaire vietnamienne. Le rôle joué par le Komintern dans l'adoption du cours "bolchevique" n'est pas niable, mais il ne peut expliquer que la bolchévisation ait rencontré si peu de résistance de la part des militants communistes, qui tous proviennent des partis nationalistes. Chaque épisode de la formation du P.C.I. depuis la scission du Thanh Nien en 1929, a vu le mouvement communiste approfondir sa rupture avec la pensée nationaliste. (...) L'heure de la réévaluation de la culture politique nationale n'est pas encore venue (...) En dernière analyse, l'union des jeunes communistes et trotskystes vietnamiens se fonde sur l'identité de la démarche qu'ils viennent d'accomplir : le mouvement légal n'en est que l'étape ultime<sup>1</sup>. »

1. Daniel Hémerly, « Révolutionnaires vietnamiens... », *op. cit.*, pp. 56-57.



A cette conception fondamentale commune correspond aussi un même souci de souplesse tactique à l'égard des forces bourgeoises, quelle que soit la violence des dénonciations politiques dont elle est l'objet. Dès 1930, le trotskyste Ta Thu Thau soulignait qu'il fallait savoir « pénétrer sans crainte et sans gauchisme "sectaire" la base populaire du constitutionnalisme pour lui faire accepter nos conceptions révolutionnaires et nos méthodes de travail<sup>1</sup>. » « Le parti révolutionnaire qui réussira est celui qui, tout en maintenant une intransigeance idéologique (...), saura, dans l'action, passer des "compromis révolutionnaires" avec les alliés temporaires et diviser l'ennemi<sup>2</sup>. »

C'est l'ampleur des convergences politiques entre les diverses composantes du marxisme vietnamien — et la pression des difficultés dues à l'attitude de l'administration française — qui permet de comprendre la formation de « La Lutte ». Ce sera son succès qui garantira le maintien du Front uni jusqu'en 1937.

1. « Les colonies et le joug impérialiste. Après Yen Bai, que faire ? », *La Vérité* du 18 avril.

2. « A la lueur de la révolte de Yen Bai », *La Vérité* du 11 avril 1930.

## autonomie et hégémonie : constituer le prolétariat comme porte-parole de la nation opprimée

Le succès que connaît « La Lutte » n'est pas le fait du hasard. Des facteurs externes au mouvement national et ouvrier vietnamien jouent un rôle qui n'est pas sans importance dans l'évolution du marxisme au Vietnam. L'adoption par le communisme « officiel » d'une orientation de confrontation avec le nationalisme est partiellement la conséquence du tournant opéré en 1928 par le Komintern et la diplomatie soviétique. La formation de l'opposition de gauche répond aux événements européens, soviétiques et chinois. Mais on a vu comment l'« insurrection du Nghe-Tinh » résumait les transformations socio-politiques de la précédente décennie au Vietnam et comment elle avait corrélativement précipité le regroupement de classe indigène à l'œuvre derrière le conflit colonisé-colonisateur. Le succès de « La Lutte » reflète des processus analogues, même si son terrain d'intervention se déplace de l'insurrection régionale (et avant tout rurale) vers l'action politique et revendicative de masse – légale ou semi-légale – avant tout urbaine.

Le milieu des années trente est en effet caractérisé par un développement sans précédent du mouvement ouvrier vietnamien, qui devient un facteur majeur de la situation politique nationale. Il fait écho à la fois aux événements métropolitains (la victoire électorale du Front populaire et la flambée des grèves françaises) et à la maturation rapide du prolétariat autochtone. Au lendemain de sa fondation officielle, le Parti communiste indochinois a postulé

une première fois au rôle de porte-parole de la nation opprimée. Depuis, une redistribution des cartes s'est opérée, favorisée par la répression du mouvement de masse, la destruction temporaire de l'organisation du P.C.I. et une nouvelle offensive sur le terrain national des constitutionnalistes bourgeois. Dans ces conditions, le communisme vietnamien se trouve placé face à la même échéance que son homologue chinois, une décennie auparavant, celle de la « bataille des villes. » Les marxistes vietnamiens gagneront politiquement cette bataille à Saïgon, perdue hier à Shanghai et Canton.

## l'identification : cause nationale – intérêt de classe

Nous étudierons l'histoire du communisme vietnamien dans la période qui s'ouvre, essentiellement à partir de son activité dans la région saïgonnaise. Parce qu'elle fut là particulièrement importante. Mais aussi parce que l'étude de Daniel Hémerly, « Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine<sup>1</sup> » fournit à son sujet une documentation et une analyse extrêmement riches, qui manquent largement pour le reste du pays, si l'on excepte des textes du P.C.I. archivés par la Sûreté générale. Mais ce point de vue par trop cochinchinois est évidemment lourd de simplifications abusives de la trajectoire suivie alors par le mouvement communiste et le mouvement national. Il est probable qu'une étude plus poussée des développements de la situation au Centre, et surtout au Nord, introduirait, au moins, des nuances nouvelles dans l'analyse.

Le contenu du journal *La Lutte* durant ses premières années illustre la profondeur du tournant anti-nationaliste opéré par le marxisme vietnamien, toutes tendances réunies. La place faite aux thèmes nationaux dans les écrits du groupe surprend par sa faiblesse. « C'en est fini des évocations de l'histoire nationale qu'on pouvait lire vers 1925-1927 sous la plume d'un Tran Van Thach ou d'un Ta Thu Thau.

« Les mots clé du discours national – “ patrie ”, “ indépen-

1. L'ouvrage déjà cité de D. Hémerly est la reprise d'une thèse de troisième cycle : « Révolutionnaires légaux et pouvoir colonial à Saïgon, de 1932 à 1937. Le groupe et le journal *La Lutte* ». Les deux ouvrages sont complémentaires par certains aspects et la thèse peut être consultée à la bibliothèque de la Sorbonne ou du CEDRASEMI (6 rue de Touron, 75006 Paris).

dance ” — ne sont guère prononcés. *La Lutte* s'écrit avant tout dans la langue de la lutte des classes; elle n'emprunte guère à celle, pourtant si riche en français, du patriotisme, et ne prend qu'une seule fois à son compte le nom de “ Vietnam<sup>1</sup> . »

La veine anti-coloniale est évidemment présente de façon majeure dans *La Lutte*. Mais cette thématique anti-colonialiste est « mise en compétition avec un discours anti-capitaliste, largement prédominant (...) Le contenu général de *La Lutte* s'organise ainsi de façon bipartite, et associe deux types de discours, dont l'un, composé des éléments encore sémantiquement actifs de l'anti-colonialisme des années 1920 à 1927, se trouve englobé dans une analyse marxiste du capitalisme colonial. Celle-ci n'était pas absente des écrits anti-colonialistes antérieurs, notamment du Procès de la colonisation française, mais elle n'avait jamais été aussi systématiquement conduite. Dans l'évolution du marxisme, alors en voie de s'affranchir des schémas de pensée nationalistes, cette dualité correspond à la réélaboration de la notion de colonisation, par la mise à jour de son contenu social et historique » (p. 84). Dorénavant, en effet, ce sont les rapports capitalistes qui sont présentés comme hégémoniques en Indochine. La présence des rapports de production pré-capitalistes, malgré son ampleur, ne peut empêcher le fait qu'ils sont surdéterminés par les mécanismes du marché, du salariat et de la plus-value qui sont ceux de l'ère impérialiste.

Le débat est d'importance. « *La Lutte* » développe là des thèses plus proches de l'analyse trotskyste de la réalité coloniale que de la tradition du Komintern stalinisé. Surtout, la mise en lumière de l'unité organique qui lie entre elles les diverses composantes de l'économie indochinoise, se porte en faux contre l'idée de dualisme socio-économique avancée par les théoriciens bourgeois du constitutionnalisme.

A cela correspond une critique radicale du patriotisme affirmé par la bourgeoisie annamite. *La Lutte* opère ainsi la distinction entre deux variantes historiques du patriotisme, l'une aliénante, le patriotisme de la bourgeoisie, l'autre conforme à l'intérêt de la majorité de la nation, le patriotisme du prolétariat et de ses alliés. Ces énoncés revendiquent avec force l'identité de la cause nationale et de l'intérêt de classe du prolétariat (...) Pour le groupe (la lutte des classes) est bien l'opérateur principal de la libération nationale » (p. 107). Le fait est d'autant plus remarquable qu'à l'époque une

1. D. Hémerly, *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine*, op. cit., Maspéro p. 105. Dans la suite de ce chapitre, les citations en provenance de cet ouvrage ne seront indiquées que par une référence de page.

littérature patriotique connaît un vif développement, essentiellement au Nord il est vrai, et que « La Lutte » s'en tient à l'écart.

C'est sur cette orientation que les marxistes vietnamiens engagent le combat politique contre le Parti constitutionnaliste et sa prétention à reconquérir l'hégémonie sur le mouvement national, après la rupture de 1930-1931. La grande bourgeoisie cochinchinoise, au milieu des années trente, brandit en effet le drapeau du patriotisme et de l'Union nationale. Son organe, la *Tribune indo-chinoise*, s'en fait l'écho : « Le peuple d'Annam... est une nation parfaitement homogène au quadruple point de vue géographique, ethnique, politique et moral. Il n'a pas cessé, depuis des millénaires, de poursuivre son unité nationale à travers les vicissitudes de son histoire mouvementée. Inébranlable est restée sa confiance dans le destin de sa race (...) La domination française, si brutale qu'elle ait pu être en raison de la conquête par les armes et l'occupation effective du territoire, n'a pas arrêté cette évolution annamite vers des destinées meilleures<sup>1</sup>. » Les constitutionnalistes engagent des escarmouches avec l'administration coloniale française et vont parfois jusqu'à siéger au Conseil colonial en costume national traditionnel.

Les élections de 1935 vont fournir un important terrain de confrontation entre lutteurs et constitutionnalistes, terrain à priori défavorable aux premiers. Le suffrage est censitaire et l'électorat des délégués vietnamiens du Conseil colonial de mars 1935 ne compte que 28 084 personnes. Sa composition sociale : latifundiaires, petites et moyens propriétaires ou fermiers aisés et notables (80 % du corps électoral), employés et intellectuels des villes. Ce système censitaire satisfait la bourgeoisie cochinchinoise qui ne l'a jamais contesté. Malgré cela, ce sont les lutteurs qui vont finir par apparaître grands vainqueurs de ces scrutins.

Les objectifs de « La Lutte » restent limités pour les élections coloniales des 3 et 17 mars. Ses mots d'ordre essentiels portent sur l'amnistie des prisonniers politiques, l'amélioration des salaires, le partage des grandes propriétés et les libertés syndicales; enfin, l'instauration d'un pouvoir populaire. Or, ils reçoivent un réel écho de masse. Et l'analyse des résultats du scrutin montre l'érosion de la base électorale du constitutionnalisme.

La bourgeoisie cochinchinoise fonde sa propagande sur l'évocation de l'homogénéité et de l'harmonie sociales du Vietnam débarrassé du colonialisme. Elle tente de faire revivre à son profit le mythe confucéen de l'élite intellectuelle, populaire et morale-

1. *La Tribune indo-chinoise* du 22 juillet 1935, cité par D. Hemery, *op. cit.*, p. 115.

lement éprouvée, chargée d'administrer le pays. Durant les élections municipales des 6 et 12 mai, les lutteurs vont s'attaquer directement à cette valorisation traditionnelle de l'intellectuel dans le mouvement national en présentant une liste de militants, trois ouvriers et quatre intellectuels. Les trois candidats ouvriers ne sont pas élus. Tran Van Tach, Nguyen Van Tao, Ta Thu Thau et Duong Bach Mai sont tous quatre élus titulaires. Un seul constitutionnaliste — Nguyen Minh Chieu — est élu comme titulaire, trois autres l'étant comme suppléants.

Les enseignements de ces scrutins sont d'importance. En avançant une orientation de classe, « La Lutte » a largement pénétré la base électorale du constitutionnalisme. Ceux qui se présentent comme les porte-paroles du prolétariat ont gagné les votes d'une petite bourgeoisie urbaine et patriotique qui se détourne de la collaboration franco-annamite.

Les lutteurs — les « élus ouvriers » — très minoritaires au Conseil municipal (ils sont 4 sur 14) sauront néanmoins en faire une véritable tribune politique, attirant un vaste public populaire qui vient assister aux séances. Le Conseil colonial lui-même ne peut rester sourd au choc des idéologies et des programmes. Bui Quang Chieu, le leader constitutionnaliste, tente de s'affirmer comme un dirigeant « populaire » : « Il n'y a pas de cloison étanche entre les classes de la société annamite. Nous tous, sommes issus du peuple auquel nous sommes demeurés attachés par des ramifications profondes. Membres de l'élite, nous devons travailler avec lenteur, suivant notre principe immuable : évolution et non révolution. »

« Nous ne sommes pas dans un pays où il y a des riches, des richards comme l'on dit, nous sommes l'un des rares pays où il n'y ait pas de noblesse héréditaire. Nous ne sommes pas non plus dans un pays où il y a des castes fermées. Nous sommes tous ici sortis du Tiers-État... Tous nos parents ont été pauvres, par conséquent, nous avons de profondes attaches avec la classe ouvrière<sup>1</sup> ... »

Mais l'essentiel de l'activité des lutteurs reste « extra-parlementaire ». « La Lutte » se lie aux mouvements de locataires et favorise la naissance d'embryons d'associations de quartier qui connaissent d'importants développements. Le groupe utilise aussi ses positions parlementaires pour aider les luttes ouvrières qui commencent fin 1935. Le journal voit son audience s'étendre régulièrement (il vend 1 000 exemplaires en 1934 et 3 000 en 1937). Forcé par la censure à paraître en français, des écoutes collectives du journal sont organisées, de façon à assurer la

1. Séance du Conseil colonial du 5 novembre 1936. Cité par P. Brocheux, « Les grands Dienchu de la Cochinchine... », *op. cit.*, p. 152.

traduction pour les milieux qui ne lisent pas la langue coloniale.

Le groupe de « La Lutte » s'affirme comme le pôle de rassemblement de toutes les oppositions. Le journal est un véritable canal de « divulgation politique. » Il aide de même à la centralisation des revendications et des mouvements sociaux. Il assure une vaste information sur les luttes en cours, reçoit des échos populaires multiples, et assure souvent des tâches importantes d'orientation du travail des militants. En fait, tout un réseau de « correspondants » est lié au groupe légal et prolonge son influence et son action. Il offre un cadre d'activité aux anciens prisonniers politiques, libérés mais « brûlés » face à la police. « La Lutte fonctionne comme un semi-mouvement, dépourvu d'appareil interne » (p. 264).

Le groupe gagne une importante base sociale dans le prolétariat et la jeunesse. Il devient un élément constitutif du mouvement ouvrier et favorise, à partir de mai 1936, la création de « cercles d'étude ouvriers. » Il aide au rapprochement entre intellectuels du mouvement national et travailleurs avancés. Il pénètre les écoles. « Le mouvement légal est donc l'un des instruments clé de l'hégémonie ouvrière en train de s'établir dans la vie sociale et politique vietnamienne » (p. 265). Le succès de « La Lutte » sanctionne enfin l'échec du constitutionnalisme, dont le discrédit augmente rapidement de 1935 à 1936.

## un internationalisme tourné vers l'Europe

Le succès de « La Lutte » et l'orientation qui est alors celle des diverses composantes du marxisme vietnamien ne s'expliquent pas seulement par l'évolution de la situation en Indochine. Le champ de référence international dans lequel ils se situent s'est lui aussi profondément modifié. Le Viet Nam, colonie, se voit intégré à deux ensembles régionaux : l'Extrême-Orient et, via la domination métropolitaine, l'Europe occidentale. Suivant les périodes — et selon les courants politiques aussi — l'importance respective de chacun de ses ensembles varie et parfois s'inverse. Les centres d'intérêt des militants du mouvement national, les alliances prioritairement recherchées, les « modèles » acceptés changent en conséquence.

Pendant longtemps, l'espoir vint, pour la résistance à la colonisation française, de l'Est : de la Chine ou du Japon. Et même si la méfiance d'un Phan Chu Trinh à l'égard des visées expansionnistes

nipponnes l'amenait à se tourner plus vers la France, la dominante restait orientale. Une fois la rupture consommée entre le mouvement national vietnamien et Tokyo, l'internationalisme de Phan Boi Chau prit une forme essentiellement pan-asiatique. Par contre, les lendemains de la première guerre mondiale voient les militants vietnamiens porter leur attention vers l'Occident : la révolution russe, le mouvement ouvrier français, les socialistes ou les libéraux. C'est vrai pour les courants révolutionnaires; le marxisme se forme dans l'émigration; la C.G.T. aide aux premiers pas du jeune mouvement ouvrier vietnamien. C'est aussi vrai pour les courants bourgeois : le Parti constitutionnaliste, né en 1923, renouvelle un projet de collaboration franco-annamite. Le mouvement communiste, durant la période du Thanh Nien, par contre, se trouve à nouveau vers l'Est. Sa direction est à Canton. Elle assiste à la montée puis à la défaite de la seconde révolution chinoise, et suit avec anxiété l'évolution des régions soviétiques du Sud de la Chine. Le journal a certes une vocation éducative universelle, et il traite de toute une série de questions d'histoire et d'actualité française ou européenne. Le centre de référence reste aussi l'U.R.S.S. Mais l'engagement internationaliste militant est presque exclusivement consacré à la situation chinoise. L'orientation politique d'ensemble du journal est asiatique, malgré la richesse de ses rubriques et de rares articles soulignant la solidarité entre les travailleurs des colonies et de la métropole française (notamment à l'occasion de la réception d'une lettre de Doriot, alors dirigeant du P.C.F.)

Quand, en 1932, le P.C.I. amorce sa reconstruction, c'est de l'Occident qu'il peut espérer aide. La défaite chinoise est consommée. C'est d'U.R.S.S. et de France que reviennent les cadres à même d'assurer la relève des anciennes équipes dirigeantes détruites. Le projet d'action légale n'a de chance de réussir que s'il reçoit une « couverture » efficace de la part du mouvement ouvrier et de la gauche française. L'existence des organisations clandestines, l'avenir du groupe « La Lutte », la capacité du communisme vietnamien de réintervenir malgré la période de reflux qu'il traverse, tiennent pour beaucoup à la qualité des liens qui pourront être noués avec les mouvements métropolitains.

La campagne pour l'amnistie des prisonniers politiques et contre le régime des prisons, de 1934 à 1936, est l'un des principaux « points de jonction entre le mouvement ouvrier vietnamien et le mouvement ouvrier français » (p. 190). Le Secours Rouge fournit l'aide juridique comme matérielle et, avec le Comité d'amnistie aux Indochinois, mène une campagne d'opinion permanente en France. Le journal *La Lutte* fait le lien entre les militants incarcérés et Jourdain et Vittori, secrétaires de Secours Rouge. Il évite l'isole-



ment des prisonniers et assure le regroupement des libérés. Une résistance admirable au régime pénitentiaire s'organise de l'intérieur des prisons. La vigueur de cette campagne menée en France, au Vietnam et dans les bagnes est pour beaucoup dans la survie du mouvement communiste indochinois, dans la protection d'une partie de son ossature politique, dans l'extension de son audience populaire. « Dès le début de 1936, l'amnistie est devenue une revendication nationale, réclamée par toute la presse vietnamienne unanime et même par une série de journaux coloniaux (...) » (p. 191).

Il ne s'agit pas seulement de réorganisation des centres extérieurs d'aide au mouvement révolutionnaire vietnamien, réorganisation rendue nécessaire par la défaite de la seconde révolution chinoise et l'écrasement des mouvements du Nghe-Tinh. Le Vietnam et la Chine vivent à cette époque des processus dissociés, voire divergents, bien qu'ils traversent tous deux une période de reflux. Dans le premier cas, le mouvement communiste cherche à conquérir une implantation urbaine, alors que dans le second, il engage une longue retraite, rurale d'abord, puis géographique, avec la « Longue Marche ». Ni les soviets paysans du Kouangsi, ni l'« Armée rouge » ne peuvent offrir de modèle politique d'organisation au mouvement ouvrier vietnamien des années 1934-1937. Le « modèle » sera celui de la C.G.T. française.

Enfin, la perspective stratégique ultime qui rassemble les diverses composantes de « La Lutte » – et les organisations qu'elles représentent – est celle d'une convergence entre les montées révolutionnaires de lutte de classes dans la métropole et sa colonie indochinoise. Le nouvel internationalisme qui est celui du marxisme indochinois s'explique donc par la conjonction de plusieurs facteurs : un moment de l'histoire du mouvement national vietnamien qui permet au prolétariat et au communisme de postuler à la direction de la lutte d'émancipation; un nouvel équilibre mondial qui fait de la montée des luttes en Espagne et en France le prochain test des rapports de férocité; l'évolution propre du mouvement communiste et l'orientation dont se dotent ses diverses composantes...

« La Lutte » n'ignore évidemment pas pour cela le conflit sino-japonais et le sort du P.C. chinois, ni l'importance propre de la question orientale et coloniale. Avec l'aggravation des tensions militaires, le journal souligne au contraire l'importance que revêtera, en cas de conflit mondial, le théâtre d'opérations extrême-oriental. Le couple Chine-Japon répond en effet au couple européen France-Allemagne, et c'est en Asie que la deuxième guerre mondiale commence effectivement. Pour les lutteurs, « la guerre progresse de la périphérie vers le centre (...) L'Extrême-Orient, zone marginale du champ de bataille mondial en 1914-1918, sera cette fois aux

premières lignes. Jusqu'en 1936, la crise éthiopienne et l'expansion japonaise en Chine, les deux dernières grandes conquêtes coloniales, fournissent sa base historique à cette analyse et sont en fait les véritables pôles (...) de toute la rubrique internationale » (p. 131).

Mais le journal traite dorénavant de ces problèmes dans une optique nouvelle, qui rompt avec l'ancienne tradition pan-asiatique. Dans le journal, si l'on considère l'ensemble de sa parution, « l'Europe vient en tête, suivie par les colonies et semi-colonies d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, loin devant l'Asie orientale. L'ensemble est nettement déséquilibré » (p. 128). La question sino-japonaise est en effet supplantée par l'actualité éthiopienne en mai 1935, puis par le développement de la situation en Espagne et en France. Les thèmes de l'inéluçtabilité de la guerre impérialiste et de la défense de l'U.R.S.S. sont clairement exposés dans le journal. Mais le « déséquilibre de la balance thématique Europe-Asie dénote à lui seul le sens dominant des prévisions politiques à court terme du mouvement communiste (...) La France et l'Espagne ont été considérés comme le secteur décisif du champ international » (p. 128). Le réseau des liaisons du groupe reflète à la fois le front uni noué au Vietnam et l'analyse qui est la sienne des points forts de la situation mondiale. « La Lutte » sera en rapports constants — bien qu'inégaux en importance — avec les divers mouvements français et internationaux : le P.C.F. et le Komintern avant tout, mais aussi le Secrétariat international du mouvement trotskyste et la Commission coloniale de la S.F.I.O., le Comité d'amnistie aux Indochinois, le Secours rouge international et la Ligue anti-impérialiste...

Enfin, l'évolution de la conjoncture internationale a joué un rôle crucial non seulement dans la formation du groupe « La Lutte », mais aussi dans son évolution ultérieure. Le front uni s'est en effet réalisé pour préparer et aider à la convergence des mouvements sociaux au Vietnam et dans la métropole. Or, cette convergence se dessine effectivement autour de 1936. Le Vietnam vit alors à l'heure de la révolution espagnole et des grèves françaises. Celles de juin 36 ont un effet considérable, qui dépasse largement le seul espoir de libéralisation du régime politique. « Les formidables grèves des ouvriers français, les occupations d'usines (...) ont eu un écho profond au Vietnam (...) La classe ouvrière française va fournir (au mouvement ouvrier vietnamien) à la fois la possibilité politique de la grève et le modèle de la grève. Ce dernier fonctionnera pleinement au cours des grandes grèves qui secouent l'Indochine entre le mois d'octobre 1936 et l'automne 1937 » (p. 408).

Mais la défaite de la révolution espagnole, l'épuisement des grèves françaises, l'enlisement réformiste du Front populaire et son

ignorance des exigences des masses coloniales, puis la marche à la guerre vont mettre un terme à ces convergences naissantes. L'espoir suscité par les luttes de classes européennes avait soudé le front uni noué dans la « La Lutte » malgré les divergences politiques suscitées par l'arrivée du Front populaire au gouvernement. Leur déclin, puis leur échec, provoquent son éclatement avivé par l'ampleur prise par les purges stalinienne en U.R.S.S. « La guerre d'Espagne est perçue plus ou moins clairement par beaucoup de militants en sympathie avec « La Lutte » comme l'amplification dramatique d'un phénomène ressenti jusqu'en Indochine : l'affaiblissement général dans le mouvement ouvrier occidental de l'internationalisme classique » (*Idem*).

C'est dans ce contexte mondial changeant qu'il faut comprendre le tournant des années 1936-1937 au Vietnam, qui voit à la fois l'apogée de l'action de « La Lutte » et du mouvement ouvrier et l'éclatement du front uni, à la fois conséquence et prélude à une réorientation générale du communisme vietnamien.

## l'hégémonie ouvrière

Dans les années 1928-1929, l'initiative politique avait été, au Vietnam, le fait du mouvement ouvrier. L'« insurrection du Nghe Tinh » avait revêtu un caractère agraire dominant, et la répression avait étouffé les capacités d'action du prolétariat durant les années 1932-1933. Pourtant, entre 1934 et 1937, deux processus corrélatifs s'imposent : l'hégémonie ouvrière dans les luttes et l'hégémonie communiste dans l'action politique et nationale. C'est surtout vrai dans le Sud et dans le Nord, le Centre Vietnam vivant alors de façon beaucoup moins intensive les évolutions en cours<sup>1</sup>.

Ces processus s'amorcent dans des conditions très difficiles. La répression est féroce. L'action syndicale est totalement illégale et la loi coloniale française est réputée pour son arriération en matière de législation sociale. Dans le cas de la région saïgonnaise, il y aura d'autres obstacles à franchir. La classe ouvrière n'est pas concentrée comme au Nord, mais dispersée dans une multitude de petites entreprises, englobée dans un vaste lumpenprolétariat et

1. Voir notamment à ce sujet, Hong Thuy et H.N., « L'ancien Hué, des origines à 1945 », dans « Hué, passé et présent ». Etudes Vietnamiennes n°37, Hanoi 1973.

une masse petite-bourgeoise paupérisée. L'évolution qui s'engage alors n'en est que plus significative : le prolétariat conquiert une unité active, il tisse des liens étroits avec les luttes de la paysannerie de la région saïgonnaise et avec celles de la petite bourgeoisie urbaine, l'intelligentsia militante rejoint le mouvement communiste et ouvrier qui affirme sa prépondérance dans le mouvement national.

Les luttes ouvrières reprennent en 1934. Mais jusqu'à la grève victorieuse des 2 000 ouvriers potiers de Lathieu (23-30 septembre 1935), il s'agit essentiellement de mouvements de résistance élémentaire. La période de reflux se termine à l'automne 1935 et les grèves prennent alors un caractère offensif. La reprise des luttes est évidemment inégale, et des anciens secteurs d'avant-garde, comme celui des coolies des plantations d'hévéas, restent peu actifs. C'est souvent les travailleurs du secteur sino-vietnamien précapitaliste qui engagent l'action fin 1935.

Le groupe de « La Lutte » s'il a peu de contacts, au moins jusqu'en 1936, avec les travailleurs des plantations d'hévéas, plonge rapidement des racines dans les autres couches du prolétariat cochinchinois. Les ouvriers industriels qualifiés des grandes entreprises saïgonnaises fournissent les premières recrues du périodique et des organisations clandestines. Très minoritaires sur le plan numérique, ce milieu n'en joue pas moins un important rôle politique. Les coolies et manœuvres industriels et les travailleurs de la petite production à technologie traditionnelle n'en sont pas négligés pour autant. C'est même « l'originalité de " La Lutte " que d'avoir su nouer des contacts particulièrement vivants avec ce semi-prolétariat de l'agglomération, coolies, tireurs de pousses, cochers, ainsi qu'avec les travailleurs de l'artisanat des districts voisins de Saïgon » (p. 217). Le fait est d'autant plus significatif qu'il touche aux couches populaires urbaines non-prolétariennes et à la paysannerie avoisinnante.

La condition faite au petit fonctionnaire vietnamien et à l'intelligentsia salariée s'est brusquement dégradée avec la crise économique de 1929-1930. Chômage, déclassement, bas niveau des salaires rapprochent ces couches à la fois du prolétariat et de la paysannerie, où elles ont gardé des attaches, et créent un terrain favorable au développement des idées révolutionnaires. Les effectifs du micro-commerce ont corrélativement gonflé, et le petit commerçant semi-parasitaire vit dans l'insécurité permanente. Le marché devient l'un des lieux de rencontre principaux entre prolétariat, intelligentsia, couches populaires urbaines et paysannerie. Des luttes urbaines éclatent : vaste mouvement des locataires et résistance du petit commerce à la fiscalité en 1935.

Le P.C.I. clandestin, comme le courant animé par Nguyen An Ninh, ont gardé des liens étroits avec la paysannerie. « La Lutte » établit peu à peu dans le monde rural son propre réseau de correspondants. L'acuité des tensions sociales, au sein de la paysannerie, varie suivant les régions cochinchinoises. Dans les provinces centrales, les rapports économiques avec la ville sont parfois quotidiens, et « à la différence de l'Ouest ou du Nord-Ouest, les antagonismes sociaux et politiques semblent perçus plus clairement... La paysannerie du Centre vit ainsi les tensions d'un triple faisceau de rapports sociaux : la dépendance du paysan sans terre à l'égard du latifundiaire usurier, la ruine du petit producteur frappé par la crise, l'exploitation de son travail salarié. Surimposées à cette exploitation polymorphe, les exigences du fisc colonial. Cette imbrication ne peut que favoriser la diffusion des mots d'ordre de lutte sociale. Celle-ci s'appuie aussi sur la tradition de combativité paysanne et de résistance patriotique » de la région (pp. 201-202).

A la lecture du journal *La Lutte*, il semble bien que les antagonismes mis à jour durant les « soviets du Nghe-Tinh » restent à l'œuvre : « Le conflit profond du village oppose les paysans pauvres ou moyens aux notables. Il recoupe et même recouvre l'antagonisme entre grands propriétaires et paysans sans terres, mine la base rurale du système colonial, la commune vietnamienne. Vue par *La Lutte*, l'institution communale n'est plus qu'un organe corrompu d'exploitation de la paysannerie par les propriétaires » (p. 206). Quand les luttes paysannes reprennent, elles s'engagent avant tout contre l'impôt et la fiscalité. Mais l'identité lutte sociale et cause nationale apparaît à nouveau dans le monde rural.

Les mouvements de 1936-1937 vont prolonger ceux engagés en 1934-1935. La reprise économique (sensible dès 1934) ne profite pas à la population pauvre, mais elle encourage à la lutte. La répression engagée en 1935 n'a pas réussi à détruire l'ossature du mouvement communiste. C'est dans ce contexte de remontée profonde des combats sociaux et anticoloniaux au Vietnam que la victoire électorale du Front populaire et l'éclatement des grèves de 1936 en France vont avoir des conséquences très amples.

L'espoir suscité par la formation du gouvernement Léon Blum est immense. « Dès le printemps de 1936, un climat d'optimisme s'installe dans la population vietnamienne et persistera longtemps. Au Vietnam, le gouvernement de Front populaire a été vraiment populaire<sup>1</sup>. » Mais cet optimisme ne pousse pas à la

1. D. Hémerly, « Les communistes vietnamiens et le Front populaire (1936-1939) », *Critique communiste*, n° 14/15, mars - avril 1977, p.148.

passivité; le mouvement de masse connaît alors des développements sans précédent, tant sur le plan politique, avec la campagne pour le Congrès indochinois (de juillet à septembre 1936), que sur le plan social avec les grèves qui s'étendent de fin octobre 1936 à août 1937. Sur ces deux terrains, l'hégémonie prolétarienne s'affirme avec éclat.

Le mouvement pour le Congrès (Dong Duong Dai Hoi) n'a rien d'un cartel électoral d'organisation ou d'un groupe de pression élitiste. C'est un véritable mouvement de masse dont l'initiative revient à « La Lutte », mais qui est rapidement pris en charge à la base : 600 comités d'action, structures de consultation à la base, voient le jour. Les militants des organisations communistes clandestines (P.C.I. et trotskystes) jouent un rôle déterminant<sup>1</sup> dans l'extension de cette campagne visant à réunir un « cahier de vœux » à remettre à la commission d'enquête parlementaire du Front populaire. Il s'agit à la fois, pour les militants révolutionnaires, de conquérir de réelles libertés démocratiques et de préparer l'avenir des luttes.

La base de cette campagne est populaire. Son initiative est communiste. Pourtant son écho sera tel que la bourgeoisie constitutionnaliste sera forcée de s'y rallier momentanément. Ses représentants, tel Nguyen Phan Long, participent au comité d'initiative formé le 13 août; les « lutteurs » leur laissent une place numériquement importante. Mais ils ont dû accepter le principe des comités d'action à la base, et à l'initiative reste entre les mains des « lutteurs » : Nguyen An Ninh est membre du présidium, Nguyen Van Tao et Ta Thu Thau sont membres de la commission d'organisation qu'ils animent et qui sera la véritable direction de fait de la campagne.

C'est encore en Cochinchine que le mouvement pour le Congrès indochinois est le plus important (c'est là que l'administration recense plus de 600 comités). Il pénètre aussi bien les villages de la zone rurale que les entreprises et les quartiers urbains.

La victoire du Front populaire a aussi permis de donner une nouvelle envergure à l'action légale ou semi-légale du P.C.I. au Nord. Hoang Quoc Viet raconte, dans « Peuple héroïque », cette

1. Dans une revue critique, mais dans l'ensemble élogieuse, du livre d'Hemery, Tran Van Giau, devenu historien, souligne combien l'étude des événements centrée sur le travail légal de « La Lutte » risque d'estomper le rôle pourtant très important des organisations clandestines. C'est évidemment un danger de ce chapitre... Voir Tran Van Giau, « D. Hemery-Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine... », article de Nghien Cuu Lich Su (Études d'Histoire), n°1, janvier-février 1976.

période qui succéda à sa libération. « J'ai rencontré Tho Hieu, Luong Khanh Thien, Truong Chinh. Nous nous sommes répartis provisoirement en deux groupes : l'un semi-légal, l'autre clandestin. Je fus affecté au premier et chargé avec Truong Chinh de la publication des journaux du parti (...) Pour la première fois, en plein cœur d'Hanoï, sous le joug colonialiste, nous éditons officiellement des journaux du parti.

Dès que parurent nos journaux légaux, les masses affluèrent dans nos bureaux qu'elles considéraient comme des permanences officielles du parti. En même temps que les journaux, nous éditons un grand nombre de fascicules marxistes sur le communisme, l'évolution sociale, la lutte de la classe ouvrière, l'Union soviétique, le Front populaire français, le Front populaire espagnol, la révolution chinoise (...) Nous venions de faire un grand pas en avant sur le front idéologique<sup>1</sup>. »

Mais, à la différence de ce qui se passe en Cochinchine, ce développement de l'activité légale ou semi-légale communiste ne suffit pas seulement à dynamiser le mouvement pour le Congrès indochinois. Au Nord et au Centre Vietnam, il ne prend jamais réellement corps, reste contrôlé par les collaborateurs franco-annamites, et les comités du Congrès (au sommet) se dissoudront dès le début de septembre.

Par contre, au Sud, Marius Moutet, ministre socialiste, doit ordonner des mesures répressives graves pour briser le mouvement. C'est l'arrestation des dirigeants luttistes membres du comité d'initiative et de nombreux militants de base; Nguyen An Ninh, Nguyen Van Tao et Ta Thu Thau ne seront libérés qu'en novembre, après une longue grève de la faim.

C'est la fin provisoire de la campagne pour le Congrès indochinois. Son échec au Nord et au Centre Vietnam lui interdit de passer outre à la répression. Mais l'initiative populaire passe du terrain politique au terrain social. La vague de grèves de 1936-1937 commence. Elle va toucher « tous les pays vietnamiens, tous les secteurs de l'économie coloniale et tous les types d'entreprise, des ateliers lilliputiens aux quelques grosses entreprises modernes. Ainsi se sont mis en grève aussi bien les coolies des plantations d'hévéas du Sud, que les cochers de tilburys, les travailleurs des poteries artisanales de la région de Thudaumot, les ouvriers des salons de coiffure de Saïgon, les mineurs de charbon du bassin de Hongay, les ouvrières des filatures de coton de Nam Dinh, les

1. Hoang Quoc Viet, « Peuples Héroïques », dans « Récits de la résistance vietnamienne », Maspéro, pp. 121 et 126.

cheminots, les dockers de Saïgon, les coolies des décortiqueries de Cholon, etc<sup>1</sup> ... » Ces grèves sont partiellement spontanées, nourries par la dramatique baisse du pouvoir d'achat qui accompagne l'inflation et la dévaluation monétaire de 1936.

L'influence de cette vague de grèves est considérable parmi la paysannerie qui engage une série de luttes contre l'impôt, la fiscalité ou pour l'augmentation des gages. « La grève s'est diffusée par capillarité entre le monde urbain et la paysannerie, selon un mode de dispersion original, qui opère entre les entreprises d'une même industrie et entre les industries d'une même région ... » (p. 360). Si des régions entières ne sont pas touchées par ce mouvement, dans plusieurs provinces les grèves et la diffusion d'éléments de conscience ouvrière sont un fait rural autant qu'urbain. « La Lutte » se fait l'écho des revendications paysannes qui tendent à remettre à l'ordre du jour les clivages sociaux du conflit agraire. Si le mouvement paysan reste lent, les combats qui s'engagent alors préparent ceux des années à venir.

Durant cette période du milieu des années trente, la « direction du prolétariat » dans le mouvement national ne se réalise pas uniquement par le biais d'un Parti communiste porté à la tête d'un front de libération à l'implantation essentiellement paysanne. Elle s'inscrit physiquement dans la géographie des luttes. « Le mouvement communiste a opéré (...) une mutation. Après 1932, le mouvement légal a permis de transférer en milieu urbain le centre de gravité du communisme et de rééquilibrer le rapport entre luttes urbaines et luttes paysannes (...) Le pôle urbain a acquis pour un temps le rôle moteur, une nouvelle dialectique de la ville et de la campagne s'est instaurée, qui aura son plein effet dans la révolution à la fois citadine et villageoise d'août 1945. Ce n'est qu'avec la mise en place en 1946 d'une nouvelle structure historique, celle de la guerre de longue durée, que s'inversera la balance ville-campagne » (pp. 270-271).

le tournant de 1936 et l'apogée du trotskysme vietnamien

Le front uni noué au sein de « La Lutte » résistera une année

1. D. Hemery, « Les communistes vietnamiens et le Front populaire... », *op. cit.*, p. 151.



aux tensions nées de la victoire du Front populaire en France et des problèmes posés par les campagnes pour le Congrès indochinois et les luttes ouvrières. Cela est remarquable, car le contexte dans lequel agissent les « lutteurs » rend difficile le maintien d'une unité politique ample entre militants de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le P.C.I. dénonce violemment les trotskystes dans ses organes clandestins. Le Front populaire est une pomme de discorde de taille. En U.R.S.S., c'est la période des grands procès qui est ouverte. Et la campagne du Congrès indochinois pose directement le problème d'une alliance conjoncturelle avec les constitutionnalistes bourgeois.

Le succès même de « La Lutte » est probablement pour beaucoup dans la capacité du groupe à perdurer malgré le bouleversement de la situation nationale et internationale. Les échéances sont pressantes et exigent le maximum de responsabilités de la part des militants révolutionnaires. Le sectarisme est ressenti comme une erreur criminelle par ceux dont « La Lutte » porte les espoirs. Encore fallait-il qu'un terrain d'entente politique puisse être réellement trouvé en 1936-1937. Le groupe ne pouvait seulement survivre. Il devait aussi agir, quotidiennement et vite. Que ce terrain d'entente ait été, même momentanément, dégagé souligne une nouvelle fois la qualité des hommes qui animaient « La Lutte » et l'originalité des courants et organisations qu'ils représentaient.

La convergence d'orientation stratégique qui s'est manifestée entre l'Opposition de gauche indochinoise et le Parti communiste, de 1932 à 1935, est en passe d'être brisée. Mais les points d'accord l'emportent encore.

En ce qui concerne les problèmes internationaux, la polémique se fait plus dure sur la nature de la politique stalinienne et la situation en U.R.S.S. Mais les analyses semblent proches quant à l'enjeu de la guerre d'Espagne. En ce qui concerne la question nationale, les communistes vietnamiens, toutes tendances réunies, amorcent un tournant. A partir de 1936, les « lutteurs » mettront de plus en plus systématiquement en avant la revendication nationale. En ce qui concerne les objectifs politiques à avancer, « La Lutte » reste prudente et évite le maximalisme. Le groupe se garde aussi de tout optimisme aventureux. S'il exprime un avis favorable à l'annonce de la nomination du socialiste Marius Moutet au ministère des Colonies, il combat les illusions qui pourraient naître parmi la population vietnamienne après la victoire électorale du Front populaire : « Le régime capitaliste n'est pas encore menacé (en France), pas plus que le principe de colonisation<sup>1</sup>. »

1. *La Lutte*, 3 juin 1936, cité par D. Hémerly, « Révolutionnaires vietnamiens... » *Op. cit.*, p. 284.

« Pour être effectif, l'appui que La Lutte apporte au Front populaire n'est pas inconditionnel. Il s'adresse davantage — et sans réserve aucune — au mouvement ouvrier français qu'au gouvernement socialiste et radical. Le soutien accordé à ce dernier est en effet tempéré par une sévère critique de l'oubli du problème colonial dans le programme du Front populaire et par des mises en garde contre les illusions immodérées qu'il pourrait inspirer » (p. 284). Les peuples coloniaux, rappelle le journal, « ne se libéreront que par une lutte acharnée, non par une quelconque décision de caractère providentiel venant de Paris<sup>1</sup>. »

Accord aussi sur les perspectives du Congrès indochinois que les « lutteurs » semblent avoir adopté avant même la décision des organisations clandestines. Nguyen An Ninh précise le sens qu'ils accordent à cette campagne : l'initiative doit être prise en Indochine, le mouvement pour le Congrès ne doit pas déboucher sur la rédaction d'un cahier de vœux de notables, il doit être véritablement populaire et donner la parole aux masses laborieuses. Mais la campagne doit être largement ouverte : « Nous autres, groupe de "La Lutte", soucieux avant tout de rester en contact étroit et permanent avec la réalité, nous n'avons jamais fait preuve jusqu'ici d'une intransigeance imbécile ou d'un sectarisme borné et stérile (...), nous faisons appel aux hommes de toutes tendances pour la convocation d'un Congrès indochinois en vue d'élaborer un cahier de vœux à présenter au gouvernement métropolitain<sup>2</sup>. »

L'unité d'action est proposée aux constitutionnalistes, mais sans illusions. Il revient à Nguyen Van Tao, du P.C.I., de le rappeler dans une brochure publiée par le groupe : « Il est entendu que les travailleurs doivent marcher avec les capitalistes pour assurer le succès du Congrès indochinois (...) Toutefois, que l'on ne nous prête pas l'intention d'appeler à la collaboration de toutes les classes, encore moins de leur demander d'oublier les antagonismes qui les séparent sur le plan des intérêts<sup>3</sup>. »

Le Front uni de « La Lutte » ne résistera cependant pas à l'évolution trop rapide des événements. La politique de pression mise au pied du mur — organisation de la défiance à l'égard du Front populaire se heurte à la fois à l'immobilisme de l'administration coloniale et à la minceur extrême des concessions que Paris est prêt à faire. La répression reprend. Les libertés syndicales

1. *La Lutte*, 13 juin 1936, D. Hémerly, *op. cit.*, pp. 284-285.

2. *La Lutte* du 29 juillet 1936, D. Hémerly, *op. cit.*, p. 297.

3. Nguyen Van Tao, « Cho Duoc Thuc Hien Dong Duong Dai Hoi » (Pour réaliser le Congrès indochinois), août 1936, D. Hémerly p. 298, Slotfom III C 101.

ne sont pas accordées. L'amnistie des prisonniers est incomplète. La relance du mouvement pour le Congrès indochinois et le voyage de Duong Bach Mai à Paris ne peuvent modifier la politique de Marius Moutet. Déjà après l'arrestation, en septembre-octobre 36, des dirigeants de *La Lutte*, le ton du journal avait changé : « Après quatre mois de gouvernement de Front populaire, la situation politique et sociale de l'Indochine reste ce qu'elle était au temps des gouvernements Tardieu, Flandrin, Laval... La répression actuelle, autorisée, ordonnée par un ministre socialiste achève de nous édifier sur la politique coloniale du gouvernement de Front populaire<sup>1</sup>. »

La réorientation en cours dans les diverses composantes du communisme vietnamien va devoir se poursuivre. Le Parti communiste indochinois pour sa part, a amorcé dès la fin 1935, un prudent tournant par rapport à son congrès de Macao. Mais c'est lors de son comité central de septembre 1936, qu'il « décide de surseoir à l'application des programmes et documents » antérieurs<sup>2</sup> dans une lettre aux militants, qui expose la nouvelle orientation vers le « Front populaire anti-impérialiste ». Le C.C. agit « en s'inspirant des conseils reçus des camarades des autres partis (...) afin de se conformer à la ligne politique du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste<sup>3</sup>. » Pour l'essentiel, le P.C.I. tente de réévaluer le rapport entre luttes de classes et lutte nationale et d'en tirer toutes les conséquences, tant en ce qui concerne la ligne avancée que les méthodes d'organisation.

Le C.C. commence par critiquer la tendance « insurrectionnaliste » de certains membres du parti : « Il est incontestable qu'une révolution politique ne s'accomplit pas sans une insurrection armée, mais il n'en est pas moins vrai qu'une insurrection ne peut se déclencher que lorsque les conditions subjectives et objectives ont été réalisées, que lorsque les circonstances locales et nationales s'y prêtent, que lorsque, enfin, il y a une large participation des masses » (pp. 2-3 du document). Le moment favorable n'étant pas venu, il faut préparer l'insurrection armée par une lutte quotidienne sur des objectifs revendicatifs immédiats.

Le rapport entre lutte sociale et émancipation nationale tend à être inversé par rapport à ce qu'il était dans la période précédente.

1. *La Lutte* du 1<sup>er</sup> octobre 1936, D. Hémery, *op. cit.*, p. 326.

2. « Lettre confidentielle du comité central du Parti communiste indochinois aux membres du Parti et aux Jeunesses communistes de Cochinchine », Annexe à la note de la Sûreté du 7 décembre 1936. Slotfom III C 59, p. 2 de l'annexe 1.

3. pp. 1 et 2 du document dactylographié. Slotfom.

« La tâche principale de la révolution indochinoise est d'assurer l'émancipation des races. Il en résulte que tous les partis nationalistes doivent être considérés comme nos alliés<sup>1</sup>. » Or, trop de camarades combattent le V.N.Q.D.D. ou tentent de le discréditer. Il faut saluer le développement des forces nationalistes comme un symptôme positif et agir avec plus de finesse à leur égard.

Le P.C.I. a précédemment « attribué à la lutte des classes une importance telle qu'elle nous a fait oublier la place prépondérante que doit occuper l'émancipation des races dans la phase actuelle de la révolution » (p. 5). Il faut savoir profiter des tendances anti-coloniales qui naissent dans les milieux d'agrariens et de capitalistes locaux : « Il est hors de doute que nous ne pouvons pas compter sur l'ensemble de la bourgeoisie locale pour déclencher une révolution anti-impérialiste, tant la lutte des classes et la crainte d'être renversée l'effraient. Cependant, si nous voulons pour le moment mettre au premier plan l'émancipation des peuples et reléguer au second plan la lutte des classes, nous pourrions gagner certainement à notre cause quelques éléments bourgeois à tendances nationalistes » (pp. 5-6).

Il faut à la fois dénoncer les exigences anti-ouvrières de la bourgeoisie et soutenir celles de ses revendications qui ne portent pas atteinte aux classes laborieuses. Les revendications démocratiques intéressent toutes les classes, et si le nationalisme réformiste reste un obstacle au développement du mouvement révolutionnaire, les partis ou groupements nationaux ou réformistes peuvent être entraînés dans un « front unique anti-impérialiste ».

Certains camarades récemment sortis de prison critiquent la nouvelle ligne. Mais « notre comité central déclare avec force qu'en préconisant la collaboration des partis, il n'a pas l'intention de se convertir au réformisme, la formation d'un front unique anti-impérialiste est une tactique révolutionnaire, des plus adroites, des plus souples, des plus efficaces, pour assurer l'unité d'action dans l'entraînement de toutes les masses indochinoises dans la vaste lutte pour la Paix, la Liberté et le Riz » (p. 8). (Les derniers mots font écho à la devise du Front populaire français : « le pain, la paix, la liberté »). La lutte pour l'unité d'action vise à élever la conscience politique des masses et ne s'adresse qu'aux partis ayant un minimum d'implantation. Selon la résolution, le double exemple

1. p. 4 du document. Cette traduction diffère légèrement de celle citée par D. Hémerly (p. 289 de son livre). Dans sa traduction, « races » est remplacé par « nations » dans ce passage et les suivants. Il importe de rappeler que la traduction de la plupart des documents ici cités est le fait des services de la sûreté. Mais elle semble être, dans l'ensemble, assez fidèle.

du Front populaire français et de la campagne pour le Congrès indochinois montre l'efficacité de cette orientation.

La définition des modalités concrètes de la nouvelle ligne est laissée aux militants de chaque localité, le C.C. ne peut déterminer la tactique propre à chaque région. Mais, de façon générale, « les membres des Comités d'action unifiés seront désignés par les masses, par voie de suffrage publiquement exprimé. En cas de conflit, suivi du désir manifesté par un des partis en cause de retirer sa collaboration ou de dissoudre le Comité d'action unifié dont il aura fait partie, la question devrait être discutée publiquement, devant les masses » (p. 12).

Le P.C.I. devra garder sa pleine indépendance organisationnelle et programmatique, sa capacité de critique. Parti clandestin se proposant de travailler avec des formations réformistes légales, il doit adopter la « collaboration indirecte » : envois de camarades incognito, usage des groupements légaux et semi-légaux animés par le P.C.I... « Il est certain qu'un Front populaire clandestin ne rassemblera qu'une infime partie des masses et qu'en revanche l'organisation en plein jour risque de nous perdre. Aussi, l'emploi combiné des méthodes de travail légal, semi-légal et clandestin est-il conseillé pour la réalisation du Front préconisé » (p. 14). Le comité de convocation du Congrès indochinois est le premier pas vers la formation d'un Front populaire anti-impérialiste. Pour aller de l'avant, « il faut songer dès maintenant à créer des comités permanents d'action unifiée (élus au suffrage universel par les masses)<sup>1</sup>. »

Dans ce contexte, « nous devons soutenir le Front populaire de France (...) Il est indéniable que tôt ou tard des réformes seront opérées ici. Cependant, pour éviter des déceptions cruelles, il importe de ne pas former trop d'espairs sur le nouveau gouvernement, surtout de ne pas espérer qu'il rendra l'indépendance à l'Indochine. Pourquoi ? Parce que ce gouvernement n'est pas essentiellement socialiste et qu'il n'est pas non plus un gouvernement émanant de la dictature du prolétariat. Il administre une nation capitaliste dans le cadre de la légalité capitaliste » (p. 16). Les revendications avancées doivent donc être élémentaires, et le soutien au Front populaire doit s'accompagner d'une critique éventuelle des actions des Partis socialiste et radical-socialiste.

Enfin, le problème de la clandestinité reste posé. « L'Indochine est une colonie où la terreur blanche sévit dans toute sa férocité. Nous avons commis la plus grave faute en adoptant jusqu'ici les

1. p. 15. De tels comités ne verront jamais le jour. Les 600 comités d'action de Cochinchine ne seront pas élus.

méthodes d'organisation légales pratiquées dans les autres pays, ce qui ne répond nullement à la situation en Indochine<sup>1</sup> (...)» La lettre se termine par toute une série de directives concernant les divers secteurs de travail (recrutement sélectif, extension du travail jeune et suppression des J.C. clandestines, changement de nom des organisations ouvrières ou paysannes et du Secours Rouge, dissolution de la Ligue anti-impérialiste, unité de direction et travail des fractions communistes...).

Les militants trotskystes ont eux aussi prôné l'unité d'action avec les constitutionnalistes, et ont commencé à revaloriser la revendication nationale. Mais deux orientations contradictoires se dégagent face à la menace croissante de guerre mondiale. Surtout, il ne sera bientôt plus possible de déterminer une attitude commune à l'égard du Front populaire français. Question d'autant plus délicate que le Komintern ordonne, le 10 mai 1937, au P.C.I., de rompre le front uni avec les trotskystes. Enfin, les organisations clandestines gagnent rapidement en force, elles ont leurs propres canaux d'action légale ou semi-légale et le rôle de « La Lutte » en est amoindri.

La polémique se fait plus aigre entre le P.C.I. et les organisations trotskystes. L'hebdomadaire légal *le Militant* reparait en mars 1937 et mène une campagne contre le Front populaire, ainsi que d'autres publications trotskystes : « Les partisans de la III<sup>e</sup> internationale persistent à soutenir le Front populaire, aléguant que celui-ci n'est pas responsable des actes du gouvernement de Front populaire et du Gouvernement de l'Indochine. La réalité est que sans l'appui du Front populaire, il n'y aurait pas de gouvernement de Front populaire et que, sans la confiance accordée par celui-ci à Brévié, sans la confiance accordée à son tour par celui-ci aux chefs d'administration locaux et ainsi de suite, il n'y aurait pas eu ces répressions dont souffrent les masses indochinoises<sup>2</sup>. »

Le P.C.I. tente, pour sa part, de maintenir une politique à trois niveaux : soutien au Rassemblement populaire, soutien critique à son gouvernement et lutte contre le gouvernement d'Indochine. C'est vouloir ignorer l'interdépendance de ces divers « niveaux » que décrit le *Tien Quan*. Les « lutteurs » sont réélus triomphalement au conseil municipal de Saïgon lors des élections

1. p. 16. Le jugement porté sur le mode d'organisation de l'action du parti semble bien unilatéral. Mais cette insistance sur la clandestinité tranche sur le ton des résolutions qui seront adoptées ultérieurement par le C.C.

2. Le *Tien Quan* du 15 mai 1937. Slotfom III C 59, cité par D. Hemery, *op. cit.*, p. 400.

de mai 1937 : Ta Thu Thau, Nguyen Van Tao et Duong Bach Mai emportent les suffrages. Le 1<sup>er</sup> mai 1937 est aussi un succès populaire et ouvrier – c'est la première fête du travail légale – et le meeting organisé par « La Lutte » rassemble des milliers de travailleurs urbains et ruraux. Duong Bach Mai justifie publiquement, dans le numéro de juin de *La Lutte*, la poursuite de l'unité avec les trotskystes. Pourtant, malgré les succès de « La Lutte », le débat ne peut plus être contenu. Les divergences vont être publiquement exposées dans le journal du groupe, avant qu'il ne scissionne, le 9 juin 1937.

La polémique publique oppose, en mars-avril 1937, Nguyen An Ninh et Ta Thu Thau puis, en mai, Ta Thu Thau et Hong Qui Vit (ou Ha Huy Tap, alors secrétaire général du P.C.I.)<sup>1</sup>. Bien que Nguyen An Ninh rallie pour l'essentiel les propositions du Parti communiste, trois démarches différentes se confrontent.

Ninh ne se situe dans aucun courant international. Il se garde de juger si le Front populaire « est utile ou nuisible aux masses travailleuses de France ». Mais il reconnaît avoir « perdu tout espoir en le gouvernement métropolitain » et être convaincu qu'il « n'accordera rien d'intéressant et de plein gré aux peuples coloniaux. » C'est à la masse d'arracher les réformes essentielles. Mais Nguyen An Ninh craint avant tout l'isolement des forces révolutionnaires en Indochine. Aussi ténue soit-elle, il espère encore dans la possibilité de réunir toutes les forces progressistes dans un vaste « Rassemblement populaire » indochinois, dont la composition restera à déterminer en pratique. Il se défend d'abandonner la perspective socialiste, mais veut éviter de « braquer » quiconque est susceptible de rejoindre un tel « Rassemblement ». Pour cela, il est « prêt à se taire » sur le bilan du Front populaire français. Il intériorise la difficile situation des masses indochinoises et tente d'y répondre par un élargissement de l'action politique élémentaire. Le « Front prolétarien » de Ta Thu Thau ne serait qu'un pis aller, une perspective de repli en cas d'échec ultime du « Rassemblement populaire ».

Hong Qui Vit parle, lui comme militant de la III<sup>e</sup> Internationale. Il situe sa politique en Indochine au sein d'une stratégie internationale défensive. C'est au nom de la lutte antifasciste qu'il critique le refus de Ninh de caractériser les fronts populaires européens. Il défend pour sa part ceux d'Espagne et de France qui se « sont constitués dans les limites légales de la constitution bour-

1. On trouvera ces articles dans les numéros de *La Lutte* regroupés aux archives de l'Institut International d'Histoire Sociale à Amsterdam, comme dans les annexes de la maîtrise universitaire qui a servi de base à ce livre.

geoise, dans des conditions où la menace de fascisme est grandissante, et le danger de guerre impérialiste imminent, et où les masses populaires placées sous son influence (...) ne forment encore qu'une minorité dans les deux pays.» Il réaffirme la position d'alors du P.C.I. par rapport au Front populaire (différente de celle de Ninh) : défense du gouvernement métropolitain contre toute attaque fasciste, soutien de ses mesures progressistes et critique ouverte de ses « erreurs », organisation d'une pression populaire sur le gouvernement français et lutte contre le gouvernement indochinois, contre la réaction coloniale et pour l'épuration de l'administration locale. Avec Ninh, il dénonce le caractère « sectaire », « ouvrieriste », de Ta Thu Thau, prône l'élargissement de l'action politique des communistes à une tactique « souple » et des mots d'ordre « simples ». Il définit, en citant Dimitrov, le Front populaire comme « l'élargissement du front prolétarien ».

Ta Thu Thau répond à un double titre à ses contradicteurs. Il parle au nom de la tradition créée par « La Lutte », où il est devenu majoritaire et dont il s'affirme le continuateur. Et il analyse la situation mondiale avec les yeux d'un militant de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il reconnaît caractériser la révolution indochinoise à venir comme « prolétarienne » (au lieu de « démocratique bourgeoise »). Mais il se défend vigoureusement de l'accusation de sectarisme. Il fait du socialisme une *perspective* et non un *mot d'ordres*, et rappelle la participation majeure des militants trotskystes à la campagne du Congrès indochinois. Il admet la nécessité de préconiser des « alliances » conjoncturelles avec la bourgeoisie indigène, mais rejette la politique de « bloc » permanent qui est celle des fronts populaires, où le prolétariat perd et l'indépendance et l'hégémonie; politique qu'il craint être celle de ses contradicteurs. Il souscrit à la nécessité de travailler dans toutes les couches de la société, mais du point de vue du prolétariat et de sa perspective propre. Surtout, il affirme qu'il est grand temps de faire ce qu'a décidé « La Lutte » : passer dans l'opposition au gouvernement français. Il continue de situer l'action de masse indochinoise en convergence avec celle des masses françaises, et ne perd pas espoir en de nouveaux développements européens. Il lance une double mise en demeure : à Ninh d'abord, en lui demandant d'expliquer *qui* pourrait entrer dans son « Rassemblement populaire », après l'échec des actions unitaires antérieures de « La Lutte » ; à Hong Qui Vit ensuite, en le mettant au défi de défendre *concrètement* la politique du P.C.F. et des fronts populaires, français ou espagnol. Il préconise donc la constitution d'un « front prolétarien » susceptible de rallier autour de lui les autres couches sociales populaires, en impulsant un front uni à la base et en aidant les masses petites-bourgeoises à se détacher de



leurs chefs contre-révolutionnaires. Pour Thau, le danger principal qui menace le mouvement révolutionnaire est celui du « néo-constitutionnalisme », c'est-à-dire de la collaboration franco-annamite au nom de la défense du Front populaire.

Le débat est difficile, l'injure est prête à percer sous le respect que se manifestent encore les protagonistes de la polémique; chacun proteste contre les déformations de ses positions qu'il voit chez l'autre. Mais c'est sur la politique concrète à l'égard du Front populaire que les divergences vont pratiquement se cristalliser. Les militants du P.C.I. veulent éviter la scission de « La Lutte », qui s'opère en leur défaveur. Mais quand le groupe vote la condamnation du Front populaire, ils rompent.

Le P.C.I. restera, et de loin, la principale organisation communiste en Indochine, quant à la « surface » nationale, l'implantation paysanne et ouvrière et la direction des associations ou syndicats, la solidité organisationnelle. Le mouvement trotskyste est très inégalement implanté. Mais la croissance rapide qu'il connaît, en 1936-1939, est symptomatique. On peut dire que, compte tenu du rapport des forces de départ entre lui et le P.C.I., il l'emporte politiquement durant cette période. Il gagne la majorité dans *La Lutte* qui devient, après la rupture, un organe de presse trotskyste. Si Nguyen An Ninh reste avec le P.C.I., d'autres, comme Tran Van Thach rejoignent l'Opposition de gauche. Le mouvement trotskyste commence à se renforcer au Nord et certains de ses membres participent au journal *Le Travail*, publication légale du P.C.I. Dans le Sud, son implantation ouvrière s'étend. Le P.C.I. dirige le Tong Cong Hoi (syndicat général des travailleurs). Ses militants sont implantés avant tout à l'Arsenal, le F.A.C.I. (Foyers, ateliers et chantiers mécaniques de l'Indochine), Shell, etc. Le mouvement trotskyste, lui, anime le Lien Hiep Uy Tho Thuyen (Fédération générale des travailleurs). Ses points forts sont à l'Arsenal, aussi, dans les chemins de fer, à la Compagnie des eaux et forêts, etc.

En juillet 1935, une ligue des communistes internationaliste s'est constituée (Lien Doan Cong San Quoc Te Chu Nghia), sur l'initiative de Luu Sanh Hanh. Elle publie la revue *Cach Mang Thuong Truc (Révolution permanente)* et le journal *Tien Dao (l'Avant-Garde)* avec l'aide de Ho Huu Tuong. Malgré des arrestations en juin 1936, elle recrute dans une quarantaine d'entreprises. « Pour le mouvement trotskyste, écrit D. Hemery, c'est le début d'une implantation réussie dans la région de Saïgon, dont on peut d'ailleurs mesurer l'importance à la fréquence des mises en garde de la presse communiste clandestine contre le trotskysme » (p. 399).

Le trotskysme vietnamien atteint l'apogée de son influence

en 1939, au moins dans la région saïgonnaise. Le 30 avril, « La Lutte » nouvelle manière, emporte haut la main les élections au Conseil colonial. Ta Thu Thau, Phan Van Hum et Tran Van Thach sont élus, face aux candidats constitutionnalistes et du P.C.I., malgré un collège électoral très restreint. Le test est probant quant aux aspirations des masses populaires ou petites-bourgeoises que les trotskystes ont su cristalliser. Le phénomène d'identification entre cause nationale et cause sociale — d'identification entre anti-colonialisme et internationalisme aussi — se poursuit. Le maintien d'une ligne anti-impérialiste *de classe* s'illustre à la lecture de « La Lutte ». Le numéro du 5 juin 1938, par exemple, barre la première et la dernière page de deux mots d'ordre imprimés en gras : « En régime capitaliste, pas de défense nationale — Lénine » et « Les prolétaires n'ont pas de patrie — Marx ». Pourtant, les militants trotskystes, à la différence des années 1934-1935, mettent essentiellement en avant la question nationale. « C'est leur réponse à la revendication d'indépendance qui explique leur progression en 1938-1939 (comme dans le cas cinghalais) » (p. 111, note).

Il est de plus en plus clair que la *question clé* de la situation indochinoise est celle posée par le Front populaire. « La Lutte » nouvelle manière ne se fait pas plus « aventuriste » que celle des années précédentes. Les militants trotskystes qui poursuivent la rédaction du journal continuent de protester contre les accusations de « sectarisme » portées contre eux par la presse du P.C.I. « Seul les menteurs effrontés de “l'Avant-Garde” osent affirmer que nous ne voulons pas “marcher” avec la bourgeoisie libérale ». Quant à l'attitude du groupe à l'égard du Front populaire français, elle est « dictée par le *réalisme révolutionnaire* : appuyer de toutes ses forces le moindre pas en avant, combattre implacablement le moindre pas en arrière ». C'est ainsi que l'on peut « en tout moment œuvrer pour un véritable Front de lutte qui sera la négation du Front populaire de capitulation », c'est-à-dire lutter pour le « front ouvrier et paysan<sup>1</sup> ». L'auteur anonyme de cet article d'octobre 1937 (il signe « un trotskyste ») se déclare même prêt à participer à un éventuel Front populaire indochinois s'il voyait le jour (quitte à y adhérer sans en signer le programme, si ce dernier était inacceptable) afin de « réaliser l'unité d'action du peuple ». Mais les priorités ont changé; elles passent de la pression sur le ministère socialiste à l'organisation de la défiance à l'égard du gouvernement Blum, puis à la lutte contre les mesures adoptées par le Front

1. Article de *La Lutte* p. 173 et 174 du 17 octobre et du 24 octobre 1937 : « Front populaire indochinois ? (lettre à un sympathisant du Tonkin) ».

populaire : répression, emprunt de défense nationale (français), etc. « Après 1937, les trotskystes sont en pleine ascension au Sud, parce qu'ils maintiennent une ligne anti-impérialiste intransigeante. Ils combattent ouvertement la politique du gouvernement de Front populaire, préconisent le boycott de l'effort de guerre français, prêchent le défaitisme et réclament la convocation d'une assemblée constituante. » C'est dans ces conditions qu'ils renouvellent, en 1939, « la déroute du nationalisme réformiste, le constitutionnalisme, sur son propre terrain social<sup>1</sup>. »

Le bilan des années trente est exceptionnellement favorable aux marxistes vietnamiens. Le contexte mondial est pourtant défavorable, marqué à l'Ouest par la montée du nazisme en Allemagne et débouchant sur la défaite de la révolution espagnole, marquée à l'Est par l'échec sanglant de la seconde révolution chinoise et la grande retraite de la « Longue Marche ». Fait remarquable, durant toute cette période, *la revendication nationale apparaît à l'intérieur du cadre déterminé par la lutte sociale, le combat de classe.*

« Il n'est pas paradoxal d'estimer, écrit Daniel Hemery, que la seule réponse authentiquement nationale consistait précisément, en 1934-1935, à mettre en avant le point de vue de classe. Attitude qui (...) seule rend possible le dépassement du nationalisme qui vient précisément de montrer que son désarroi et son impuissance à combattre victorieusement la colonisation (...) La jeune classe ouvrière vietnamienne ne peut se constituer en force dirigeante de la nation qu'en devenant force indépendante. Les deux processus de l'autonomie et de l'hégémonie se nouent ainsi dans un même moment historique, celui de la clarification des rapports de classe » (pp. 111-113).

On a vu combien les relations entre mouvement national et mouvement social, entre luttes urbaines et rurales, entre combat politique et militaire, entre revendication démocratique et revendication nationale, apparaissent bien souvent inversées par rapport à ce qu'elles seront durant la période des « Fronts de libération » armés, Vietminh, Lien Viet, F.N.L. *Pourtant, à y regarder de plus près, l'expérience des années trente semble bien*

1. D. Hémerly, « Les communistes vietnamiens et le Front populaire... », *op. cit.*, p. 154.

*avoir été une précondition à la constitution de ces fronts-là.*

Du vietminh au F.N.I., les « fronts » vietnamiens diffèrent en effet largement de ceux fondés dans d'autres colonies ou semi-colonies. A la différence de l'alliance nouée en Chine, en 1925-1927, entre le P.C.C. et le Kuomintang, le Parti communiste vietnamien est libre de toute dépendance à l'égard d'une formation bourgeoise. A la différence du « front uni anti-japonais », en Chine toujours, les « fronts » vietnamiens ne sont pas le cadre politique d'une confrontation avec une puissante organisation nationaliste bourgeoise. « Fronts » organiquement intégrés sous la direction exclusive du P.C., ils interdisent de fait toute participation de forces bourgeoises substantielles. Cette direction sans partage des communistes les différencie des multiples mouvements de libération — du Fath palestinien au M.P.L.A. angolais — animés par les courants nationalistes petits-bourgeois. L'ouverture politique affirmée fréquemment par la direction Ho Chi Minh n'a jamais remis en cause ce rôle du P.C. vietnamien. Divers facteurs ont joué là, dont la très grande faiblesse sociale de la bourgeoisie indigène. Mais l'affirmation préalable de l'autonomie politique de la classe ouvrière et le gain de l'hégémonie du mouvement communiste dans le mouvement national étaient indispensables au maintien de ce rôle. D'où l'importance des années trente pour les luttes de libération qui devaient suivre : « La mise à jour des implications de classe de la lutte nationale a permis d'assurer (ou d'achever) le transfert de l'hégémonie dans la nation non pas à un néo-nationalisme, mais au communisme » (p. 428).

Il reste que le mouvement ne peut continuer sur sa lancée des années 1936-1937. Le contexte se modifie trop profondément, et l'espérance d'une synchronisation réelle des luttes sociales, en France et dans la colonie, s'estompe. Le tournant droitier opéré par l'I.C. et la faiblesse persistante de la IV<sup>e</sup> Internationale pèsent chacun à leur manière sur l'évolution et l'avenir de leurs sections respectives en Indochine.

La répression des années 1939-1940 détruira pour l'essentiel le mouvement trotskyste. Ta Thu Thau est arrêté à plusieurs reprises — il restera à demi-paralysé. Les organisations trotskystes n'avaient encore ni l'implantation sociale, ni l'extension nationale, qui leur auraient permis de résister victorieusement à l'offensive répressive du gouvernement français et de l'administration coloniale.

Le P.C.I. est la seule composante du mouvement communiste vietnamien à être à même de reprendre l'initiative au début de la seconde guerre mondiale. Encore faut-il qu'il sorte de la contradiction entre sa fidélité au P.C.F. et à la politique de l'I.C. et sa

volonté de répondre aux exigences du combat d'émancipation des masses indochinoises. La politique de « Front démocratique » qui est la sienne après 1937 va connaître un échec qui n'est pas sans poser quelques problèmes quand à sa validité et sa viabilité. « De toute évidence, la stratégie de front populaire, si elle offre diverses possibilités en matière d'alliance à l'intérieur du mouvement national, place le (P.C.I.) dans une situation particulièrement inconfortable vis-à-vis de l'adversaire français, puisqu' (il est) tendanciellement menacé d'avoir à soutenir le gouvernement colonial. D'autant plus que l'Internationale communiste a abandonné en 1936 l'éventualité d'un développement révolutionnaire des fronts populaires » (p. 400). Or « les communistes ne peuvent aller jusqu'au terme logique de leur réorientation sur une ligne nationale et patriotique (à savoir la fondation du Vietminh en 1941), puisqu'il leur faut, au moins en apparence, soutenir le Front populaire français » (p. 418).



le deuxième tournant  
vers les  
« fronts de libération »

## du front démocratique au vietminh

Le « Front démocratique » pour la constitution duquel lutte le Parti communiste indochinois durant les années 1936-1939 ne verra jamais le jour. En juillet 1939, il est encore présenté comme un objectif à atteindre par Ho Chi Minh dans un rapport envoyé à l'I.C.<sup>1</sup>. Ces années apparaissent comme une période de transition entre la précédente, placée sous le drapeau de la lutte de classe, et celle du Vietminh. Mais cette transition s'opère au prix de dangereuses tensions internes dans le mouvement communiste. C'est aussi une période de crise; crise d'orientation soumise aux exigences contradictoires de la politique du P.C.F. et de l'I.C. d'une part et des données nationales des luttes d'autre part; crise organisationnelle aussi, même si elle reste localisée dans ses manifestations les plus ouvertes; crise, peut-être, dans les liens du P.C.I. avec le mouvement communiste stalinien international.

La période 1937-1941, qui voit le P.C.I. œuvrer à la formation d'un « Front démocratique » puis opter pour la constitution du Vietminh, reste l'une des plus difficile à analyser. La documentation disponible n'est que très parcellaire, comme pour bien d'autres périodes de l'histoire du P.C.I., il est vrai. Or, au vu des contra-

1. Ho Chi Minh, « Ecrits... », *op. cit.*, « La ligne du Parti durant la période de Front démocratique (1936-1939), pt. 2, p. 40.



dictions qui traversent le mouvement communiste durant ces années charnières et des problèmes politiques qui se posent alors, il serait particulièrement important de pouvoir confronter la pratique effective aux documents d'orientation, prendre la mesure exacte des courants divergeants qui se sont fait jour, connaître les éventuelles positions en présence, analyser l'évolution réelle de l'implantation de masse du P.C.I. et la gravité des pertes subies lors des répressions de 1939-1940.

Ces données manquent pour l'essentiel, et cette absence contraint bien souvent à des déductions hypothétiques. On ne tentera donc pas dans ce chapitre de fournir un bilan équilibré de l'activité du P.C.I. durant ces années ou de proposer une appréciation précise de l'ampleur des tensions qui surgissent alors. Mais l'existence de ces tensions apparaît clairement. Quitte à se livrer à des conjectures, il faut essayer de situer les contradictions internes au mouvement communiste vietnamien de la période du « Front démocratique », d'en comprendre les données politiques et d'en jauger la portée. L'interprétation des événements qui conduisent à l'abandon de l'orientation adoptée en 1937, puis à la création du Vietminh, dépend évidemment pour une part de l'appréciation que l'on porte sur la politique du Komintern au moment du Front populaire et du Pacte germano-soviétique. Mais il est impossible de fonder ici ce jugement qui touche à l'histoire du mouvement communiste mondiale dans l'entre-deux-guerre<sup>1</sup>.

## l'échec du front démocratique

La période du Front démocratique est donc lourde de

1. On devrait trouver une interprétation de la période de « Front démocratique » quelque peu différente de celle avancée ici dans un mémoire de maîtrise actuellement préparé à Paris VII-Vincennes par Alain Orsini. Quand au jugement porté sur la politique du Komintern, il se rattache à celui du mouvement trotskyste mondial et de la quatrième Internationale.

Par ailleurs, la lecture des textes du P.C.I., même internes, se heurte à quelques difficultés. Le P.C.I. pratique en effet fréquemment un « langage à divers niveaux », double ou triple, destinés à des auditoires différents. Cette pratique était particulièrement évidente lors de la deuxième guerre de libération, le programme avancé au nom du F.N.L. se limitant à exprimer les objectifs tactiques du moment. Alors que les documents du P.T.V.N. annonçaient la transcroissance socialiste de la révolution au Sud. Cette combinaison était déjà certainement à l'œuvre entre les deux guerres.

tensions et de déviations contradictoires. Les jugements portés depuis que ce soit par Ho Chi Minh ou par la Commission d'histoire du parti, l'admettent, même si la question est traitée brièvement. Pour sa part, Ho Chi Minh, dans son rapport au II<sup>e</sup> Congrès du parti en 1951, souligne l'existence de « lacunes : parfois le travail de direction ne collait pas aux réalités, cédait à la tendance à l'action légale, se laissait griser par des succès partiels, négligeait de consolider les organisations clandestines du parti. Celui-ci n'a pas expliqué clairement sa position sur la question de l'indépendance nationale. Certains camarades collaboraient, en violation des principes, avec les trotskystes<sup>1</sup>. » A cette liste déjà longue, et parfois à l'*inverse*, la « Brève Histoire du P.T.V. » ajoute la critique des « déviations gauchistes, telles que le sectarisme et l'étroitesse d'esprit, l'exploitation incomplète des possibilités légales et semi-légales, en vue de faire avancer le mouvement (...) ou bien le souci excessif de gagner la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, au risque de négliger le renforcement et le développement des forces révolutionnaires ouvrières et paysannes, de sous-estimer l'alliance des ouvriers et des paysans<sup>2</sup>. »

Trouver la « ligne juste » entre les déviations gauchistes et droitières semble avoir été difficile. Et Ho Chi Minh reconnaît qu'« après l'échec du Front populaire en France et le déclenchement de la dernière guerre mondiale, le mouvement du Front démocratique dans notre pays fut l'objet de la répression colonialiste et notre parti se trouva, pour un temps, dans une situation embarrassante<sup>3</sup>. »

Deux « déviations » contradictoires par rapport à la ligne du C.C., se sont fait jour, l'une carrément droitière, l'autre dite « gauchiste ». Elles s'expliquent aisément dans le contexte de l'époque. Le P.C.I. est resté une organisation où coexistent des courants (voire des fractions ?) différenciés. Vu son origine, et malgré l'expérience de la première moitié des années trente, nombre de militants doivent continuer à subir l'influence nationaliste. Le tournant de 1936 leur donne l'occasion de se manifester à nouveau. A l'opposé, la pression trotskyste – ou la volonté de maintenir la ligne antérieure – se fait sentir. Enfin, l'influence directe du P.C.F. (et de l'I.C. ?) doit être inégale suivant les régions et les cadres. En conséquence, la façon d'harmoniser peu ou prou la ligne du P.C.I. avec celle de son organisation-sœur française doit varier. Or, la ligne du B.P. du P.C.I. s'affirme alors substantiellement différente de

1. Ho Chi Minh, *Écrits*, op. cit., p. 106.

2. *Brève Histoire du P.T.V.*, op. cit., p. 23.

3. Ho Chi Minh, *Écrits*, op. cit., p. 106.

celle du P.C.F. (et de Moscou). Les politiques divergentes que l'on sent à l'œuvre, à la lecture des documents de la direction, n'existent peut-être qu'en « pointillés », mal dégagées de la recherche d'un consensus. Elles n'en prennent pas moins corps dans des pratiques différentes. Ces courants auraient pu donner naissance à trois orientations constituées : un alignement inconditionnel sur l'I.C. et Moscou; un éloignement programmatique d'avec le Komintern et un rapprochement avec le courant trotskyste; le dégagement, dans un contexte il est vrai largement modifié, d'une nouvelle « ligne Ho Chi Minh », prélude à la naissance d'un véritable « communisme vietnamien » au sein de l'I.C. stalinisée, à l'instar de la « sinisation » du marxisme en cours dans le P.C. chinois. Il était probablement prévisible que la dernière de ces possibilités l'emporterait. Mais il fallait néanmoins que le P.C.I. traverse l'épreuve du Front populaire et de la réorientation qui suivit.

La ligne « à étage » avancée en 1936-1939 par le P.C.I. est particulièrement difficile à appliquer et facilite tous les « malentendus » quand elle doit passer dans la pratique. Des oscillations se manifestent très tôt et jusque dans les organes dirigeants. A témoin, le « message secret du 3 octobre 1936 » envoyé aux militants par le « Bureau dirigeant à l'extérieur du P.C.I. » et corrigé en introduction par un avertissement du Comité central<sup>1</sup>.

Le C.C. précise que depuis le Congrès de Macao de 1935, le Comité directeur n'est en principe plus chargé que du travail extérieur à l'Indochine (à la différence de la période 1933-1935 durant laquelle le C.C. était détruit). Le Comité central « approuve le contenu de ce message dans ses grandes lignes », mais « pour prévenir la surprise des camarades au sujet de quelques points de ce message du Comité directeur », il croit devoir insister sur plusieurs questions. Il modère la critique anti-trotskyiste (le journal *Le Militant* vient en effet de suspendre sa publication en signe de bonne volonté unitaire). Il rappelle que « La Lutte » n'est pas l'organe du P.C.I., mais celui du Front uni, et que le « maximalisme » de « La Lutte » n'est pas responsable du départ du mouvement pour le Congrès indochinois d'une partie des constitutionnalistes. Qu'enfin, le Comité directeur a écrit son message avant d'avoir connaissance d'un télégramme de Marius Moutet autorisant le gouvernement indochinois à réprimer le mouvement de masse. Le C.C. apparaît là plus « à gauche » dans sa façon de préconiser l'application de la nouvelle orientation

1. Slotfom III 59, « A l'égard de la bourgeoisie ». Annexe, à la N.P.M. de janvier 1937.

que le Comité directeur (ce dernier étant plus directement lié à l'I.C. ?).

Fin août 1937, après le tournant répressif du régime colonial et l'échec de la grève générale des cheminots du Transindochinois (du 3 juillet au 5 août), le Comité central du P.C.I. se réunit en « conférence élargie ». A cette occasion, il emploie dans ses résolutions les formules les plus favorables au Front populaire : « Le Front populaire français a apporté aux masses prolétariennes de la métropole et des colonies les réformes nécessaires (...) (Elles) nous ont convaincus de la générosité et de la bienveillance du gouvernement du Front populaire français, bien que ces réformes soient encore loin de répondre à toutes les aspirations des populations des colonies et notamment des populations indochinoises<sup>1</sup>. »

Or, l'essentiel de la résolution est une polémique contre les tendances trop « gauches » qui se manifestent dans le P.C.I. Le travail syndical serait mené de façon sectaire et trop clandestinement. « Le sectarisme constitue un danger très grave. » L'implantation urbaine du Parti est trop prolétarienne, le parti n'a pas assez de cellules de « petits bourgeois ». Le poids relatif de l'implantation paysanne reste très fort. « A Hanoï et à Saïgon, des camarades chargés de l'action "légal" ont cherché avec persistance à se rendre indépendants (...) et leur action sectaire a eu des conséquences néfastes (...)»<sup>2</sup>. »

Le C.C. dénonce de même le « maximalisme » de la propagande et l'initiavisme dangereux des actions, l'opposition frontale aux superstitions et à la religion et le sous-emploi du matériel légal. De plus, « tous les journaux proclament qu'il convient de soutenir le Front populaire : mais ils ne se donnent pas la peine de souligner les résultats tangibles obtenus par le Front populaire et les difficultés qu'il traverse. Au contraire, ils continuent à critiquer amèrement les lacunes de son action. Ils risquent ainsi de fournir une documentation à la propagande des fascistes et des trotskystes contre-révolutionnaires<sup>3</sup>. »

Alors qu'il est de plus en plus évident que le Front populaire a donné tout ce qu'il pouvait, c'est-à-dire fort peu, et qu'un tournant répressif est engagé (se soldant par l'arrestation de dizaines de militants et la condamnation des dirigeants de « La Lutte »), le C.C. laisse planer toutes les illusions quant à l'évolution de la commu-

1. Slotfom III, C 59, p. 3 de la traduction.

2. *Idem*, p. 9 de la traduction. Ceci tend à confirmer que les « lutteurs » du P.C.I. étaient alors à la « gauche » de la direction.

3. *Idem*, p. 11 de la traduction.

nauté française en Indochine. Il prêche la modération maximale dans les luttes sociales, y compris à l'égard des propriétaires fonciers : « Il n'est pas encore temps de préparer la révolution anti-impérialiste et agraire. Il convient par contre de réaliser le front populaire unique (...), aussi devons-nous empêcher les ouvriers agricoles d'entrer en lutte avec les cultivateurs aisés et pauvres, et même les amener à montrer de la tolérance envers les riches cultivateurs. Pour éviter une désagrégation du Front populaire, il sera même parfois nécessaire d'observer vis-à-vis des propriétaires fonciers une attitude d'expectative<sup>1</sup>. »

Cette dernière remarque n'est certainement pas fortuite. Les années 1937-1938 voient le mouvement urbain décliner nettement après la grève des cheminots du Transindochinois. Mais elles voient aussi se développer plusieurs vagues de luttes paysannes. L'application de la ligne ainsi définie dans la résolution du C.C., dans un contexte combatif, ne pouvait pas être sans conséquences quant aux liens du P.C.I. avec sa base villageoise. Il est d'ailleurs possible que la politique agraire du parti ait été, à l'époque comme peut-être ultérieurement, l'enjeu d'un débat interne. C'est en effet durant cette période charnière que Truong Chinh et Vo Nguyen Giap publient un ouvrage sur cette question qui fait du problème de la terre et de la paysannerie « le cœur du problème indochinois<sup>2</sup> ». Cette étude, largement nourrie des travaux français, illustre à contrario combien était alors forte la tradition « urbaine » du P.C.I. Les auteurs reconnaissent d'emblée que « le problème paysan est très vaste et très complexe ». « Nous ne prétendons pas posséder une documentation suffisante. Notre connaissance de la situation des paysans de Cochinchine, du Cambodge et du Laos est particulièrement inadéquate. » Truong Chinh et Giap tentent, dans cet ouvrage, de convaincre un public visiblement réticent de l'importance majeur de la question paysanne et de l'urgence de solutions radicales : « Au vu de cette situation de misère et de dégénérescence, nous devons reconnaître que la clef du problème paysan en Indo-

1. *Idem*, p. 19 de la traduction.

2. Truong Chinh et Vo Nguyen Giap : « The peasant Question (1937-1938) », traduction anglaise de Christine Pelzer White, Data Paper n°94, Cornell University, Ithaca U.S.A., janvier 1974. Dans l'introduction, le responsable des éditions de Hanoï annonce qu'« à sa requête, les auteurs ont relu leur ouvrage et on révisé quelques points essentiels pour cette édition », utilisée pour la traduction américaine. On ne connaît apparemment pas, hors le Vietnam, l'original du texte, et sans savoir quels sont ces rectifications apportées récemment à des « points essentiels », il est difficile de s'appuyer sur ce livre pour étudier dans le détail l'orientation alors définie par Truong Chinh et Giap.

chine est de donner au paysan une terre à cultiver. » Il serait très important, pour jauger l'activité alors déployée par le P.C.I., de savoir quels résistances face à la question agraire les auteurs de cette brochure combattaient, dans quelle mesure les militants communistes s'opposèrent effectivement au développement des luttes agraires, comment évolua l'implantation rurale du parti durant ces années, quelles divergences se firent jours à ce sujet.

Et ce d'autant plus que le P.C.I., ou du moins sa direction fin 1937, utilise dans la résolution précitée une terminologie unanime marquée :

« Le parti a pour but immédiat essentiel d'unir toutes les classes sociales sans distinction de parti, de religion, de race, pour la construction d'un front unique des peuples indochinois, dont la tâche sera de revendiquer les libertés démocratiques et les réformes. Mais les membres du Parti en général et, en particulier, ceux qui exercent une action " légale ", manifestent trop souvent (...) des tendances sectaires. A l'occasion du " Congrès indochinois " (...) ils ont froissé les capitalistes dans leur dignité (...) <sup>1</sup>. » A ce sujet, il existe « deux tendances également erronées <sup>2</sup> » : celle qui consiste à qualifier de réactionnaires tous les membres des classes possédantes, et celle qui veut les intégrer tous au Front populaire... « Une dernière erreur non moins grave que les précédentes s'est manifestée dans le fait que les camarades de notre Parti ont montré une tendance assez prononcée vers l'entente avec les trotskystes. S'unir avec les trotskystes pour soutenir un groupe comme celui du journal *La Lutte*, cela risque de mettre en danger le Front populaire indochinois, en s'aliénant la S.F.I.O., la Ligue des droits de l'homme et le P.C.F. <sup>3</sup>. »

Cette dernière remarque est probablement symptomatique de la place considérable qu'occupe, dans la définition de l'orientation du P.C.I., les contraintes imposées par les formations métropolitaines, et avant tout le P.C.F.

Le C.C. du P.C.I. reprend à son compte dans cette résolution l'orientation qu'il critiquait un an auparavant dans le message du « Comité directeur à l'extérieur ». Et au moment même où les espoirs dans le Front populaire diminuent, il lance une vaste offensive contre le « gauchisme », à l'en croire dominant dans la base de l'organisation et chez nombre de ses cadres. Il reste à interpréter la nature exacte des problèmes posés, quand on rapproche cette résolution qui en appelle au renforcement du travail légal, de

1. *Idem*, p. 22.

2. *Idem*, p. 20.

3. *Idem*, p. 22.

la décision prise plusieurs mois auparavant, par la fraction légale du parti à Hanoï, quant à la nécessité de préparer le passage à la clandestinité<sup>1</sup>.

La réunion d'un plénum du Comité central en mars 1938 est l'occasion de tirer un premier bilan d'échec, celui du « Front populaire anti-impérialiste ». C'est à cette occasion, en effet que cette perspective est abandonnée au profit de celle du « Front démocratique indochinois », qui donnera finalement son nom à toute la période 1936-1939.

Les historiens vietnamiens situent clairement les raisons de l'échec du « Front populaire anti-impérialiste » : les formations qui devaient devenir l'aile droite de ce front ont refusé de répondre aux appels du P.C.I. Le tournant effectué par le plénum de juillet 1936 devait, dans cette optique, permettre au P.C.I. de « prendre place au sein du Front mondial de la démocratie et de la paix, pour lutter contre le fascisme et la guerre d'agression fasciste. » A cette fin, « le parti (avait décidé) de retirer provisoirement les mots d'ordre “ à bas l'impérialisme français ” et “ confiscation des rizières et des terres des propriétaires fonciers pour les distribuer aux cultivateurs ”, et (préconisait) la formation d'un *Front populaire anti-impérialiste indochinois*. »

Le tournant de 1936 ne fut pas suffisant pour assurer la réussite de cet objectif. « Cette forme d'organisation du front n'ayant permis ni de différencier les rangs des Français en Indochine ni d'isoler les fascistes bellicistes et les réactionnaires coloniaux, le Front populaire anti-impérialiste s'est transformé par la suite en *Front démocratique indochinois*, rassemblant toutes les forces démocratiques et progressistes contre l'ennemi principal immédiat, les fascistes et les réactionnaires coloniaux français<sup>2</sup>. » La perspective du Front démocratique indochinois est proposée aux bourgeois constitutionnalistes — auxiliaires de la répression de 1931 — et aux monarchistes qui pourtant ne réclament que la stricte application des clauses du traité de protectorat. Une subtile distinction est faite entre les « ultra-colonialistes » et les « colonialistes antifascistes ».

La direction du P.C.I. réagit donc au premier échec de sa politique en accentuant son tournant « droitier ». Mais le « Front démocratique » n'aura pas plus de succès que le « Front populaire

1. Voir la note de la direction de la Sûreté générale au sujet de l'activité des membres de la fraction « légale » du P.C.I. après leur réunion du 17 juin 1937, *op. cit.*

2. « Brève Histoire du P.T.V.N. », *op. cit.*, p. 23.

anti-impérialiste ». Et elle est amenée, peu après, à équilibrer la bataille contre les « déviations de droite et de gauche », puis à déplacer carrément l'axe de la polémique interne pour diriger le feu de sa critique contre des courants « collaborationnistes ». La situation internationale évolue en effet de plus en plus rapidement. La marche à la guerre s'accélère et le Front populaire agonise en France. Il est de plus en plus difficile de nourrir l'espoir des masses en la gauche française. Le P.C.I. risque de perdre pied.

Néanmoins, au nom de la lutte contre la « guerre impérialiste des fascistes » et de la « défense de l'U.R.S.S. qui est la patrie de la révolution socialiste et l'ange gardien de la paix mondiale », l'Assemblée générale d'août 1938 des délégués de la section du Parti au Tonkin, maintient la perspective de constitution d'un Front démocratique<sup>1</sup>.

La résolution reconnaît que « jusqu'ici le Front démocratique n'a pu être réalisé ». Le seul succès noté dans la politique de rassemblement du P.C.I. concerne « un groupe socialiste qui est assez agissant » au Tonkin, allié de façon conflictuelle avec des organisations légales du parti. Mais elle donne plus loin une image peu enthousiasmante de ce groupe : « Le groupe socialiste soi-disant légal et allié à notre parti ne repose sur aucune base solide et n'a pas de tendances nettement communistes. De plus, il se borne à rassembler ses anciens membres, sans ouvrir la porte aux personnes qui sympathisent avec lui. » Il faut probablement donner un sens très précis à ce dernier membre de phrase : le P.C.I. avait en effet offert, alors, ses bons services pour aider à la constitution ou au développement d'organisations socialistes en Indochine.

Cependant, la ligne générale s'infléchit par rapport à ce qu'elle était un an avant; mais avec une lenteur étonnante. Les résultats du Front populaire sont appréciés en des termes nettement moins enthousiastes : « Les réformes démocratiques n'ont pas encore été apportées, mais elles sont constamment entravées par nos adversaires. » « Le gouvernement indochinois a pratiqué une "politique de promesses", mais chaque fois que la masse a lutté (...), il n'a pas manqué (...) de la réprimer avec la dernière rigueur. » L'échec du Front démocratique s'explique selon la résolution, du fait des pressions de la droite et des trotskystes, de la faiblesse des groupes populaires et de la gauche réformiste, de la faiblesse du mouvement de masse, du fait aussi du maintien forcé des groupes radicaux dans l'illégalité, « ce qui a constitué une grave entrave à

1. « Résolutions prises par l'Assemblée générale de la section du Parti au Tonkin – août 1938, Annexe III à la lettre du 30.12.1938. Slotfom, III 50C10.



la constitution du Front démocratique qui, en principe, doit être un bloc de tous les groupes réformistes légaux ».

Autre raison invoquée : « Parmi nos camarades, il y en a qui, trop penchés à gauche et ne comprenant pas bien la politique du Front démocratique, prétendent qu'il est impossible de collaborer avec les capitalistes indigènes. » Les résistances internes au cours droitier de la direction du P.C.I. n'ont donc pas cessé et la résolution dénonce encore les « erreurs de gauche ». Elle admet cependant que « la politique de concessions prévue par le parti entre les petits patrons et les ouvriers n'a pas pénétré profondément les masses. » Quant aux trotskystes, qui étaient beaucoup plus faibles au Nord qu'au Sud, la résolution admet qu'ils cessent d'avoir une implantation exclusivement étudiante et qu'ils commencent à avoir des contacts ouvriers. De façon générale, on sent le P.C.I. en porte à faux par rapport à la situation et à l'évolution du mouvement de masse, fin 1938.

La résolution engage cette fois une polémique parallèle avec le courant le plus droitier du parti, polémique assortie d'une sévère mise en garde disciplinaire. Les camarades de Namdinh ont en effet une attitude opportuniste sur la question de l'emprunt national (on y reviendra). « L'A.G. rappelle encore une fois au " Dong Bo " de Namdinh qu'il doit désormais se conformer à la discipline du Parti, abandonner tous agissements indépendants locaux, (...) et exécuter strictement toutes les résolutions (...) »

La résolution se conclut sur la nécessité de « lutter sur deux fronts et s'opposer au trotskysme ». Ceux qui penchent trop vers la gauche risquent de faire perdre au P.C.I. la sympathie des groupes démocratiques. Ceux qui penchent trop à droite risquent de faire perdre au parti l'appui et la protection des masses... Quant au trotskysme, il faut le « tuer dans l'œuf ».

Le comité régional du Trung Ky (Centre Vietnam) publie pour sa part plusieurs circulaires pour rectifier un cours « passif » existant à la base de l'organisation. Il ne faut en effet pas confondre le Front populaire avec le gouvernement Daladier. « Pour le moment, le devoir consiste à (...) dire (aux masses) que le gouvernement Daladier, de par ses actes, n'est pas un gouvernement populaire, mais bien un gouvernement de droite. » « Un petit nombre de " Dong chi " (camarades) ont cru à tort que le moment n'est pas favorable au mouvement des masses. Ils ont par ailleurs une conception erronée; c'est celle d'attendre la chute du gouvernement Daladier et l'avènement d'un gouvernement à tendance gauche. » C'est là un cours droitier, car « seul un grand mouvement de masse pourrait ralentir l'action des réactionnaires<sup>1</sup> (...) » On voit poindre

1. « Notre attitude vis-à-vis de Daladier ». Annexe n°1 à la lettre du

dans ces circulaires un débat qui a dû traverser le P.C.I. durant toute cette période : qu'est-ce qui, dans la ligne définie en 1936, est *tactique politique*, et qu'est-ce qui est réellement *objectifs stratégiques* ?

Mais les documents les plus importants pour comprendre les tensions qui se manifestent en 1938 dans le P.C.I. et les difficultés de son orientation, sont probablement ceux du Comité central sur la politique de « défense nationale » et l'attitude du comité de Cantho du parti.

En 1938, le gouvernement colonial français prend une série de mesures de défense en préparation de la guerre avec les puissances fascistes — notamment avec le Japon. Il lève un emprunt de 33 millions de piastres et décide le recrutement de 20 000 tirailleurs. Une circulaire du C.C. du 1<sup>er</sup> juillet 1938 précise la position du P.C.I. :

« Devant ces visées territoriales des fascistes, le Parti communiste approuve les mesures prises pour la défense de l'Indochine. Cependant, les marxistes et les léninistes n'approuvent qu'une lutte ayant un caractère progressiste, antifasciste et destinée à étendre les libertés démocratiques et à améliorer les conditions d'existence des masses. Nous n'approuvons pas que la défense de l'Indochine ait uniquement pour but de sauvegarder les intérêts des capitalistes impérialistes et d'assurer à ceux-ci le monopole des marchés coloniaux (...)

Le Comité central du Parti communiste décide que :

1. (...) Nous devons expliquer aux masses, par des exemples vivants pris sur la Chine ou l'Espagne, qu'elles ne devront résister d'une façon sérieuse aux envahisseurs que lorsqu'elles pourront bénéficier des intérêts dont il est question plus haut (...) Nous saisissons toutes les occasions pour manifester dans l'ordre et (...) crier les mots d'ordre suivants : “ Soutenons la défense nationale contre l'invasion des fascistes ! Promulgation des libertés démocratiques ! Du riz et du travail ! Diminution des impôts ! Diminution des fermages ! ”, etc.

2. Nous devons adopter une attitude toute spéciale à l'égard de la bourgeoisie de ce pays. Les tendances démocratiques affichées par cette classe sont encore disparates. Nous devons montrer aux riches la nécessité pour eux de souscrire à l'emprunt pour la défense de l'Indochine (...), cependant (...) nous devons

expliquer à la classe bourgeoise qu'il ne faut pas se laisser conduire ni se fier trop aux promesses faites, comme pendant la Grande Guerre (...)

3. Au sujet de l'emprunt (...) il faut frapper les gros richards d'un lourd impôt pour faire face aux dépenses militaires. Il ne faut pas augmenter les charges fiscales des pauvres habitants ou des petits bourgeois ».

Le quatrième point concerne le recrutement des tirailleurs et affirme qu'il faut à la fois expliquer la nécessité de l'engagement pour la défense du pays et prôner l'organisation d'une agitation au sein de l'armée. Ce dernier point est intéressant, il illustre en effet comment le P.C.I. tente de combiner une politique de défense face au fascisme commune avec la métropole coloniale et la poursuite d'un travail indépendant, préparatoire à une reprise des mouvements pour l'indépendance. Il note qu'il faut « faire comprendre aux masses la nécessité de savoir utiliser la force armée, de faire une préparation militaire sérieuse pour résister à toute invasion étrangère et réclamer l'indépendance du pays une fois que nous aurons réuni toutes les conditions. » Et, s'il faut « proscrire la désertion », une série de revendications particulières doivent être avancées : l'exemption du service de ceux qui ont lourde charge de famille, la lutte contre l'envoi de militaires à l'étranger pour réprimer des mouvements révolutionnaires au bénéfice de l'impérialisme, l'intégration des militaires à la population, l'amélioration de leurs conditions d'existence. Pour cela, il est nécessaire d'« envoyer un certain nombre de camarades s'enrôler dans l'armée pour y faire une propagande active ». C'est même là « un devoir impérieux de notre parti car il nous prépare, souligne la résolution, à faire face aux événements et à remplir plus tard notre mission historique au cas où il y aurait des changements dans le monde. » « En dernier lieu, tous les degrés d'organisation communiste doivent exploiter savamment les occasions de recrutement des tirailleurs (...). »

Le cinquième point lie le problème de la défense de l'Indochine à celui de la défense de la Chine contre les Japonais.

Et en conclusion, le C.C. met en garde contre les « tendances erronées » : « Devant la situation actuelle, préconiser le défaitisme révolutionnaire, c'est faire le jeu du fascisme japonais. Il n'y a que les trotskystes, valets du fascisme (*sic*), qui sont capables d'un tel geste. Approuver aveuglément la défense de l'Indochine sans guider les masses dans les luttes pour réclamer la liberté et l'amélioration des conditions de vie, c'est considérer le régime colonial actuel comme satisfaisant, c'est se jeter dans le gouffre : c'est la "tendance orientée vers la droite", la "collaboration franco-annamite" préconisée par le Parti réformiste. Les deux tendances vers la droite

et vers la gauche sont des tendances erronées et nous conduisent vers la défaite<sup>1</sup>. »

Dans une circulaire datée du 6 septembre 1939, le C.C. revient sur l'orientation en matière de défense nationale et dénonce à nouveau l'existence de courants droitiers : « Certains de nos partisans étaient tellement enthousiastes sur la question de la défense de l'Indochine, qu'ils se sont fait (...) des agents de propagande en faveur de l'(emprunt) (...) N'ont-ils pas (...) préconisé de diviser les bons de 100 \$ en coupons de 10 \$ ou de 5 \$, afin qu'ils soient accessibles à la bourse des pauvres ?<sup>2</sup> ».

Il revient encore à la charge le 2 octobre dans une circulaire adressée au comité du pays de Cochinchine. Après avoir noté l'existence de mauvais articles sur le problème de la défense de l'Indochine dans le *Viet Dan*, *Le Peuple*, *Pho Thong*, *Tin Tuc*, il s'attaque au comité interprovincial de Cantho. Le C.C. estime que les erreurs droitières de ce dernier sont « on ne peut plus dangereuses ». « Le C.C. a dit que la France démocratique valait un peu mieux que le Japon fasciste, mais ce disant, il n'a visé que la France métropolitaine. Il n'en est pas de même pour l'Indochine. » Or, l'orientation du comité de Cantho implique que le régime indochinois est (un peu) démocratique. Il faut à la fois lancer le mot d'ordre « résistance contre le régime colonial barbare » et ... soutenir le gouvernement, car « si nous ne le faisons pas, nous aurions la même tendance que les trotskystes qui protestent contre le renforcement de la défense du pays ».

« Si la guerre éclate, ajoute le C.C., (...) les communistes doivent se faire les leaders des masses (...) Ils doivent transformer cette guerre en révolution intérieure contre le régime de propriété privée et renverser le capitalisme<sup>3</sup>. »

Le 2 octobre toujours, le Comité central du P.C.I. adopte une résolution sanctionnant trois membres dirigeants du comité interprovincial de Cantho, coupables de rupture du centralisme démocratique<sup>4</sup>.

Telles étaient donc les tensions qui traversaient le Parti communiste indochinois à la veille du tournant qui devait mener,

1. « Lettre du Comité central à toutes les organisations communistes au sujet de l'Emprunt de 33 millions de piastres et du recrutement de 20 000 tirailleurs pour le renforcement de la défense de l'Indochine », Slotfom III 50 C 10.

2. « A tous les degrés d'organisation du Parti », Slotfom 50 C 10.

3. « Note du C.C. au Comité des pays de Cochinchine et à tous nos partisans », Slotfom 50 C 10.

4. « Résolution du C.C. en ce qui concerne l'activité des camarades responsables du comité interprovincial de Cantho », Slotfom 50 C 10.

en 1941, à la fondation du Vietminh. Il semble d'ailleurs que le P.C.I. n'ait pas attendu le congrès de 1951 pour critiquer la ligne de la période du « Front démocratique ». Après la défaite de leurs candidats face aux militants trotskystes lors des élections d'avril 1939 à Saïgon, un dirigeant communiste, Nguyen Van Cu, publie en effet une brochure au titre évocateur : « Autocritique<sup>1</sup> ».

## la fondation du Vietminh

La menace de guerre se précise en Europe et l'avance japonaise dans le Pacifique se poursuit. En France, le Front populaire est officiellement dissous depuis novembre 1938. Vers la fin 1939, les travailleurs vietnamiens ont déjà été envoyés par milliers en métropole pour servir ultérieurement de chair à canon dans la guerre impérialiste. La répression se durcit.

C'est immédiatement après la conférence de Munich (septembre 1938) que le comité du Bac-Ky, puis celui du Trung-Ky (Nord et Centre du Vietnam), font progressivement rentrer leurs cadres dans la clandestinité<sup>2</sup>. Ces précautions s'avéreront vitales lors du déclenchement de la répression de 1939-1940. Néanmoins, les rafles opérées par les Français semblent avoir en fait porté des coups très sévères au P.C.I., notamment dans les villes où ses organismes auraient été largement détruits, à cause de la trop longue période d'intervention légale ou semi-légale<sup>3</sup>.

Le 26 septembre 1939, le P.C.I. est interdit. D'octobre à janvier 1940, la totalité des organismes communistes « légaux » sont détruits par la répression. Le P.C.I., tout en gardant un réseau

1. Brochure datée du 20 juillet 1939. Signalée par P. Devillers. « Viet Nam » in P. Devillers, P. Fistié, Le Thanh Khoi, « L'Asie du Sud-Est », Sirey, Paris 1971, tome II, volume VIII, p. 784. Devillers situe clairement cette brochure dans ce contexte, mais il n'en cite aucun passage, et je n'ai pas eu connaissance de son contenu.

2. *Histoire de la révolution d'août*, Éditions en langues étrangères, Hanoï 1972, p. 13.

3. C'est du moins ce qu'affirme Huynh Kim Khanh dans « Vietnamese communism : The pre-power phase (1925-1945) », thèse de Ph. D., University of Western Ontario, 1970, pp. 302, 308-309. Voir citation de ces passages dans Mai Elliot, Introduction aux « Reminiscences on the Army for National Salvation, memoirs of general Chu Van Tan », Data paper n°97, Cornell University, U.S.A., 1974, p. 21, note. Les publications vietnamiennes souligneraient plutôt la résistance du P.C.I. à la répression.

de militants dans les villes, déplace alors une grande partie de ses activités vers la campagne, où la répression coloniale devait être plus lâche. La période du Front démocratique est définitivement dépassée.

La période qui s'ouvre est dorénavant dominée, pour le Parti communiste indochinois, par le problème de la prise du pouvoir et de la lutte armée. Un changement de ligne s'imposait. C'est entre 1939 et 1941 qu'il s'opère. Il mènera le P.C.I. à la révolution d'août 1945.

Ce tournant semble s'être amorcé le 29 septembre 1939 : dans un communiqué adressé aux différentes instances du parti, le comité central souligne que « la situation en Indochine conduira au problème de la libération nationale. » Les étapes de ce tournant sont illustrées par les résolutions des trois plénums suivants du C.C. — les VI<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup>. C'est à la fin de 1939, deux mois après l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, que se tient le VI<sup>e</sup> Plénum. On peut résumer ainsi ses principales décisions :

a) Abandonné en pratique depuis 1936-1937, le mot d'ordre de *libération nationale* est remis à l'ordre du jour. Il devient même l'objectif premier des luttes : « La conjoncture a évolué. L'impérialisme français est un coupable qui s'emploie à déclencher une guerre impérialiste mondiale. La domination qui pèse sur les colonies telles l'Indochine — manifestement un régime fasciste militaire — et la tentative des colonialistes de composer avec les Japonais ont placé les peuples indochinois devant un problème de vie ou de mort. Pour leur salut, les peuples d'Indochine n'ont d'autre voie que la lutte pour le renversement des impérialistes français, contre toute agression étrangère, qu'elle vienne des Blancs ou des Jaunes, afin de réaliser la libération et l'indépendance. »

L'intérêt de cette déclaration, en ce qui concerne les rapports avec le Komintern, réside en ce qu'elle appelle à la lutte contre l'*ensemble* des impérialismes — français et *japonais* — sans fonder sa politique essentiellement sur la signature (le 23 août 1939) du pacte germano-soviétique. Au contraire, la collaboration avec les Japonais est dénoncée, alors que le Japon bénéficie d'une certaine audience auprès des militants nationalistes.

b) La nécessité de la violence révolutionnaire est soulignée. Il faut « préparer les conditions pour une action violente, une révolution de libération nationale<sup>1</sup>. » La perspective de Front démocratique est abandonnée au profit de l'appel à la constitution d'un *Front national uni anti-impérialiste indochinois*.

c) Le plénum se refuse à avancer à nouveau le mot d'ordre de

1. *Histoire de la révolution d'août*, Hanoï 1972, p. 15.

réforme agraire radicale contenu dans le programme de 1930. Il le remplace par celui de *confiscation des terres des impérialistes français et des propriétaires terriens traîtres à la nation*, pour tenter de diviser la classe des propriétaires fonciers et de neutraliser ou de rallier certains d'entre eux.

d) « Le mot d'ordre de l'instauration des soviets ouvriers-paysans avancé depuis 1930 fut également remplacé par celui de *fondation d'un gouvernement fédéral des républiques démocratiques d'Indochine*<sup>1</sup>. »

Le 22 septembre 1940, les Japonais attaquent en Indochine. L'administration coloniale (vichyste) accepte rapidement d'accueillir les forces nippones. Le 27 septembre 1940, une insurrection, impulsée et dirigée par le P.C., éclate à Bac-Son (Nord-Tonkin). Elle profite de la déroute française face aux Japonais. Mais la situation est loin d'être mûre. L'insurrection échoue. Son retentissement dans l'ensemble du pays est néanmoins considérable : elle « inaugurerait une nouvelle période de la révolution vietnamienne, période de l'alliance de la lutte politique avec la lutte armée et l'insurrection armée pour la prise du pouvoir<sup>2</sup> ».

C'est en novembre 1940 que se tient le VII<sup>e</sup> Plénum du Comité central. Outre la confirmation de la nouvelle orientation décidée un an plus tôt, ce plénum décide de :

— Transformer, en regard de la nouvelle situation, la perspective de Front uni anti-impérialiste en celle de Front national uni contre les fascistes et japonais en Indochine.

— « Inscire carrément la question de l'insurrection armée à l'ordre du jour de la révolution indochinoise<sup>3</sup>. »

Étudiant les caractéristiques de l'insurrection de Bac-Son, le P.C.I. met en avant — pour la première fois semble-t-il — la perspective de la réalisation d'insurrections locales dès que les conditions seront réunies pour tendre vers une insurrection générale aboutissant à la prise du pouvoir dans l'ensemble du pays. Dans l'immédiat, décision est prise de créer une base de guérilla dans la région de Bac-Son-Vo-Nhai, base placée sous la direction directe du C.C.

Le P.C.I. préparait aussi une insurrection en Cochinchine. Trente-quatre unités de guerrillas, comprenant chacune de 3 à 9 personnes formées avant tout d'élèves et d'ouvriers, avaient été mises sur pied à Saïgon, à la veille du soulèvement<sup>4</sup>. Le P.C.I.

1. *Idem*, p. 16.

2. *Idem*, p. 19.

3. *Idem*, p. 21.

4. Ces données sur l'insurrection du Nam Ky (Cochinchine) et celles

avait réussi à maintenir une implantation syndicale vivace dans les principales entreprises et aurait regroupé dans ses organisations 1 700 élèves du secondaire. Il avait commencé à noyauter plusieurs régiments et avait établi la liaison avec 7 membres français du P.C.F., militaires en Indochine.

Mais les organes dirigeants du P.C.I. sont, dans le Nam Bo, durement frappés par la répression. De fin 1939 à la fin 1940, le siège municipal du P.C.I. a été détruit et a dû se reconstituer cinq fois. Et la plupart des membres du C.C. opérant à Saïgon ont été arrêtés, tels Nguyen Van Cu, Le Hong Phong, Ha Huy Tap, et Le Duan. Malgré cette répression, le Comité cochinchinois décide, en juillet 1940, de l'insurrection pour novembre. Mais la 7<sup>e</sup> conférence du Parti, réunie en octobre dans le Bac Bo, donne l'ordre de reporter l'action et d'attendre que le Centre et le Nord soient prêts. Malheureusement, Phan Dang Luu, chargé de transmettre les nouvelles consignes, est arrêté à son retour à Saïgon avant d'avoir pu le faire.

Le Comité de Cochinchine, pressé par les événements, décide alors du déclenchement de l'insurrection pour le 23 novembre. Les Français, prévenus du complot, déplacent les unités militaires suspectes sans laisser le temps au commandement révolutionnaire d'annuler l'ordre insurrectionnel. Le Comité de Saïgon est décapité.

L'insurrection avorte donc à Saïgon, mais se déclenche par contre dans plusieurs provinces de Cochinchine, notamment dans la Plaine des Joncs. Dans certaines localités, le pouvoir populaire mis en place lors des soulèvements régionaux, tient jusqu'à 49 jours avant d'être écrasé. La répression est très dure, et le P.C.I. semble avoir eu beaucoup de mal à reconstituer son organisation à Saïgon. Pour Mme Nguyen Thi Thap, ce n'est qu'en 1943 que les liaisons seront rétablies dans les anciennes bases révolutionnaires rurales de Cochinchine<sup>1</sup>. A Saïgon, les faiblesses d'implantation du P.C.I. pèseront probablement jusqu'en 1945.

Clôturent cette période, une mutinerie de gardes civils éclate le 19 janvier 1941 à Cho-Rang et Du-Luong (province de Vinh). Elle n'est pas dirigée par le P.C.I., qui n'apporte son soutien qu'après

qui suivent, sont tirées de Nguyen Ngoc Ty, Ta Xuan Linh et N.H.N., « Le flux révolutionnaire 1930-1945 », dans *Études vietnamiennes* n° 45, 1976, pp. 78 à 83.

1. Nguyen Thi Thap (membres du C.C. du P.T.V.N. et présidente d'honneur de l'Union des femmes du Viet Nam), « L'insurrection du Nam Ky », interview réalisé pour « Le Courrier du Vietnam », reproduit dans *Études vietnamiennes* n° 45, 1976, pp. 177 à 183.



son déclenchement, mais par le sergent Cung. Elle est rapidement écrasée.

Le 8 février 1941, Ho Chi Minh revient de l'étranger et installe son Q.G. dans la réviion de Cao-Bang, au Nord du Tonkin. Il crée, parmi la minorité nationale de cette zone montagneuse proche de la Chine, la première base de résistance. Cette base reste néanmoins clandestine, ce n'est pas encore une véritable zone libérée.

Du 10 au 19 mai 1941, se tient le VIII<sup>e</sup> plénum du C.C. à Bac-Bo, sous la présidence d'Ho Chi Minh. Il achève le travail de mise au point de la nouvelle orientation commencé par les VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> Plénums du C.C.

— En ce qui concerne l'analyse de la situation internationale, les écrits vietnamiens soulignent que, lors de ce comité central — et pour Hoang Quoc Viet dès mai 1940 — Ho Chi Minh avait prévu la rupture du pacte germano-soviétique et l'entrée en force des troupes allemandes en U.R.S.S. Si cela est vrai, c'est tout à fait remarquable, dans la mesure où les sommets du Kominter — et en tout cas Staline — n'y ont jusqu'à la dernière minute pas cru, malgré les rapports des réseaux de renseignements de l'Orchestre rouge en Europe occidentale et de Sorge au Japon. Le pacte germano-soviétique est rompu à l'initiative des nazis qui attaquent en force le front de l'Est le 22 juin 1941.

— Le Plénum analyse le danger que représente le développement inégal du mouvement de résistance en Indochine. Le retard qu'accuse le mouvement urbain par rapport aux campagnes a pour conséquences la faiblesse numérique des éléments prolétariens dans le parti. Cette situation est jugée d'autant plus grave que ce dernier souffre d'une « grave pénurie de cadres ». Le P.C.I. cherche à maintenir, malgré l'engagement de la lutte armée et le déplacement consécutif du centre de gravité de ses activités vers les montagnes et les campagnes, un travail urbain et un recrutement prolétarien effectifs. C'est en tout cas ce que soulignent les textes de ce plénum : « Nous devons faire en sorte que dans la révolution en Indochine le mouvement ouvrier dans les villes connaisse un grand développement et constitue l'avant-garde des autres mouvements. (...) Il faut considérer l'agitation auprès des ouvriers comme un travail primordial permettant d'organiser les masses<sup>1</sup>. »

— Mais, peut-être, la principale décision de ce plénum est-elle *la fondation du Viet-Minh*. Elle semble en effet être l'aboutissement de l'évolution politique amorcée en 1936 et marquer une rupture

1. *Histoire de la révolution d'août, op. cit.*, p. 30.

par rapport à la façon dont le P.C.I. situait antérieurement le problème de la révolution vietnamienne dans la révolution indochinoise (voir chapitre XIII). De même, elle serait en rupture avec l'approche traditionnelle du Komintern sur cette question (voir chapitre XV). Tous les « fronts » successivement établis jusqu'alors s'appelaient « indochinois ». Le Vietminh, c'est la Ligue pour l'indépendance du Vietnam (*Vietnam Doc Lap Dong Minh*) dont l'emblème est le drapeau rouge à étoile d'or<sup>1</sup>. Ce sera l'organisation de la première résistance vietnamienne.

## Conjoncture mondiale et voies de libération nationale

On a vu comment, au milieu des années trente, la conjoncture vietnamienne — marquée par la constitution du mouvement ouvrier — ne pouvait seule expliquer le poids de la revendication de classe dans le mouvement national. L'évolution de la conjoncture mondiale avait joué un rôle important en esquissant une possible convergence des luttes ouvrières dans la colonie et la métropole. Il en est de même quelques années après.

*L'année 1937 est, de ce point de vue, à la charnière des deux grandes périodes du mouvement national vietnamien.* L'ouverture de la guerre sino-japonaise annonce l'intégration de l'Indochine dans un nouveau cycle de guerres et de révolutions en Asie orientale. C'est une deuxième vague révolutionnaire régionale qui commence bientôt, nourrie par l'expansion militaire de l'impérialisme nippon et les conséquences de la Seconde Guerre mondiale. Une « dernière chance » s'offrira à la convergence des luttes entre la colonie et la métropole en 1945-1946. Le Vietminh est au pouvoir et le P.C.F. participe, en France, au gouvernement. L'avortement des luttes ouvrières de l'après-guerre en Europe, comme la politique de « laisser faire » du P.C.F. face aux premiers pas de l'intervention militaire française en Indochine, et le respect par Moscou des accords de Téhéran et de Potsdam qui situent le Vietnam en

1. Hoang Quoc Viet explique ainsi le choix du terme « Ligue pour l'indépendance » : « Nous avons écarté l'objectif "anti-impérialiste" parce que trop dur, et l'expression "relèvement national" parce que galvaudée par les pro-Japonais. On adopta finalement l'appellation "Ligue pour l'indépendance du Vietnam", en abrégé Viet-Minh », Hoang Quoc Viet, *op. cit.*, p. 142.

« zone occidentale », font avorter cette possible convergence. De façon générale, l'internationalisme du mouvement ouvrier européen est qualitativement moins élevé que deux décennies auparavant.

Du fait de l'évolution de la situation mondiale *les formes de la lutte de libération se modifient profondément*. Dans les années trente (et à nouveau en 1945-1946), le cœur du mouvement national est urbain. Il reste très diversifié, politiquement, y compris dans son extrême-gauche marxiste. Associations paysannes et ouvrières, syndicats et « comités d'actions » sont les formes dominantes d'organisation des masses en 1936. La dialectique entre les mobilisations ouvrières, populaires et paysannes est étroite. L'insurrection apparaît comme le débouché de la grève générale. Le débat porte sur la capacité des « comités d'action » à se transformer éventuellement en organes de pouvoir soviétique. Août 1945, quand le Vietminh est porté au pouvoir, est un soulèvement général plus que l'aboutissement « naturel » de la guérilla faiblement développée durant la guerre. La dynamique de la lutte de libération est alors très différente de celle qui prévaudra finalement. Cette rupture n'était pas sociologiquement fatale, ni politiquement voulue. Elle fut provoquée par l'échec répété des montées des luttes de classes en Europe. C'est parce qu'il est soulagé de la menace intérieure, que l'impérialisme (français) peut intervenir militairement comme il le fait. C'est aussi parce que le « système de Yalta » prévaut alors, que l'impérialisme (mondial) peut isoler le processus révolutionnaire en cours dans « sa » zone d'influence. Le changement de forme de la révolution vietnamienne est historiquement daté. Face à la puissance militaire des corps expéditionnaires, elle est obligée au louvoiement puis à la retraite, après une dernière résistance des villes. La « guerre révolutionnaire prolongée » apparaît alors comme le seul moyen d'inverser progressivement les rapports de forces en l'absence d'un soutien décisif et immédiat du mouvement ouvrier métropolitain et international.

Les conséquences profondes de ce tournant de la lutte de libération nationale seront durables. Les rythmes des mobilisations entre la ville et la campagne se désynchronisent — et la révolution vietnamienne en paye, aujourd'hui encore, le prix. La revendication de classe vient se loger dans la lutte nationale, et toute la pensée politique du communisme indochinois en est pénétrée. Le combat militaire marque de son empreinte le mouvement et l'hégémonie du Parti communiste devient, dans la « zone libérée », monopole absolu du pouvoir central. Les contours programmatiques du communisme vietnamien, l'équilibre interne du processus révolutionnaire, la nature du régime issu de la victoire, sont pour une

part les produits de cette rupture dans l'histoire du mouvement national.

L'évolution de la révolution et du communisme vietnamien confirme donc l'une des leçons de l'entre-deux-guerres. Les deux tournants de 1929-1931 et 1937-1941 se réalisent effectivement simultanément en ce qui concerne la stratégie révolutionnaire au Vietnam même et le champ de référence international au sein duquel elle opère. C'est là l'une des raisons pour laquelle il ne peut y avoir de « modèle » chinois ou vietnamien de lutte de libération nationale qui ne tienne compte et des différences socio-politiques entre pays coloniaux ou néo-coloniaux et d'une conjoncture internationale en rapide transformation.

## évolution et rupture

Il y a d'indubitables éléments de continuité entre l'évolution du P.C.I. amorcée par le tournant de 1936 et celle qui aboutit à la formation du Vietminh. La revalorisation progressive du patriotisme prépare en effet la constitution de « fronts de libération » nationaux diversifiés en Indochine. La période 1936-1939 apparaît plus généralement comme une charnière entre celle où l'exigence nationale s'affirmait à l'intérieur de la revendication de classe et celle où la révolution sociale allait avoir pour cadre un mouvement de libération nationale. De ce point de vue, la notion même de « front » alors avancée semble transitoire.

Cette évolution présente un aspect paradoxal, si l'on se rappelle que le tournant de juillet 1936 fut explicitement pris pour se conformer aux décisions du VII<sup>e</sup> Congrès mondial de l'I.C. qui sacrifie les aspirations sociales et nationales des masses coloniales sur l'autel de l'alliance antifasciste avec les démocraties bourgeoises (métropolitaines). Paradoxe en ce que la période de transition du P.C.I. des années 1936-1939 tend à déplacer à nouveau le champ de l'internationalisme tel qu'il est vécu au Vietnam, de l'Europe vers la Chine, où le contrôle direct du Komintern sur la politique du P.C. chinois est battu en brèche par la montée du maoïsme. Paradoxe aussi en ce qu'elle amène la direction du P.C.I. à refaire de la défense de la cause nationale *vietnamienne* l'axe de son orientation. Le communisme vietnamien cherche alors à renouer des liens avec les milieux patriotiques traditionnels.

C'est ce qui permet à Daniel Hémerly de dire « qu'entre

1936 et 1939 le P.C.I. revient à ses sources proprement vietnamiennes » et « que se prépare le grand "décrochage" du communisme vietnamien à l'égard du Komintern qui aboutira, en 1941, à la fondation du Vietminh<sup>1</sup> ».

Il met l'accent sur les éléments de continuité dans cette évolution : « La formule du Congrès indochinois qui combinait l'auto-organisation à la base et la collaboration entre partis et personnalités est (...) remplacée par celle d'un front d'organisations légales existantes ou à créer, plus explicitement ouvert à la gauche française en Indochine (...) Il serait vain de ne pas remarquer combien le nouveau contenu donné à la notion de front annonce, la revendication d'indépendance en moins, les formes ultérieures du front national<sup>2</sup>. » « La nouvelle ligne communiste a conduit à redécouvrir peu à peu, élément par élément, la politique révolutionnaire qui va donner son profil historique définitif au communisme vietnamien : celle du front national<sup>3</sup>. »

L'élément de continuité existe certainement dans la trajectoire suivie par le P.C.I. entre 1936 et 1941. D'autant plus que cette évolution est nourrie par une transformation effective de la situation mondiale et du mouvement national vietnamien. Néanmoins, il n'est pas seul. L'adoption de la politique du Vietminh ne se fait pas sur la base du succès de la politique antérieure de Front démocratique, mais de son échec. En cela, elle est redressement.

Les historiens et dirigeants vietnamiens portent un jugement nuancé sur la ligne du Parti durant ces années. On a déjà vu ce qu'Ho Chi Minh en disait dans son rapport au deuxième congrès du P.C.I., en 1951. Il en va de même de la « commission d'Histoire » pour laquelle « la campagne de propagande en faveur du Front démocratique indochinois (1936-1939) était un véritable flux révolutionnaire national et démocratique de grande envergure, bien que pendant ce laps de temps, notre parti, trop circonspect, n'ait pas lancé de mot d'ordre exposant nettement sa position sur l'indépendance nationale<sup>4</sup> ».

Vo Nguyen Giap souligne lui aussi l'importance du change-

1. D. Hémerly, « Les communistes vietnamiens et le Front populaire », *op. cit.*, p. 156.

2. D. Hémerly « Révolutionnaires vietnamiens... », Maspero, *op. cit.*, pp. 405-406.

3. D. Hémerly « Les communistes vietnamiens et le Front populaire », *op. cit.*, p. 155.

4. « Brève histoire du Parti des travailleurs du Vietnam », *op. cit.*, pp. 23-24.

ment d'orientation. Le ton est encore une fois autocritique, et l'évolution de la ligne du P.C.I. n'est pas simplement justifiée par des modifications de conjoncture.

« Dès 1930, en dégageant les deux contradictions de notre société, notre parti avait clairement défini les deux tâches de notre révolution et lui avait donné ainsi une impulsion en profondeur et en largeur. Mais il fallut attendre 1939-1941 pour que la lutte contre l'impérialisme pour la libération nationale fût conçue clairement comme une tâche primordiale. »

Le jugement d'ensemble porté sur la période du Front démocratique reste évidemment, dans ces écrits, avant tout positif. Pourtant l'orientation alors défendue apparaît en porte à faux par rapport à la situation et aux tâches qui incombaient objectivement aux communistes vietnamiens.

Ce n'est pas un accident si le « Front démocratique », à la différence du Vietminh, n'a jamais vu le jour. Il était irréalisable sans sacrifier durablement les aspirations nationales et sociales de la population vietnamienne. Ni la nature du mouvement de masse, ni celle du mouvement communiste ne le permettaient. Les courants révolutionnaires marxistes sont alors en train de gagner une nouvelle hégémonie sur le mouvement national. Ils ne sont pas prêts à accepter le choix du P.C. algérien qui s'aligne essentiellement sur la ligne de son homologue français, et qui le paye d'une minorisation effective et d'un effacement derrière le messalisme et le nationalisme. Il est fort probable que si le P.C.I. avait suivi la même voie, il aurait perdu sa prépondérance au bénéfice de courants trotskystes et nationalistes radicaux – et aurait subi une crise organisationnelle autrement grave que celle de 1938. A la différence du P.C.A. en effet, il était un Parti proprement vietnamien, où l'influence directe du colonat était nulle.

Non seulement l'avenir du Front populaire français était sombre, mais en plus, les projets du P.C.F. et du communisme vietnamien s'affirmaient incompatibles. Le Parti métropolitain avait en effet accepté de mettre entre parenthèses la question du droit des peuples des colonies françaises à disposer d'eux-mêmes. Il pouvait se contenter d'engager des actions limitées sur des objectifs démocratiques. Les communistes vietnamiens ne pouvaient le suivre sur cette voie, si du moins ils ne voulaient pas perdre pied. Le P.C.F. pouvait s'allier au grand Parti bourgeois français, le Parti radical d'alors; le P.C.I. ne pouvait pas s'allier au grand Parti de la colonisation sans sombrer dans la collaboration franco-annamite tant décriée.

Il ne pouvait y avoir de rencontre durable et profonde entre le P.C.F., la S.F.I.O. (voire le Parti radical !) d'un côté, et le P.C.I.

et une part insuffisante du mouvement ouvrier et national de l'autre, sur une politique commune en matière coloniale. Et cela n'était pas dû seulement aux résistances du colonat et d'une administration rétrograde de l'Indochine. Le blocage était situé à Paris même, dans le gouvernement du Front populaire.

« Ce sont les conceptions coloniales de la S.F.I.O. qui vont inspirer toutes les options indochinoises du gouvernement de Front populaire (...) Depuis le grand débat colonial de l'Internationale socialiste en 1927-1928, les socialistes français se réclamaient de la théorie de la décolonisation qui avait alors prévalu dans l'Internationale : tout devait être fait pour amener progressivement, au terme d'une évolution plus ou moins longue, les peuples colonisés à l'indépendance. Mais en 1936, le projet décolonisateur des socialistes (...) s'est singulièrement appauvri. Il va peu à peu faire place à une politique beaucoup plus rétrograde, soucieuse de réformer la colonisation, mais non d'y mettre fin, qui vise en réalité à mettre en place un nouveau système colonial<sup>1</sup>. »

« Mais la contradiction principale de la politique indochinoise du Front populaire réside dans sa discordance profonde avec l'état réel du mouvement national vietnamien<sup>2</sup>. »

C'est pour cela que la perspective de réalisation d'un Front démocratique indochinois était illusoire. C'est pourtant pour elle que le P.C.I. se battra longtemps, alors même que le Front populaire français sombre. La perspective de front démocratique n'apparaît pas comme un passage « nécessaire » entre la période « classiste-internationaliste » du début des années trente et celle de la lutte de libération de la Seconde Guerre mondiale. Il y avait d'autres transitions possibles, ce que le succès obtenu par les campagnes anti-impérialistes des trotskystes vietnamiens confirme, comme, à contrario, les difficultés qu'avoue la direction du P.C.I.<sup>3</sup>.

1. D. Hémerly, « Les communistes vietnamiens et le Front populaire », *op. cit.*, pp. 143-144. Pour un exposé plus complet de la politique coloniale de la S.F.I.O. et du Front populaire, voir D. Hémerly « Aux origines des guerres d'indépendance vietnamiennes : pouvoir colonial et phénomène communiste en Indochine avant la Seconde Guerre mondiale », le *Mouvement social* n°101, octobre-décembre 1977.

2. *Idem*, p. 145.

3. Le P.C.V. a longtemps fait silence, dans ses publications en langues étrangères en tout cas, sur les rapports entretenus à l'époque de « La Lutte » avec le mouvement trotskyste. Ce n'est que tout récemment, dans la brochure « Étude vietnamienne » n°45, que l'existence d'un Front unique a été reconnue, et que l'échec électoral du P.C.I. en 1939 à Saïgon est évoqué. L'histoire officielle voulait que l'influence relative du P.C.I., face à celle du mouvement trotskyste, n'ait cessé de croître. Le voile semble aujourd'hui se lever un peu sur cette période, encore qu'avec beaucoup d'hésitations et d'ambiguïtés : dans son article de la revue *Nghien Cuu Lich Su* de janvier-février 1976 sur le livre de D. Hémerly, Tran Van Giao se déclare en accord

La mise entre parenthèse de la revendication nationale et du programme agraire du Parti durant la période de Front démocratique ne se justifiait pas du point de vue de l'évolution interne du mouvement ouvrier et national vietnamien. Elle interrompt en effet un mouvement amorcé en 1936, qui prend la forme d'une revalorisation du patriotisme, se poursuit dans les campagnes anti-impérialistes du mouvement trotskyste, et s'élargit lors des soulèvements urbains et ruraux de 1940. Elle ne se justifie pas plus au regard de la période nouvelle qui s'ouvre alors. L'expansion japonaise en Asie orientale ne reportait pas *sine die* les échéances nationales. Au contraire, comme cela avait d'ailleurs été prévu par les maxistes vietnamiens, elle rendait particulièrement actuel le problème de la levée des masses pour la libération. Le champs de bataille chinois n'était que le prélude à un mouvement beaucoup plus vaste, la deuxième grande vague révolutionnaire en Asie orientale. L'année charnière, ici, n'est ni 1939, ni 1940 ou 1941, mais 1937. La particularité du Vietnam, par comparaison avec la Chine, est d'être passé insensiblement, sans défaite majeure des masses, d'une période marquée par la convergence des luttes ouvrières en Indochine et en Europe, à une autre nourrie par les événements asiatiques aussi bien qu'internationaux. Là encore, la parenthèse opérée en ce qui concerne la revendication nationale par la politique de Front démocratique introduit une rupture artificielle et certainement dommageable.

C'est pour cela que la réorientation qui s'opère à la fin des années trente et qui permet la fondation du Vietminh ne peut être réduite à un réajustement superficiel de la ligne, répondant à l'évolution de la situation mondiale. Le mot d'ordre d'indépendance nationale n'était pas un mot d'ordre qui s'ajoutait seulement aux précédents. Il était indispensable pour assurer une mobilisation de masse durable, comme pour constituer un front de combat dans lequel le Parti communiste pouvait gagner et conserver l'hégémonie politique et organisationnelle. Les années qui précèdent 1941 devaient préparer la création de ce front là. Et il n'était pas nécessaire, pour mener en 1937-1939 une lutte essentiellement démocratique, de faire disparaître ainsi la revendication nationale.

général avec l'appréciation de ce dernier sur les rapports noués entre tenants de la 3<sup>e</sup> et de la 4<sup>e</sup> internationale. Pourtant, il présente dans cette article, une lecture du livre en question différente de celle exposée ici : il se contente de relever les appréciations positives portées par Hémery à l'égard du P.C.I. et de sa politique — et elles sont il est vrai nombreuses — et les remarques critiques concernant l'activité du mouvement trotskyste et son degré d'organisation. Il fait par ailleurs explicitement silence sur le délicat problème de la politique de Front populaire du P.C.F. et de ses incidences en Indochine.



Mais s'il était possible d'engager une offensive démocratique de masse sans mettre sous le boisseau la dimension nationale anti-impérialiste et agraire des luttes populaires, il n'en allait plus de même dès lors que l'objectif était d'harmoniser la politique du P.C.I. avec celles du P.C.F. et du Komintern. Il est possible, voire probable, que les militants du P.C.I. étaient convaincus de faire œuvre d'internationalisme en cherchant à s'intégrer dans le « front mondial contre le fascisme », quitte à accepter parfois de marcher à contre-courant en Indochine. Il est aussi probable qu'ils ont longtemps cru que la politique édictée alors par l'I.C. tentait de répondre aux besoins effectifs des masses face à la montée fasciste et au danger de guerre. Pourtant l'abandon de toutes perspectives anti-coloniales au nom du Front populaire de 1936 et les échecs chinois et allemands antérieurs auraient pu les détromper. La signature du Pacte germano-soviétique devait en effet confirmer que les ressorts de la diplomatie russe, donc de la politique de l'I.C., répondaient à bien d'autres intérêts : ceux de la bureaucratie d'État soviétique.

Il serait donc erroné d'analyser les tensions qui naissent durant la période de Front démocratique comme le résultat, objectif bien que douloureux pour des internationalistes, d'un conflit temporaire entre l'intérêt révolutionnaire des masses à l'échelle mondiale et celui du mouvement national et ouvrier au Vietnam. Au-delà du problème posé aux communistes indochinois, toutes tendances réunies, par l'incapacité du mouvement ouvrier européen à enrayer le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, il faut voir dans ces tensions les contradictions propres à un parti profondément engagé dans les luttes de classes de son pays et en même temps tributaire d'une orientation décidée, pour l'I.C., par la direction soviétique, en fonction de ses seuls intérêts bureaucratiques, et au nom de la défense de la « patrie socialiste » et de la « construction du socialisme dans un seul pays<sup>1</sup> ».

C'est ainsi que l'on peut le mieux comprendre la nature des orientations, des « déviations », divergentes qui se font alors jour ; comme les hésitations et l'évolution de la ligne officielle. C'est aussi dans ce contexte que l'on peut saisir toute l'importance qu'a probablement revêtu l'épreuve du Front populaire dans la formation progressive d'un courant communiste original, affichant une indépendance croissante quant à ses décisions, mais refusant néanmoins de rompre avec le Komintern, puis le « Camp socialiste » : le communisme vietnamien, pendant occidental du Communisme chinois.

1. On trouverait probablement des traits similaires aux tensions de la période de Front démocratique, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, quand le P.C.I. doit composer avec un P.C.F. au gouvernement en France.

Il est utile, pour mesurer l'ampleur des tournants qui s'opèrent alors de se reporter au rapport envoyé à l'I.C. par Ho Chi Minh en juillet 1939, c'est-à-dire à la veille du changement d'orientation, et de le comparer ensuite à des écrits plus récents exprimant l'orthodoxie actuelle du communisme vietnamien. Ho Chi Minh déclare en effet dans ce rapport :

« 1. Au moment actuel, le parti ne doit pas avancer des demandes trop exigeantes (indépendance du pays, Parlement, etc.). Ce serait se laisser tomber dans les pièges des fascistes japonais. Il doit formuler des demandes pour des droits démocratiques (...)

« 2. Pour atteindre ce but, il doit exercer tous ses efforts pour organiser un large Front national démocratique. Ce front doit comprendre non seulement les Indochinois, mais aussi les Français progressistes en Indochine, non seulement les couches travailleuses, mais aussi la bourgeoisie nationale.

« 3. Avec cette dernière, le parti doit agir avec beaucoup de doigté et de souplesse; (...) De toute façon, il ne faut pas la laisser en dehors du Front. La laisser en dehors du Front, ce serait la pousser dans les bras de la réaction (...)

« 4. Avec les trotskystes, aucune entente, aucune concession n'est permise. Par tous les moyens, il faut les exterminer politiquement.

« 5. (...) Le Front démocratique indochinois doit entretenir des relations étroites avec le Front populaire français (...)

« 6. Le parti ne doit pas prétendre être le dirigeant du Front démocratique (...) La place de dirigeant viendra lorsque, dans la lutte et le travail quotidiens les larges masses reconnaîtront la justesse de sa politique et sa capacité à agir.

« 7. (...) Le parti doit combattre impitoyablement le sectarisme (...) il doit entretenir des relations étroites avec le P.C.F.

« 8. Le C.C. doit surveiller les journaux du parti afin d'éviter les erreurs techniques et politiques<sup>1</sup>. »

Sur trois questions centrales, ce document entre en contra-

1. Ho Chi Minh, *Écrits*, op. cit., p. 40. Pour mieux analyser ce texte d'Ho Chi Minh, il serait nécessaire de pouvoir se reporter à l'entièreté du rapport dont seul ce passage a été publié dans ses œuvres, comme il serait utile d'en connaître la fonction exacte, plus ou moins diplomatique. Sa reproduction répétée dans les « Écrits » officiels autorise néanmoins son utilisation critique.

diction avec ce que sont aujourd'hui certains canons du communisme vietnamien :

- l'absence du mot d'ordre d'indépendance,
- le silence sur la question agraire, considérée maintenant comme « le contenu de la question nationale » dans un pays comme le Vietnam,
- la conception du front qui évite d'en spécifier la « base » (l'alliance ouvrière et paysanne) et qui ne fait pas du rôle dirigeant du Parti communiste la condition de viabilité du front.

Pour mettre en évidence la rupture de « ton » entre le rapport de Ho Chi Minh et les écrits ultérieurs, ce passage, choisi parmi beaucoup d'autres, d'un des principaux textes de Truong Chinh : « L'expérience de notre révolution a montré qu'il est souhaitable d'avoir un large Front national uni, mais l'essentiel, c'est que le *Front soit doté d'un programme politique clairement défini, arrive à réaliser l'unité d'action entre ses membres par la mise en œuvre de ce programme, s'appuie sur une solide alliance des ouvriers et des paysans, et soit fermement dirigé par le Parti marxiste-léniniste*. C'est à ces conditions seulement que la victoire de la révolution est assurée.

« Le Parti marxiste-léniniste (...) vise essentiellement à unir toutes les forces du peuple pour la réalisation du programme du Front (le programme minimum) à chaque étape de la lutte. Cependant, il doit toujours garder son indépendance, avoir son propre programme (le programme maximum) pour bien tenir en main la direction de la révolution sur la base de l'alliance des ouvriers et des paysans; il ne peut partager cette direction avec aucun autre parti quel qu'il soit, et il doit se garder absolument de laisser la direction du Front national uni tomber entre les mains de la bourgeoisie nationale, autrement il deviendrait inévitablement un appendice de la bourgeoisie nationale, et la révolution nationale démocratique serait inévitablement vouée à l'échec<sup>1</sup>. »

Le tournant trouve une sanction organisationnelle. Le noyau directionnel du parti tend à se déplacer du Sud vers le Nord, avec la libération de cadres politiques du bagne de Poulo Condor, puis le durcissement des conditions de répression au Sud, et le dépla-

1. Truong Chinh, « Sur la voie tracée par Karl Marx », Hanoï 1969, p. 89. Pour étudier l'évolution de la conception du front dans l'histoire du communisme vietnamien, il faudrait cependant connaître non seulement ce qu'est devenu le Vietminh, mais aussi quel en était le projet conscient en 1941.

cement du centre de gravité du mouvement de masse au Tonkin. Les survivants de la fin des années vingt reprennent leurs responsabilités. Quand vient la révolution d'août, certains des principaux dirigeants des années trente (tel Tran Van Giau) et les anciens membres du groupe « La Lutte » ont des responsabilités régionales, encore importantes, mais pas nationales. Peu à peu, ces dirigeants seront écartés des responsabilités politiques essentielles. La physionomie du B.P. du Parti communiste vietnamien se modifie profondément. La place des « retours de Moscou » ou des « retours de France » cède le pas à celle des cadres formés à l'intérieur ou dans l'émigration vietnamienne en Asie. Ou du moins, ceux des « retours de France » qui comme Vo Nguyen Giap, restent au B.P., sont souvent revenus au Vietnam à temps pour y connaître l'époque du Thanh Nien et du Tan Viet.

La crise de 1937-1939 n'a certes pas la même envergure que celle de 1929. C'est la *même* organisation qui conduit le mouvement communiste avant et après les années du tournant. Les ruptures organisationnelles restent limitées. Mais elle diffère aussi de l'évolution ultérieure du P.C.I. Car cette évolution n'est pas terminée et il faudra attendre 1951-1953 pour que sa place définitive soit assignée, dans l'orientation du parti, à la question agraire. Mais, dans ce dernier cas, si les mesures de réformes agraires radicales sont prises sous la pression des événements, avec beaucoup de retard à cause du fait des tensions internes au parti, on ne peut pour autant parler de bouleversement de ligne et de réorientation d'ensemble. Il s'agit certes d'une rectification très importante, décisive même, du cours suivi par le P.C.I., mais réalisée cette fois effectivement dans la continuité de l'orientation et de la lutte antérieures.

Enfin, ce qui donne aussi son caractère particulier à la crise de 1937-1939, c'est que l'un de ses enjeux objectifs était la nature des liens tissés entre le P.C.I., le P.C.F. et l'I.C. stalinisée, l'évolution ultérieure des rapports entre le communisme vietnamien et le mouvement stalinien international (voir chapitre XVI).

## vers la formation d'états multi-ethniques

L'Indochine coloniale est administrativement divisée en cinq « pays » aux statuts juridiques différents : le Laos, le Cambodge, le Tonkin (au Nord Vietnam), l'Annam (au Centre) et la Cochinchine (au Sud). Par ailleurs, en dehors des grandes ethnies (lao, khmer et kinh), l'Indochine est aussi peuplée d'un grand nombre de minorités, souvent montagnardes, anciennement ou tout récemment installées sur ce territoire.

Le problème de la formation d'un État national unifié au Vietnam se pose donc sous deux angles. L'angle indochinois tout d'abord : dans quelle mesure les frontières de la colonisation française vont unifier le cours des luttes révolutionnaires dans chacun des pays, et dans quelle mesure les anciennes frontières historiques et culturelles vont continuer de peser ? L'angle vietnamien aussi : comment assurer l'intégration des minorités montagnardes, qui occupent des positions géographiques stratégiques clé, à la lutte de libération, et comment assurer leur participation à la constitution d'une nouvelle société révolutionnaire ?

Les positions du mouvement communiste vietnamien (et indochinois) sur ces questions ont connu d'importantes inflexions, à l'image des modifications générales d'orientation qui marquent l'histoire du Thanh Nien et du P.C.I. entre les deux guerres.

## les positions politiques

Le passif légué par l'histoire est lourd, quand commencent les luttes anti-coloniales. Les Vietnamiens sont perçus comme de dangereux conquérants, aussi bien au Laos qui est passé sous influence vietnamienne et siamoise à la veille de l'arrivée des Français, qu'au Cambodge, repoussé du Sud de l'Indochine au cours de nombreuses guerres. Les sociétés montagnardes, pour leur part, sont étrangères par leur mode d'organisation et leur stade de développement à celles des Vietnamiens des plaines. Des échanges économiques se sont certes rapidement noués et les montagnards des marches frontalières ont à plusieurs reprises participé aux combats contre les Mongols (XIII<sup>e</sup> siècle), les Ming (XV<sup>e</sup> siècle) et contre les Français. Mais le mépris des « sauvages » caractérise l'attitude des Viets, auquel répond la défiance des minorités, nourrie par les multiples exactions administratives, fiscales et économiques auxquelles elles ont été soumises par les monarchies vietnamiennes.

Pour Georges Condominas, l'antagonisme entre montagnards et habitants des plaines, commun à toute la région, « est plus nettement marqué au Vietnam que dans les autres pays du Sud-Est asiatique<sup>1</sup>. » Il est, en effet, avivé par la cohésion interne et

1. Georges Condominas, « Vietnamiens et Montagnards du Centre et

l'expansionnisme démographique de la société rizicole vietnamienne. Pour lui, les contacts économiques entre les deux zones sont restés rares et n'ont touché qu'un petit nombre d'individus.

Les dynasties vietnamiennes, longtemps avant la colonisation, semblent avoir pris un ensemble de mesures politiques pour s'assurer le contrôle des régions montagnardes. C'est, selon Mai Elliot, notamment le cas dans les zones frontalières du Viet Bac, proches de la Chine. « A la différence de la politique d'ignorance bienfaisante qui fut la leur à l'égard des minorités montagnardes du Sud Vietnam, écrit-elle dans sa préface aux *Mémoires* de Chu Van Tan, les monarques vietnamiens adoptèrent une orientation plus agressive visant à l'assimilation culturelle dans leurs rapports avec les minorités habitant ce qui est aujourd'hui la zone du Viet Bac<sup>1</sup>. »

Le problème est d'importance. Le pouvoir colonial cherche en effet à accentuer les divisions nationales, ethniques et régionales de l'Indochine, pour affaiblir les mouvements de résistance. Et la victoire de la lutte de libération était inconcevable sans une coopération active des diverses populations. Il faudra cependant attendre les années trente pour que les communistes vietnamiens commencent à prendre l'offensive sur ce double terrain, de l'Indochine et des minorités montagnardes.

## de Phan Boi Chau au Thanh Nien : l'indigence

L'attitude de Phan Boi Chau à l'égard des montagnards — il n'est pas encore question des Laotiens et Cambodgiens — marque une prudente évolution. « Le respect de l'autonomie et de la personnalité d'un petit peuple étaient des concepts qui lui étaient étrangers. Néanmoins, pour des raisons à la fois géopolitiques et économiques, il mesurait l'importance des territoires occupés par ces populations, et bien qu'il les appelât Man et Moi (sauvages), seuls termes alors employés pour les désigner, il était loin de les mépriser (...) Sa pensée politique à leur égard demeurerait toutefois un expansionnisme assimilatoire teinté de paternalisme<sup>2</sup>. »

Sud Vietnamien » in « Tradition et Révolution au Vietnam », *op. cit.*, p. 138.

1. Mai Elliot. Introduction aux *Mémoires* du général Chu Van Tan, « Reminiscences of the Army for National Salvation ». Cornell University, Data paper n°97, Sept. 1974; Ithaca, U.S.A. p. 5.

2. Georges Boudarel, « Phan Boi Chau et la société vietnamienne de son

L'attitude des membres les plus radicaux de son mouvement est caractérisée alors par la défense du principe d'égalité entre peuples et l'affirmation d'un orgueil national ethnocentrique. Des relations suivies sont nouées avec des minorités Muong du Thanh-Hoa et du Nghê-An, de même qu'au Viet Bac, à la frontière chinoise, notamment là chez les Tho. La région de Binh-Lieu fut par ailleurs, en 1918-1919, le théâtre d'une importante rébellion de populations chinoises et nung. Leur dirigeant, Tham Cam Say, avait été en contact avec le Vietnam Quand Phuc Hoi<sup>1</sup>.

A la lecture du journal, et en l'absence d'autres sources significatives, on a l'impression que l'attitude du Than Nien était presque en retrait de celle de la Ligue de Phan Boi Chau. Les mentions concernant les peuples cambodgiens et laotiens sont extrêmement rares, sans parler des montagnards. Le *Thanh Nien* est un journal entièrement vietnamien (ou annamite selon la traduction de l'époque). Les conquêtes passées des Kinh, aux dépens du Cambodge et du royaume disparu des Champas, sont même parfois glorifiées. Et il est significatif que l'une des seules mentions positives concernant la solidarité nécessaire des populations indochinoises soit le fait de l'article « La Patrie » dont on a vu combien il rompait avec le ton général du journal sur la question du nationalisme : « En Indochine, conclut-il, il faut non seulement combattre les capitalistes européens et indigènes, mais encore unir et soulever nos compatriotes des cinq pays de l'Union contre nos tyrans. »

Compte tenu de l'importance de la zone frontière sino-vietnamienne, habitée par des montagnards, pour les mouvements nationaux, on peut penser que des liens ont été maintenus avec certaines minorités ethniques durant les années vingt. Mais ils ne transparaissent pas dans le *Thanh Nien*. Ce n'est qu'en 1929, avec le premier Congrès de l'Association de la Jeunesse révolutionnaire, que l'on voit le problème officiellement posé. Le programme de « demandes urgentes » adopté par la majorité du congrès affirme « reconnaître à tous les peuples – cambodgien, man, laotien, etc..., le droit de se gouverner eux-mêmes<sup>2</sup> ». mais il ne comprend aucune section détaillée énumérant les objectifs propres à ces populations, à l'image des sections consacrées aux militaires, aux ouvriers et aux paysans.

Rien ne semble avoir changé en 1930, à la lecture du moins de ce que l'on connaît des programmes de février et octobre 1930 adoptés par la direction du nouveau Parti communiste. Le « pro-

temps », *op. cit.*, pp. 393-394.

1. *Idem*, p. 395.

2. L. Marty, Annexe 2 au volume 4, point 5 du programme, p. 56.



gramme d'action » de Ho Chi Minh affirme seulement l'objectif de « conquérir l'indépendance complète de l'Indochine<sup>1</sup> ». Les « Thèses politiques » présentées en octobre précisent en leur point 7 : « Faire de l'Indochine un pays complètement indépendant, en reconnaître le droit d'autodétermination des peuples<sup>2</sup>. »

Il semble donc qu'il faille attendre les années 1932-1935 pour que le problème commence à être présenté de manière plus systématique.

## la période indochinoise

Il n'est qu'apparemment paradoxal que ce soit au moment où il s'affirme *indochinois* que le mouvement communiste vietnamien commence à prendre réellement en compte le fait national — ou ethnique — des *autres* groupes de population. Il cherche en effet à constituer des noyaux révolutionnaires au Cambodge et au Laos et à étendre son influence parmi les Montagnards. Le développement du mouvement communiste en Indochine est particulièrement inégal. Il ne prend d'abord naissance qu'au Vietnam, ou dans l'émigration prolétarienne vietnamienne dans les deux autres pays. L'arriération socio-économique du Cambodge et du Laos, relativement au Vietnam, se fait ici directement sentir. L'implantation d'un mouvement communiste dans la partie occidentale de l'Union ne pouvait se faire qu'au travers d'une intervention consciente et volontaire des militants vietnamiens. En cela, l'option « indochinoise » du Parti communiste apparaît comme un moment nécessaire de la formation d'une tradition communiste au Laos et au Cambodge. Moment nécessaire mais aussi délicat. On le verra à la fois aux orientations politiques adoptées et aux résultats. La « greffe » communiste réussira en effet mieux au Laos qu'au Cambodge.

Pour la première fois, le programme de 1932 définit dans ses « tâches fondamentales » en 10 points des objectifs propres aux autres nationalités : « Renversement des dynasties indigènes, de la

1. Ho Chi Minh, *Écrits...*, *op. cit.*, « Appel à l'occasion de la fondation du Parti communiste indochinois », pt. 2, p. 38.

2. « Brève histoire du P.T.V.N. », *op. cit.*, édition de 1970, p. 168, ou N.K. Vien, « Histoire du Vietnam », *op. cit.*, p. 282.

cour d'Annam, des rois du Cambodge et du Laos avec tous leurs mandarins et notables, confiscation de tous leurs biens.» Il réaffirme aussi sa volonté de créer une « union fraternelle de toutes les nationalités d'Indochine. Droit pour les Cambodgiens, les Laotiens et autres nationalités de l'Indochine de disposer librement d'eux-mêmes » (point 7)<sup>1</sup>. Enfin, quand il détaille les revendications propres à chaque catégorie de population, une section est consacrée aux « revendications pour les diverses nationalités », fait notable, même si c'est la section la plus brève. L'intérêt de cette section (le point 8) est d'avancer des mots d'ordre propres, cette fois, aux tribus montagnardes : « Nous appelons à la lutte contre l'expropriation des terres et des forêts des tribus et des peuples arriérés de l'Indochine (...) Chassez tous les notables et chefs de tribus vendus à l'impérialisme et remplacez-les par des *Comités de paysans élus*<sup>2</sup>. »

De 1932 à 1935, l'orientation est précisée dans une série de documents émanant des organes dirigeants du P.C.I. : un texte qui semble être une reprise explicative du programme d'action de 1932 (ou un texte préparatoire au Congrès de 1935), une « lettre aux camarades résidents au Cambodge<sup>3</sup> » et le projet de résolution soumis au Congrès du P.C.I. de 1935 au sujet du travail parmi les minorités ethniques<sup>4</sup>.

Un premier effort d'analyse des sociétés minoritaires est tenté dans ces documents. Les tribus et nationalités sont divisées en trois catégories : celles à l'économie « primitive et naturelle » (Mois du Haut-Donnai), celles à l'économie « féodale avec survivance du régime de la tribu » (Muong, Thaï, Kha) et celles à l'« économie capitaliste naissante avec de nombreuses survivances féodales » (Cambodge, Laos, régions de Cao Bang et Langson...) (projet de résolution de 1935).

La signification du droit d'autodétermination est clairement

1. Programme de 1932, revue *Partisans*, *op. cit.*, p. 62.

2. *Idem*, pp. 68-69. Une traduction différente dans sa forme de cette partie de la résolution est donnée, à partir des documents vietnamiens, par Hai Quang dans « Le Viet Bac : du berceau de la révolution à la zone autonome », *Études vietnamiennes* n°41, Éd. en langues étrangères, Hanoï 1975, pp. 175-176.

3. Publiés respectivement en annexes 5 et 10 de la note périodique de la direction de la Sûreté indochinoise n°32 (3<sup>e</sup> trimestre 1934).

4. Slotfom III, 94, annexe n°7. Les passages centraux de cette résolution sont cités dans Viet Chung : « Minorités nationales et politiques des nationalités en R.D. du Vietnam », *Études vietnamiennes*, n°215, Éd. langues étrangères, Hanoï 1967, pp. 12-13.

spécifiée : « Après l'éviction des impérialistes français de l'Indochine, ces minorités auront le droit de disposer d'elles-mêmes jusque et y compris le droit de se séparer pour former un État indépendant et adopter le régime politique de leur choix; le gouvernement soviétique ouvrier, paysan et militaire d'Indochine s'engage à ne pas s'immiscer dans leurs affaires intérieures » (projet de 1935, point 6 des « Tâches urgentes »).

La reconnaissance pleine et entière de ce droit est considérée comme une condition indispensable au rétablissement de la confiance entre les peuples minoritaires et les travailleurs annamites, la seule façon de battre en brèche la politique de division de la colonisation. Mais l'objectif reste d'abord le rassemblement des efforts communs dans une lutte unique contre l'impérialisme français (ou « la liberté d'unification et de centralisation des forces militaires et économiques des peuples libérés », texte sur le Programme d'action du P.C.I.

L'aboutissement de cette lutte commune doit être la fondation de « l'Union des Républiques soviétiques d'Indochine » au sein de laquelle « l'union fraternelle se fera sur une base de liberté et d'égalité » et permettra la préparation de « la transformation de la révolution bourgeoise démocratique en révolution socialiste ». Chaque peuple sera libre d'adhérer à cette union et « jouira d'une autonomie complète à l'intérieur de ses limites territoriales » et pourra faire usage de sa langue (projet de 1935).

Il est très symptomatique de l'internationalisme de cette époque que cette « Union des Républiques soviétiques de l'Indochine » soit toujours conçue comme une « filiale de l'Union soviétique mondiale ». Cela confirme, si besoin était, que le P.C.I. envisageait toujours, à l'époque, la transcroissance socialiste de la révolution indochinoise dans son lien à l'extension mondiale de la révolution. Libération des populations minoritaires, destruction des barrières raciales, révolutions nationales et révolution mondiale sont pensées comme des éléments distincts d'un mouvement d'ensemble.

Enfin, la conception de la direction du P.C.I. de l'organisation de l'avant-garde communiste en Indochine reste centralisatrice. Elle l'affirme même de façon polémique dans sa « lettre aux camarades résidant au Cambodge » : « Il n'y a pas lieu d'envisager une révolution cambodgienne en particulier. Il n'y a qu'une seule révolution indochinoise. L'Indochine étant sous la domination d'un seul gouvernement impérialiste, toutes ses forces révolutionnaires doivent être unifiées et groupées sous la direction d'un seul parti : le P.C.I. ».

« Le Cambodge n'a pas le droit d'avoir un Parti communiste

distinct. Les communistes qui s'y trouvent doivent se grouper et créer un comité régional qui sera placé sous la direction du comité central du P.C.I. Créer un Parti communiste cambodgien, ce serait nuire à la révolution en divisant les forces du prolétariat, et en rompant l'unité de direction du P.C.I., ce serait tomber dans le piège de la politique de division des races, tendu par l'impérialisme. »

Le Congrès de Macao vient consacrer l'importance nouvelle accordée à la question nationale et ethnique telle qu'elle se pose à l'intérieur des frontières de l'Indochine. Le « Manifeste de la première assemblée générale des délégués du Parti communiste indochinois » ne s'adresse plus seulement « aux frères et sœurs ouvriers, paysans et soldats d'Indochine ! », mais aussi « à la masse des malheureux appartenant aux minorités ethniques ! », à laquelle il rappelle que le P.C.I. « fait une distinction de classe et non de race. » Le Manifeste affirme la solidarité de la classe ouvrière annamite « avec toutes les nationalités opprimées pour renverser l'impérialisme et le féodalisme<sup>1</sup> ».

## la période du Vietminh

Durant les années 1936-1937, l'importance des mouvements sociaux au Vietnam détourne probablement l'attention du P.C.I. de la question des nationalités et minorités. Le centre des luttes se situe alors dans les villes et plaines. Les textes les plus importants de l'époque ne parlent que peu – ou pas du tout – du problème. Le communisme vietnamien semble alors vivre sur l'acquis du Congrès de Macao et de la première vague d'implantation chez les minorités.

Pourtant, un tournant politique s'amorce en 1936, dont les conséquences seront très profondes. Il est indiqué, en bref paragraphe de la « lettre confidentielle du C.C. du P.C.I. » qui redéfinit le cadre programmatique d'ensemble du parti à la suite du 7<sup>ème</sup> Congrès de l'I.C. : « Notre comité central a acquis la profonde conviction que les Laotiens, les Cambodgiens, les Tho, les Muong, etc... à cause de degrés encore trop bas de leur évolution économique

1. Annexe à la note périodique mensuelle, 2<sup>ème</sup> trimestre 1935, Slotfom III, C 49. Reproduit dans D. Hémery, « Révolutionnaires vietnamiens... », *op. cit.*, pp. 436-438.

et intellectuelle, comprennent difficilement le communisme et, par conséquent, ne l'assimilent pas aussi aisément que nous. Comme leur sentiment patriotique est encore vivace, notre comité estime avantageux de créer dans les centres importants du Laos, du Cambodge, etc., des Partis nationalistes révolutionnaires destinés à organiser ces minorités ethniques. Cependant, il ne faut pas croire que la formation de ces partis devra mener à la dissolution de nos cellules. Au contraire, elles devront être renforcées et multipliées puisqu'elles forment les pépinières des militants qui seront envoyés organiser les Partis nationalistes à créer<sup>1</sup>. »

Il est difficile de savoir si cette nouvelle orientation a eu des implications pratiques avant la fondation du Vietminh. Et alors, on se dirige vers une structure proche, mais pas identique, à celle proposée en 1936 : l'existence de « Fronts nationaux » et de « sous-fronts » de minorités ossaturés par un seul parti, le P.C. indochinois. La revalorisation du patriotisme et l'effacement progressif de la revendication de classe amorcent donc une nouvelle évolution du P.C.I. aussi en ce qui concerne sa politique des nationalités et des minorités. Et ce d'autant plus qu'à partir de 1939-1941, la préparation et l'engagement de la lutte militaire de libération assignent une importance renouvelée aux zones montagneuses, aux régions frontalières, donc aux minorités.

Les historiens vietnamiens notent d'ailleurs l'existence de cet important tournant politique. « *Concernant la question nationale*, écrit aujourd'hui la commission d'histoire, notre parti avait d'abord voulu la situer dans le cadre de l'Indochine tout entière. Il la cantonnait nettement à ce plénum dans chacun des trois pays du Vietnam, du Cambodge et du Laos en précisant que, pour triompher, leurs révolutions de libération nationale devaient se prêter mutuellement appui, opérer en étroite liaison l'une avec l'autre, se donner impulsion réciproque et s'entraider<sup>2</sup>. » La dissociation du Vietminh — constitué comme front vietnamien — du caractère indochinois du Parti communiste n'est que la première d'une série de mesures qui aboutiront à la formation, en 1951, de trois Partis communistes distincts. Lors de son II<sup>e</sup> Congrès national, en effet, le P.C.I. se transforme en Parti des Travailleurs du Viet-Nam (P.T.V.N.) et donne simultanément naissance aux Partis communistes laotien et cambodgien. De l'unité de direction de la révolution indochinoise, prônée hier, on passe progressivement à la conception de la coordination de trois processus révolutionnaires différenciés, dirigés

1. « Lettre confidentielle... » *op. cit.*, p. 18.

2. « Histoire de la révolution d'août », Hanoï, *op. cit.*, p. 29.

chacun par son propre parti et son propre « front de libération ». La « révolution nationale » n'est alors plus seulement délimitée, dans son aire géographique, par les frontières étatiques et politiques suscitées par la colonisation. Cette dissociation du mouvement communiste et du mouvement de libération en Indochine est lourde de conséquences. Probablement à la fois voulue et subie, elle annonce et reflète la dissociation des processus révolutionnaires eux-mêmes, la formation d'Etats indépendants et l'abandon de fait de la perspective d'Union des Républiques soviétiques d'Indochine.

Enfin, le mouvement communiste vietnamien commence à s'affirmer autant comme instrument du pouvoir national que comme avant-garde de la lutte de libération. Il endosse peu à peu la responsabilité gouvernementale. Après la révolution d'août 1945 et la proclamation de l'Indépendance, il défend l'instauration d'un Etat, la République Démocratique du Vietnam, différent du Cambodge et du Laos et intégrant une réalité pluri-ethnique : celle du territoire vietnamien. Sans renier les positions du Congrès de Macao sur l'autodétermination des peuples — on a vu qu'elles étaient rappelées dans les textes de la série « études vietnamiennes » de 1967 — le Parti communiste vietnamien et la direction du Vietminh posent dorénavant le problème des minorités montagnardes sous l'angle de leur autonomie interne au sein d'un Etat vietnamien unique, et des responsabilités de la majorité « kinh » (viet) dans la lutte contre le chauvinisme et dans le développement de régions économiquement et socialement arriérées. La phase durant laquelle l'accent était mis sur l'autonomie institutionnalisée sous forme de zones administratives particulières est elle-même aujourd'hui dépassée. Au Nord, les « Zones Autonomes » ont été supprimées au profit de la formation de provinces, au sud, en vidant les Hauts Plateaux de l'essentiel de leur population, la guerre américaine a bouleversé les données du problème; dans l'ensemble du pays, une ample migration de travailleurs viets des plaines deltaïques vers les régions montagneuses tend à accélérer le processus d'assimilation politico-économique des minorités.

Ce que l'affirmation du caractère propre de chaque révolution confirme, *c'est le poids et l'importance du fait national dans la levée des masses en Indochine*. En effet, si la lutte anti-impérialiste s'était résumée à sa dimension politique (acquisition de l'indépendance) et économique (destruction combinée des formes précapitalistes d'exploitation et de la domination économique impérialiste),

il est probable que la révolution serait restée indochinoise : l'ennemi et le cadre de la lutte étaient communs. Par contre, l'affirmation — ou la réaffirmation — d'une identité et d'une communauté nationales face à la pénétration occidentale, impliquait la mise à jour des frontières de civilisation qui traversent l'Indochine, pour tendre à constituer des États nationaux proprement dits.

Mais ce moule de la révolution aux réalités nationales n'est pas le seul fait notable de l'histoire du mouvement de libération indochinois. Il reste à expliquer la place relative différente de chaque révolution dans l'ensemble indochinois et l'inégalité des rythmes de développement révolutionnaires, c'est-à-dire la prépondérance majeure de la révolution vietnamienne dans la révolution indochinoise. *L'importance du fait de civilisation explique que les révolutions épousent, en Indochine, les frontières nationales en formation. L'ampleur exceptionnelle de la crise sociale au Vietnam explique que ce soit là que la crise globale de la colonisation se soit nouée, avant tout, et que la confrontation de classe au sein du mouvement national ait débuté.*

Ce que les remarquables succès enregistrés par le Vietminh et le Front National de Libération dans la conquête de la confiance des Montagnards confirment, c'est le lien existant entre la lutte contre l'oppression des minorités, le combat pour la libération de la nation colonisée ou dominée et l'approfondissement de la révolution sociale. Leçon d'autant plus convaincante que les réalisations ultérieures de la R.D.V.N. tranchent par rapport aux échecs subis par la politique des minorités suivie par l'essentiel des voisins néo-coloniaux du Vietnam. On pourrait résumer la politique des minorités suivie par la direction du Parti communiste vietnamien en trois points essentiels : mise en valeur systématique de leurs héritages culturels (alphabétisation des langues non écrites, recueil des contes et légendes, enseignement primaire en langue autochtone, etc.), planification du développement national de façon à assurer une priorité aux zones économiquement retardaires, intégration politique et sociale de l'ensemble des ethnies du Vietnam pour « parachever » la formation d'une nation unique sur l'ensemble du territoire. Cette politique soulève évidemment un problème : on ne peut tendre à l'égalité socio-économique des minorités montagnardes dans l'ensemble vietnamien sans par là même voir se décomposer les structures traditionnelles qui assuraient la pérennité de l'identité culturelle de ses ethnies. Il reste à savoir comment la République socialiste du Vietnam assume cette contradiction.

## les premiers pas

Le Vietnam d'aujourd'hui comprend plus de soixante groupes ethniques non Viets, soit près de 4 millions d'âmes. Ils devaient être, au milieu des années trente, à peu près deux fois moins nombreux. Très minoritaires donc, face aux Viets (ou Kinhs) qui constituent 87 % de la population, ils n'en occupent pas moins de vastes étendues montagneuses couvrant les 2/3 du territoire : dans le centre et l'ouest du Sud du pays, sur les Hauts-plateaux du Centre et la cordillère annamite, dans les Hautes et Moyennes régions du Nord<sup>1</sup>. Les tribus montagnardes diffèrent profondément entre elles par la langue, les mœurs et coutumes, les stades de développement et les modes d'organisation socio-économiques. La tâche d'implantation parmi les groupes ethniques minoritaires que s'assigne le P.C.I. est donc ardue et ne pourra se réaliser que de façon très inégale, suivant les cas et les lieux.

Le fossé séparant les travailleurs vietnamiens émigrés au Laos, gagnés, pour certains d'entre eux, au communisme, et les populations autochtones, semble n'avoir pas été plus facile à combler. Le P.C.I. se heurtait, dans son effort d'implantation parmi les Lao, à une difficulté objective. La population autochtone était restée presque étrangère aux développements sociaux liés à la colonisation. Le

1. Chiffres de Viet Chung, « Minorités nationales ... », *op. cit.*, p. 4



prolétariat minier était formé d'émigrés : les 6 000 travailleurs des mines d'étain de Nam Pathene étaient presque tous vietnamiens, les techniciens étaient soit français, soit vietnamiens.

Le développement urbain ne s'est pas essentiellement nourri de l'exode rural, les Laotiens devinrent une minorité dans les villes de leur pays. En 1943, la capitale, Vientiane, était à 53 % vietnamienne (42 % lao, 4 % chinoise), Thakhet à 85 % vietnamienne (10 % lao, 4 % chinoise), Pakse à 62 % vietnamienne (14 % lao, 23 % chinoise). Le langage utilisé couramment était le vietnamien (et le français). L'écart entre la ville et la campagne d'une part, entre les Laotiens et les Vietnamiens d'autre part, ne pouvait que s'élargir dans ces conditions<sup>1</sup>.

## Le Viet Bac

C'est parmi les minorités Tay et Nung du Viet Bac que le P.C.I. enregistre ses premiers succès. C'est-à-dire parmi des minorités au développement social relativement plus avancé et à tradition de luttes élevée. Le mouvement de Phan Boi Chau y avait eu des contacts. Il s'agit de deux ethnies très proches, groupant au Nord Vietnam, en 1960, près de 900 000 âmes, que des ethnologues vietnamiens réunissent actuellement dans la même famille, les Tay-Nung<sup>2</sup>.

Plusieurs militants des minorités Tay se rendent en Chine vers 1927 et rejoignent le Thanh Nien. C'est le cas de Hoang Van Thu et Hoang Dinh Zong. Le premier, originaire de la région de Lang Son, de famille paysanne, adhère au P.C.I. dès 1929. Il prend rapidement la direction de la zone de Cao-Bac-Lang (du nom des trois provinces de Cao Bang, Bac Can et Lang Son). Il entre au C.C. en 1938, dont il devient secrétaire l'année suivante. En 1941, il est membre du Bureau permanent du C.C. Arrêté par les Français en août 1943, il est fusillé le 25 mai 1944. Hoang Dinh Zong est originaire du Cao Bang et a fait des études à l'école pratique d'industrie de Hanoï. Il adhère aussi au P.C.I. en 1929 et participe

1. Chiffres tirés de Alfred W. Mc Coy, « French colonialism in Laos, 1893-1945 », dans Nina S. Adams et Alfred W. Mc Coy, « Laos : War and Revolution », Harper and Row Publishers, 1970, pp. 84-85.

2. Études vietnamiennes n° 32. Éd. en langues étrangères, Hanoï 1971, présentation p. 6.

ultérieurement au C.C. Arrêté, il est déporté à Madagascar. De retour en 1945, il reprend ses activités militantes mais meurt en 1947<sup>1</sup>.

On voit que, très vite, les premiers membres des minorités Tay (ou Tho comme on disait alors) non seulement adhèrent au mouvement communiste, mais y prennent aussi d'importantes responsabilités. Le P.C.I. tente d'assurer la formation de cadres autochtones chargés de diriger le travail révolutionnaire dans leurs propres communautés et de prendre des responsabilités d'ordre général. Certaines des personnalités de l'actuel régime vietnamien sont d'origine montagnarde et ont adhéré au mouvement communiste dans les années trente. C'est notamment vrai des généraux Le Quang Ba et Chu Van Tan.

Le Quang Ba, un Tay de Cao Bang, participe aux activités des jeunesses du mouvement au tout début des années trente : il contribue à l'animation d'une grève scolaire en 1931. C'est en 1932 que se constitue la première cellule communiste dans sa localité de Haquang, dont il est membre. Il passe bientôt au Comité de district du Parti. Il devient un important responsable militaire sous le Vietminh et est nommé commandant en chef des forces armées de Hanoï après la révolution d'août 1945. Il était en 1967 membre du C.C. du P.T.V.N. et président du Comité des nationalités du gouvernement de la R.D.V.N.<sup>2</sup>.

Le général Chu Van Tan est un Nung de famille paysanne, né en 1909 dans un village de la province de Thai Nguyen. Son père avait fait le coup de feu dans les maquis du De Tham. En 1934, Chu Van Tan assiste aux cours de formation ouverts par Hoang Quoc Viet dans sa localité. Il entre au Parti et prend la direction de la première base militaire du futur Vietminh, après l'insurrection de Bac Son en 1940, avec Hoang Van Thu et un autre militant nommé Giao. Chargé de protéger les déplacements des membres du C.C. du P.C., il est nommé en 1941 membre du Comité du Tonkin du Parti. En 1945, il est désigné pour assurer la sécurité de Ho Chi Minh et est élu membre du C.C. puis ministre de la Défense dans le gouvernement provisoire mis en place après la révolution d'août. Il était en 1967 secrétaire du Bureau régional du Parti et commandant en chef des forces armées de la zone autonome du Viet Bac, membre du C.C. du P.T.V.N., membre du conseil

1. Notices biographiques de Mai Quang : « Le Viet Bac : du berceau de la révolution à la zone autonome ». *Études vietnamiennes* n°41, Éd. en langues étrangères, Hanoï 1975, pp. 174-175.

2. Le Quang Ba, « Souvenir de clandestinité », *Études vietnamiennes*, N°15, *op. cit.*,

suprême de Défense de la R.D.V.N., vice-président du comité permanent de l'Assemblée nationale<sup>1</sup>.

Les premiers contacts entre militants vietnamiens et membres des minorités sont noués de différentes façons : grâce à l'établissement de militants comme précepteurs ou instituteurs, aux déplacements de « colporteurs », grâce même à l'activité de prisonniers politiques incarcérés en pays Thai par les Français dans la prison de Son La : ils réussissent à établir des liaisons clandestines avec les populations locales et gagnent les premiers militants Thai, tels Lo Van Gia et Chu Van Thinh. Au cours des années trente, ce noyau initial essaima dans le reste du pays et, en 1940, l'« Association Thai pour le salut national » est constituée<sup>2</sup>.

Il est difficile d'avoir une vue d'ensemble de l'implantation du P.C.I. dans le Viet Bac à la fin des années trente. Les « résolutions prises par l'Assemblée générale des délégués de la section du Parti au Tonkin », d'août 1938, en donne une image restrictive; en affirmant brièvement : « Pour les minorités ethniques. Nous avons seulement des organisations au sein des populations Tho à Cao Bang; il est nécessaire d'étendre notre champ d'action dans les autres milieux de la Haute-Région<sup>3</sup>. » On a pourtant vu qu'en plus des Tho (= Tay), il faut au moins ajouter les Nung et les Thai. A moins que le terme de Tho n'ait été employé dans une acception particulièrement large.

Un document du Bureau du Tonkin du parti de 1935 donne une vision plus vaste du travail réalisé quand il écrit : « Les communistes *viets* doivent déployer tous leurs efforts pour propager, inculquer aux masses *viets* cette idée : seule la formation d'un front unifié groupant les ouvriers, les paysans, les minorités ethniques pour renverser les impérialistes et les propriétaires fonciers pourra mener la révolution à la victoire. Les communistes Tho, Nung, Thuong, Man doivent déployer tous leurs efforts pour expliquer aux masses des minorités ethniques que seule l'union étroite avec les ouvriers et les paysans viets peut vaincre les impérialistes et libérer les minorités ethniques du joug de l'esclavage<sup>4</sup>. »

1. Chu Van Tan : « Avec l'oncle Ho », *Études vietnamiennes*, n°15, *op. cit.*,

2. Dang Nghien Van, « Aperçu sur les Thai du Viet Nam », *Études Vietnamiennes* n°32, Édition en langues étrangères, Hanoï 1971, p. 175. (Les Thai sont une minorité différente mais proche des Tay. Ils sont environ 500 000 au Nord Vietnam, divisés en plusieurs branches).

3. Slotfom. Annexe III à la lettre de la sûreté générale du 30 décembre 1938. Auparavant, la résolution notait que le P.C.I. avait des « attaches » chez les Thos et les Nung (p. 11).

4. Extraits des décisions de la réunion du Tonkin du Parti du 13 mai

Lorsque la décision de préparer le soulèvement armé est prise, et qu'en 1941 le Vietminh est fondé, l'implantation est en tout état de cause suffisante pour faire de la région de Cao Bac Lang le centre du mouvement. Il semble que les progrès communistes dans cette région sont alors très rapides. Selon Mai Quang, dès les années 1942-1943, « trois des neuf districts du Cao Bang étaient devenus "entièrement vietminh" ; à Ha Quang, par exemple, où la population, des Nung pour la plupart, était clairsemée, le nombre des membres du Vietminh était passé de 1 000 en 1941 à 3 000 en 1943, et 15 formations d'auto-défense armée furent constituées. De nombreux cours politiques furent organisés à Pac Bo et ailleurs à l'intention des cadres Tay-Nung, Zao, Meo<sup>1</sup> ... »

## les quatre recommandations et les cinq abstentions

Le travail de formation qui était alors mené à Pac Bo était directement supervisé par Ho Chi Minh. L'implantation du P.C.I. parmi la minorité montagnarde fut d'ailleurs l'occasion de vérifier l'efficacité de sa « pédagogie politique ». L'ensemble des récits des militants originaires de minorités ou Kinh – retraçant leurs rencontres avec Ho Chi Minh dans le Viet Bac – insistent avant tout sur la minutie avec laquelle il vérifiait qu'aucune coutume des populations locales n'étaient violées par les militants communistes. Celui qui séjournait durablement chez une tribu déterminée devait en apprendre la langue et les mœurs, s'habiller selon les traditions du crû, manger la même nourriture que ses hôtes.

C'est Ho Chi Minh qui rédige à l'intention des membres du parti les « quatre recommandations » et les « cinq abstentions » que tous devaient apprendre par cœur.

### *Les quatre recommandations :*

« 1. Aider la population dans ses activités pratiques, décorifier et blanchir le riz, assurer les corvées d'eau et de bois, donner des soins aux enfants...

19 mars 1935. Reproduit par Mai Quang : « Le Viet Bac... », *op. cit.*, p. 176. Les minorités Man sont appelées aujourd'hui Zao ou Yao.

1. Mai Quang, *op. cit.*, pp. 180-181.

« 2. Se renseigner sur les mœurs et coutumes locales, respecter rigoureusement les “ tabous ” de la région et de la famille chez qui on habite.

« 3. Apprendre soi-même le dialecte local, apprendre à la population à chanter, à lire et à écrire, gagner sa sympathie et faire la propagande révolutionnaire progressivement, pas à pas.

« 4. Par sa correction, son esprit de discipline, gagner la confiance et l'appui de la population. »

### *Les cinq interdictions :*

« 1. Interdiction de causer des dommages aux cultures et aux rizières, de salir ou de détériorer les meubles et objets usuels de la population.

« 2. Interdiction d'insister pour acheter ou emprunter ce dont les gens ne veulent pas se défaire.

« 3. Interdiction d'oublier la parole donnée.

« 4. Interdiction de porter atteinte aux us et coutumes, aux croyances locales.

« 5. Interdiction de divulguer tout secret<sup>1</sup>. »

Dans les régions où coexistaient les minorités Tay, Nung, Zao, Meo... les militants communistes d'un groupe ethnique devaient savoir se faire respecter des autres. Souvent, ils pratiquaient entre tribus l'« alliance par l'âge » (le « Lao Tông »). « Par le “ Lao Tong ”, les communistes viets étaient devenus frères des Tay-Nung, tout comme des communistes Tay-Nung étaient devenus frères des Zao et des Meos. »

« D'autre part, l'esprit familial était très développé parmi les Tay-Nung, et quand un homme devenait révolutionnaire, il arrivait que toute sa famille – voire toute sa parenté – prenait cause pour la révolution (...) Par cette méthode efficace qui s'appuyait sur des pratiques traditionnelles, les organisations révolutionnaires se développaient rapidement<sup>2</sup>. »

Il y a là une orientation générale qui continuera à s'affirmer tout au long des luttes de libération : se faire d'abord accepter comme un des leurs par les communautés montagnardes pour en favoriser ensuite l'évolution de l'intérieur.

1. Le Quang Bac, *op. cit.*, pp. 49-50.

2. Mai Quang, *op. cit.*, p. 177.

Dans le développement de l'activité du P.C.I. parmi les montagnards du Viet Bac, la proximité de la frontière sino-vietnamienne et la présence de centres d'activité révolutionnaires au-delà de la frontière ont joué un grand rôle. Nombre des décisions semblent avoir été prises en liaison directe avec les communistes chinois de la zone frontalière, comme avec les cadres vietnamiens souvent installés dans la ville chinoise de Loungtchéou. Les liaisons étaient évidemment d'autant plus faciles à organiser que les mêmes populations vivaient de part et d'autre d'une frontière pour elles toute théorique.

La première initiative du jeune désireux de prendre contact avec les militants révolutionnaires était souvent de passer clandestinement en Chine. Des cadres militants viets, qui joueront un rôle important dans l'organisation des bases de guérilla du Viet Bac, avaient fait leurs armes dans l'Armée Rouge du P.C.C., comme Phung Chi Kien qui remplaça Hoang Van Thu à la tête de la base de Bacson-Vonhai. Il avait participé à la Longue Marche. Hoang Van Thu lui-même, Tay, membre du C.C., résida longtemps dans le Kouangsi chinois.

Mais les « souvenirs de clandestinité » du général Le Quang Ba montrent qu'il n'y avait dans la zone frontalière plus que la seule organisation des liaisons extérieures et le transfert de cadres. « Mon village touchait à la frontière chinoise. De Socngiang à Pingmang, en Chine, il n'y avait que trois kilomètres de distance. Les habitants avaient vu de leurs propres yeux l'Armée Rouge chinoise traverser Pingmang en allant de Yukiang, de Loungtchéou vers le Nord. Partout où ils passaient, les soldats révolutionnaires parlaient des intérêts des pauvres, de luttes contre les propriétaires et mandarins, de partage de terres<sup>1</sup> (...) » En 1930, son camarade Quoc Van part s'instruire à Longtchéou auprès des révolutionnaires vietnamiens y résidant. A son tour, Le Quang Ba et un autre de ses amis, Quy Quan, passent la frontière, mais pour faire une mauvaise expérience avec un officier du Kuomintang empressé de les recruter.

Une fois l'activité communiste plus développée du côté vietnamien de la frontière, des contacts suivis sont noués avec les militants du P.C.C. En 1937, « la répression était telle que les liaisons avec nos camarades du Delta se faisaient difficilement (...) Près de chez nous, de l'autre côté de la frontière, se trouvait une

1. Le Quang Ba, *op. cit.*, p. 31.

forte base de guérilla chinoise (...) On décida de se prêter main-forte et d'établir chez nous une base de guérilla à cet effet. Bientôt nous disposions d'appuis des deux côtés de la frontière<sup>1</sup>. »

« De Luckhu (dans les montagnes de Haquang), notre action rayonnait sur les environs, en particulier sur Pacbo. Nos bases formaient un couloir le long de la frontière, solidement adossées à la base révolutionnaire chinoise des trois provinces méridionales de la Chine. De part et d'autre de la frontière, nous avions des sympathisants actifs<sup>2</sup>. »

En 1939, des bandes soutenues par les Japonais commençaient à mettre en coupe réglée les villages de la région. « Nous devons mettre fin à ces troubles. D'accord avec les camarades chinois, nous élaborâmes un plan d'action commun (...) Une " Association de défense contre la piraterie " fut mise sur pied<sup>3</sup> (...) » C'est, enfin, *via* la Chine que les militants de Le Quang Ba réussissent à reprendre contact avec le P.C.I., en 1940, alors que les liaisons étaient une nouvelle fois coupées avec le Delta. Juste à temps pour retrouver Ho Chi Minh dans la ville de Tsingsi, alors qu'il rejoignait le Vietnam.

Ailleurs que dans le Viet Bac des bases extérieures jouèrent un rôle très important, durant les années trente. C'est notamment le cas à la frontière entre le Siam et le Laos.

Selon les rapports de police français, le Parti communiste siamois était alors organisé en cinq régions : Nord, Nord-Est, Est, Centre et Sud. Dans le Sud, le comité exécutif dirigeait l'activité des cellules de la « malaisie siamoise ». Le Centre était avant tout chargé de Bangkok. L'Est contrôlait les organisations d'Oubone, de Sourine et de Varine. Le Nord avait pour centre le chef-lieu de province de Chieng Mai. Et le Nord-Est comprenait les « provinces du Laos siamois », le siège de son comité dirigeant se trouvant vraisemblablement dans les environs de Makheng (province de Oudorn)<sup>4</sup>.

A cette époque, environ 50 000 Vietnamiens habitaient le Nord-Est siamois, dont la population était essentiellement composée de Lao-Thaï, très proche des populations de l'autre côté du Mékong. Si l'appareil central du P.C.S. était dominé par des résidents thaïlandais d'origine chinoise, la région du Nord-Est était de compo-

1. *Idem*, pp. 39-40. La base de guérilla située du côté chinois de la frontière dont il est fait ici mention était probablement constituée elle aussi par des populations minoritaires.

2. *Idem*, p. 41.

3. *Idem*, pp. 41-42.

4. Note périodique mensuelle n°38 du premier trimestre 1936, Slotfom III 34, p. 54.

sition largement annamite et son activité était souvent tournée vers l'Indochine. S'il sortait évidemment des publications en langue siamoise (dont le *Seng I San – La lumière du Nord-Est*), le « Comité du Nord-Est », en 1939, éditait aussi en vietnamien le *Co Do (Le Drapeau Rouge)*, et avant cela, en 1934, le *Chi Dao (Le Guide)*, etc. La tradition d'implantation révolutionnaire vietnamienne dans cette région était ancienne : elle avait servi de zone refuge à nombre de militants nationalistes au moment de la conquête française. Ho Chi Minh avait longuement milité au sein de cette communauté durant les années vingt. Il y avait constitué le pendant siamois du Thanh Nien, le Than Ai.

Deux membres du C.C. du P.C.S. auraient été indochinois, au début de 1936, et auraient eu des relations directes avec le « Bureau dirigeant à l'extérieur » du Parti communiste indochinois. C'est, enfin, dans le Nord-Est siamois, à Nakhorn-Phanom, qu'un « bureau chargé de l'Indochine » a été constitué, spécialement tourné vers le Laos. Selon les archives de police, c'est en effet sur la rive droite du Mékong, à l'initiative de ce bureau, que la plupart des écrits de propagande distribués au Laos sont rédigés, tirés à la photocopie ou tapés à la machine à écrire, dans une sécurité relative. L'activité du « bureau chargé de l'Indochine », après avoir joué un rôle de direction politique, tend à se réduire à une aide technique, le « comité exécutif » du P.C.I. au Laos prenant en effet de plus en plus effectivement en charge la direction des organisations du P.C.I. du côté indochinois de la frontière<sup>1</sup>.

L'organisation du P.C.I. a été, à plusieurs reprises, détruite par la répression au Laos. Dans une lettre du 1<sup>er</sup> décembre 1934, le « comité chargé de conseiller et de venir en aide aux sections du P.C.I. à l'intérieur » déclare : « En raison de la situation désespérée des masses laborieuses d'Indochine et de l'absence de leur unique guide, le P.C.I., le P.C. siamois nous a confié, à nous membres du " comité chargé de l'Indochine ", la mission de les soutenir et de les aider. » En effet, la police française a opéré d'importantes arrestations et a désorganisé le « comité de pays » du Laos. Des liens existaient certes auparavant entre la section laotienne et le bureau siamois qui avait notamment envoyé un de ses membres à la conférence des délégués du Laos qui s'était tenue du 6 au 9 novembre 1934. Mais cette fois, c'est le « bureau chargé de l'Indochine » qui a décidé de nouvelles cooptations aux organismes dirigeants du P.C.I. au Laos pour combler les trous creusés par la répression. Cette

1. Slotfom. Note périodique mensuelle. Chap. II, p. 12 et Chap. III pp. 13-14.



mesure exceptionnelle a été prise, vu l'urgence de la situation, et avec l'accord d'un camarade du Bureau permanent laotien ayant échappé à la répression. La lettre montre qu'à ce moment, le « bureau chargé de l'Indochine » se comporte en véritable organisme dirigeant en donnant une série de directives politiques de travail pour reconstituer le mouvement au Laos<sup>1</sup>.

## le difficile recrutement des Laotiens

En l'absence de documents portant sur le Cambodge, on se contentera ici de mettre en lumière les difficultés d'implantation du Parti communiste indochinois au Laos. Il apparaît en effet que le P.C.I. est resté très longtemps de composition viet, y compris en ce qui concerne ses organisations au Laos. Il en allait certainement de même au Cambodge, où les premières recrues communistes provenaient de l'émigration vietnamienne (notamment des travailleurs des plantations).

Les « Résolutions de la conférence régionale des représentants du Laos du 6 au 9 septembre 1934 » dressent à cet égard un tableau éloquent<sup>2</sup>. « Bien que les autochtones constituent la force révolutionnaire principale du pays, les cellules ont habituellement négligé de s'en occuper. Les rares cellules qui aient entrepris quelque travail en liaison avec les autochtones ou qui ont enquêté sur leur situation ne se sont pas suffisamment efforcées de les embrigader dans le Parti. Il en est résulté que notre section du Laos ne semble guère autre chose qu'une subdivision du Parti communiste annamite au Laos. Il n'y a pas lieu de s'étonner du peu de résultats obtenus auprès de la masse autochtone. »

La résolution demande alors à toutes les cellules d'engager un travail de recrutement des autochtones, d'être moins sévères dans les critères d'adhésion pour eux que pour les Vietnamiens, et de leur réserver un nombre suffisant de postes dans les organes dirigeants. Enfin, la résolution remarque que l'influence du Parti n'avait pas encore pénétré certaines régions très importantes du Laos, telles celles du Khône, Paksé et Luang Prabang.

Les difficultés rencontrées par le P.C.I. dans son travail de

1. Lettre du « Comité chargé de l'Indochine » aux camarades du Laos. Slotfom.

2. Voir Slotfom III, p. 94.

masse confirment l'extrême inégalité d'implantation communiste au Laos. La résolution note de façon générale les carences du travail de masse que le P.C.I. mène, que ce soit dans le domaine anti-impérialiste ou syndical. Mais elle souligne tout particulièrement l'absence du parti dans les quelques luttes paysannes qui ont eu lieu. « Le principal motif de cette abstention est qu'il n'y avait dans le parti aucun membre autochtone et que, par suite, le travail paysan ne pouvait faire aucun progrès. » Quant à la propagande, elle « est faite principalement parmi les Annamites et non parmi les autochtones. » Il faudra, en conséquence, « s'efforcer d'éditer une littérature de propagande en langue laotienne. »

En 1935, certains progrès sont à noter. Les liaisons entre les diverses cellules du P.C.I. au Laos et le P.C.S. sont bien établies. Parallèlement, la sûreté générale estime « que la section du Laos est en voie d'émancipation et que le congrès rendra son "comité exécutif" complètement indépendant du "comité chargé de l'Indochine" siamois ». Le travail s'étend; il reprend notamment à Paksé, où il avait été interrompu depuis 1931. Surtout, un organe de presse paraît en langue laotienne : *Phuon Chon - Le Misérable*) depuis le début de 1935. Des responsabilités ont été définies pour engager un travail paysan (un militant, du « comité exécutif » de 5 membres en est chargé). Et, fait capital note la Sûreté, des autochtones sont membres de la section, bien que la *revue Bolchévik* continue de penser que leur nombre est très insuffisant. Les tracts relevés par la Sûreté sont souvent rédigés à la fois en quoc-ngu (vietnamien) et en laotien<sup>1</sup>.

Malgré cela, en août 1937, la résolution de la conférence élargie du Comité central remarque en passant, que les organisations du Parti au Laos n'ont pas pu être reconstituées et celles du Cambodge restent inachevées<sup>2</sup>. » C'est peut-être la conséquence de la répression de 1935. La stabilisation de l'implantation du P.C.I. au Laos ou au Cambodge semble donc être restée jusqu'à très tardivement un problème non résolu. Probablement à la fois du fait de la lenteur du recrutement des autochtones et de la fragilité d'une implantation basée sur des travailleurs vietnamiens émigrés susceptibles d'être renvoyés au Vietnam sans difficulté par la police ou le patronat.

1. Slotfom, *op. cit.*

2. *Op. cit.*, Slotfom III C 59, p. 9 de la traduction. La résolution note aussi l'existence de « sections chinoises » qui « ont pris contact avec les comités supérieurs du Parti », mais dont la « direction n'est pas encore

L'histoire de l'implantation communiste au Laos — ou au Cambodge — reste à faire. Mais l'étude de ces quelques documents permet de soulever à cet égard trois problèmes :

1. Les textes du P.C.I. concernant l'implantation parmi les « autochtones » laotiens semblent ne traiter que de la population laotienne « majoritaire » : les Thaï-Lao (ou Lao Loum). Formant tout juste la moitié de la population du pays, les Thaï-Lao occupent la plaine du Mékong et les villes. Les montagnes du Nord et de l'Est sont peuplées d'un grand nombre de minorités montagnardes relevant de deux groupes ethniques : le groupe des Lao Theung, les Kha; et le groupe des Lao Soung avec les Meo, Yao, Lolo, etc.

Les tribus d'une même ethnie ne sont pas rassemblées dans un même territoire, mais sont dispersées, celles du premier groupe le long des flancs montagneux, celles du second groupe sur les crêtes. Comme au Vietnam, elles diffèrent par la culture et la structure socio-économique, et leur développement était largement indépendant de celui des Thaï-Lao.

Or, c'est justement parmi les minorités montagnardes de l'Est et du Nord Laos que le mouvement communiste trouvera, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, son implantation essentielle et ses zones de contrôle. Il gagne en effet l'adhésion d'une partie des Meo (derrière un de leurs chefs : Faydang) et des Kha (derrière Sithon Komadan, fils du chef historique des rébellions Kha anti-françaises de 1910 à 1937).

Dans les deux cas, l'intégration des luttes des minorités montagnardes dans le mouvement de libération indochinois ne semble pas avoir été la conséquence du travail laotien du P.C.I. mené durant les années trente. Elle résulterait plutôt d'une rencontre entre des soulèvements minoritaires contre l'administration française et l'influence croissante du Vietminh. Les révoltes des tribus montagnardes apparaissent elles-mêmes avant tout comme l'aboutissement d'une évolution qui leur est propre, et non comme un élément d'une montée des luttes « nationales » au Laos, qui ne prendront vraiment corps que durant le cours même des combats pour la libération.

Le ralliement des Kha prolonge une longue tradition de soulèvements anti-français. L'autorité coloniale s'est imposée lourdement dans les montagnes du Laos, et elle provoqua nombre de mouvements de résistance parmi les tribus. Les premières révoltes remontent à 1896, elles connaissent leur apogée à la fin des années

unifiée. » Ce qui laisse penser qu'il y avait peut-être une organisation spécifique des Chinois, résidant en Indochine et communistes

trente. Celle des Kha (1901-1936) dura 35 ans, sous l'impulsion de la tribu Alak, travaillant comme tisserands et marchands pour les autres tribus Kha. « Bien que la révolte prit la forme d'un mouvement religieux messianique, les Alak et leurs alliés (dont les plus importants étaient les Loven, une autre tribu Kha) ressentirent amèrement la tentative française de lever des taxes et de contrôler leur commerce. Ils luttèrent, avant tout, pour l'indépendance politique<sup>1</sup>. »

La révolte des Meo apparaît, elle, à la fois nourrie par la lutte anti-coloniale et les contradictions opposant les « familles » meo entre-elles. La politique française consiste à assurer l'extension de la production d'opium dans le district meo. Ils font d'un chef meo, Touby Lyfoung, leur agent et le dotent progressivement de pouvoirs croissants. Les taxes sur l'opium augmentent et une partie des cultivateurs meo subissent un processus de paupérisation. Simultanément, Touby utilise sa position, octroyée par l'administration française, pour lutter contre le chef d'une autre « famille », Faydang, qui finira par prendre le maquis. Les débuts de la guérilla meo — qui sera ultérieurement connue sous le nom de Ligue de Résistance Meo — apparaissent donc à la fois liés aux effets sociaux et politiques de la colonisation et à l'exacerbation conséquente de tensions traditionnelles internes à cette société montagnarde<sup>2</sup>.

Le problème reste donc posé : quand la lutte anti-impérialiste au Laos prit-elle un caractère « national », et dans quelle mesure les débuts de la résistance militaire des années quarante fut le fruit d'une alliance anti-coloniale nouée directement entre le Vietminh et les tribus montagnardes révoltées ?

2. De façon générale, les liens entre le travail mené au Laos entre les deux guerres et les développements ultérieurs ne sont pas clairs — sinon en ce qui concerne la création d'une tradition communiste au Laos. C'est dans les années qui succèdent à la Seconde Guerre mondiale que le communisme laotien commence seulement à prendre son visage actuel. Le mouvement de libération à direction communiste, dans ce pays, résulte en effet de la rencontre, en

1. Alfred W. Mc Coy, in Nina S. Adams et Alfred W. Mc Coy, « Laos : war and revolution », *op. cit.*, p. 88.

2. Voir à ce sujet Alfred Mc Coy : « The politics of heroin in South East Asia », Harper and Row publisher, N-Y, London 1973. On trouvera un résumé de la crise meo, très favorable à Touby Lyfoung dans : Martial Dassé, « Montagnards, révoltes et guerres révolutionnaires en Asie du Sud-Est continentale », D.K. Book House, Bangkok (Thaïlande), 1976. Une mémoire de maîtrise soutenu à Paris VII offre une intéressante analyse de l'échec des premières révoltes Hmong (meo) contre la colonisation et de leurs conséquences : Isabelle Alleton : « La Révolte du "Fou" Essai d'Interprétation ».

alliance avec le Vietminh et sous l'égide du P.C.I., des mouvements montagnards et de la gauche anti-impérialiste lao-thaï de l'ethnie majoritaire. L'indépendance est déclarée au Laos dans la foulée de la Révolution d'août 1945 au Vietnam. En 1946, avec le retour des Français, le gouvernement est obligé de se replier à Bangkok, puis se divise. Une aile collaborationniste, dirigée par Souvanna Phouma, accepte le compromis avec la colonisation. La gauche du mouvement Lao Issara reprend la lutte. Dès 1947, Souphanouvong était rentré à cette fin au pays. Il créait, en 1949, l'« Organisation populaire progressiste », puis le « Comité de libération du Laos », et enfin, en 1950, le Neo Lao Issara (Le Front de Libération du Laos) qui devint ultérieurement le Neo Lao Haksat (Front patriotique du Laos).

Dans quelle mesure l'infrastructure politique du mouvement de libération des années cinquante à soixante-dix trouve-t-elle son origine dans le travail d'implantation du P.C.I. des années trente ? Faydang et Sithone Komadan sont venus au communisme *via* la levée anti-coloniale des tribus montagnardes et leur alliance avec le Vietminh. L'itinéraire intellectuel de Souphanouvong semble lui aussi avoir été marqué par d'autres expériences : sa présence en France lors du Front populaire, son séjour ultérieur comme ingénieur des Ponts et Chaussées au Vietnam, et sa rencontre avec des militants communistes vietnamiens, dont Ho Chi Minh et enfin l'échec du gouvernement nationaliste en exil en 1946-1947. D'autres cadres qui joueront un rôle important dans l'organisation du mouvement communiste dans les montagnes du Laos, comme Kaysone, ont aussi connu une évolution « vietnamienne » : fils d'un émigré vietnamien de Savannakhet, il fait ses études de médecine à Hanoï au début des années quarante<sup>1</sup>.

3. Enfin, les documents du mouvement communiste indo-chinois n'analysent apparemment que de façon très succincte les tensions internes aux diverses communautés minoritaires – au Laos comme dans le reste de l'Indochine. Il est néanmoins permis de supposer que si le communisme a finalement connu un tel succès parmi les populations montagnardes, c'est qu'il a pu bénéficier de ces contradictions, même si elles se manifestaient de façon moins aiguës que chez les Viets majoritaires. Et il serait de grand intérêt d'étudier l'articulation des questions internes et régionales, sociales et anti-impérialistes, ethniques et « nationales », dans le développement de la lutte de libération dans les zones de population non-Viets.

1. Sur ce dernier cas, voir Paul F. Langer et Joseph J. Zasloff, « North Vietnam and the Pathet Lao », Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts 1970, p. 230 et note 9.

Mai Elliot, dans son introduction aux mémoires de Chu Van Tan, tente une analyse des contradictions propres aux tributs Tho. Elle remonte pour se faire à la politique des dynasties Ly puis Le, et à la formation d'une aristocratie propriétaires de domaines héréditaires, progressivement assimilée aux populations locales bien que généralement d'origine vietnamienne. Un nouveau système social voit ainsi le jour : le système Thoty. La colonisation vient le bouleverser. Le droit français en matière de propriété de la terre est juridiquement introduit, des colons s'emparent de vastes territoires au prix de l'expropriation forcée des Tho, les collaborateurs des Français se voient dotés d'importantes positions par l'administration. Le pouvoir des Thoty, fondé sur la possession de leurs domaines, est détruit ; de nouvelles familles dominantes apparaissent, enrichie par le monopole accordé par les Français sur le trafic du sel et de l'opium. Mais l'autorité de ses collaborateurs ne semble pas avoir été reconnue par les populations Tho.

Une crise agraire les frappe en effet. La division sociale entre paysans riches et pauvres s'approfondie. Le taux d'exploitation de la paysannerie augmente notablement. D'où le murissement des conditions de la révolte, conclu Mai Elliot : « Ces contradictions de classe et le ressentiment des populations du Viet Bac à l'égard de l'administration française ont donné l'occasion au Vietminh de pénétrer cette zone et d'y établir ses bases<sup>1</sup>. » L'analyse de Mai Elliot sur les Tho du Vietnam tendrait donc à confirmer celles de A. Mc Coy sur les Meo et les Kha du Laos.

1. Mai Elliot, introduction aux « Reminiscences on the Army for National Salvation », de Chu Van Tan, *op. cit.*, p. 15. Il reste beaucoup à faire pour donner leur vraie place aux traits culturels et aux contradictions sociales propres dans l'histoire contemporaine des minorités montagnardes. Une étude entreprise pour un mémoire de maîtrise à Paris VII par Daniel Thiebault sur le P.C.I. et les Tho, durant les années trente et quarante, devrait aider à ce travail. Elle est, malheureusement, encore inachevée.

l'évolution

le parti communiste indochinois,  
le komintern  
et le parti communiste français

La nature des liens entretenus par le Parti communiste indochinois avec le Komintern et avec son homologue français est l'une des questions les plus complexes et les plus importantes de l'histoire du communisme vietnamien. Ces rapports auront variés, et l'affirmation d'une position indépendante des dirigeants vietnamiens, au sein du mouvement communiste officiel international, tant par rapport à Moscou qu'à Pékin, n'est devenue évidente qu'avec l'ouverture de la querelle sino-soviétique. Le Parti des travailleurs du Viet Nam s'est en effet caractérisé comme l'un des rares Partis communistes qui a refusé la logique de ce conflit, de concert, à l'époque, avec les organisations coréenne, japonaise, cubaine et indonésienne.

Mais le problème remonte loin avant la fin des années cinquante ou le début des années soixante. La trajectoire historique du communisme vietnamien est très originale, en regard de celles de nombreux autres Partis communistes du monde colonial ou semi-colonial. Elle l'est même par rapport à celle de son organisation cousine, le Parti communiste chinois. Cette originalité s'affirme dans ses relations au mouvement national et, corrélativement, dans ses relations à l'I.C. et au P.C.F.



## le caractère national du communisme vietnamien. un caractère acquis ?

Pour de nombreux auteurs, le caractère national du communisme vietnamien est un « caractère acquis ». Pendant une séquence de son histoire — celle des années trente — Le Parti communiste indochinois aurait entretenu des rapports envers le Komintern analogues à ceux des autres sections de l'I.C., et ce n'est qu'au moment de la rupture pratique des liens entre Moscou et Pékin d'une part, le Vietnam de l'autre, avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale et la création du Vietminh, que les déterminations nationales de son action deviennent, ou redeviennent prépondérantes.

C'est la thèse de W.J. Duiker, pour qui « pendant près de deux décades, le mouvement communiste vietnamien a agi sous la direction stratégique du Komintern de Moscou. Il est clair que durant cette période, les Vietnamiens étaient généralement attentifs à suivre la ligne du Komintern. D'année en année, les Vietnamiens ont scrupuleusement ajusté leur propre politique à celle, changeante, de Moscou, de façon à être en accord avec toute nouvelle orientation. Il y a nombre d'indications de désaccords internes à propos de ces réajustements politiques, mais on ne trouve pas trace d'une rupture ouverte de discipline de la part du Parti dans son entier face aux directives du Komintern. Chaque fois qu'un changement majeur de ligne était décidé — en 1928, en 1935, et une nouvelle fois en 1939 — la direction du Parti vietnamien a tenté, apparemment sincèrement, de s'y conformer. Ce n'est qu'après 1939, quand l'Union soviétique était avant tout préoccupée des problèmes européens, que le P.C.I. reçut une autonomie considérable dans la détermination de sa stratégie propre<sup>1</sup>. »

Jean Chesneaux tire des conclusions analogues, bien que plus nuancées, quant à l'évolution du communisme vietnamien : « Pendant toute une période, le communisme, au Vietnam, a balancé entre l'option « indochinoise » et l'option « vietnamienne » (...) Il y avait là un problème de fond, et non une simple question de mots. L'option « indochinoise » signifiait que, même si le parti était vietnamien en fait, il s'inscrivait d'abord dans une stratégie anti-impérialiste, et qu'il se définissait par rapport à l'adversaire à combattre, à savoir le pouvoir colonial français (...) L'option

1. W.J. Duiker, « The Comintern and Vietnamese communism », *op. cit.*, pp. 40-41.

“ vietnamienne ” impliquait au contraire, de donner la priorité au Vietnam en tant que réalité nationale, de lier étroitement la lutte révolutionnaire pour le socialisme et la renaissance nationale du Vietnam. La tendance “ indochinoise ” était étroitement liée au rôle prépondérant que jouait le Komintern dans la vie du communisme vietnamien pendant toute cette période (1930-1941), soit directement, soit surtout par l’intermédiaire du Parti communiste français (...) Jusqu’en 1930, dans sa période embryonnaire, le mouvement communiste était beaucoup plus “ indigène ”; il l’est redevenu quand furent rompus les liens avec la France; à partir de la Seconde Guerre mondiale. »

En conséquence, « le caractère national du communisme vietnamien est (...) un caractère *acquis*, il est le fruit d’une expérience complexe. Ce qui donne d’autant plus de valeur au fait que, à partir de 1941 et de façon toujours plus parfaite, le communisme vietnamien a réussi à s’identifier au mouvement national vietnamien<sup>1</sup>. »

Ces analyses s’appuient sur des séquences réelles de l’histoire du communisme vietnamien; sur l’effacement d’un Ho Chi Minh et la prépondérance d’hommes de retour de l’Université d’Orient, à Moscou, dans les années trente; sur la relative concordance des grands tournants politiques du Komintern et de ceux des communistes “ nominaux ” au Vietnam avant la fondation du Vietminh; sur l’autorité politique affichée par la direction de l’I.C., qui rédige bien souvent les principaux documents programmatiques en lieu et place des sections nationales...

Mais elles n’en simplifient pas moins outrancièrement l’évolution du communisme vietnamien et rendent difficilement compréhensible le succès des marxistes au Vietnam, toutes tendances réunies, entre 1934 et 1936, comme celui des trotskystes de 1937 à 1939. Le trait dominant de cette période est en effet que l’affirmation « classiste » et internationaliste du communisme vietnamien répond plus à l’évolution interne du mouvement national vietnamien qu’à des incitations extérieures. Si la faiblesse organique de la bourgeoisie vietnamienne explique la marge de manœuvre exceptionnelle dont les révolutionnaires ont bénéficié, elle ne permet pas de comprendre pourquoi les constitutionnalistes ont vu leur influence battue en brèche durant ces années-là par ceux qui se présentaient comme les porte-paroles des intérêts prolétariens.

1. Jean Chesneaux, « Les fondements historiques du communisme vietnamien », dans « Tradition et Révolution au Vietnam », *op. cit.*, pp. 215 à 217.

Le mouvement communiste devient (ou redevient) précisément le porte-parole reconnu de la nation opprimée, dans sa période « classiste », « indochinoise ». Et cette fois déjà, « ce rôle dirigeant du Parti communiste à la tête du mouvement national a été, pour l'essentiel, accepté sans hésitation par l'opinion publique vietnamienne<sup>1</sup> », même si cette affirmation n'est évidemment que relative pour les années trente comme pour les années cinquante et soixante.

Cet aplatissement, cette simplification de l'histoire du mouvement révolutionnaire vietnamien des années trente<sup>2</sup> furent partiellement provoqués par la rareté des documents sur cette période, avant l'ouverture des archives du ministère des Colonies. Mais ils sont aussi la conséquence de blocages politiques, liés aux problèmes soulevés (front uni P.C.I.-trotskystes, situation de Ho Chi Minh, etc.), qui ont freiné longtemps l'approfondissement des études historiques de ces années.

Il faut, semble-t-il, réévaluer l'évolution des liens entre le P.C.I. et le Komintern ou le P.C.F. en tenant à la fois compte de leur densité et des écarts d'orientation ou d'expérience pratique qui se manifestent durant toute l'histoire du communisme vietnamien par rapport au gros du mouvement communiste mondial.

## des liens profonds et durables

On ne saurait sous-estimer la profondeur des liens tissés entre les communistes (du moins les communistes « nominaux ») vietnamiens, l'I.C. et le P.C.F. L'adhésion du mouvement communiste vietnamien au Komintern n'est pas un acte de circonstance. Elle répond à une conviction stratégique : la double conjonction entre d'une part, la libération nationale et la révolution sociale, et d'autre part, les révolutions nationale et mondiale. Elle est préparée par la formation des premiers cadres dans l'I.C. et le P.C.F., et se voit ultérieurement renforcée par l'aide reçue face à la répression coloniale.

1. J. Chesneaux, à propos de la période des guerres de libération, *op. cit.*, p. 217.

2. Simplification qui fut aussi mon fait, voir P. Rousset, *Le Parti communiste vietnamien*, Maspéro, Paris, 1<sup>ère</sup> édition, 1973. J'ai longtemps repris l'analyse faite par Chesneaux dans son article cité ici.

Le noyau dirigeant du parti — tout spécialement dans les années trente — est largement passé par les organismes du Komintern, à Paris, Moscou, et, durant une certaine période, à Wampoha, en Chine. L'« Université des travailleurs d'Orient » (l'« École Staline ») aurait formé, selon la Sûreté française, 47 militants à la date de juin 1934<sup>1</sup>.

La direction du Parti communiste vietnamien a toujours gardé des liens plus étroits avec le Komintern, puis Moscou, que celle du P.C. chinois. Ho Chi Minh est à la fois « l'oncle Ho » et l'ancien délégué du I.C., alors que Mao Tsé-toung ne quittera pour la première fois son pays qu'en décembre 1949 pour se rendre en U.R.S.S. et y négocier difficilement avec Staline. La formation et la montée du maoïsme en Chine, dans les années trente, s'est faite au travers d'une lutte interne contre la fraction stalinienne dite des « 28 bolcheviks » de Wang Ming. L'appareil du Parti vietnamien n'a jamais connu de longue et sévère confrontation analogue à celle de Mao et Wan Ming — c'est-à-dire essentiellement une confrontation entre un « communisme chinois » spécifique naissant au sein de l'I.C. stalinisée et une aile du P.C.C. perpétuant un rapport de subordination politico-organisationnelle avec le Kremlin. La « sinisation » du marxisme et sa transcription dans les réalités vietnamiennes ne s'opèrent pas de la même façon.

L'expérience des liens avec le P.C.F. et la direction de l'I.C., qui est celle des communistes indochinois, est plus durablement positive que celle du P.C.C. Ils sont en quelque sorte protégés par leur marginalité. Le principal terrain d'intervention extrême-oriental du Komintern est la Chine. La question centrale est alors celle des relations entretenues avec le Koumintang. Si Borodine, envoyé spécial, dicte au P.C.C. la politique décidée à Moscou, c'est Ho Chi Minh qui représente l'I.C. auprès des Vietnamiens.

Le désastre de 1927 a certainement joué un grand rôle dans l'évolution des communistes indochinois, mais ses effets sont évidemment qualitativement plus profonds dans le P.C.C. : la défaite de la seconde révolution chinoise est à l'origine des reclassements politiques qui s'amorcent au sein du Parti communiste chinois et des batailles de fractions qui leur sont liées. L'échec ultérieur de la fraction de Wang Minh évite au P.C. indochinois d'être confronté, à la fin des années trente, à un P.C. chinois proprement « stalinien ». Corrélativement, le petit colonat blanc d'Indochine ne joue aucun rôle dans la formation du P.C.I., à la différence du cas algérien. Le Parti communiste naît d'emblée, au

1. Note périodique mensuelle, 2<sup>e</sup> trimestre 1935.

Vietnam comme en Chine, comme un parti autochtone. L'influence du P.C.F. en est fortement amoindrie.

Le communisme vietnamien fait donc l'économie d'une crise brutale et précoce de ses rapports avec l'I.C. Il éprouve par contre le caractère indispensable de sa présence pour l'avenir du combat qu'il entend mener. Si le Thanh Nien peut s'organiser aux frontières de l'Indochine, si sa propagande pénètre le Vietnam, c'est partiellement grâce au P.C.C. et au P.C.F. Si le P.C.I. peut se reconstituer, après la défaite de 1931, sans trop de temps perdu, c'est grâce à l'I.C. Si le pire est évité dans les bagnes d'Indochine, si un travail légal devient possible à Saïgon puis au Nord, si l'amnistie est accordée à de nombreux cadres et militants en 1936, c'est notamment grâce à l'action du P.C.F. L'expérience des prisons renforce d'ailleurs considérablement le sentiment de solidarité internationaliste chez les communistes indochinois. L'avocat qui défend les détenus, qui les aide à se procurer du matériel politique, est envoyé par le Secours Rouge. L'exemple de résistance à la répression, de défense révolutionnaire devant les tribunaux bourgeois, est donné par Dimitrov, dont le procès a un écho considérable au Vietnam<sup>1</sup>.

Les communistes indochinois tirent donc une leçon essentielle de leurs dix premières années d'activité : l'importance vitale que revêt une alliance organique avec le mouvement ouvrier mondial et métropolitain, représenté pour eux par l'I.C. et le P.C.F.

Mais corrélativement, le P.C.I. a toujours été plus indépendant en pratique de Moscou que le P.C.C., ou même que le P.C.F. (dont la composition des organes de direction est déterminée par une commission du Komintern). Pour apprécier cette indépendance pratique, il faut rappeler le degré de contrôle politique et organisationnel qui régissait alors le fonctionnement de l'I.C. Le programme présenté en 1930 par Tran Phu pour remplacer celui rédigé par Ho Chi Minh, comme le programme de 1932, sont très probablement écrits à Moscou. Les « écarts » politiques qui caractérisent le cours du communisme vietnamien n'en prennent plus de signification.

1. Voir par exemple les *Récits de la résistance vietnamienne*, Maspéro, *op. cit.* Dimitrov, exilé communiste Bulgare, était accusé, dans le cadre d'une provocation nazie, d'avoir incendié le Reichstag (le Parlement allemand). Dimitrov prononça en décembre 1933 un discours devant le tribunal de Berlin qui devint célèbre dans le mouvement communiste.

des « écarts » significatifs

L'originalité du communisme vietnamien s'affirme en effet d'emblée. Il épouse l'orientation officielle de l'I.C. Mais il la met en pratique de façon souvent peu « orthodoxe ».

Durant l'essentiel de la période du Thanh Nien, le Komintern s'oriente vers des alliances avec les courants nationalistes bourgeois, orientation qui se sanctionne en Chine par la subordination du P.C.C. vis-à-vis du Kuomintang. Le Thanh Nien affirme un caractère nationaliste, en conformité avec la ligne de l'I.C., mais ne noue pas pour autant d'alliances avec des organisations bourgeoises ou petites-bourgeoises. Il n'était certes pas obligé de définir une politique aussi active qu'en Chine à leur égard, aucune organisation vietnamienne n'ayant la force du Koumintang. Mais rien ne l'empêchait de soutenir ces formations. Or, le Thanh Nien se construit pratiquement en concurrence directe avec les autres courants, et fait apparemment preuve d'un sectarisme marqué à l'égard des organisations les plus proches, comme le Tan Viet. La crise du Thanh Nien, en 1929, semble raviver la défiance de Moscou, alors inquiet de ses déviations nationalistes. Une première demande d'adhésion, en 1929, à l'I.C., aurait été refusée. La reconnaissance officielle du P.C.I. fut tardive : avril 1931, après que le premier programme du Parti communiste, de Ho Chi Minh, eut été écarté, et que de P.C. vietnamien il fut devenu P.C. indochinois.

Le mouvement communiste vietnamien a finalement adopté — au travers d'une crise et au prix d'un retard important — le tournant gauche adopté à son VI<sup>e</sup> Congrès de 1928 par l'I.C. L'« insurrection des soviets du Nghe-Tinh » peut être, en conséquence, interprétée comme l'application au Vietnam des directives aventuristes de Moscou. Telle fut à l'époque (et plus tard) l'analyse de militants trotskystes : « Le P.C.I. suivant l'orientation ultra-gauche de la troisième période (de l'I.C.), — écrivent en 1947 Anh Van et Jacqueline Roussel — (se lança) aussi dans des putschs sanglants, comme à Hatin et Nghe-An<sup>1</sup>. »

Aujourd'hui encore, il est difficile de se faire une idée exacte du rôle respectif de la montée des luttes sociales et des initiatives propres du P.C.I. dans le déclenchement du mouvement insurrectionnel. Les appréciations les plus contradictoires continuent de fleurir. Pour Christiane Rageau, les « soviets du Nghe-Tinh » ont

1. Anh Van et Jacqueline Roussel, « Mouvements nationaux... » *op. cit.*, p. 50.

été une explosion soudaine, sorte de jacquerie spontanée. Pour Lacouture, par contre, l'affaire ne tourna jamais à la jacquerie et fut le fruit de l'action de « professionnels<sup>1</sup> ».

S'il est probable que des erreurs « gauchistes » aient été commises par le P.C.I. en 1930-1931, les « soviets du Nghe-Tinh » ne sont pas pour autant le produit artificiel d'une orientation aventuriste. Le soulèvement populaire des provinces du Nord-Amman est l'aboutissement d'un cycle de montée des luttes sociales au Vietnam, inégale suivant les régions, mais profonde. W.J. Duiker remarque pour sa part, après avoir comparé des sources françaises et vietnamiennes, qu'il y a peu de choses à « opposer aux conclusions auxquelles sont arrivés les historiens à Hanoï, à savoir que la révolte commença essentiellement comme un soulèvement spontané des paysans et des travailleurs contre les conditions économiques » qui leur étaient faites<sup>2</sup>. A la différence d'autres cas, il semble en tout état de cause que le rôle direct du Komintern dans la décision insurrectionnelle ait été nul. Les liaisons entre les organes dirigeants intérieurs, les membres de la direction établis en Chine du Sud et Moscou, sont en effet, à cette époque, très lentes et difficiles. La direction basée en Chine du Sud enverra d'ailleurs des conseils de prudence, en ce qui concerne l'usage de la violence.

Les conséquences organisationnelles de l'échec du Nghe-Tinh sont très graves : l'appareil du P.C.I. est détruit. Mais ses conséquences politiques ne sont pas celles que l'on pourrait attendre après la faillite d'une orientation putschiste, d'un aventurisme artificiel. Au contraire, les années qui suivent vont voir l'audience politique du communisme vietnamien se renforcer rapidement.

La souplesse tactique dont fait preuve le P.C.I., de 1932 à 1935, la prudence manifeste dans son activité pratique, contrastent aussi avec le ton et l'orientation des articles publiés alors dans la presse du Komintern et officiellement entérinée dans le programme de 1932. Très vite, le P.C.I. adopte une ligne d'activité défensive, adaptée à la période de reflux qui succède à l'écrasement des mouvements de 1930-1931. Il décide de reprendre l'initiative politique pour la conquête du droit à l'action légale ou semi-légale en Cochinchine. Il est prêt pour cela non seulement à la collaboration étroite avec d'autres organisations et courants marxistes, mais aussi à des propositions d'unité d'action envers les formations nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises. La presse de l'I.C. et du P.C.F., pour sa part, n'arrête pas, de 1932 à 1934, d'annoncer

1. Voir leurs « Ho Chi Minh » respectifs, pp. 79 et 51.

2. W.J. Duiker, « The Comintern... », *op. cit.*, p. 22.

la « nouvelle montée révolutionnaire » des masses. La direction du P.C.I. (à l'extérieur) ne semble pas s'être opposée ouvertement à cette orientation. Mais des résistances nettes se sont manifestées au Vietnam et, surtout, la pratique d'ensemble du parti n'a pas sombré dans l'ultra-gauchisme, même s'il reste très difficile de repérer quelles étaient les orientations réelles des diverses sections ou cellules et des organismes de direction du parti au fur et à mesure de leur reconstruction.

Hong The Cong, dans un article daté de novembre 1931 à Saïgon, publié dans les *Cahiers du bolchevisme*, part en guerre contre les « opportunistes du Tonkin ». « Les opportunistes, écrit Cong, disent que les masses n'ont plus de combativité, mais les faits concrets du jour ont montré tout le contraire : les opportunistes se rétractent devant la répression de l'impérialisme et appellent honteusement les masses à suivre leur exemple de capitulation. » Il dénonce l'indiscipline du camarade qui « a écrit dans la préface de la brochure "Tâches immédiates des communistes indochinois", que l'Internationale communiste ne sait pas les conditions concrètes de la situation en Indochine, et par conséquent qu'elle est incapable de donner des directives justes au P.C. indochinois. » Hong The Cong voit là « une lutte ouverte contre l'I.C. et par conséquent contre le comité central du Parti ». Il réaffirme une conception ultra-centraliste de l'Internationale, qui veut que puisse être élaborée à Moscou la *tactique* des sections, et que cette orientation puisse être *imposée* : « Les opportunistes ont entièrement oublié que l'I.C. est l'état-major de la lutte révolutionnaire dans le monde entier, l'idéologue, l'organisateur, le tacticien, le stratège du mouvement communiste mondial. Toutes ses directives et décisions ont force de loi pour tous les camarades communistes sans exception, et nous n'avons qu'à les exécuter, fidèlement<sup>1</sup>... »

Dans le numéro de septembre des *Cahiers*, Le Mac Au réaffirme que « depuis la répression des soviets du Nord-Amman, le mouvement révolutionnaire a toujours continué à se développer<sup>2</sup> ». En 1933, Hong The Cong revient encore à la charge sur cette question, dans un article daté du 1<sup>er</sup> janvier, à Saïgon : « La vague révolutionnaire ne cesse de monter en Indochine. Pris dans son ensemble, le mouvement de 1932 est numériquement plus faible que le mouvement de 1930-1931, cependant il a des traits caracté-

1. Hong The Cong, « Le travail du Parti communiste indochinois », les *Cahiers du Bolchevisme* du 1<sup>er</sup> février 1932, pp. 176 à 182.

2. Le Mac Au, « Le deuxième anniversaire des soviets indochinois », les *Cahiers du Bolchevisme*, 1<sup>er</sup> septembre 1932, p. 1083.



ristiques nouveaux (...) L'année 1932 n'a pas été une année de défaite du communisme, mais une nouvelle étape de l'essor révolutionnaire (...) Ce sont là les meilleurs démentis contre les calomnies impérialistes et les pleurnichements des liquidateurs et des trotskystes indochinois (qui n'ont jamais été admis dans notre Parti)<sup>1</sup>. »

Bien qu'enveloppée de formules plus prudentes, c'est toujours la même analyse que l'on retrouve dans l'« Entretien avec les camarades indochinois » d'Orgwald, fin 1933, quand il affirme « qu'en général, depuis 1930, nous assistons à une poussée révolutionnaire, qui tantôt s'élève, tantôt s'atténue sous la pression de la soldatesque française<sup>2</sup>. » Le décalage entre les analyses officielles publiées dans la presse de l'I.C. ou du P.C.F., quant à la nature de la période en Indochine, et celles qui dictent l'action du P.C.I. est d'autant plus net que depuis 1932, le thème de la « nouvelle montée révolutionnaire » a complètement disparu des publications communistes clandestines au Vietnam<sup>3</sup>. Par contre, il sera encore une fois repris dans la « Lettre ouverte du comité central du Parti communiste chinois aux membres du Parti communiste indochinois » publiée en août 1934<sup>4</sup>.

Cette lettre, très probablement réclamée, si ce n'est rédigée par Moscou, montre les réticences de la direction de l'I.C. par rapport à l'organisation indochinoise, à laquelle elle demande de surmonter ses faiblesses. Surtout, elle lance ce qui apparaît bien comme un appel au monolithisme : « Le Parti doit reposer sur une discipline de fer. Dans les conditions de l'illégalité la plus complète, (...) le moindre écart de la ligne fondamentale du Parti aurait des conséquences fatales. Camarades, vous ne devez jamais oublier l'histoire de votre Parti. Vous devez vous souvenir que les six premières années depuis l'apparition de groupes communistes en Indochine ont été des années de luttes et querelles de fractions. Vous devez vous souvenir qu'au moment de l'unification du parti, on n'a pas fait un travail suffisant de démarcation et de sélection des meilleurs éléments d'entre les groupes communistes qui se sont unis. C'est pourquoi le Parti doit toujours être prêt à la résurrection possible de l'esprit de fraction et des tendances sectaires dans

1. Hong The Cong, « Troisième anniversaire de l'unification du Parti communiste indochinois », *Cahiers du Bolchevisme* du 1<sup>er</sup> mars 1933, pp. 281-282.

2. Orgwald, « Entretien avec les camarades indochinois », *l'Internationale Communiste*, octobre 1933, p. 1151.

3. Selon D. Hémerly, « Révolutionnaires... », *op. cit.*, p. 52.

4. « Lettre ouverte du comité central du Parti communiste chinois aux membres du Parti communiste indochinois » *l'Internationale Communiste* du 5 août 1934. Reproduite dans *Partisans* n°48 de juin-août 1969.

certains groupes ou chez certains membres du Parti, et à les réfréner par une riposte foudroyante<sup>1</sup>. »

Autre problème, celui posé par les liens entre le P.C.I. et l'Opposition de gauche. C'est en effet durant ces années que se noue le front uni avec les trotskystes en Cochinchine. L'I.C. et le P.C.F. ont donné leur accord, mais il est fort improbable que l'initiative de cette politique leur revienne et ils semblent garder des doutes quant à son opportunité : une très sévère polémique entre le P.C.I. et les organisations clandestines trotskystes est engagée et ne cessera jamais. Mais Hong The Cong va au-delà quand il écrit, dans les *Cahiers du Bolchevisme* : « Il y a quelques mois, dix-sept chefs trotskystes indochinois (professeurs, avocats, commerçants) ont été arrêtés, mais cela n'est qu'une manœuvre habile de l'impérialisme français, qui veut faire de ses valets des " martyrs " pour les utiliser à mieux tromper les masses<sup>2</sup>. » On ne constitue pas le groupe « La Lutte » avec des valets de l'impérialisme !

Quand Orgwald aborde cette question dans son « Entretien », il rappelle que la lutte contre les trotskystes doit être menée de la même façon que contre la social-démocratie (les groupes « social-fascistes »). Puis répondant visiblement à des arguments avancés par le P.C.I., il précise qu'il faut étudier avec soin la politique des trotskystes au Vietnam, et alors « il sera possible de les démasquer, s'ils travaillent comme des révolutionnaires et ne portent que le nom de trotskystes ce dont je doute. S'ils ne sont trotskystes que par leurs liaisons avec les trotskystes des autres pays, il faut les démasquer comme ayant des liens contre-révolutionnaires. S'ils ne se distinguent pas des autres trotskystes, il faut les discréditer aux yeux des ouvriers, comme on le fait pour la social-démocratie, soutien social de la bourgeoisie<sup>3</sup>. »

La dynamique unitaire initiée par la création du groupe « La Lutte » dépassa probablement de beaucoup le cadre qui avait été fixé par le P.C.I., avec l'I.C. et le P.C.F. Divers indices montrent qu'un dialogue de fait s'est instauré entre militants des organisations clandestines. En 1932, le journal saïgonnais du P.C.I., *Co Do*, reconnaît l'importance du rôle de Trotsky dans la Révolution russe, sans pour autant satisfaire les militants de l'Opposition de gauche indochinoise<sup>4</sup>. Dans une correspondance datée de Saïgon, les *Cahiers du Bolchevisme* publient des extraits d'une longue lettre ouverte envoyée par les militants trotskystes

1. *Op. cit.*, p. 73.

2. *Cahiers du Bolchevisme* du 1<sup>er</sup> mars 1933, *op. cit.*, p. 283.

3. Orgwald, « Entretien... », *op. cit.*, p. 1163.

4. *Co Do* n°7 de mai 1932 et « Critique » du *Co Do* n°7 – Note périodique trimestrielle de mai-juin 1932, Slotfom.

aux membres du P.C.I., sans bien sûr en indiquer l'origine réelle, et sans reproduire les passages violemment critiqués à l'égard du P.C.I. et de l'I.C.<sup>1</sup>.

Le succès de « La Lutte » ne peut se comprendre dans le seul cadre d'une politique de « front unique », où chacun des partenaires du groupe aurait visé avant tout à « démasquer » les autres. La rencontre entre militants de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans la région saïgonnaise, est celle de deux courants révolutionnaires engagés dans des démarches suffisamment parallèles pour trouver durablement un vaste terrain d'entente, fécond et actif. L'attitude des « lutteurs » membres du P.C.I. l'illustre, à la veille de la scission du groupe. Alors que le P.C.F. réitère, dans la lettre du 10 mai 1937, l'ordre de l'I.C. de rupture du Front uni, Duong Bach Mai défend encore publiquement, le 6 juin 1937, l'alliance avec les trotskystes indochinois.

« Dans la situation particulière de l'Indochine, unique au monde, (...) la rupture de notre front unique, le seul qui puisse être établi entre les trotskystes et nous, jettera une confusion inextricable dans la masse et tuera toute ardeur combative de notre peuple. Nous ne surestimons point les trotskystes. Cependant, en même temps que leurs erreurs dans un révolutionnarisme stérile, nous reconnaissons loyalement, jusqu'à nouvel ordre, qu'ils restent encore des éléments anti-impérialistes qui méritent tout notre soutien<sup>2</sup>. »

La tenue du Congrès de Macao, en 1935, confirme les racines « nationales » du cours « gauche » suivi alors par le communisme vietnamien. Moscou n'attend en effet pas la réunion du VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern pour engager le tournant vers les Fronts populaires, notamment par rapport à la France. Il est amorcé par la lettre de Manouïlsky à Thorez, du 11 juin 1934, et débouche sur le pacte Staline-Laval de mai 1935. Dans ce contexte, il est permis de penser que le maintien, à la veille du VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., d'une orientation « classe contre classe » au Congrès de Macao exprime l'existence de résistances vivaces de la part du P.C.I. à l'annonce du tournant droitier du Komintern<sup>3</sup>.

1. Voir la « Lettre d'Indochine » dans les *Cahiers du Bolchevisme* du 15 mars 1932, la « Lettre aux camarades du Parti communiste indochinois » dans *La Lutte de classe* d'août-septembre 1931 et « Une lettre d'Indochine » dans *La Lutte de classe* du 15 juin 1932. Problème : le texte de la lettre dans les deux numéros de *La Lutte de classe* ne correspond pas, comme il se devrait.

2. *La Lutte* du 6 juin 1937, cité par D. Hémary in « Révolutionnaires... », *op. cit.*, p. 413.

3. C'est une hypothèse envisagée notamment par Christiane Rageau dans son *Ho Chi Minh* (*op. cit.*, p. 87).

## l'épreuve du Front populaire

Ce « retard » d'application de la ligne se prolonge en 1936 et, par des réajustements successifs, le P.C.I. tente de mettre son orientation en conformité avec celle du Komintern. Mais, pour la première fois, les politiques de l'I.C. (alliance avec les démocrates bourgeois impérialistes) et du P.C.F. (prise en charge de la défense nationale française) vont entrer en contradiction frontale avec la dynamique des luttes sociales et nationales en Indochine.

M. Magnien écrit, dans les *Cahiers du Bolchevisme* un article symboliquement intitulé « La France menacée en Indochine par la capitulation de Bruxelles » : avec son avance en Chine, le Japon veut « chasser les Blancs d'Asie (...) et nous devons à la vérité et au peuple de France, ajoute Magnien, de dire que *c'est la France qui sera la première en danger : en Indochine*<sup>1</sup>. Maurice Thorez, dans son rapport au IX<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. tenu les 25-29 décembre 1937, précise la nouvelle orientation : « Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit aux camarades tunisiens qui nous ont approuvé, que *le droit au divorce* (l'indépendance) ne signifiait pas *l'obligation de divorcer*. Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est *dans leur union* avec le peuple de France, et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer, par exemple, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini ou de Hitler, ou de faire de l'Indochine une base d'appui pour le Japon. Créer les conditions de cette *union libre*, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde<sup>2</sup> ? ».

Il est déjà loin, le temps où Maurice Thorez clôturait, le 21 février 1933, une intervention à l'Assemblée nationale en s'écriant : « Nous, communistes, nous restons fidèles à la politique de classe et, du haut de cette tribune, nous saluons le vaillant Parti communiste indochinois qui célèbre son troisième anniversaire et mènera le peuple à sa libération ! »

« Vive la libération nationale de l'Indochine ! Vive le Parti communisme indochinois<sup>2</sup> ! »

1. M. Magnien, *Cahiers du Bolchévisme* n<sup>os</sup> 11-12 novembre-décembre 1937. pp. 973-981 ; reproduit dans J. Moneta, *Le P.C.F. et la Question coloniale*, Maspéro Paris, pp. 130-131.

2. Extrait du discours de Thorez, reproduit dans J. Moneta, *op. cit.*, p. 132.

Le P.C.F. ne se contente pas d'avaliser du bout des lèvres la politique coloniale du gouvernement de Front populaire. Il prend, au nom de l'antifascisme, en charge la défense des intérêts de « son » impérialisme « démocratique » à l'échelle internationale, et remet explicitement à une période ultérieure la lutte d'indépendance des peuples coloniaux. Au Viet Nam par contre, la victoire de la gauche française et l'ampleur des grèves de juin 1936 ont favorisé un essor sans précédent des mouvements de masses. La portée objective de la victoire du Front populaire, en Indochine, est contradictoire. Elle permet de desserrer partiellement l'étau de la répression coloniale à un moment décisif. Mais elle place le mouvement communiste vietnamien dans une situation essentiellement contradictoire, entre son allégeance internationale et son engagement dans les luttes nationales en cours.

Du point de vue de l'évolution des rapports de forces entre communisme et nationalisme, la période du Front populaire français est donc d'une importance particulière. Il est en effet probable que « la confrontation avec le Front populaire a été l'épreuve historique décisive qui a départagé au Vietnam, comme en bien d'autres colonies, nationalisme et communisme<sup>1</sup>. » Si, en effet, le P.C.I. avait entériné jusqu'au bout la nouvelle orientation du P.C.F. et de l'I.C. en acceptant pour un temps la collaboration franco-annamite, il est fort probable que son audience aurait été décisivement affaiblie en faveur des courants nationalistes ou trotskystes. Les tensions croissantes dues à sa politique ambivalente de Front démocratique en font foi.

Le P.C.I. ne rompt pas avec le Komintern et le P.C.F.; au contraire, il compose, modifie son orientation, et va jusqu'à avaliser un temps la position du Parti français au moment de la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine. Il continue de manifester son soutien au Front populaire jusqu'après sa mort. Mais il donne un contenu particulier à la politique de Front populaire en Indochine qui, par certains aspects, s'oppose point par point à celle du P.C.F. et de l'I.C. en 1936.

Les historiens vietnamiens soulignent aujourd'hui ces différences : « Le Front démocratique, qui fut (...) lancé en remplacement du Front anti-impérialiste, n'était (...) pas un regroupe-

1. « Œuvres de Maurice Thorez », Livre deuxième, Tome cinquième, p. 10. Éd. sociales, 1951.

2. D. Hémerly, *Les communistes vietnamiens et le Front populaire...*, op. cit., p. 142.

pement de partis comme le Front populaire français, mais un rassemblement de diverses couches sociales, groupements politiques, religieux, culturels, en vue d'actions communes déterminées<sup>1</sup>. » Le P.C.I. continue à mettre l'accent sur le rôle des structures de masse et de base dans la politique de Front unique (comités d'action, syndicats et associations diverses) à l'encontre des accords purement au sommet, à contenu électoral, noués en France. Il poursuit un temps l'expérience d'alliance avec les trotskystes de « La Lutte », maintient longtemps une orientation anti-impérialiste et multiplie les mises en garde contre les illusions qui peuvent naître à l'égard de la politique du gouvernement Blum.

Le Parti communiste indochinois peut se revendiquer de l'orientation définie officiellement au VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. par le rapport Dimitrov et la résolution sur le fascisme, l'unité de la classe ouvrière et les tâches du Komintern. La résolution continue en effet d'insister sur la nécessité d'« établir des organes de Front uni non partisans et élus par la classe ouvrière (...) dans les entreprises, parmi les chômeurs, dans les quartiers ouvriers, parmi les masses populaires urbaines, et dans les villages. Seuls de tels organes (...) pourront gagner des travailleurs inorganisés » et assurer la vigueur des actions de masse<sup>2</sup>. De même, elle réaffirme que « dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la tâche la plus importante des communistes consiste à œuvrer à l'établissement d'un front anti-impérialiste. A cette fin, il est nécessaire d'engager les plus larges masses dans le mouvement de libération (...) Dans l'intérêt même de sa propre émancipation, le prolétariat des pays impérialistes doit donner son soutien le plus conséquent à la lutte de libération des peuples coloniaux et semi-coloniaux contre les pirates impérialistes<sup>3</sup>. »

Le VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. est donc, à ce point de vue, un congrès de transition entre l'orientation de la période « classe contre classe » et celle des Fronts populaires qui verra le jour un an plus tard. Le P.C.I. loge son orientation dans cet espace. Mais l'écart entre la politique officiellement adoptée au Congrès de 1935 et celle pratiquement appliquée par la diplomatie soviétique

1. N.K. Vien, *Histoire du Vietnam*, *op. cit.*, p. 173.

2. Jane Degras, « The communist international 1919-1943 », Tome III (1929-1943) Frank Cass & Co Ltd. Londres 1971, p. 363. Sur l'importance officiellement accordée, alors, aux comités de base hors parti dans la politique de Front unique de l'I.C., on peut aussi se reporter au rapport de Dimitrov au VII<sup>e</sup> Congrès, in G. Dimitrov, *Œuvres choisies*, Éd. Sociales, 1972, pp. 63 à 66.

3. J. Degras, *op. cit.*, p. 367.

et le P.C.F. est tel qu'il ne peut continuer à maintenir l'orientation de « Front populaire anti-impérialiste » et doit adopter la ligne de « Front démocratique » dont on a vu les contradictions internes.

Mis en demeure par l'évolution même de la situation d'opter pour la défense nationale française (c'est-à-dire la collaboration franco-annamite) ou de relancer la lutte anti-impérialiste, le P.C.I. s'engage sur la voie qui mène à la fondation du Vietminh. Cette nouvelle orientation fait prévaloir l'intérêt du mouvement national vietnamien et marque une distanciation nette du P.C.I. à l'égard de Moscou. Elle reflète en effet de moins en moins les tournants de la diplomatie soviétique. Le 22 juin 1940, la défaite française est consommée et l'armistice signée. L'administration française est vichyste et, même si elle apprécie peu la présence japonaise, elle compose... Or l'U.R.S.S. reste liée par le pacte germano-soviétique qu'elle respectera jusqu'au bout. Cinq mois plus tard, Staline décide même de la signature d'un traité de neutralité soviéto-japonais (13 avril 1941). Néanmoins, le P.C.I. avance une orientation anti-impérialiste et anti-japonaise, polémique contre les courants nationalistes pro-nippons.

La rupture des liaisons internationales entre le Vietnam, l'U.R.S.S. et la France facilite cette émancipation progressive de l'orientation du P.C.I. Mais elle ne suffit pas à l'expliquer. On peut dire qu'entre 1936 et 1946, le P.C.I. fut à plusieurs reprises placé par l'I.C. (et le P.C.F.) devant un choix décisif entre sa fidélité au Komintern et sa volonté de garder la tête du mouvement de libération : avec le Front populaire, l'alliance anti-fasciste durant la guerre et les accords de Téhéran, Potsdam et Yalta qui, en 1945, font du Vietnam zone occidentale. D'autres partis ont été placés devant ce type de choix et ont choisi l'option inverse à celle du P.C.I. Le Parti communiste algérien qui s'aligne à l'époque du Front populaire sur l'orientation du P.C.F. et cède à la pression de sa base dans le petit colonat blanc; le Parti communiste indien, qui soutient la défense nationale britannique, alors que les dirigeants nationalistes bourgeois du Congrès sont incarcérés; le Parti communiste français lui-même, au moment de la signature du pacte germano-soviétique; le Parti communiste grec, au moment du débarquement allié à la libération; les Partis communistes du Moyen-Orient arabe, après la reconnaissance par l'U.R.S.S. de l'État d'Israël...

Le Parti communiste chinois fut lui aussi placé devant le même type d'alternative. L'enjeu du conflit qui opposait la direction du P.C.C. à Moscou était le contrôle du mouvement national en Chine, la nature de la politique de Front uni à l'égard du Kuomintang et l'avenir de la lutte révolutionnaire. C'est du moins ce qu'affirme

Mao Tsé-toung dans ses écrits ou discours rétrospectifs. En 1958, il rapporte que « La révolution chinoise a remporté la victoire en tournant le dos aux volontés de Staline. Le faux diable étranger (Staline) "interdisait la révolution" (...) Si nous avons suivi la méthode de Wang Ming, c'est-à-dire de Staline, la révolution chinoise n'aurait pas réussi. Mais lorsqu'elle eut réussi, Staline assura qu'elle était fautive<sup>1</sup>. » Et, en 1962, il confirme que « Staline voulait empêcher la Chine de faire sa révolution, disant que nous ne devrions pas avoir de guerre civile et devrions coopérer avec Tchang Kai-check (...) Mais nous n'avons pas fait ce qu'il disait. La révolution fut victorieuse<sup>2</sup> ».

Il est encore impossible de savoir à quelles pressions exactes le P.C.I. a pu être soumis de la part du P.C.F. et de l'I.C. à la veille et aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Il est possible qu'elles aient été moins fortes que sur le P.C.C., vu l'absence de fraction « orthodoxe » interne, et vu le caractère secondaire du champ de bataille vietnamien par comparaison au théâtre d'opération chinois. Pourtant, les décisions du P.C.I. n'étaient pas sans conséquences, du fait notamment de l'importance de la situation française. Toujours est-il que le P.C.I. et le P.C.C. prirent une attitude analogue : éviter toute rupture ouverte avec Moscou ; adapter autant que faire se pouvait leurs politiques, ou du moins l'expression officielle de leurs politiques, à celles de l'I.C. et des autres « partis frères » ; mais faire prévaloir, en dernière analyse, leurs orientations propres déterminées avant tout par la définition des tâches nationales de la lutte de libération.

Le P.C.I. — plus tard le Parti des Travailleurs du Viet Nam — accentuera progressivement le cours indépendant de son orientation, au fur et à mesure que ses succès nationaux renforceront son assise et sa capacité de négociation. Les années 1939-1941 sont des années charnières, mais elles ne font probablement qu'accentuer un mouvement de relative distanciation des rapports du P.C.I. au P.C.F. et à l'I.C. A la différence d'en Chine, il n'y a pas, au Vietnam, de fracture politique brutale (comme en 1927 et durant les années trente) ou de conflits d'État ouverts (comme lors du départ des conseillers et techniciens soviétiques de Chine) entre le mouvement communiste vietnamien et Moscou. Mais il est permis de penser qu'il y a eu une succession d'expériences négatives qui ont progres-

1. Intervention à la conférence de Chengdu (mars 1958). « Mao Tsé-toung, Textes 1949-1958 », Éd. du Cerf, Paris 1975, p. 485.

2. « Mao Tsé-toung unrehearsed. Talks and Letters. 1956-1971 ». Éd. par Stuart Schran. Penguin book p. 191.



sivement transformé l'adhésion internationaliste enthousiaste originelle à l'I.C. en une politique d'alliance raisonnée mais sans illusions : réticences du P.C.F. face à la question coloniale, défaite de la seconde révolution chinoise, maximalisme des années 1932-1934, abandon du soutien à la lutte d'indépendance lors du Front populaire, partage du monde en zones d'influence au lendemain de la guerre mondiale...

L'expérience vécue par les militants communistes vietnamiens devait les amener à une double conclusion : l'existence d'une communauté *objective et profonde* d'intérêts entre le mouvement de libération nationale, les mouvements ouvriers européens (les P.C.) et l'U.R.S.S., qui explique pourquoi une aide parfois décisive a pu être « gagnée » par la lutte du peuple vietnamien, c'est-à-dire l'existence d'un « camp socialiste » face à l'impérialisme d'une part, et, d'autre part, le danger de s'en remettre aux décisions politiques de Moscou ou du P.C.F., le sentiment de leurs égoïsmes d'État ou de parti du monde impérialiste, la certitude qu'il ne faut pas escompter de victoire accordée, mais compter sur ses forces propres pour engager la lutte. Cette expérience vécue fut probablement pour beaucoup dans le triomphe ultime de la démarche politique d'Ho Chi Minh au sein du Parti communiste vietnamien, elle qui combinait très tôt l'injection du point de vue internationaliste dans le mouvement national vietnamien et la sensibilité aux rapports de forces mondiaux d'une part et, d'autre part, la défense active d'un point de vue communiste asiatique – voire vietnamien – au sein du mouvement ouvrier international. L'aboutissement de cette démarche était la formation d'un courant politique spécifique à l'intérieur du mouvement communiste mondial « officiel » : le communisme vietnamien.

un « communisme national »

La formation du communisme vietnamien — à la fois élément majeur de la vie politique nationale et courant spécifique au sein du mouvement ouvrier international — est un processus prolongé. Ses traits programmatiques, organisationnels et idéologiques, voire culturels — ne se stabilisent durablement que durant la longue période de guerre de libération. Mais les décennies qui précèdent la fondation du Vietminh n'en ont pas moins joué un rôle décisif pour faire du P.C.I. le produit d'une évolution organique du mouvement ouvrier et national vietnamien, comme pour doter ce mouvement national d'une dimension internationale profonde.

Au début des années quarante, le P.C.I. est déjà, dans le Komintern, une formation originale. Les années de gestation du Thanh Nien ont donné au communisme vietnamien une implantation sociale et une autorité politique effectives dans le mouvement national. La période de « bolchevisation », à la fin des années vingt, n'a pas eu les conséquences profondément négatives qui furent les siennes dans d'autres pays : processus de bureaucratisation combiné à la prolétarianisation sociale du parti, subordination politico-organisationnelle nouvelle à Moscou, coupure d'avec les masses réformistes. Et durant la période du Front populaire, aucun des courants nationalistes radicaux ne parvient à reprendre le dessus face au communisme.

## à la recherche du point d'équilibre entre lutte nationale et sociale

Des facteurs objectifs expliquent pour une part cette trajectoire historique favorable du communisme vietnamien. L'ampleur des bouleversements sociaux provoqués par la colonisation, la profondeur de la tradition de résistance nationale, la perception politique et sociologique de l'histoire qui est celle de la pensée confucéenne favorisent la pénétration du marxisme. La faiblesse organique de la bourgeoisie autochtone minera en permanence sa capacité d'action propre. Les conditions qui sont celles des travailleurs urbains dans l'entre-deux-guerres interdisent la formation d'une véritable aristocratie ouvrière, coupée socialement et idéologiquement de la paysannerie. La répression intense et l'illégalisation complète du mouvement ouvrier par la puissance coloniale ne permettent pas la constitution d'une bureaucratie réformiste au sein du mouvement ouvrier. Et, même durant la période du Front populaire, les éléments nécessaires à une substantielle réforme de la colonisation, à même d'enrayer durablement la crise révolutionnaire, n'existeront pas. Enfin, la rupture des relations entre le Vietnam et l'Occident durant la Seconde Guerre mondiale, comme les conséquences de l'intervention japonaise dans la région, aident à la réinsertion des luttes indochinoises dans un ample cycle de révolutions et de guerres de libération en Asie orientale.

Pourtant, l'existence de ces facteurs objectivement favorables au développement durable du communisme au Vietnam ne sauraient faire oublier les autres : limitation géographique du terrain d'action révolutionnaire, divisions ethniques de la population et contrôle de zones militairement stratégiques par des populations hostiles aux Viets, ampleur de la répression et poids de la colonisation directe, isolement périodique du mouvement révolutionnaire vietnamien dans l'arène mondiale, gravité extrême de l'intervention militaire impérialiste... Les succès des communistes vietnamiens n'auraient pas été possibles sans la profondeur de la crise coloniale, puis néo-coloniale. Mais ils tiennent avant tout à leur action propre et à la capacité manifestée par le P.C.I. puis le P.T.V.N., de répondre aux tâches d'une difficile lutte de libération révolutionnaire.

La réorientation du P.C.I., engagée à la fin de la période de « Front démocratique », qui fait à nouveau de la lutte d'indépendance l'axe d'une politique active, était indispensable à la fondation du Vietminh et à la préparation de la révolution d'août 1945. Elle n'en était pas moins insuffisante. Le débarquement ultérieur des troupes franco-anglaises et la guerre de reconquête

coloniale décidée par Paris vont placer le P.C.I. devant des difficultés nouvelles. Pour y faire face et pour assurer une mobilisation croissante des masses face à l'intervention impérialiste, après avoir freiné en 1945-1946 les mouvements paysans, le Parti communiste vietnamien va progressivement et empiriquement revaloriser le combat pour la réforme agraire. Quand s'ouvre la Seconde Guerre mondiale, le point d'équilibre dans l'orientation du P.C.I. entre lutte de libération nationale et lutte sociale n'est pas encore atteint. Il faudra attendre 1952-1953 et l'appel à la réforme agraire radicale, élément essentiel de la contre-offensive générale décidée alors par les forces révolutionnaires qui devait aboutir à la défaite du corps expéditionnaire français<sup>1</sup>.

L'étude du rapport du communisme vietnamien à la question nationale entre les deux guerres mondiales ne saurait ignorer cette évolution ultérieure de l'orientation et de l'action du P.C. Elle montre en effet combien les transformations subies par le communisme vietnamien sont, au début des années quarante, loin d'être terminées. La fondation du Vietminh engage le P.C.I. dans la voie qu'il suivra pendant plus de trois décennies. Mais elle ne fait en même temps qu'ouvrir une période d'évolution politique prolongée, nourrie par l'expérience empirique de la lutte. Vo Nguyen Giap, dans un recueil de textes publiés dans *Guerre du peuple, Armée du peuple*, retrace de façon autocritique cette évolution : « Nous avons mis en avant le mot d'ordre "anéantir les ultra-colonialistes et les traîtres". C'était pourquoi, dès les premières années de la résistance, un certain nombre d'éléments particulièrement réactionnaires de la classe des propriétaires fonciers ont été châtiés au cours des opérations visant à renverser les notables collaborateurs et à liquider les espions. Leurs domaines ainsi que les terres abandonnées par des propriétaires absents ont été à leur tour soit distribués, soit provisoirement remis aux paysans. Ainsi, dans la pratique (je souligne), la réalisation de la tâche antiféodale se poursuivait toujours.

Toutefois, en pensée comme dans les mesures prises, l'influence des notions confuses remontant à 1941 sur le contenu de la lutte de libération nationale se faisait sentir, ce qui amena pendant les premières années de la résistance à négliger dans une certaine mesure la tâche antiféodale, et à accorder à la question paysanne

1. En ce qui concerne cette lente revalorisation de la revendication sociale et la radicalisation progressive du programme agraire du Vietminh, voir P. Rousset, « *Le Parti communiste vietnamien* », Maspero, deuxième édition, Paris, 1975.

une attention qui ne correspondait pas à son importance. Ce n'est qu'en 1949-1950 que cette question fut posée plus clairement. En 1952-1953, notre parti préconisa la levée des masses pour la réduction intégrale du taux des fermages et la réalisation de la réforme agraire, mettant en application le mot d'ordre " la terre à ceux qui la travaillent ". Grâce à ces mesures, la combativité de millions de paysans fut puissamment stimulée et l'alliance des ouvriers et des paysans renforcée<sup>1</sup>. »

Il faut néanmoins remarquer que si la plupart des écrits communistes vietnamiens mettent en lumière cette évolution de la ligne du P.C.I.-P.T.V.N., ils le font généralement de façon beaucoup moins autocritique et justifient même parfois à posteriori la progressivité extrême des mesures agraires préconisées avant 1952.

## la revalorisation de l'histoire nationale

En ce qui concerne la réappropriation de l'héritage culturel et historique vietnamien, le tournant engagé en 1937 ne fait là aussi qu'amorcer une évolution plus profonde. La période de « bolchevisation » du P.C.I. avait été marquée par une violente critique frontale de la tradition culturelle confucéenne, et par une rupture avec le nationalisme antérieur. C'est un mouvement inverse qui est engagé durant la deuxième moitié des années trente. Le problème est d'importance. Le P.C.I., en réapprenant à parler un langage aux références traditionnelles, facilitera probablement sa pénétration extensive dans le monde rural et villageois. Il fera jouer à plein le potentiel de mobilisation contenu dans la réaffirmation d'une identité nationale et historique face à l'impérialisme, les conséquences destructrices de la colonisation et la prétention au monopole de l'histoire qui est celle de l'Occident capitaliste. Le « front culturel » deviendra même, durant la guerre américaine, un terrain essentiel de confrontation entre les forces U.S. et le F.N.L.

Cette réappréciation est d'autant plus importante que la forme dominante du combat révolutionnaire au Vietnam sera dorénavant le mouvement de libération nationale et la lutte militaire. Les trotskystes vietnamiens, pour leur part, avaient représenté

1. V.N. Giap, « Guerre du peuple... », *op. cit.*, pp. 89-90.

l'aile la plus radicale du marxisme des années trente, en ce qui concerne le rejet de l'héritage culturel confucéen et la critique des nationalistes qui voulaient voir dans le passé précolonial un « âge d'or » et d'harmonie sociale. Ils maintiendront apparemment beaucoup plus longtemps que le P.C.I. cette orientation. Mais il est difficile de savoir comment le trotskysme vietnamien aurait évolué à ce sujet dans le nouveau contexte international et national qui se constitue en 1945-1947. Après avoir été libérés des prisons, avec l'arrivée de l'armée japonaise, les militants trotskystes ont noué des relations avec diverses organisations nationalistes ou sectes politico-religieuses. Mais la rareté des documents rend difficile l'étude de cette période. Et l'assassinat par des militants du P.C.I., en 1945-1946, de nombreux cadres trotskystes, mettra brutalement fin à leur participation au Vietminh.

L'évolution du P.C. l'amène, quant à lui, à élaborer progressivement une conception nouvelle de l'histoire du Vietnam, en rupture avec la tradition kominformiste. Si cette conception nouvelle semble ne pas s'être imposée sans débats et divergences, elle transparaît maintenant dans la presse officielle et nombre des principaux écrits des dirigeants ou historiens vietnamiens traduits en langues occidentales. Après avoir été souvent liée à la pénétration occidentale, la naissance embryonnaire de la nation vietnamienne est aujourd'hui renvoyée jusqu'aux premiers peuplements du delta du Fleuve Rouge, voilà 4 000 ans. L'histoire du Vietnam devient ainsi l'histoire de la formation progressive d'une nation unique, de la préhistoire à nos jours, dont les traits actuels se constituent peu à peu, au fur et à mesure de ses diverses étapes de développement. L'entité nationale n'est plus seulement le produit — plus ou moins ancien ou récent — d'une histoire humaine plurimillénaire. Elle devient le fil conducteur de l'étude historique, depuis l'âge de la pierre. L'histoire (et la préhistoire) devient l'histoire de la constitution de la Nation.

Dans ses derniers écrits, Vo Nguyen Giap note que « le Vietnam est l'un des berceaux de l'humanité. Depuis la fondation du pays de Van Lang par les rois Hung et au cours des millénaires avant l'ère chrétienne, dans la lutte contre la nature et contre les autres tribus pour survivre et se développer, les tribus appartenant à l'ethnie viet ont peu à peu forgé les facteurs assez solides qui allaient déterminer la constitution de la nation : elles vécurent de génération en génération sans changer de territoire, elles avaient leur propre langue, une économie et un régime politico-social parvenus à un certain niveau de développement, une culture et une tradition morale qui leur étaient propres. Aussi les sentiments nationaux et la conscience nationale, l'esprit de souveraineté de

notre peuple sont-ils apparus très tôt; sa vitalité était-elle très forte<sup>1</sup>. »

De même, Nguyen Khac Vien recherche dans la préhistoire la formation embryonnaire d'une nation originale : « Les crânes trouvés dans les sites de Hoa Binh, Bac Son, Quynh Van, Minh Cam indiquent que les habitants appartiennent au groupe australo-négroïde; cependant de très bonne heure sont apparus des éléments mongoloïdes. Le croisement des mongoloïdes venus du Nord-Est avec les australo-négroïdes a donné naissance au groupe des mongoloïdes méridionaux qui (...) avait fini par devenir prépondérant. Les ethnies qui cohabitent actuellement sur le territoire du Vietnam appartiennent toutes au groupe des mongoloïdes méridionaux, mais portent encore des traces plus ou moins accusées du groupe des australo-négroïdes. Il s'agit d'un croisement de races donnant naissance à un groupe autochtone, évoluant sur place avec sa culture propre, et non d'une migration massive avec apport d'une civilisation extérieure.

L'étude des instruments en pierre, des poteries des différents sites mésolithiques et néolithiques prouve la continuité d'une évolution interne, se faisant sur place, avec son originalité propre<sup>2</sup>. »

Cet éclairage de l'histoire amène les auteurs vietnamiens à privilégier dans les rapports entre Viets et Montagnards ce qu'il pourrait y avoir de complémentaire. Les soulèvements anti-chinois sont analysés en termes de résistance nationale<sup>3</sup>. Enfin, aujourd'hui, l'appel aux « 4 000 ans » d'histoire vietnamienne remplit une fonction politique et idéologique active.

L'agence de presse Gia-Phong publiait dans le numéro du 1<sup>er</sup> décembre 1975 du *Bulletin d'information du G.R.P.* un article intitulé : « Faut-il maintenir la division du Vietnam ? ». Pour démontrer l'unité historique du pays, l'A.P.G.P. notait encore une

1. V.N. Giap, « Armement des masses révolutionnaires, édification de l'armée du peuple », Hanoï, 1974, p. 48.

2. N.K. Vien, « Histoire du Vietnam », *op. cit.*, pp. 16-17. Trait remarquable de cet ouvrage, le premier chapitre se termine avec le Vietnam des rois légendaires d'avant la conquête chinoise, et le chapitre II par la formation d'un « État monarchique » au X<sup>e</sup> siècle après la défaite chinoise. sautant par-dessus le millénaire de domination chinoise directe. Cette longue période de domination chinoise met pourtant en question la thèse de N.K. Vien selon laquelle les facteurs d'évolution interne l'auraient toujours emporté sur les apports extérieurs dans l'histoire vietnamienne.

3. Méthode que Le Thanh Khoi conteste dans l'introduction à son ouvrage, de 1955 : « Le Vietnam, histoire et civilisation », à propos de la révolte des sœurs Trung. Il dénonce de même le mythe dans lequel « se complaisent un certain nombre de nos lettrés anciens ou modernes, tels que les 4 000 ans de l'histoire vietnamienne... », *op. cit.*, p. 9.

fois que « la nation vietnamienne a 4 000 ans d'histoire comme l'ont prouvé les plus récentes découvertes archéologiques<sup>1</sup>. »

L'histoire du Vietnam pose certainement quelques problèmes qui ne semblent pas complètement résolus quand à l'analyse de la formation de la nation dans les pays non européens à mode de production asiatique, et à forte tradition étatique centralisée largement antérieure à l'introduction du capitalisme par la colonisation. Il y a là naissance de société où s'affirme apparemment une conscience de soi déjà politique (étatique) — et non plus seulement culturelle —, malgré l'émiettement de la conscience villageoise et l'absence d'un marché national capitaliste. Il est aussi possible que l'on puisse retrouver les origines du peuplement viet, dans le delta du Fleuve Rouge, il y a 4 000 ans. Il faudrait d'autres compétences que celles de l'auteur pour discuter de ces questions. Mais des historiens vietnamiens — de même que nombre de dirigeants du Parti et de l'État — ne se contentent pas d'ouvrir le débat sur la nature de la formation ou « pré-nationale », au Vietnam, à la veille de la conquête française. Ils ne font pas seulement l'histoire séculaire du *peuplement viet*. Ils affirment étudier l'histoire quadri-millénaire de la formation de *la nation* (unique) vietnamienne. Le concept de Nation tend par là à devenir un invariant, traversant sans modification de substance les bouleversements de la préhistoire et de l'histoire. Ayant survécu à tant d'épreuves, grâce à la continuité du peuplement viet, on voit mal ce qui pourrait provoquer demain sa disparition. L'existence de la nation semble maintenant transcender l'histoire. Plus que d'une remise en cause d'une éventuelle conception marxiste « européo-centrée » de la formation de la nation, les thèses défendues aujourd'hui par les porte-parole du communisme vietnamien remettraient en cause le caractère proprement historique de la catégorie nation. On aurait tendance à voir là l'expression proprement idéologique d'un repli nationaliste opéré par les communistes vietnamiens à la suite de la dégénérescence bureaucratique de l'Internationale communiste et de la crise consécutive de l'internationalisme classique.

Il serait d'ailleurs intéressant de savoir qui des historiens ou des politiques a eu l'initiative sur cette question. La thèse qui veut que la nation vietnamienne commence à se former dans la préhistoire semble en effet récente. Un débat à certes traversé depuis assez

1. *Bulletin d'Information du G.R.P.* n°44, 1<sup>er</sup> décembre 1975, p. 9. On trouvera des conceptions similaires aussi bien dans un article de l'écrivain The Van, publié dans la revue *Vietnam Quartely* n°2 du printemps 1976, que dans le n° spécial de juin 1977 du *Bulletin du Vietnam* qui fait office de présentation officielle du pays et de son histoire.



longtemps les milieux historiens au sujet de la date de naissance de la nation au Vietnam, certains la faisant remonter à la formation des grandes dynasties pré-coloniales (du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle par exemple), d'autres à 1789 (victoire sur la dernière invasion chinoise), d'autres encore à la colonisation et à l'introduction du pays dans le marché impérialiste mondial, ou encore à 1945, date de fondation de la République démocratique du Vietnam. Mais il n'était pas, alors, question, semble-t-il, de la faire remonter à avant l'occupation chinoise quasi millénaire du pays. On pourrait avancer, à titre d'hypothèse du moins, que la modification des thèses historiques en la matière correspond à l'affirmation plus tranchée sur le plan politique et idéologique de l'indépendance d'un communisme qui se veut national et original.

L'accent est en effet mis de plus en plus nettement, après 1954, sur l'indépendance politique comme facteur indispensable au succès. La maxime du « compter sur ces propres forces » est chargée à cet égard d'un contenu explicite.

### « compter principalement sur ses propres forces »

Les guerres de libération au Vietnam, au moins à partir de la victoire de la révolution chinoise en 1949, n'ont pas été des « conflits locaux », mais des conflits d'envergure internationale, bien que localisés. Les peuples indochinois en lutte n'étaient certes pas des pions manipulés par les grandes puissances; et Soviétiques et Américains ne se combattaient pas par Vietnamiens interposés. Mais les motifs qui poussaient les gouvernements américains successifs à s'engager toujours plus dans la guerre étaient régionaux et mondiaux beaucoup plus qu'indochinois. Il fallait d'abord aider la France à porter un coup d'arrêt au développement de la révolution asiatique. Il fallait ensuite montrer aux mouvements de libération dans le monde ce qu'il en coûtait de vouloir s'opposer à la toute-puissante Amérique : la relance de la seconde guerre d'Indochine participait d'une vaste contre-offensive déclenchée après la victoire de la révolution cubaine et qui s'étendait de l'Indonésie à Saint-Domingue, en passant par l'Indochine.

Les communistes vietnamiens ont toujours été conscients de cette dimension internationale de leur combat. Ils ont toujours su que la victoire dépendait aussi de leur capacité à profiter d'un contexte mondial momentanément favorable, voire d'aider à sa

constitution. L'élément décisif de leur diplomatie est restée l'alliance avec le mouvement ouvrier et communiste mondial officiel, et avant tout avec les « pays socialistes ». Mais le mouvement de « distanciation pratique » engagé dans l'entre-deux-guerres au Vietnam par rapport à l'U.R.S.S. va s'approfondir; jusqu'au moment où ils pourront imposer un cadre de règlement du conflit qui leur soit suffisamment favorable, lors des négociations de Paris de 1972-1973, durant lesquelles ils joueront, à la différence de celle de Genève en 1954 dominées par la présence soviéto-chinoise, un rôle proprement majeur.

La situation objective qui était celle de la révolution vietnamienne dans l'arène internationale s'est reflétée de façon toujours plus explicite dans les documents du P.T.V.N. Les communistes vietnamiens n'ont jamais accepté le schisme sino-soviétique, vécu avant tout comme un affaiblissement dangereux du principal « arrière » du mouvement de libération nationale. Jusque dans son « Testament » politique, Ho Chi Minh aura appelé à l'arrêt d'un conflit qu'il juge « fratricide » : « *A propos du mouvement communiste mondial*. Ayant consacré ma vie au service de la révolution, plus j'éprouve de fierté à voir grandir le mouvement communiste et ouvrier international, plus je souffre de la mésentente entre les partis frères.

Je souhaite que notre parti œuvre de toutes ses forces et contribue de façon efficace au rétablissement de l'union entre partis frères sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, selon les exigences de la raison et du cœur.

Je suis fermement convaincu que les partis frères et pays frères s'uniront nécessairement à nouveau<sup>1</sup>. »

Les thèses publiques du P.T.V.N. s'affirmèrent de plus en plus indépendantes, jusqu'à exprimer des positions ouvertement (bien qu'implicitement) critiques de l'U.R.S.S. et de la Chine en 1972-1973, après l'annonce du voyage de Nixon à Pékin et à Moscou. C'est en fait cette situation d'isolement potentiel, d'alliance conflictuelle, d'interdépendance objective qui se reflète dans le thème vietnamien actuel du « compter principalement sur ses propres forces » (thème qui diffère ici de son homologue chinois par l'insistance avec laquelle il souligne l'importance de l'aide internationale). Giap s'est expliqué, à ce sujet, en ces termes : « 6. *S'appuyer essentiellement sur ses propres forces tout en cherchant de son mieux à gagner l'aide internationale*. (...) Assumant pleinement ses responsabilités politiques quant aux destinées

1. Ho Chi Minh, *Écrits*, op. cit., p. 372.

de la nation et cherchant à “nous appuyer principalement sur nos propres forces”, notre parti a appliqué de façon créatrice le marxisme-léninisme aux conditions de notre pays, *a défini de façon juste et indépendante sa ligne générale, et sa ligne militaire* (je souligne), a mobilisé et organisé toutes les forces de notre peuple et de notre pays en vue de remporter la victoire. *Le peuple vietnamien doit se dresser et mener lui-même la résistance pour conquérir l'indépendance nationale et la liberté, sans espérer que quelqu'un d'autre le fasse pour lui.* (Je souligne.)

En même temps, ces grandes victoires sont inséparables du soutien et de l'aide que nous apportent les révolutionnaires du monde. Le mouvement révolutionnaire mondial a créé des conditions objectives très favorables à la révolution vietnamienne (...)

L'aide internationale doit toujours *être rendue plus efficace par les efforts de notre peuple et de notre parti* dans les conditions concrètes de notre pays. (Je souligne.) Aussi bien, tout en attachant une grande importance à cette aide, avons-nous allié ces deux facteurs pour mener notre lutte jusqu'à la victoire<sup>1</sup>. »

Du triple point de vue idéologique, politique et programmatique, le communisme vietnamien se constitue donc en courant spécifique du mouvement communiste mondial, irréductible aux autres grands partis, qu'ils soient soviétiques ou chinois. En ce sens — et en ce sens-là seulement — il se forme un « communisme national » au Vietnam. L'évolution des rapports, entretenus par le communisme vietnamien et la question nationale, entre les deux guerres mondiales, prélude à, voire amorce, ce processus. Elle montre aussi que les contours programmatiques de ce courant spécifique n'étaient pas déterminés dès le départ, mais qu'ils sont le produit d'une histoire complexe que le P.C.I. n'a que partiellement contribué à écrire.

Le cours suivi ultérieurement par le mouvement communiste au Vietnam permet de saisir plus exactement les facteurs qui ont pesé dans cette évolution. Les mesures de réforme agraire ont été prises sous la pression des circonstances, après une résistance durable de la direction du P.C. Mais quand la décision d'appeler à la réforme agraire radicale fut prise, elle le fut en toute connaissance

1. V.N. Giap « La Guerre de libération nationale au Vietnam », Hanoï 1970, pp. 103 à 105.

de cause quant à ses conséquences sur le cours du mouvement de libération. L'empirisme aura été l'un des principaux ressorts de l'évolution du communisme vietnamien, mais il s'agit d'un empirisme politique. Il permit au P.C.I., puis au P.T.V.N., de définir sa propre orientation, même quand elle devait diverger de celle avancée à Moscou (ou à Pékin).

L'intégration des données nationales propres d'une lutte de libération explique pour beaucoup les concours programmatiques du communisme vietnamien. Mais le renversement d'attitude du P.C.I. à l'égard du passé vietnamien, son identification profonde à une histoire quadrimillénaire, dotée a posteriori d'une continuité et d'une cohérence presque absolues, illustrent combien cette assimilation du cadre national à sa lutte s'est accompagnée d'une adaptation politique et idéologique à ce cadre. Le point de vue asiatique de Ho Chi Minh, au sein de l'I.C. était riche d'une transcription vietnamienne et d'une internationalisation du marxisme. Il était aussi lourd d'une déviation nationaliste favorisée par l'évolution de l'I.C. comme de la diplomatie soviétique, et par le reflux prolongé des luttes de classes dans les centres impérialistes. Le communisme vietnamien actuel reflète à sa manière ces deux processus qui ont marqué, de façon inégale suivant les périodes, son histoire durant les années 1925-1941<sup>1</sup>.

Les vingt premières années du communisme vietnamien lui ont permis de s'imposer doublement : au Vietnam d'abord, à la tête du mouvement de libération nationale; dans le mouvement communiste mondial, ensuite, comme une formation à même de décider de sa propre destinée. Les trente années qui suivront, marqueront profondément ce « communisme national » d'une expérience particulière, celle de la guerre révolutionnaire prolongée et du mouvement de libération du monde colonial et semi-colonial tel qu'il s'est constitué au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

1. Voir à ce sujet Pierre Rousset, « Stalinisme, centrisme et "communismes nationaux" », revue *Critique communiste*, n° 6 d'avril-mai 1976, article écrit dans le cadre d'une polémique politique sur le stalinisme.

<b>INTRODUCTION</b> . . . . .	9
-------------------------------	---

**PREMIERE PARTIE :**

**LE CONTEXTE**

<b>Chapitre 1 : Le prologue : la crise de légitimité</b> . . . . .	14
le Viet Nam au XIX <sup>ème</sup> siècle . . . . .	16
la résistance à la conquête française . . . . .	18
la fin d'une période . . . . .	20
<b>Chapitre 2 : Le nouveau terrain social : la crise structurelle</b>	23
l'effet de déséquilibre . . . . .	23
la formation sociale des années vingt . . . . .	25
une situation coloniale explosive . . . . .	30
<b>Chapitre 3 : Le trait d'union. L'évolution du mouvement national.</b> . . . . .	33
entre Phan Boi Chau et Phan Chu Trinh . . . . .	34
les premiers socialistes . . . . .	40

<b>Chapitre 4 : La révolution russe, le nouveau contexte international.</b> . . . . .	45
l'actualité du socialisme . . . . .	46
un cadre stratégique. . . . .	47
réunir la condition suffisante . . . . .	53

## DEUXIEME PARTIE

### NAISSANCE D'UN COMMUNISTE VIETNAMEIEN

<b>Chapitre 5 : Ho Chi Minh, la démarche d'un communiste asiatique</b> . . . . .	57
un « marxisme teinté de confucianisme » . . . . .	63
<b>Chapitre 6 : Le Thanh Nien de 1925 à 1929</b> . . . . .	67
un mouvement communiste. . . . .	68
révolution nationale et mondiale : quelques divergences . . . . .	74

## TROISIEME PARTIE

### LE TOURNANT

<b>Chapitre 7 : La crise du Thanh Nien</b> . . . . .	86
la montée du mouvement ouvrier . . . . .	87
la crise des courants nationalistes . . . . .	90
l'évolution de l'émigration vietnamienne en France. . . . .	94
le congrès du Thanh Nien. La scission . . . . .	97
<b>Chapitre 8 : La formation du Parti communiste indochinois de la division à la réunification.</b> . . . . .	104
l'orientation du P.C.I. en 1930. . . . .	106
<b>Chapitre 9 : L'épreuve du feu. Les « soviets du Nghe Tinh »</b> . . . . .	112
le déroulement de la lutte . . . . .	113
identification des revendications sociales et nationales. rupture de génération. . . . .	115
un problème d'orientation. . . . .	118

## QUATRIEME PARTIE

### « CLASSES CONTRE CLASSES » ANTI-IMPÉRIALISME ET REVALORISATION DU PATRIOTISME

<b>Chapitre 10 : En rupture ouverte avec le nationalisme. . . .</b>	125
l'orientation du P.C.I. (1932-1936) . . . . .	125
le trotskysme vietnamien au début des années trente . . . . .	129
la formation de « La Lutte » . . . . .	133
<b>Chapitre 11 : Autonomie et hégémonie, constituer le     prolétariat en porte-parole de la nation opprimée. . . .</b>	136
l'identification cause nationale intérêt de classe	137
un internationalisme tourné vers l'Europe . . . . .	141
l'hégémonie ouvrière . . . . .	145
le tournant de 1936 et l'apogée du trotskysme vietnamien . . . . .	150

## CINQUIEME PARTIE

### LE DEUXIEME TOURNANT VERS LES « FRONT DE LIBERATION »

<b>Chapitre 12 : Du front démocratique au vietminh . . . . .</b>	166
l'échec du front démocratique . . . . .	167
conjoncture mondiale et voie de la libération nationale . . . . .	184
évolution et rupture. . . . .	186

## SIXIEME PARTIE

### VERS LA FORMATION D'ÉTATS MULTI-ETHNIQUES

<b>Chapitre 13 : Les positions politiques de Phan Boi Chau     au Thanh Nien . . . . .</b>	196
l'indigence . . . . .	197

la période indochinoise . . . . .	199
la période de Vietminh . . . . .	202
<b>Chapitre 14 : Les premiers pas . . . . .</b>	<b>206</b>
le Viet Bac . . . . .	207
les quatre recommandations et les cinq abstentions . . . . .	210
les bases extérieures : loungtchéou et le Nord- Est siamois . . . . .	212
le difficile recrutement des laotiens . . . . .	215

## SEPTIEME PARTIE

### L'ÉVOLUTION

<b>Chapitre 15 : Le P.C.I., le Komintern et le P.C.C.. . . . .</b>	<b>222</b>
le caractère national du communisme vietnamien, un caractère acquis ? . . . . .	223
des liens profonds et durables . . . . .	225
des « écarts » significatifs . . . . .	228
l'épreuve du front populaire . . . . .	234
<b>Chapitre 16 : Un « communisme national » . . . . .</b>	<b>240</b>
à la recherche du point d'équilibre entre lutte nationale et sociale . . . . .	241
la revalorisation de l'histoire nationale . . . . .	243
« compter principalement sur ses propres forces »	247



Cet ouvrage a été composé par  
EUROCOMposition SA-Paris  
et imprimé par CORBIERE et JUGAIN - Alençon  
pour le compte des Éditions Galilée

Achevé d'imprimer le 16 mars 1978

ISBN : 2-7186-0092-6

Dépôt légal : 1er trimestre 1978.

*Imprimé en France*





Le conflit entre les régimes vietnamien et cambodgien est apparu au grand jour. Après avoir longtemps contribué à réveiller les sentiments de solidarité internationaliste dans le monde, la révolution indochinoise semble maintenant impuissante face à l'exacerbation d'anciens nationalismes. Le combat communiste pour la libération devait-il nécessairement conduire à cette impasse dramatique ?

L'étude du marxisme vietnamien dans les années vingt et trente est précieuse pour qui veut comprendre les derniers événements indochinois, comme pour traiter des rapports entre communisme et nationalisme. C'est en effet à cette époque que la perspective, aujourd'hui si discutée, de « Fédération des Etats unis socialistes d'Indochine » est avancée. Et c'est avec l'échec du front populaire en France que s'engage un processus qui conduit à la dissolution du Parti communiste indochinois et à la création de trois partis communistes nationaux au Vietnam, au Laos et au Cambodge.

Les « fronts-nationaux » qui ont vu le jour durant les guerres de libération se sont peu à peu imposés comme des « modèles » du genre dans l'arène internationale. Néanmoins, l'expérience des mouvements de masse de 1930, 1936 et 1937 au Vietnam montre que les rapports indispensables entre le combat de classe et l'émancipation nationale peuvent prendre des formes très variables. La question nationale est aujourd'hui de mode. L'histoire de la révolution indochinoise est, en la matière, riche d'enseignement.